

ARTISTES FRANÇAIS

DES

DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

[illegible]

[illegible]

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE L'ART FRANÇAIS

ARTISTES FRANÇAIS

DES

XVII[e] ET XVIII[e] SIÈCLES

(1681-1787)

EXTRAITS DES COMPTES

DES

ÉTATS DE BRETAGNE

RÉUNIS ET ANNOTÉS

PAR

LE MARQUIS DE GRANGES DE SURGÈRES



PARIS
CHARAVAY FRÈRES, ÉDITEURS
4, RUE DE FURSTENBERG
1893

ARTISTES FRANÇAIS

DES DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

(1681-1787)

EXTRAITS DES COMPTES

DES

ÉTATS DE BRETAGNE

Toute une longue série d'actes concernant des artistes français, n'ayant aucune attache bretonne et encore moins nantaise, trouvés à Nantes, aux *Archives départementales de la Loire-Inférieure*, la chose est bien pour surprendre un peu au premier abord.

Cependant, il n'est pas besoin de longs discours pour expliquer ce *phénomène*.

Les États de Bretagne, comme d'autres États provinciaux, et notamment comme ceux de Bourgogne et de Languedoc[1], contractaient, aux siècles passés, des emprunts importants. Les Communautés et les particuliers, trouvant dans ces emprunts un placement de fonds sûr et rémunérateur, y souscrivaient tout comme on peut souscrire aujour-

1. Nous avons relevé, dans les dossiers que nous avons dépouillés, de fréquentes mentions des emprunts contractés par ces deux provinces. Les Comptes de ces États doivent exister encore : leur dépouillement donnerait sans doute des résultats semblables à ceux que nous avons obtenus nous-même. Avis aux travailleurs.

d'hui à une émission faite par un Etat, une ville ou un établissement financier quelconque, mais avec cette différence qu'ils ne pouvaient obtenir que des titres nominatifs. Chaque constitut de rente était rédigé par acte devant notaire et chaque titre original pouvait être cédé ou transporté de la même façon, au gré du bénéficiaire, soit en partie, soit en totalité. De telle sorte que, lorsque venait à mourir quelque créancier, — petit ou grand, — des États de Bretagne, ses héritiers, ou ceux qui pouvaient prétendre à sa succession, devaient établir leurs droits en produisant tous actes usités en pareille circonstance : actes de baptême, de mariage ou de sépulture, contrats de mariage, actes de notoriété, testaments, inventaires, partages, etc... Ces actes, centralisés par la Chambre des comptes de Bretagne, établie à Nantes, y ont été conservés, et ils forment aujourd'hui un des fonds les plus riches des *Archives départementales de la Loire-Inférieure.*

Nos lecteurs n'attendent pas sans doute que, pour compléter ces renseignements, nous fassions ici un historique des finances des États de la province de Bretagne. Outre que la supputation de ces millions de livres serait médiocrement intéressante, elle serait absolument étrangère à l'objet de la présente publication. Constatons seulement que ce n'est guère que vers la seconde moitié du XVIII[e] siècle que les bourgeois recherchèrent ces placements, malgré les réductions d'intérêts qu'ils avaient subies. Auparavant, les Communautés religieuses et les grands seigneurs seuls prêtaient aux États. Bientôt, le XVIII[e] siècle avançant dans sa course, et la fortune publique se morcelant, se démocratisant, si l'on peut ainsi dire, les simples artisans n'hésitèrent pas, eux aussi, à mettre leurs économies dans ces titres d'une valeur certaine et d'une sécurité suffisante. Voilà

comment il se fait que la plus grande partie des actes que nous avons relevés appartiennent généralement à la seconde moitié du dernier siècle.

A ces divers documents, nous avons joint trois actes concernant d'importantes familles d'artistes (les *Audran*, les *Ferdinand Elle* et les *Mariette*) que nous avions relevés dans les registres des anciennes paroisses de la ville de Nantes, en opérant le long et laborieux dépouillement qui sera la base d'une prochaine publication sur *Les Artistes nantais.*

Ces actes ne sont pas certainement les moindres joyaux de la série que nous publions ici.

Quant à l'intérêt qui s'attache à la mise au jour d'actes de ce genre, quelle que soit leur source, point n'est besoin, croyons-nous, d'y insister. On a compris, depuis plusieurs années déjà, que, pour apprécier un artiste à sa juste valeur, il ne pouvait suffire d'étudier ses œuvres, mais qu'il fallait encore, — tant est grande sur un tempérament d'artiste l'influence des conditions morales ou matérielles de la vie, — connaître l'homme même, en découvrant son origine, en recherchant quelles étaient sa famille, ses relations, ses amitiés, sa position de fortune, médiocre ou aisée; qu'il fallait, en un mot, savoir qui il était, d'où il venait, où il allait.

D'autre part, de combien d'artistes inconnus de toute pièce, des publications du genre de celle-ci ne nous révèlent-elles pas l'existence! On ignorait leur nom, on ne sait rien encore de leurs œuvres, si tant est même qu'ils en aient jamais produit quelques-unes. Qu'importe? voilà qu'un premier jalon est planté, jalon qui permettra peut-être un jour de retracer toute une laborieuse et féconde existence consacrée aux beaux-arts.

Si de chaque partie de notre ancienne France, qui fut si longtemps à la tête des nations dans presque toutes les branches de l'art, si de chacune de nos anciennes provinces nous arrivaient des travaux du genre de celui-ci, ne voit-on pas combien tous ces documents inédits, sortant de la poussière des archives, compléteraient avantageusement l'historique de notre grande École française et combien encore les noms de tous ces artistes nouveaux venus enrichiraient notre patrimoine artistique?

Ajoutons que, indépendamment des résultats immédiats que nous venons d'indiquer, il y a encore d'autres partis nombreux et intéressants à tirer de notre publication.

Ainsi, par exemple, la plupart des actes que nous publions étant notariés, on comprend de suite quel champ d'investigations et de recherches fructueuses est ouvert aux travailleurs. Si, en effet, l'on veut bien considérer que, autrefois comme aujourd'hui, les familles s'adressaient ordinairement au même notaire pour la gestion de leurs affaires et la rédaction des actes qui en étaient la conséquence, on reconnaîtra de quel prix peut être, pour qui réunit les éléments d'une biographie d'artiste, l'indication de l'étude dans laquelle furent rédigés ses actes de famille. Rien de plus aisé d'ailleurs que de savoir le nom du notaire chez qui sont aujourd'hui conservées ces minutes.

Ajoutons que si les actes qui composent la présente publication ne sont le plus souvent donnés que par extraits, il sera de la même façon toujours fort aisé d'en retrouver la minute et d'en obtenir des copies intégrales.

Enfin, la présente publication vient tout à fait à point pour contribuer à parfaire la réédification de l'état civil de la ville de Paris, détruit par des mains criminelles en 1871. D'intelligentes et très actives bonnes volontés se sont atte-

lées à ce grand labeur; nous sommes heureux de pouvoir apporter quelques pierres à leur nouvel édifice.

Puisse cette publication, dont nous n'indiquons que quelques-uns des résultats pratiques, provoquer d'autres travaux de ce genre! Ce serait l'honneur de la vaillante *Société de l'histoire de l'Art français*, sous le pavillon de laquelle nous nous abritons aujourd'hui, qui a si noblement pris l'initiative et la direction de ces fécondes recherches.

Le M[is] de Granges de Surgères.

Observations : Les notaires dont le nom n'est suivi d'aucune autre indication sont des notaires de Paris.

Il en est de même des paroisses.

La mention E, 619, par exemple, qui suit l'analyse d'un acte, doit se lire : *Archives départementales de la Loire-Inférieure, série E, dossier n° 619.*

La mention B, 49, veut dire : *Archives départementales de la Loire-Inférieure; comptabilité des États de Bretagne; emprunts; constituts; procurations; quittances, série B, dossier n° 49.*

La première de ces séries est classée suivant l'ordre alphabétique; la seconde (n[os] 1-115), qui commence à 1680 pour se continuer jusqu'à la fin du xviii[e] siècle, obéit à l'ordre chronologique. Ce classement paraît provisoire, l'ordre alphabétique s'imposant, comme dans la série E.

Quand un nom nouveau n'est pas accompagné d'un renvoi, c'est que toutes les recherches faites sur cet inconnu sont demeurées sans résultat. Il a paru inutile de reproduire, après chaque article concernant un individu oublié, l'énumération des livres vainement consultés.

Le M[is] de G. de S.

ARTISTES FRANÇAIS

DES

DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES

sculpteur, et Jean-Charles-Nicolas Adam, et en présence de *Claude Michel*[1], sculpteur du Roi, subrogé-tuteur. Il dépendait entre autres choses de la succession une rente de 350 livres sur les États de Bretagne. (E, 619.)

4. Le 22 novembre 1785. Partage (Me Menjaud) des biens dépendant de la succession de *Nicolas-Sébastien Adam*. (E, 619.)

4. — Adam (*Jean-Edme*), sculpteur en marbre.

Le 27 avril 1746. Sentence rendue au Châtelet de Paris, aux termes de laquelle *Jean-Edme Adam*[2], marbrier, sculpteur en marbre, et Marie Le Prince, son épouse, sont séparés quant aux biens. (E, 619.)

5. — Adan (*Nicolas-Félix*), sculpteur.

1. Le 3 février 1750. Inventaire (Me Gillet) après le décès de demoiselle Marguerite Lasnier, femme de *Nicolas-Félix Adan*[3], sculpteur et directeur de l'Académie de Saint-Luc,

ce qui confirme pleinement l'indication de son âge, que nous relevons dans la note qui accompagne la publication du scellé de cet artiste. Le même acte ne nous donne point malheureusement la date de la naissance du second fils, mais nous apprend qu'il fut émancipé et eut pour curateur *Mathieu-Claude Fessard*, le graveur en tailles-douces bien connu. (E, 619.)

1. Ce *Claude-Michel*, subrogé-tuteur des enfants de *Nicolas-Sébastien Adam*, n'est autre que le fameux sculpteur connu sous le nom de *Clodion*, qu'il a rendu si célèbre.

2. Cet artiste, qui doit certainement appartenir à la famille des sculpteurs lorrains cités ci-dessus, ne paraît pas avoir beaucoup marqué, puisqu'il est resté inconnu à tous les auteurs. Ni Jal, ni Dussieux, ni Bellier de la Chavignerie, ni les *Archives de l'Art français* ne citent son nom. On peut toutefois se demander si ce *Jean-Edme Adam* ne serait pas le même que ce *Jean Adam*, sculpteur marbrier comme lui, qui assiste, le 20 juillet 1759, à l'enterrement de Nicolas-Félix Adam, son frère (Herluison, p. 1). Mais, ce n'est qu'une hypothèse. Quoi qu'il en soit, voilà bien un nouveau nom à ajouter à celui des sculpteurs marbriers du xviiie siècle. Comme on connaît aussi le nom de sa femme, la sentence du Châtelet, dont nous donnons l'analyse, pourra peut-être servir à une notice plus complète, lorsqu'un nouveau document sera venu s'ajouter à celui-ci.

3. *Nicolas-Félix Adam* ou *Adan* est connu : dans ses intéressants

à la requête dud. *Nicolas-Félix Adan*, commun en biens et tuteur de Jeanne-Marguerite, Edmée-Suzanne, Jacques-Félix, Suzanne-Cécile, Honorée-Agnès, Nicolas-François, Angélique-Marguerite et Marie-Thérèze Adan, ses enfans mineurs, en la présence de *Claude Lasnier*[1], peintre et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc. (E, 950.)

2. Le 8 avril 1750. — L'an mil sept cent cinquante, le huit avril, Angélique-Margueritte Adan, âgée de deux ans et demy, fille de M. *Nicolas-Félix Adan*, sculpteur marbrier, de la Confrérie du Saint-Sacrement de cette paroisse et directeur de l'Académie de Saint-Luc, et de deffunte Margueritte Lasnier, demeurant fauxbourg Saint-Victor de cette paroisse, décédée d'aujourd'huy, a été inhumée au cimetière de cette église, en présence de M. son père et de *Pierre Charvet*[2], sculpteur marbrier, demeurant rue des Fossés-Saint-Victor de cette paroisse, oncle de la défunte. (Signé :) *N.-F. Adan;* — *Charvet;* — Adan ; — Ance Junot, prestre. — Registres des sépultures de l'église paroissiale de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. — (E, 950.)

3. Le 3 août 1752. — L'an mil sept cent cinquante deux, le trois aoust, Nicolas-François-Auguste, âgé d'environ sept ans, fils de *Nicolas-Félix Adam*, maître marbrier, et de défunte Marguerite Lasnier, rue Saint-Victor de cette paroisse, décédé le jour précédent, a été inhumé au cimetière, en présence de son père, de Jacques-Félix Adam, frère de l'enfant, tous deux soussignés. (Signé :) *N.-F. Adam ;* — J.-F. Adam ; — Bonnet, prestre. — Extrait des registres de la paroisse de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. — (E, 619.)

4. Le 9 mars 1756. Aujourd'hui sont comparus par-devant

Scellés d'artistes (C, 315), M. J.-J. Guiffrey a relaté notamment le procès-verbal d'une saisie opérée, à la date du 16 juillet 1750, par *François Magny* et *Nicolas-Félix Adam*, gardes et directeurs en charge de l'Académie de Saint-Luc, chez le peintre *Charles Eisen*. Néanmoins, la série d'actes qui forment ce chapitre donne sur lui des renseignements nombreux et précieux.

1. Voyez chapitre 215.

2. *Pierre Charvet* paraît un nouveau venu. Un *Joseph Charvet*, également sculpteur marbrier cité dans la publication les *Scellés d'artistes* (C, 296), devait être probablement de la même famille que lui.

les conseillers du Roy, notaires au Châtelet de Paris soussignés, s[r] Charles-Nicolas La Clef, marchand épicier à Paris, y demeurant, rue Neslée, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, s[r] Edme-Nicolas Le Roux, huissier, commissaire-priseur au Châtelet de Paris, y demeurant, rue des Gravilliers, susdite paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, lesquels ont certifié et attesté pour vérité, à tous ceux qu'il appartiendra, que c'est par erreur et inadvertance si, dans différents contracts, papiers et telles autres pièces que ce soit, fournies à différens payeurs de rentes, le s[r] *Nicolas-Félix Adan* a été nommé *Adam*, par un *m* à la fin de son nom, au lieu d'*Adan*, par un *n*, qui est son véritable nom de famille; qu'il n'a jamais signé autrement que par un *n*, ainsi que toutte sa famille, qui se nomme *Adan*, même son père, ses ayeux paternels et autres ancestres, que, pareillement, c'est mal à propos et par inadvertance s'il a été nommé sur les registres de son batême *Adam*, n'étant qu'une faute de la part de celui qui l'a enregistré sur les fonds de son batême, puisque Jean Adan, son père, qui étoit présent aud. batême, n'a signé sur les registres qu'Adan, ainsi qu'il n'avoit signé autrement, ce que lesd. s[rs] comparans affirment véritable, pour en avoir une parfaitte connoissance, ayant partie d'eux connu led. s[r] *Adan*, et connoissant tous led. s[r] Adan, son fils, dont, et de tout ce que dessus, lesd. s[rs] comparans ont demandé acte aux notaires soussignés, qui leur octroye pour servir et valloir ce que de raison à qui il appartiendra. Fait et passé à Paris, ès estudes, l'an mil sept cent cinquante-six, le neuf mars, et ont signé la minute des présentes, demeurée à M[e] Derouges, l'un des notaires. (Signé :) Leray; — Derouges. (E, 619.)

5. Le 25 mars 1763. Acte de notoriété (M[e] Derouges) constatant que feue dame Marguerite Lasnier, épouse de *Nicolas-Félix Adam*, sculpteur et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, qui étoit héritière pour un tiers de feue demoiselle Marguerite-Suzanne Durand, sa mère, femme de *Claude Lasnier*, aussi peintre et ancien directeur de la même académie, a laissé pour héritiers ses enfants : *Jacques-Félix Adam*, sculpteur marbrier, de l'Académie de Saint-Luc; Suzanne-Cécile Adam, épouse de

Charles-Laurent Poullain[1], sculpteur marbrier, de l'Académie de Saint-Luc; Honorée-Agnès Adam, épouse de *Charles-Simphorien Jacques*, sculpteur, de la même académie, et *Jean Adam*, sculpteur, de la même académie. (E, 619.)

6. Le 18 octobre 1763. Comparaissent Pierre Maillot, maître serrurier, demeurant rue Saint-Victor, paroisse Saint-Étienne-Dumont, et *Raymond Lasnier*[2], peintre de l'Académie de Saint-Luc, demeurant à Paris, rue Neuve-Saint-Martin, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, et *Pierre Royer*[3], peintre, de la même académie, demeurant rue de Sève, paroisse Saint-Sulpice, lesquels certifient avoir bien connu Nicolas-François-Auguste Adan et demoiselle Edmée-Suzanne Adan, tous deux enfans de *Nicolas-Félix Adan*, sculpteur et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, et demoiselle Marguerite Lasnier, sa femme, qu'après le décès du s^r^ Nicolas-François-Auguste Adan, arrivé le 2 août 1752, suivant son extrait mortuaire du lendemain, tiré des registres de la paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet de cette ville, il n'a été fait aucun inventaire et qu'il n'a laissé pour ses seuls et uniques héritiers, savoir, quant à ses meubles et acquêts, ledit s^r^ *Nicolas-Félix Adan*, son père, et, quant à ses propres maternels, demoiselle Jeanne-Marguerite Adan, femme de Claude-Louis Cardin, gantier parfumeur, et *Jacques-Félix Adan*, sculpteur marbrier, de l'Académie de Saint-Luc, demoiselle Suzanne-Cécile Adan, femme de *Charles-Laurent Poullain*, aussy sculpteur marbrier, de la même académie, demoiselle Honorée-Agnès Adan, femme de *Charles-Simphorien Jacques*, sculpteur, de la même académie, demoiselle Edmée-Suzanne Adan, actuellement religieuse ursuline de Notre-Dame, établie à Colommiers, tous ses frères et sœurs, chacun pour un sixième..., et qu'après

1. Voyez au chapitre 292 un *Nicolas-Charles Poullain*, également sculpteur marbrier et parent sans doute de *Charles-Laurent*.

2. Voyez chapitre 217.

3. *Pierre Royer* est connu. Il expose au Salon de la Correspondance dès l'année 1779 et envoie encore des tableaux au Salon de 1796, malgré son âge avancé (cf. la Collection des Livrets de Salon, Bellier de la Chavignerie et les *Scellés d'artistes*, B, 142, et C, 157).

l'entrée au couvent de Edmée-Suzanne Adan, il n'a pas été fait non plus d'inventaire... Fait et passé à Paris, en l'étude de Me Derouges, le 18 octobre 1763. (E, 619.)

6. — Aleau (*Nicolas*), maître brodeur.

1. Le 16 septembre 1752. Inventaire (Me Huet) des biens de Claude Giraud, en présence de *Nicolas Aleau*[1], maître brodeur à Paris, en sa qualité de subrogé-tuteur des enfants Giraud. (E, 873.)

2. Le 27 février 1762. Acte (Me Mathon) aux termes duquel *Nicolas Aleau*, brodeur du Roy et de la Reyne, et Magdeleine-Geneviève Montvoisin, son épouse, se font donation mutuelle de tous les biens que le prémourant délaissera au jour de son décès. (E, 620.)

3. Le 13 octobre 1768. Testament dudit *Nicolas Aleau* (Me Dulion), duquel il est extrait ce qui suit : « ... Et quand au surplus de tous les biens qui se trouveront m'appartenir au jour de mon décès, je les donne et lègue, savoir : un septième au sr Berge, officier mouleur de bois; pour un autre septième à lad. épouse du sr *De Lépine*[2], architecte; pour un pareil septième à lad. épouse du sr Jacquier, libraire à Amiens; aussi pour un septième aux enfants de la demoiselle Bergé, décédée épouse du sr Giraud, maître mercier; égale-

1. *Nicolas Aleau*, « brodeur du Roy et de la Reyne, » nous paraît un nouveau venu. Nous n'avons trouvé son nom dans aucun ouvrage spécial, et les publications, concernant les artistes tant de la capitale que des provinces, ne révèlent l'existence d'aucune famille de brodeurs de ce nom. Toutefois, ce maître brodeur devait tenir un certain rang, être arrivé à une certaine situation, si nous en jugeons par les soins qu'il met à régler le sort de sa fortune, qui, faute d'enfants, doit être partagée entre sa femme et des amis ou parents éloignés. Au reste, par sa femme qui était une Mongodin (voyez ce nom), il appartenait à toute une famille de maîtres brodeurs.

2. Cet architecte, dont les prénoms, *Louis-Jules*, nous sont donnés dans l'acte qui suit, est resté inconnu à Lance. Bauchal, écrivant son nom *Delespine* (ce qui est très probablement la véritable orthographe), dit, en citant l'*Almanach du bâtiment* de 1790, qu'en cette année, il était expert de la ville de Paris. L'inventaire qui suit l'acte que nous annotons ici, auquel il comparaît comme légataire, nous montre qu'il occupait cette charge au moins depuis 1768.

ment pour un septième aux enfants d'autre demoiselle Berge, décédée épouse du s[r] Giraud, maître gainier; pour pareille portion aux enfants de Louise Angot, décédée veuve du s[r] *d'Avaux,* brodeur[1], et, pour le dernier septième, quant à la propriété, au s[r] Favereau, fils du s[r] *Favereau*, brodeur, et, quant à l'usufruit, aud. s[r] *Favereau* père et à ses deux sœurs également, et par tiers entre eux. » (E, 620.)

4. Le 21 octobre 1768. Inventaire (M[e] Dulion) après décès dud. s[r] *Nicolas Aleau*, à la requête de Geneviève-Magdeleine Montvoisin, sa veuve, Jean-Pierre Berge, officier mouleur de bois, *Louis-Jules de l'Espine*, architecte expert à Paris, *Pierre-Alexis Lasnier*[2], fabricateur d'instruments de mathématiques à Paris, maître des droits de demoiselle Françoise Davault, son épouse, cousins du défunt. (E, 620.)

7. — Alègre (*François*), maître arquebusier.

Le 24 janvier 1769. Inventaire (M[e] Arnoult) après décès de Marguerite Frambourg, veuve de *François Alègre*, maître arquebusier à Paris, à la requête de divers héritiers. (E, 620.)

8. — Alègre (*Jean*), maître arquebusier.

Le 3 mai 1763. Inventaire (M[e] Duval) après décès du s[r] *Jean Alègre*, maître arquebusier à Paris, à la requête de dame Marie-Jeanne Folliare, sa veuve, commune en biens, aux termes de leur contrat de mariage reçu par M[e] Deruelle, le 3 octobre 1743, et de ses frères. (E, 620.)

9. — Aliot-Lafontaine (*Jean-Pierre*), maître joaillier lapidaire.

Le 20 janvier 1774. Quittance (M[e] Bernard) par *Jean-Pierre Aliot-Lafontaine*, marchand joaillier lapidaire, rue

1. Dans d'autres actes du même dossier, il est qualifié maître brodeur.

2. Nous retrouverons *Pierre-Alexis Lasnier*, dans la suite de ce travail, dans un article le concernant spécialement, chapitre 216.

Gervais-Laurent, paroisse Sainte-Croix, en la Cité, de mille livres pour remboursement de 50 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 60.)

10. — André (*Jean-Baptiste-François-Joseph*), joaillier.

1. Le 17 juin 1769. Contrat de mariage (Me Boursier) de *Jean-Baptiste-François-Joseph André*, marchand joaillier à Paris, et de Louise-Marie-Charlotte Fremin. Les époux seront communs en biens, suivant la coutume de Paris. (E, 622.)

2. Le 21 juin 1769. Mariage des précédents. — Extrait des registres des mariages de la paroisse Saint-Sulpice. — (E, 622.)

11. — Armand (*Louis-Philippe*), peintre à la Manufacture de Sèvres.

Le 12 janvier 1759. Inventaire (Me Giraut) après décès de Germaine Turbot, épouse de Jean Delogé, à la requête dud. Delogé, tuteur de Jean-Jacques, son fils mineur, et en présence de *Louis-Philippe Armand*[1], peintre à la Manufacture de Sèvres, subrogé-tuteur dud. mineur. (E, 793.)

12. — Arrivet (*Pierre-Nicolas*), graveur en taille-douce.

Le 25 novembre 1766. Inventaire (Me Charlier) après le décès de Pierre Arrivet, maître tailleur d'habits, à la requête de Élisabeth-Jeanne Falconnet, veuve en premières noces de Nicolas Saide et en secondes noces dud. *Arrivet*, comme commune en biens et comme tutrice de Élisabeth-Julie Arrivet, sa fille, et de *Pierre-Nicolas Arrivet*[2], graveur en taille-douce, son fils. (E, 625.)

1. Le *Dictionnaire des peintres* de Siret (tert. ed., p. 36) contient le nom d'un peintre nommé *Armand*, peintre d'oiseaux, qui travailla à la Manufacture de Sèvres et « se distingua en son genre. » C'est très probablement notre artiste.

2. Quel est ce graveur que ne citent ni Bonnardot, dans son intéressante *Histoire archéologique et artistique de la gravure en France*, ni Jal, ni Bellier de la Chavignerie? Serait-ce le buriniste auquel le

13. — Aubert (*Daniel*), sculpteur.

Le 6 avril 1769. Contrat de mariage (Me Boursier) de sr *Daniel Aubert*[1], sculpteur et directeur de l'Académie de Saint-Luc, et demoiselle Marie-Jeanne Vincent, fille mineure. Les époux seront communs en biens, suivant la coutume de Paris. Le sr *Antoine Vincent*, maître peintre à Paris, vernisseur du Roy et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, père de lad. future épouse, lui cède et transporte 1,000 livres de rente, au principal de vingt mille livres sur les États de la province de Bretagne. (E, 1304.)

14. — Aubineau (Les), entrepreneurs des bâtiments du Roy pour la vitrerie.

Le 7 août 1764. Inventaire (Me Soyer, notaire à Fontainebleau) après le décès de Marie-Anne-Tugal Deniset, épouse de *Louis-Gatien Aubineau,* entrepreneur des bâtiments du Roy pour la vitrerie à Fontainebleau, à la requête dud.

baron Roger Portalis a consacré une notice dans son livre *les Graveurs du XVIIIe siècle* et sur lequel il constate que l'on sait si peu de chose?... Malheureusement il ignore son prénom, et notre artiste (pour nous embarrasser sans doute!) paraît ne l'avoir placé sur aucune des gravures qu'il a signées. Cependant, Ch. Le Blanc, parlant de ce même graveur dans son *Manuel de l'amateur d'estampes,* lui donne un prénom commençant par un J (Jean, Jacques ou Joseph, sans doute), ce qui ne ressemble guère aux prénoms Pierre-Nicolas que porte bien dûment notre artiste. Que conclure?... Peut-être que les pièces cataloguées par le baron Portalis, sous le nom commun Arrivet, sont dues à deux burins différents, les unes à notre *Pierre-Nicolas Arrivet* et les autres au *J. Arrivet* de Ch. Le Blanc. Ce n'est qu'une hypothèse; quoi qu'il en soit, l'acte que nous donnons ici établit bien formellement qu'il y avait en 1766, à Paris, un graveur en taille-douce du nom de *Pierre-Nicolas Arrivet,* fils de Pierre Arrivet, tailleur, et de Élisabeth Falconnet. Et c'est toujours cela d'acquis.

1. Le sculpteur *Daniel Aubert* nous est connu par le *scellé* de son beau-père, *Antoine Vincent,* publié par M. J. Guiffrey (C, 26). Il est dit, dans les notes qui accompagnent cet acte, que sa femme s'appelait simplement *Marie;* le contrat de mariage dont nous donnons l'extrait montre que ses prénoms étaient *Marie-Jeanne.* Enfin, notre acte nous donne très approximativement la date du mariage des époux Aubert, la cérémonie nuptiale suivant ordinairement, à deux ou trois jours d'intervalle, la rédaction du contrat.

Louis-Gatien Aubineau, commun en biens, et en présence de *Louis-Gatien Aubineau*, aussi entrepreneur des bâtiments du Roy pour la vitrerie à Choisy-le-Roy, de *Jacques-François Aubineau*, pareillement entrepreneur des bâtiments du Roy pour la vitrerie aud. Fontainebleau, et trois autres enfants. Il dépendait de la succession 300 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 626.)

15. — Aubry (*Louis*), maître éventailliste.

Le 13 avril 1766. Contrat de mariage (Me Dubarle) entre sr *Louis Aubry*[1], maître et marchand éventailliste à Paris, et demoiselle Marie Fournier, aux termes duquel il est dit que les époux seront communs en biens, suivant la coutume de Paris. (E, 841, dossier Fournier.)

16. — Audoux (*Louis*), maître maçon, entrepreneur de bâtiments.

1. Le 4 octobre 1716. Baptême de *Louis*[2], fils légitime de Claude Audoux et d'Anne Nadaud, né le 3 octobre. — Extrait du registre des actes de baptême « de la ville et paroisse Saint-Pierre-de-Dorat, capitale de la Basse-Marche, diocèse de Limoges. » — (E, 627.)

2. Le 3 août 1764. Contrat de mariage (Me Prignot et de Beauregard) entre *Louis Audoux*, maître maçon, entre-

1. On connaît trop peu les maîtres éventaillistes, ces gracieux artisans du « sceptre » de la femme, pour que nous ne nous empressions pas d'accueillir celui-ci dans notre galerie. D'autant plus que nous ne le trouvons cité nulle part. A moins, toutefois, que ce ne soit ce *Louis Aubry*, peintre d'images, contemporain de *La Tour*, qui « peignit à l'huile, dessina au pastel et se rendit renommé dans ces deux branches » (cf. *Nouveau Dictionnaire des artistes* dans *la Curiosité universelle* du 11 janvier 1889).

2. Voilà un maître maçon, entrepreneur de bâtiments à Paris, qui est resté inconnu à Lance et à Bauchal. Qu'a-t-il construit, avant d'être garde de la porte et d'acquérir ainsi la noblesse personnelle? nous ne saurions le dire; mais toujours est-il qu'on ajouterait difficilement quelques données biographiques à celles que fournissent nos trois actes : son extrait de baptême, son contrat de mariage, la date de sa mort, tout s'y trouve.

preneur de bâtiments, avec demoiselle Élisabeth-Madeleine Genevois. (B, 34, au nom Genevois.)

3. Le 15 juin 1776. Acte de notoriété (Me Richer), aux termes duquel George Bechat, marchand de bois à Paris, et Léon Mathez, bourgeois de Paris, certifient avoir connu *Louis Audoux*, écuyer, garde de la porte du Roy et auparavant bourgeois de Paris, et plus anciennement maître maçon et entrepreneur de bâtiments à Paris, qu'il est décédé dans la nuit du 6 au 7 septembre 1775 et qu'il a été enterré le 8 dud. mois dans l'église paroissiale de Saint-Sauveur-le-Vicomte et qu'il a laissé pour commune en biens sa veuve Élisabeth-Madeleine Genevois. (E, 627.)

17. — AUDRAN (*Michel*), tapissier aux Gobelins.

Le 22 janvier 1763. Acte (Me Fourmel) portant pouvoir, par *Michel Audran*[1], entrepreneur des ouvrages d'hautelisse (*sic*) à la manufacture royale des Gobelins, y demeurant, paroisse Saint-Hypolite, à François Dorée, directeur des domaines à Paris, pour toucher les arrérages d'une rente de 900 livres sur les États de Bretagne. (E, 627.)

18. — AUDRAN (*Thomas*), peintre.

Le cinquiesme (novembre 1701) fut inhumé au cimetière le corps de deffunt *Thomas Audran*[2], peintre, âgé de vingt

1. *Michel Audran,* de la grande famille lyonnaise des Audran, fils du graveur *Jean* et de Marguerite Dossier, fut entrepreneur des ouvrages de haute lisse aux Gobelins de 1733 à 1772. A la différence des entrepreneurs des ouvrages de basse lisse, qui avaient de nombreuses occasions de bénéfices, on sait que les entrepreneurs des ouvrages de haute lisse, les *de la Tour*, les *Delafraye*, les *Monmerqué*, les *Cozette*, se sont tous ruinés dans cette charge. *Michel Audran*, qui avait du bien lorsqu'il fut nommé en 1733, n'échappa pas à la loi générale. Aussi, est-ce avec un sentiment de soulagement que l'on surprend ce brave homme, dont la conduite fut d'ailleurs irréprochable, encaissant ses petites rentes sur les États de Bretagne.

2. L'importance capitale de l'acte que nous publions ici ne saurait échapper à nos lecteurs.

Ce *Thomas Audran*, originaire de la paroisse Saint-Séverin de Paris, est *bien certainement* de la même famille que *Michel Audran* qui pré-

ans, fils de deffunt (le prénom est resté en blanc) *Audran* et de Louise Coulombier, sa veuve, originaire de la paroisse Saint-Severin, archevesché de Paris, mort d'hier subitement,

cède, c'est-à-dire de cette famille de peintres et graveurs si connue de tous ceux qui se sont occupés de l'histoire de l'art pendant les trois derniers siècles.

Notre acte, tout incomplet qu'il est, va nous permettre d'apporter un nouvel appoint à la généalogie de cette intéressante famille, à laquelle tant d'auteurs ont travaillé, généalogie « fort embrouillée, » ainsi que l'écrivait M. Houdoy dans le *Bulletin de la Société de l'Art français* de 1877 (cf. notamment : Moreri; Mariette, *Abecedario;* Ch. Le Blanc, *Manuel;* G. Duplessis, *Notice sur la vie et les travaux de Gérard Audran*, Lyon, 1854; Eug. Piot, *État civil de quelques artistes français*, Paris, 1873; Herluison, *Actes d'état civil d'artistes français*, Orléans, 1873; Jal, *Dictionnaire critique*, et surtout la notice rédigée, en 1884, par M. Edmond Michel, sous le titre *les Audran peintres et graveurs*, notice très étudiée et très complète, résumant et rectifiant tout ce qui avait paru avant sur ce sujet).

Sans nous attarder à la recherche du drame passionnel qui a pu occasionner la mort subite de ce jeune homme, dont l'*amie*, veuve du peintre *Grasset*, accompagna la dépouille mortelle jusqu'au lieu de la sépulture, nous essaierons simplement de déterminer à quel rameau de l'arbre généalogique de la famille *Audran* il peut et doit être rattaché.

A première vue, la chose ne paraît point aisée, puisque, malheureusement, le prénom de son père fait défaut dans notre acte, et puisque encore, ni son prénom, *Thomas*, ni le nom de sa mère, Louise Coulombier, ne se retrouvent dans aucune des généalogies figurant dans les notices que nous venons de citer.

Cependant elle n'est point impossible; essayons. Notre jeune peintre ne peut être un fils de *Claude I*, qui, d'après Moreri et Jal, mourut à Lyon, le 18 novembre 1677; ce n'est point un fils de *Germain Audran* (1631-1710), puisque nous savons que sa femme se nommait Jeanne Chéron (Herluison) ou Cizeron (Jal). Sera-ce un fils de *Gérard I* (1640-1703), le plus célèbre des artistes de cette famille? Pas davantage, puisque sa femme s'appelait Hélène Lichery (Herluison). Alors, ce pourrait être un fils de *Claude III* (1658-1734), le peintre de grotesques et d'ornements, concierge du Palais du Luxembourg? Encore moins, puisqu'il est établi (Moreri) qu'il resta célibataire. *Gabriel* (1660-1740) et *Benoît I* (1661-1721) sont morts également sans être mariés et *Jean* (1667-1756), graveur, logé aux Gobelins, le père de *Michel Audran*, l'entrepreneur des ouvrages de haute lisse dont nous venons de parler, était époux de Marie-Marguerite Dossier. Quant aux autres membres de la famille, ils sont tous nés ou morts trop tôt ou trop tard pour être père de notre *Thomas*, si ce n'est toutefois *Claude II*, peintre d'histoire, membre de l'Académie de peinture et de sculpture, né à Lyon

proche cette église, chez Michel (*sic*) Cerclé, veuve de Jacques Canard, maître boulanger, ches laquelle il demeuroit depuis quatre jours, présente avec Marie Girard, veuve de *Philippes Grasset*[1], peintre, ami du deffunt, qui a atesté sa catholicité, seul (*sic*) soussigné, demeurante Grande-Rue, paroisse de Saint Vincent, et Louis Batelet, marchand, demeurant sur le pont, soussigné. L. Batelet; — Marie Girard; — Rousseau, recteur. — Registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Nicolas de Nantes pour l'année 1701.

19. — Autran (*Barthélemy-Jean*), orfèvre.

Le 19 août 1771. Décès de Étienne Armand, veuve de *Barthélemy-Jean Autran*, ancien garde du corps de l'orfèvrerie. — Registres mortuaires de Saint-Germain-le-Vieil. — (E, 697.)

B

20. — Bailly (*Jacques*), peintre du Roi, garde général des tableaux de la couronne.

1. Le 25 février 1763. Partage (Mᵉ Fortier), entre *Jacques*

en 1644 et mort à Paris en 1684. Jal le fait, par erreur, époux de Jeanne Chéron (ou Cizeron), qui était femme de *Germain*, comme nous l'avons dit. M. Edmond Michel relève fort justement cette erreur (p. 14), mais ne dit point s'il fut marié, et par conséquent ne peut donner le nom de sa femme.

Eh bien! pourquoi Louise Coulombier ne serait-elle pas la femme de *Claude II* et pourquoi le jeune *Thomas* ne serait-il pas leur fils?...

Ce n'est là qu'une conjecture, mais reposant, croyons-nous, sur de bien fortes probabilités.

Si on veut bien l'adopter, nous aurons complété, *in parte quâ*, la généalogie « embrouillée » des *Audran*, et si, au contraire, on se refuse à l'accepter, notre acte n'en aura pas moins révélé deux noms nouveaux appartenant à l'intéressante famille des *Audran*, celui de *Thomas*, peintre, né à Paris, paroisse Saint-Séverin, en 1681, et mort à Nantes, le 15 novembre 1701, ainsi que celui de Louise Coulombier, sa mère.

1. *Philippe Grasset* était sans doute un peintre de Nantes. Cependant, l'état civil ne nous fournit aucune donnée sur son compte; il ne sera pas mort dans cette ville.

Bailly[1], garde général des tableaux de la couronne, et Marie-Cécile Guichon, son épouse, et sept autres cohéritiers, des biens dépendant de la succession de Edmée-Martine Guichon, tante de lad. dame Bailly. (E, 897.)

2. Le 28 novembre 1768. Inventaire (Me Giraut), après le décès de *Jacques Bailly*, peintre du Roy et garde des tableaux de la couronne, à la requête de dame Marie-Cécile Guichon, sa veuve, commune en biens, et de *Jean-Sylvain Bailly*[2], garde des tableaux de la couronne et membre de l'Académie des sciences, de Jean-François Batbedad[3], banquier à Paris, époux de dame Edmée Bailly, et de Paulin Bailly, commis au bureau des Interprètes des affaires étrangères, ses enfants, héritiers chacun pour un tiers. (E, 630.)

21. — Balleux (*Pierre-Henry*), maître sculpteur.

Le 12 janvier 1774. Inventaire (Me Boutet) après le décès de Catherine Couturier, veuve François Kerboul, à la requête de *Marie-Olivier Kerboul*, cizeleur à Paris, et de *Pierre-Henry Balleux*, maître sculpteur à Paris, époux de Marie-Angélique Kerboul, ses petits-enfants. (E, 932.)

22. — Bazille (*Charles*), architecte.

1. Le 24 septembre 1770. Dépôt, en l'étude de Me Vergne, notaire à Paris, du testament olographe de *Charles Bazille*[4],

1. *Jacques Bailly* est trop connu pour que nous ayons la prétention d'apprendre beaucoup sur son compte. Si ce n'est la date exacte de sa naissance, restée dans l'ombre jusqu'à ce jour, le nom de sa femme, les noms et le nombre de ses enfants, la date de sa mort, tout cela est imprimé depuis longtemps (cf. notamment Jal). Voici cependant deux actes qui peuvent avoir leur petit intérêt, particulièrement l'inventaire dressé après son décès : ils peuvent mettre l'un et l'autre sur la piste d'actes de famille inconnus.

2. Quant à *Jean-Sylvain Bailly*, qui succéda à son père dans la garde des tableaux de la couronne, comme en un fief de famille, la notoriété qu'il s'est acquise comme maire de Paris, à l'époque révolutionnaire, nous dispense de fournir une note à son sujet.

3. Jal, qui a eu sous les yeux l'acte d'inhumation de *Jacques Bailly*, dit que la signature de ce banquier est Badebat. Notre acte porte *Batbedat*, sans doute par erreur.

4. Le nom de cet architecte a échappé aux investigations de Lance

architecte à Paris, fait à Sceaux le 23 septembre 1770. (E, 642.)

2. Le 25 mars 1771. Inventaire (Me Vergne) après le décès de *Charles Bazille*, architecte à Paris, mort à Sceaux, le 24 septembre 1770, à la requête de demoiselle Barbe Langelé, veuve de Me Nicolas-Pierre Bazille, ancien greffier en chef de la Cour des aides, sa mère. (E, 642.)

23. — Becquet (*Charles-François*), peintre à la Manufacture de porcelaines de Sèvres.

1. Le 2 juillet 1765. Enterrement de *Charles-François Becquet*[1], peintre à la Manufacture de porcelaines, décédé la veille à Sèvres. — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Romain de Sèvres. — (E, 809.)

2. Le 1er août 1766. Acte de notoriété (Me Lejay), aux termes duquel *François-Louis Bonnemain*, maître sculpteur, et Philippes-François Leroux, horloger, certifient avoir connu *Charles-François Becquet*, peintre à la Manufacture de porcelaines de Sèvres, qu'il y est décédé le 1er juillet 1765, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'il laisse pour seule héritière Marie-Anne-Françoise-Simonne Becquet, sa fille mineure, issue de son mariage avec Marie-Anne Bertrand, maintenant sa veuve. (E, 809.)

3. Le 20 juin 1769. Acte de notoriété (Me Miller), duquel il appert que Jeanne Dublé, veuve de François Becquet, marchand mercier, est décédée à Paris, paroisse Sainte-Marguerite, le 16 mars 1753, laissant pour héritiers : *Charles-François Becquet*, peintre à la Manufacture de porcelaines

et de Bauchal. M. J. Guiffrey le cite dans ses *Scellés*, au chapitre qu'il a consacré aux *Scellés d'artistes mentionnés sur les tables des archives des commissaires, mais n'ayant pas été conservés* (C, 297). Nos actes sont intéressants, puisqu'ils donnent très exactement le prénom de notre architecte, les noms de ses père et mère, la date de son testament et celle de sa mort.

1. Ce *Becquet* est un nouveau venu, un de ces nombreux artistes qui travaillaient à la manufacture de Sèvres et dont les travaux anonymes décorent les pâtes tendres qui font la joie et l'orgueil des collectionneurs de porcelaines. Les actes que nous donnons ici reconstituent la personnalité de l'un d'entre eux (voyez chapitre 147).

de Sèvres, Jean-Antoine Becquet, soldat au régiment de Vaubercourt, Jeanne-Françoise-Élisabeth Becquet, femme de *Jean-Louis Bonnemain*[1], maître sculpteur, et Marie-Anne Becquet, épouse de Charles La Rose, mercier, ses quatre enfants. (E, 809.)

24. — Bellangé (*Pierre-Jean*), maître orfèvre.

Le 7 janvier 1784. Quittance (Me Boursier) par *Pierre-Jean Bellangé*[2], maître orfèvre bijoutier, place Dauphine, paroisse Saint-Barthélemy, à Paris, au nom et comme tuteur de Pierre-Louis Bellangé, fils mineur, issu de son mariage avec feue Marie-Élisabeth Boursin, de huit mille six cent soixante-sept livres, pour remboursement de 437 livres 7 sols de rente sur les États de Bretagne, provenant de la succession de lad. Marie-Élisabeth Boursin. (B, 69.)

25. — Benard (*Claude-Marin*), maître orfèvre.

1. Le 12 mars 1766. Inventaire (Me Mouëtte) après le décès de Madelaine Tubeuf, femme Claude Benard, blanchisseur de linges, à la requête de Claude Benard, commun en biens et tuteur de Denis, Marie-Louise, Paul et Louise-Madelaine Benard, ses quatre enfants mineurs, de *Claude-Marin Benard*[3], maître orphèvre à Paris, y demeurant, place du Pont-Saint-Michel, paroisse Saint-Severin, en son nom et comme subrogé-tuteur desd. mineurs, ses frères, et de *Pierre Benard*, maître fourbisseur à Paris, y demeurant, pont Saint-Michel, paroisse Saint-André-des-Arcs, tous les six héritiers de la défunte, leur mère. (E, 650.)

1. Nous allons bientôt retrouver ce sculpteur dans un article spécial (chapitre 41).

2. Ce bijoutier ne nous est point inconnu. L'*Almanach Dauphin ou Tablettes royales du vrai mérite*, qui imprime son nom *Bellanger*, le cite dès l'année 1777, habitant déjà place Dauphine, et dit qu'il est « connu pour les bijoux de fantaisie et à secret. »

3. Le maître orfèvre *Claude-Marin Benard*, pas plus que son frère, *Pierre*, maître fourbisseur, — deux artisans du métal, — ne nous sont connus. Ni l'un ni l'autre ne figurent dans les listes des comptes des Menus-Plaisirs. Descendaient-ils de ce *Benard-Oudin*, qui fut garde de l'orfèvrerie de Paris en 1447 ? nous ne saurions le dire.

2. Le 14 septembre 1768. Acte (Me Mouëtte), aux termes duquel les susd. héritiers consentent à ce que leur père touche les arrérages d'une rente de 75 livres sur les États de Bretagne. (E, 650.)

26. — Benard (*Emery*), maître brodeur.

Le 23 septembre 1741. Inventaire (Me Doyen) après le décès de Charles Rollin, ancien recteur de l'Université et professeur royal en éloquence, qui avait fait son testament olographe à Paris, le 30 janvier 1741, déposé en l'étude dud. Me Doyen, le 14 septembre 1741, à la requête de Jean-Baptiste-Louis Crevier, professeur de rhétorique au Collège de Beauvais, en qualité d'exécuteur testamentaire, et de *Emery Benard*[1], maître brodeur à Paris, *Jacques-Nicolas Baillion*, dessinateur et brodeur, au nom de Marie-Élisabeth Benard, sa femme, et autres cousins dud. feu sr Rollin. (E, 1183.)

27. — Benoist (Les), peintres, de l'Académie de Saint-Luc.

Le 28 juin 1770. Inventaire (Me Jourdain) après le décès de sr *Nicolas-Clément Benoist*[2], maître peintre, ancien direc-

1. Le maître brodeur *Emery Benard*, dont nous n'avons rencontré le nom dans aucun ouvrage, descendrait-il par hasard des maîtres brodeurs orléanais de ce nom au xvie siècle, parmi lesquels on cite surtout *Étienne*, le maître brodeur de François Ier et de la reine mère Louise de Savoie ? (cf. *Documents inédits pour servir à l'histoire des arts en Touraine*, par Ch.-L. Grandmaison, Tours, 1870, p. 312, et *les Artistes tourangeaux*, par le Dr E. Giraudet, Tours, 1885, p. 20-22.) Ce serait une noble origine artistique. Les archéologues tourangeaux nous diront peut-être un jour ce que peut valoir cette supposition.

2. Voici trois artistes, le père et les deux fils, — ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, — peintre, membre de cette académie, — et maître peintre, — qui paraissent être demeurés ignorés des chercheurs. Leurs noms, on ne les trouve ni dans les livrets des expositions de l'Académie de Saint-Luc, ni dans Jal, ni encore moins dans Bellier de la Chavignerie, ni dans les *Archives de l'Art français*. Enfin, ils n'ont exposé à aucun des Salons du Louvre. Les nombreux créanciers qui comparaissent à l'inventaire, qui nous révèle leurs noms, nous montrent, à n'en pouvoir douter, que l'art ne les avait pas enrichis.

teur de l'Académie de Saint-Luc, à la requête de Denise-Françoise Chaillou, sa veuve, commune en biens et donataire d'une part d'enfant, suivant leur contrat de mariage, de *Simon-Clément Benoist*, peintre, de l'Académie de Saint-Luc, et de s[r] *René Benoist*, maître peintre, héritiers chacun pour moitié dud. *Nicolas-Clément Benoist*, leur père. Nombreux créanciers. (E, 650.)

28. — Bernard (*Charles*), architecte.

Le 11 novembre 1747. — Le unze novembre, est décédé, rue de Jouy, M[e] François-Michel-Chrestien Deschamps, écuyer, âgé de cinquante-neuf ans; a été inhumé, le douze du courant, dans la cave de la neff de Saint-Paul, sa paroisse, par nous, curé soussigné, docteur de la maison et société de Sorbonne, en présence de M. *Charles Bernard*[1], architecte, oncle, du côté de son épouse, de M. Charles-Marcel Bernard, cousin de même, de M[e] René Brisseau, avocat en Parlement, conseiller du Roy, notaire au Châtelet de Paris, son exécuteur testamentaire. *Bernard;* — Brisseau; — N.-P. Guéret, curé de Saint-Paul. — Extrait du registre mortuaire de l'église royale et paroissiale de Saint-Paul à Paris, de l'année mil sept cent quarante-sept. — (E, 744.)

29. — Bertaud (*Claude-François*), maître relieur.

Le 6 juillet 1764. Acte (M[e] Guéret) portant transport, par Jean-François Crussier, concierge de l'hôtel de Monseigneur le cardinal de Luynes, archevesque de Sens, de la propriété de 25 livres de rente sur les États de Bretagne à *Claude-François Bertaud*, maître relieur à Paris, ruë Saint-Jean-de-Beauvais, paroisse Saint-Benoist. (E, 653.)

1. Cet architecte est resté inconnu à Lance. Mais comment se fait-il que Bauchal ne lui ait pas donné une place dans son *Nouveau Dictionnaire des architectes*, paru en 1887, alors que M. Guiffrey l'avait déjà cité dans ses *Scellés d'artistes* (C, 239), publiés en 1885? D'après cet auteur, *Charles Bernard* mourut à Paris, rue Le Grattier, le 3 octobre 1751. Notre acte ne donne pas sur lui des détails biographiques bien étendus. Au moins fait-il connaître sa parenté et la montre-t-il tenant un rang honorable dans la société.

30. — Bettancourt (*Pierre-François*), maître joaillier.

1. Le 4 novembre 1757. Inventaire (Me Hachette) après le décès de Marie Gouault, épouse de Claude Bettancourt, officier de fruiterie de la Reine, à la requête dud. sr Bettancourt et de *Pierre-François Bettancourt*, maître joaillier à Paris, Jacques-Hubert Lemoyne, maître limonadier, époux de Marie-Geneviève Bettancourt, Dominique Bettancourt, résidant à la Martinique, *Ange-Augustin Rousseau*[1], architecte, époux de Anne-Claude Bettancourt, et Augustin Bettancourt, ses six enfants. (E, 655.)

2. Le 31 août 1759. Inventaire (Me Marchand) après le décès de Claude Bettancourt, à la requête de ses enfants, ci-dessus désignés. (E, 655.)

31. — Billaudel (Les), architectes.

1. Le 18 septembre 1762. Acte de notoriété (Me Demaraudel), duquel il résulte que M. *Charles-Jacques Billaudel*[2], conseiller du Roy, intendant ordonnateur général des bâtimens du Roy à Marly, grand gruyer, maître des eaux et forêts du duché de Mazarin, est décédé à Marly, le 13 may 1762, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il a laissé Marie-Louise Duvernet pour sa veuve, et, pour son seul héritier, sr *Jean-René Billaudel*[3], architecte et con-

1. Né le 5 décembre 1701. Voyez chapitre 346.

2. *Charles-Jacques Billaudel* est bien connu; les *Archives de l'Art français*, Leroy, dans son *Histoire des rues de Versailles*, Lance et Bauchal lui ont tour à tour consacré des articles intéressants. Lance fixe au 14 décembre 1734 la date de son admission à l'Académie d'architecture, tandis que Bauchal affirme qu'il fut admis en 1725, « alors qu'il était intendant des bâtiments du Roy, » ajoute-t-il. Qui a raison entre ces deux auteurs?..... On sait moins qu'il fut grand-gruyer du duché de Mazarin, ce qui lui donnait une juridiction, en première instance, sur tous les délits commis dans les forêts du ressort de ce duché. Tous nos auteurs s'accordent à dire qu'il mourut en 1762, sans dire en quelle paroisse. Son acte de sépulture, que nous publions à la suite de l'acte de notoriété qui le concerne, donne à ce sujet tous les renseignements désirables. Cet acte était inédit.

3. *Jean-René Billaudel*, fils du précédent, n'est pas moins connu que son père. Lance et Bauchal lui ont consacré des articles suffisamment

trolleur des bastimens du Roy au département de Bellevue, leur fils; que la veuve était commune en biens et que de la succession dépendait une rente de 100 livres sur les États de Bretagne. (E, 659.)

2. Le 14 mai 1762. — L'an mil sept cent soixante-deux, le quatorze may, a été inhumé, dans l'église de cette paroisse, le corps de *Charles-Jacques Billaudel*, conseiller du Roy, intendant-ordonnateur général des bâtimens du Roy, controlleur des bâtimens du Roy à Marly, grand gruyer, maître des eaux et forêts du duché de Mazarin, âgé de soixante-quatre ans, décédé le jour précédent, la ditte inhumation faitte en présence de *Jean-René Billaudel*, son fils, inspecteur des bastiments du Roy à Marly, et Nicolas Duverny, écuyer, sieur du Plessis, commissaire inspecteur des haras du royaume, demeurant à Paris, à l'hôtel de Soubize, paroisse Saint-Jean, et beau-frère du deffunt, qui ont signé avec nous : Duplessis; — *Billaudel;* — Dehaye, vicaire. — Registres mortuaires de la paroisse de Marly-le-Roy. — (E, 659.)

32. — Bingant [1] (Les), maîtres orfèvres.

1. Le 12 janvier 1710. Contrat de mariage (Me Aumont le jeune) de *Antoine Bingant*, maître orphèvre à Paris, et de

étendus, et, en 1876, dans ses *Actes d'état civil d'artistes français*, M. J. Guiffrey a publié son acte de baptême, en date du 9 février 1733, tiré des registres de la paroisse royale de Saint-Louis de Versailles, au diocèse de Paris.

1. *Antoine Bingant,* maître orfèvre, et ses deux fils, *Toussaint* et *Bonaventure-Antoine*, également maîtres orfèvres, ne paraissent pas être personnellement connus; mais ils doivent très probablement appartenir à une vieille famille de maîtres orfèvres parisiens. Et, sans que l'on puisse encore saisir le lien qui les unit entre eux, il nous semble qu'ils peuvent être facilement rattachés à ce *Guillaume Bingant*, qui fut garde de l'orfèvrerie de Paris en 1548 et 1557, et à *Toussaint Bingant* « marchand orfeure, » gendre de *René Chauveau*, sculpteur des bâtiments du Roy et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc (cf. *Archives de l'Art français*, V, 178). Quoi qu'il en soit, voici, concernant cette famille de maîtres orfèvres, une succession d'actes dont l'intérêt ne saurait échapper aux curieux de ces sortes de documents (voyez chapitre 147).

demoiselle Marguerite Dublé, fille d'*Isaac Dublé*[1], marchand jouallier lapidaire à Paris, et de demoiselle Élisabeth Huot. (E, 809.)

2. Le 27 février 1735. Transport (Me Dupont) par *Antoine Bingant*, marchand orphèvre à Paris, et demoiselle Marguerite Dublé, sa femme, demeurant rue de la Pelleterie, paroisse Saint-Barthélemy, à Jean-Baptiste Benezet, prêtre, demeurant en la communauté de Saint-Nicolas-des-Champs, de 14 livres 6 sols 6 deniers de rente sur les États de Bretagne. (E, 809.)

3. Le 22 décembre 1770. Acte de partage (Me Miller) des biens délaissés par Marguerite Dublé, femme d'*Antoine Bingant,* maître orphèvre, entre *Toussaint Bingant*, maître orphèvre, rue de la Licorne, paroisse Sainte-Marie-Magdeleine, en la Cité, et *Bonaventure-Antoine Bingant,* aussi maître orphèvre, demeurant rue Quincampoix, paroisse Saint-Mery, ses enfants. (E, 809.)

33. — Bizet (*Éloy*), éventailliste.

Le 26 décembre 1768. Acte de notoriété (Me Collet) auquel comparaît *Éloy Bizet*, maître éventailliste. (E, 1071.)

34. — Blanchet (*François-Étienne*), Ier du nom, facteur de clavecins.

Le 9 mai 1737. Inventaire (Me Langlois) après le décès de demoiselle Élisabeth-Martine Gobin, épouse de *François-Étienne Blanchet,* maître faiseur d'instruments de musique à Paris, à la requête de l'époux survivant, commun en biens et tuteur de *François-Étienne Blanchet* et de Élisabeth-Antoinette Blanchet, ses deux enfants mineurs. (E, 665.)

35. — Blanchet (*François-Étienne II*), maître luthier.

1. Le 30 avril 1760. Inventaire (Me Vivier) après le décès de Marie-Anne Gobin, épouse de Jean Gradot, bourgeois de Paris, à la requête dud. sr Gradot, commun en biens et tuteur

1. Nous retrouverons plus loin dans un article spécial le nom de ce joaillier (chapitre 119).

de Marie-Anne Élisabeth et Louis-Edme Gradot, ses enfants mineurs, de Marie-Louise Gradot, fille majeure, et en la présence de *François-Étienne Blanchet*[1], maître luthier à Paris, subrogé-tuteur desd. enfants mineurs. (E, 887.)

2. Le 18 juin 1766. Inventaire (Mᵉ Maupas) après le décès de *François-Étienne Blanchet*, facteur de clavecins du Roy, à la requête de Marie-Geneviève Gobin, sa veuve, commune en biens et tutrice de Marie-Françoise-Julie, Armand-François-Nicolas et Adélaïde-Félicité, ses enfants mineurs, et en présence de *Armand-Louis Couperin*[2], organiste de l'Église de Paris et maître de clavecin, subrogé-tuteur, époux de Élisabeth-Antoinette Blanchet. (E, 665.)

36. — BOCQUET (*Jean-Antoine*), maître doreur.

Le 23 avril 1782. Transport (Mᵉ Rendu) par Pierre-Gabriel-Taupin de Magnylot, ancien commissaire aux impositions de la ville de Paris, et *Jean-Antoine Bocquet*[3], maître doreur, et Marie-Thérèze Taupin, son épouse, à *Philippe Conard*, marchand éventailliste à Paris, de 50 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1243.)

1. *François-Étienne Blanchet*, IIᵉ du nom, fut un des bons luthiers de Paris au milieu du XVIIIᵉ siècle. L'acte qui précède nous avait appris le nom de sa mère; ceux-ci nous fournissent des renseignements sur la famille de sa mère et de sa femme, nées Gobin toutes les deux. Le second de ces actes nous apprend aussi approximativement la date de sa mort, qui dut être suivie d'assez près de celle de l'inventaire de ses biens. Enfin, notre luthier, qui avait, comme son père, des rentes sur les États de Bretagne, forma plusieurs élèves, en tête desquels il faut placer le brillant *Taskin* (voyez ce nom), qui lui succéda dans son artistique commerce et épousa sa veuve.

2. Ce maître de clavecin est un inconnu, mais son nom ne nous est point indifférent, puisqu'il est le gendre de Blanchet II et le beau-frère de *Taskin* (voyez chapitre 365).

3. Voici un maître doreur non cité dans l'excellent et malheureusement inachevé *Dictionnaire des fondeurs, ciseleurs, modeleurs en bronze et doreurs*, de M. de Champeaux. Cependant, cet auteur indique, d'après les comptes des Menus-Plaisirs, un sculpteur du nom de *Simon-Louis Boquet*, agréé à l'Académie en 1786, et l'*Almanach historique* de 1776, qui cite ce même *Simon-Louis Boquet* comme dessinateur de costumes de théâtre, demeurant rue d'Orléans-Saint-Martin, nous révèle encore l'existence d'une demoiselle *Boquet*, qui, dès l'an-

37. — Boileau (*Jacques-René*), directeur général de la Manufacture de porcelaines de Sèvres.

Le 10 août 1762. Pouvoir (Me Jacques Baron) par *Jacques-René Boileau*[1], directeur général de la Manufacture royale de porcelaines à Sève (*sic*), demeurant à Paris, rue de Condé, paroisse Saint-Sulpice, à Louis Bourgeois, bourgeois de Paris, pour toucher tous arrérages de rentes. (E, 667.)

38. — Bonnart (*Nicolas*), graveur.

1. Le 10 juillet 1784. Testament (Me Paulmier) de *Nicolas Bonnart*[2], graveur à Paris, aux termes duquel il nomme,

née 1773, travaillait également pour les Menus-Plaisirs, faisant le portrait en miniature et peignant fleurs et fruits. M. le baron Roger Portalis, dans *les Graveurs du XVIIIe siècle*, cite encore (III, 722) un graveur du nom de *Nicolas Boquet*, travaillant à Rome, d'après *Raphaël*, et à Paris, d'après *Mignard*, *Jouvenet*, etc. Zani signale également *Antoine Bocquet*, qui gravait sur bois vers 1700, et la Collection des livrets de salon contient les noms de trois *Boquet*, deux peintres et un sculpteur, prenant part aux expositions des dernières années du xviiie siècle. Enfin, si nous quittions la capitale, nous pourrions encore citer un *Louis Boquet*, sculpteur et architecte à Angers, employé à des œuvres de son art pour le compte de la mairie d'Angers jusqu'en 1760 (C. Port, *les Artistes angevins*, p. 47). Mais quel lien peut unir tous ces artistes portant le même nom? Il serait sans doute malaisé de le dire. Ajoutons que l'on trouve tantôt la forme *Bocquet* et tantôt la forme *Boquet;* mais, c'est toujours le même nom.

1. *Boileau* fut directeur de la Manufacture de Sèvres depuis le jour où le roi en devint seul propriétaire (1er octobre 1759) jusqu'en 1779, époque à laquelle *Parent* lui succéda. Ses appointements étaient, paraît-il, de 2,000 livres. Il est fâcheux que notre acte ne nous fournisse pas l'indication du montant des rentes qu'il avait à toucher sur les États de Bretagne. Les minutes du notaire Jacques Baron pourraient peut-être contenir quelques indications complémentaires.

2. Voici un membre inédit de la famille des *Bonnart*, qui tinrent un certain rang comme graveurs et éditeurs d'estampes au xviie siècle. Nous avons en vain demandé son nom aux ouvrages spéciaux de Basan, Heineken, Bavarel et Malpé, Hubert et Rost, Joubert, Ch. Le Blanc et baron Portalis, ainsi qu'à Jal et Bellier de la Chavignerie. Les excellents *Scellés d'artistes* de M. J. Guiffrey (C, 272) citent bien un *Nicolas Bonnart*, maître graveur, mais décédé le 27 février 1762, tandis que

pour exécuter ses dernières volontés, Me François Ravisy, procureur en la cour, époux de Marie-Thérèse Bonnart, son petit-gendre. (E, 668.)

2. Le 11 janvier 1785. Acte (Me Paulmier) portant pouvoir par Louise-Françoise Paris, veuve du sr *Nicolas Bonnart*, ancien graveur à Paris, demeurant rue de Bièvre, paroisse Saint-Étienne-du-Mont à Paris, à Marie-Thérèse Bonnart, épouse de Me François Ravisy, sa petite-fille, pour toucher tous arrérages de rente sur les États de Bretagne. (E, 668.)

39. — Bonneau (*Claude*), architecte.

1. Le 5 mai 1734. Procuration (Me Camuset) par divers, au nombre desquels se trouve *Claude Bonneau*[1], architecte entrepreneur des ponts et chaussées de France, et demoiselle Charlotte Charles, sa femme, à Jean Rousset, pour toucher tous arrérages de rente sur les États de Bretagne, dépendant de la succession de feu Hubert Le Royer, maître tailleur d'habits à Paris. (E, 998.)

2. Le 8 janvier 1765. Acte de notoriété (Me Baron), aux termes duquel Louis-Jacques Denisot, ancien intendant de S. A. S. Mgr le comte de Clermont, et *Pierre-Michel Mourette*, architecte à Paris, certifient avoir connu la demoiselle Charlotte Charles, épouse du sr *Claude Bonneau*, architecte

le nôtre ne mourut que vers la fin de 1784 ou le commencement de 1785. Avec le *Nicolas Bonnart*, graveur à l'eau-forte et au burin, bien connu à Paris au XVIIe siècle, cela ferait donc trois graveurs du nom de *Nicolas Bonnart*. Très certainement, ils devaient être de la même famille.

1. Notre *Claude Bonneau* serait-il le même que ce *Bonneau* qui, travaillant avec *Convers*, éleva, de 1738 à 1743, l'église Saint-Thomas-du-Louvre ? (cf. Piganiol de la Force, *Description historique de la ville de Paris;* Thierry, *Guide des amateurs et des étrangers à Paris,* ainsi que les *Dictionnaires* de Lance et de Bauchal). Dans tous les cas, voici un architecte du nom de *Claude Bonneau,* dont l'existence nous est révélée depuis l'année 1734 jusqu'au 17 mai 1769, date de sa mort. Par surcroît, nos actes nous font connaître le nom de sa femme, ainsi que ceux de sa fille et de son gendre. Il nous paraît inutile d'insister sur l'intérêt d'une telle série d'actes, alors surtout que c'est en vain que l'on chercherait ailleurs le nom de *Claude Bonneau.*

à Paris, qu'elle est décédée paroisse Saint-Sulpice, le 23 avril 1764, laissant pour seule héritière sa fille Madeleine-Charlotte Bonneau, épouse de Jacques de Commines, chevalier, s[r] de la Roche et de Marsilly, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy honoraire. (E, 668.)

3. Le 17 juin 1769. Inventaire (M[e] Baron) des biens délaissés par *Claude Bonneau*, architecte entrepreneur des bâtiments du Roy, et par dame Charlotte Charles, son épouse, décédés à Paris, paroisse Saint-Sulpice, le premier le 17 mai 1769 et la seconde le 23 avril 1764, à la requête de Jacques de Commines, chevalier, s[r] de la Roche et de Marsilly, gentilhomme ordinaire de la Chambre du Roy honoraire, et de dame Madeleine-Charlotte Bonneau, son épouse, gendre et fille des décédés. (E, 668.)

40. — Bonnecasse (*Jean-Claude*), orfèvre.

Le 31 août 1725. Acte de notoriété (M[e] Péan), aux termes duquel Mathieu Doyen, bourgeois de Paris, et *Jean-Claude Bonnecasse*, « orpheure, » demeurant rue Darnatal, paroisse Saint-Laurent, certifient avoir connu Benoît Lamadan, officier du Roy. (E, 940.)

41. — Bonnemain (Les), maîtres sculpteurs.

1. Le 11 mars 1763. Inventaire (M[e] Le Jay) après le décès de Jeanne-Louise-Élisabeth Becquet, épouse de *Jean-Louis Bonnemain*[1], maître sculpteur, arrivé à Paris, paroisse Sainte-Marguerite, le 6 mars 1763, à la requête de sond.

1. *Jean-Louis Bonnemain*, le sculpteur sur lequel les deux actes analysés ici fournissent des indications si précises, appartenait à toute une famille de sculpteurs sur bois. Son père, *Jean-François Bonnemain*, sculpteur sur bois, meurt chez lui en 1740 (cf. *Scellés d'artistes*, A, 370), laissant quatre fils, dont deux, *Jean-Louis*, notre artiste, qui était l'aîné, et *Charles*, étaient sculpteurs. Le scellé de ce dernier artiste, daté du 14 juillet 1747 (B, 101), nous montre que son quatrième fils, *Claude*, qui n'existait plus en 1740, était également sculpteur à Lyon. Enfin, comme nous le voyons ici, *Jean-Louis Bonnemain* avait deux fils également maîtres sculpteurs. Sur la famille *Becquet*, à laquelle appartenait la femme de *Jean-Louis Bonnemain*, voir ci-dessus, chapitre 23 (voyez aussi chapitre 147).

mari et de ***François-Louis Bonnemain***, maître sculpteur, demeurant à Paris, rue des Écrivains, paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, et ***Charles-Hippolyte Bonnemain***, également maître sculpteur, ses deux enfants. (E, 809, dossier Dublé.)

2. Le 18 août 1763. A été inhumé au cimetière de cette paroisse le corps du s[r] *Jean-Louis Bonnemain*, maître sculpteur, décédé le jour d'hier. — Registres mortuaires de la paroisse Sainte-Marguerite à Paris. — (E, 809, même dossier.)

42. — BONNET (*Louis-Marin*), graveur en taille-douce.

Le 14 novembre 1773. Partage (M[e] Giard) des biens dépendant de la succession de Pierre Levieil, maître vitrier à Paris. Au nombre des héritiers se trouve Jeanne-Henriette Le Vieil, épouse de *Louis-Marin Bonnet*[1], graveur en taille-douce. (E, 1004.)

43. — BOUCHARDON (*Edme*), sculpteur.

Le 18 août 1762. Inventaire (M[e] Mouëtte) après le décès, arrivé le 27 juillet 1762, du s[r] *Edme Bouchardon*[2], sculp-

1. Sur *Louis Bonnet*, le créateur de la gravure en imitation de pastel, né en 1743 et mort en 1793, on ne peut se flatter de pouvoir apprendre du nouveau au point de vue artistique, car tout a été dit, et depuis longtemps, à son sujet. Mais, si l'on connaît bien l'artiste, il est certain que l'on connaît peu l'homme. Notre acte nous apprend qu'il était marié et nous donne le nom de sa femme. Et c'est, croyons-nous, le premier pas fait dans cette voie. Au surplus, sur cet artiste, cf. Huber, I, 277; Basan, I, 85; Heinecken, III, 160; Huber et Rost, VIII, 251; Paignon-Dijouval, n° 9337; M. Bryan, I, 156; Nagler, II, 43; Renouvier, 250 et *pass.;* Bonnardot, 121, 269; G. Duplessis, *la Gravure en France*, 312; G. Duplessis, *Histoire de la gravure*, 480; Portalis et Beraldi, I, 213; Bellier de la Chavignerie, I, 120; Duplessis et Bouchot, *Marques et monogrammes*, 40, etc., etc... Joubert, Baverel et Malpé, Christ, etc... ne le citent point.

2. « La vie de *Bouchardon* se trouve racontée partout, » écrit M. J. Guiffrey, en publiant le scellé de cet artiste, décédé le 27 juillet 1762 (B, 310). La publication de l'inventaire dressé après son décès, encore qu'elle soit limitée à l'indication des héritiers de notre sculpteur, est cependant chose nouvelle. Sans doute, dans le minutier du notaire Mouëtte, qu'il serait facile de retrouver, on pourrait remonter à cet

teur ordinaire du Roy et professeur de son Académie royale de peinture et de sculpture, à la requête de Pierre-Jean Mariette, écuyer, conseiller secrétaire du Roy, maison, couronne de France et de ses finances, et contrôleur général de la grande chancellerie de France, au nom et comme exécuteur des testament et codicile dud. s[r] *Bouchardon,* par lui faits olographes, en dattes des 1[er] mars 1760 et 24 juin 1762, de François Girard, bourgeois de Paris, et demoiselle Marie-Thérèse Bouchardon, son épouse, de demoiselle Anne-Marie Bouchardon et du s[r] Hugues Voillemier, receveur au bureau principal des traites foraines de la ville de Chaumont-en-Bassigny, au nom et comme tuteur de Marie-Thérèse-Jacquette, Edme et Jean-Baptiste-Nicolas-Benjamin Voillemier, ses enfants mineurs, et de défunte demoiselle Nicole-Catherine Bouchardon, son épouse, de Jean-Baptiste Bouchardon et de Arnoult Bouchardon, lesd. demoiselles Bouchardon, femme dud. Girard, demoiselle Anne-Marie Bouchardon, et lesd. Jean-Baptiste Bouchardon et Arnoult Bouchardon, héritiers du s[r] *Edme Bouchardon*, leur frère, et les mineurs Voillemier, également ses héritiers, par représentation de demoiselle Nicole-Catherine Bouchardon, sa sœur. (E, 672.)

44. — Boudde (*Thomas-Jean-Baptiste*), maître orfèvre.

Le 9 février 1759. Acte de notoriété (M[e] Giraut le jeune), aux termes duquel Claude Dugrand-Mesnil, maître horloger à Paris, et *Thomas-Jean-Baptiste Boudde*, maître orphèvre à Paris, attestent avoir connu Michelle Girardin, veuve de Jacques Ménage, vigneron à Asnières. (E, 770.)

45. — Boulanger (*Louis*), entrepreneur des bâtiments du Roy.

Le 11 janvier 1770. Acte de notoriété (M[e] Denis), aux termes duquel Jean Martin, maître laitier à Paris, et le s[r] Étienne Bayeux, maître coffretier à Paris, certifient avoir connu demoiselle Catherine-Victoire Boulanger, fille mineure de

acte lui-même, auquel sont probablement annexés les testament et codicille dont il fait mention.

feu *Louis Boulanger*[1], entrepreneur des bâtiments du Roy, et de Marie-Angélique Juste, laquelle est décédée à Saint-Germain-en-Laye, le 12 mars 1766. (E, 674.)

46. — BOULANGER (*Simon*), maître orfèvre.

Le 10 juillet 1715. Inventaire (Me Brussel) des biens et effets de la communauté et de la succession de feu *Simon Boulanger*, au jour de son décès, marchand orfèvre à Paris, à la requête de Élisabeth Armand, sa veuve, en son nom, à cause de lad. communauté de biens, comme aussi à la requête de sr *Yves Franquienne*, orfèvre, bourgeois de Paris, et demoiselle Louise Boulanger, sa femme, de Antoine Janson, maître charcutier, époux de Marie-Michelle Boulanger, et de *François Monneau*[2], aussi orfèvre, et de demoiselle Marie-Magdeleine Boulanger, sa femme; lesd. Louise, Marie-Michelle et Marie-Magdeleine Boulanger, filles du défunt et ses héritières chacune pour un tiers. (E, 674.)

47. — BOURGEOIS (*Louis-Denis*), architecte.

Le 25 janvier 1771. Acte de notoriété (Me Julliard) constatant que, après le décès de Dieudonné-Marie Delhostel, épouse de *Louis-Denis Bourgeois*[3], architecte juré expert honoraire à Paris, rue de la Colombe, paroisse Saint-Landry, il n'a pas été dressé d'inventaire et qu'elle laisse pour uniques héritiers : *Louis-Sylvain Bourgeois*, architecte à Paris, demeurant audit lieu; Jean-Baptiste-Denis-Marin

1. Voilà encore un nom d'architecte inconnu. Du moins, ni Lance ni Bauchal ne citent son nom. Peut-être descendait-il de ces Boulanger, charpentiers, que l'on rencontre dans les Comptes des Bâtiments du Roi, en 1682 et 1687 (cf. édit. J. Guiffrey, II, p. 191 et 1227).

2. Voyez chapitre 286.

3. Du XIVe au XVIIIe siècle, Lance cite quatre maîtres d'œuvre ou architectes portant le nom de *Bourgeois;* Bauchal, venu après lui, en énumère neuf. Comment se fait-il que le nom de *Louis-Denis Bourgeois,* architecte juré expert de la ville de Paris, leur soit resté inconnu ? Notre acte de notoriété a donc une réelle valeur; d'autant plus qu'en nous donnant plusieurs détails de famille sur notre architecte, il nous révèle encore le nom de *Louis-Sylvain Bourgeois,* son fils, architecte comme lui.

Bourgeois, avocat au Parlement de Paris, demeurant audit lieu, et Barthélemy-Louis-Mathieu Bourgeois, mineur, ses enfants. (E, 676.)

48. — Bourgeois (*Pierre*), architecte.

1. Le 2 septembre 1757. Inventaire (Me Deruelle) après le décès de Geneviève Gareau, femme de Pierre-Louis Vollée, pourvoieur de la Reine et de Madame la Dauphine, à la requête des enfants, au nombre desquels se trouve Marie-Thérèse Vollée, épouse de *Pierre Bourgeois*[1], architecte juré expert, entrepreneur de bâtiments. (E, 1296.)

2. Le 27 mai 1773. Inventaire (Me Delarue) après le décès de Marie-Thérèse Vollée, épouse de *Pierre Bourgeois*, architecte expert à Paris, à la requête du susdit et de *Pierre-Denis Bourgeois*, architecte à Paris, tant en son nom personnel que comme subrogé-tuteur de Louis-André Bourgeois, son frère mineur, tous les deux enfants de la défunte. (E, 676.)

49. — Bourin (*Charles*), maître fondeur.

1. Le 20 avril 1766. Acte (Me Girault) aux termes duquel il appert qu'une rente sur les États de Bretagne, de 200 livres, inscrite au nom de Jean-Baptiste Baugé, appartient en réalité à *Charles Bourin*, maître fondeur, et Marie-Catherine-Antoinette Gavois, sa femme, demeurant rue du Grand-Hurleur, paroisse Saint-Leu-Saint-Gilles. (E, 804.)

2. Le 5 janvier 1782. Quittance (Me Mouy), par *Charles Bourin*, maître fondeur à Paris, et Marie-Catherine-Antoinette Gavois, sa femme, demeurants rue et paroisse Saint-Laurent, de quatre mille livres, pour remboursement de 200 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 67.)

50. — Bretonneau (*Hubert*), maître fondeur.

1. Le 24 juillet 1736. Contrat de mariage (Me Thierry) de *Hubert Bretonneau*, maître fondeur à Paris, et de Marie-Marguerite Michel, dite Desbordes. (E, 694.)

1. Il est à présumer que ces *Bourgeois* étaient parents de ceux qui précèdent.

*

2. Le 13 juin 1757. Contrat (Me Loyson) de constitution de 300 livres de rente sur les États de Bretagne, au profit de *Hubert Bretonneaux* (*sic*), « maître fondeur en terre sable, » à Paris, y demeurant, rue de la Lanterne, paroisse Sainte-Marie-Madelaine en la Cité. (B, 43.)

3. Le 11 septembre 1760. Inventaire (Me Boulard) après le décès de demoiselle Marie-Marguerite-Michel Desbordes, veuve du sr *Hubert Bretonneau*, maître fondeur à Paris, à la requête de Joseph-Michel Desbordes, officier invalide, seul et unique héritier des propres paternels de la veuve Bretonneau, sa sœur consanguine, et de *Jean-François Bataille*[1], maître peintre sculpteur à Paris, unique héritier quant aux propres maternels de ladite défunte veuve Bretonneau, sa cousine germaine maternelle. (E, 694).

51. — Bricard (*Nicolas-Pierre*), orfèvre.

Le 2 février 1775. Contrat de mariage (Me Lecouflet) de *Nicolas-Pierre Bricard*, marchand orfèvre, et de Angélique-Adélaïde Lasnier, fille de *Raymond Lasnier*[2], peintre, de l'Académie de Saint-Luc. (E, 950.)

52. — Bricard (*Pierre*), architecte.

1. Le 21 janvier 1766. Contrat de mariage (Me Girault) de *Pierre Bricard*[3], architecte à Paris, et de Louise-Ursule Boquet[4]. (E, 694.)

1. Le nom de ce maître peintre sculpteur ne se trouve ni dans les *Archives de l'Art français*, ni dans Jal, ni dans Siret, ni dans les ouvrages contenant des actes d'état-civil d'artistes, ni dans les livrets des Salons, soit du Louvre, soit de l'Académie de Saint-Luc, etc. Et ce n'est point, dans ces conditions, Bellier de la Chavignerie qui pourrait nous l'indiquer.

2. Voyez ce nom.

3. Ce *Pierre Bricard*, dont ni Lance ni Bauchal ne nous ont transmis le nom, est peut-être un parent des architectes *Antoine* et *Albert Bricart*, que ce dernier auteur cite comme ayant exercé leur art à Paris à la fin du xviie siècle. Le contrat de mariage, qui doit se trouver dans l'ancien minutier de Me Girault, indiquerait peut-être le nom des ascendants de notre architecte. Ce serait à voir.

4. Rapprocher ce nom de celui du maître doreur que nous avons trouvé ci-dessus, chapitre 36.

2. Le 28 juin 1774. Inventaire (Me Lorque de Cerville) après le décès de *Pierre Bricard*, architecte, maître maçon et entrepreneur de bâtiments à Paris, y décédé le 6 juin 1774, à la requête de Marie-Louise-Ursule Boquet, sa veuve, et de ses enfants. (E, 694.)

53. — Briceau (*Pierre-Jean*), orfèvre.

1. — Le 30 mai 1767. — Le samedy 30 may 1767, a été inhumé dans la cave de la chapelle de la Communion de la paroisse Saint-Gervais, à Paris, *Pierre-Jean Briceau*, marchand orphevre jouaillier, ancien garde du corps de l'orphevrie (*sic*), ancien commissaire des pauvres et ancien marguillier de la paroisse Saint-Barthélémy, décédé la veille. — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Barthélémy. — (E, 694.)

2. Le 3 juin 1767. Inventaire (Me Dulion) après le décès de *Pierre-Jean Briceau*, marchand orphevre jouaillier à Paris, à la requête de dame Angélique Sauvage, sa veuve, commune en biens, et de Pierre-Claude Briceau, marchand mercier à Paris, et *Antoine Chéret*[1], marchand orphevre jouaillier à Paris, époux de dame Angélique Briceau, ses enfants, héritiers chacun pour moitié. (E, 694.)

54. — Brochet (*Jean-Baptiste*), fondeur.

Le 16 juin 1749. Partage (Me Lejay) des biens dépendant des successions de Charles Bourgeois, maître jardinier, et Anne Blanchard, aux termes duquel le sr Jean Bourgeois, fils des décédés, maître jardinier à Paris, reçoit entr'autres choses la somme de 77 livres 9 deniers de rente sur les États de Bretagne, que lui cède *Jean-Baptiste Brochet*, fondeur à Paris, son neveu, héritier des époux Bourgeois, ses grand-père et grand'mère, pour l'autre moitié. (E, 676.)

55. — Brochois (*Charles-Nicolas*), architecte.

Le 16 juin 1760. Inventaire (Me Lhéritier) après le décès de Augustin Pierre, maître serrurier, à la requête de Anne

1. Pour cet orfèvre, voyez la note du chapitre 73.

Lesguillier, sa veuve, et de *Charles-Nicolas Brochois*, maître maçon, entrepreneur de bâtiments à Paris, tuteur des enfants mineurs du défunt. (E, 1120.)

56. — Brossard de Beaulieu (*François-Louis*), peintre.

Le 2 octobre 1786. Pouvoir (Me Trubert) par *François-Louis Brossard de Beaulieu*[1], peintre à Paris, rue Poupée, paroisse Saint-Séverin, à Alexandre-Joseph Bassinet, prêtre, grand archidiacre de Vannes, pour toucher les arrérages de 800 livres de rente perpétuelle constituées sur les États de Bretagne. (B, 54.)

57. — Brullé (*Louis-Claude*), maître imprimeur.

1. Le 18 juillet 1771. Testament (Me Guespereau) de *Louis-Claude Brullé*, maître imprimeur à Paris. (E, 697.)

2. Le 9 janvier 1772, a été inhumé le corps de sr *Louis-Claude Brullé*, imprimeur en cette ville de Paris, décédé d'hier. — Paroisse Saint-Séverin. — (E, 697.)

C

58. — Caffieri (Philippe), sculpteur, fondeur et ciseleur.

1. Le 15 juin 1770. Inventaire (Me Bernard) après le décès de Claude Lambert, dit Roland, officier de feue la Reine et de Madame la Dauphine et premier valet de chambre de S. A. S. Monseigneur le Prince de Condé, à la requête de : 1° Pierre Lambert, dit Roland, valet de chambre de S. A. S. le Prince de Condé; 2° *Philippe Caffiery*[2], sculp-

1. *Brossard de Beaulieu* est connu. Il exposait en 1806 au Salon, et les Galeries de Versailles renferment plusieurs portraits peints par lui. D'après Siret, Bellier de la Chavignerie, etc., il était originaire de la Rochelle. Il était, comme le montre notre acte, l'un des créanciers des États de Bretagne.

2. Il n'y a plus grand'chose à glaner sur les *Caffieri*, après le travail définitif que M. J. Guiffrey a publié sous le titre : *les Caffieri, sculpteurs et fondeurs ciseleurs. Étude sur la statuaire et sur l'art du*

teur, fondeur, cizeleur du Roy, époux de Antoinette-Rose Lambert Roland; 3° Élie Borie, apoticaire du Roy, époux de Marie-Anne-Adélaïde Lambert Roland, et 4° de Nicolas Paulmier, ayde de panneterie bouche du Roy, époux de Jeanne-Élizabeth Lambert Roland, enfants du défunt. (E, 941.)

2. Le 8 juillet 1770. Partage (même notaire), aux termes duquel une rente de 200 livres sur les États de Bretagne est attribuée à ladite dame Caffiery. (E, 941.)

3. Le 3 décembre 1770. Inventaire (Me Mathon) des biens dépendant de la succession de Antoinette-Rose Lambert, épouse de *Philippe Caffieri*, à la requête dudit sr *Caffieri*, commun en biens et tuteur de Marie-Rose, Claude-Adelaïde et Pierre Caffieri, ses trois enfants mineurs. (E, 941.)

59. — Caiez (*Jean-Jacques*), de l'Académie royale de musique.

Le 23 mars 1764. Testament (Me Magnyer) de Marie-Anne Paulin, femme Claude-Martin Le Preux, marchand pelletier, par lequel elle institue pour ses légataires : Anne-Jeanne Paulin, épouse du sr Louis-Étienne Deleurye, maître en chirurgie, sa nièce; les deux filles de Nicolas-Hubert Paulin, organiste du Roy, son neveu, et Louise Paulin, épouse de *Jean-Jacques Caiez*, de l'Académie royale de musique, sa nièce. (E, 995.)

60. — Cain (*Henry-Daniel*), maître orfèvre.

Le 31 décembre 1779. Quittance (Me Thiérion) par *Henry-Daniel Cain*[1], ancien maître orfèvre à Paris, y demeurant,

bronze en France au XVIIe et au XVIIIe siècle (Paris, 1877, in-8°, avec portraits et gravures). Les actes que nous publions ici ne peuvent donc venir que comme appoint aux précieux documents que renferme cette belle étude. On y voit (p. 109) que Antoinette-Rose Lambert Roland était la seconde femme de *Philippe Caffieri*. Il l'avait épousée le 30 août 1751, après avoir perdu sa première femme Suzanne-Edmée de Liège ou du Liège.

1. Cet orfèvre, qui ne figure point sur les listes des gardes de l'orfèvrerie et dont nous ne retrouvons le nom dans aucun recueil, est un

rue des Foureurs, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, de quatre mille livres, pour le remboursement de 200 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 66.)

61. — Camart (*François*), maître potier d'étain.

1. Le 18 juillet 1761. Testament (Me Magnyer) de Susanne Hude, veuve en secondes noces de *François Camart*, maître potier d'étain à Paris, et en premières noces de *Nicolas Troche*, aussi maître potier d'étain à Paris.

2. Le 4 avril 1762. Inventaire (même notaire) après le décès de ladite veuve Camart, décédée à Paris, paroisse Sainte-Marguerite, ledit jour, 4 avril 1762, requête de Jean Cugnau, marchand de bois à Paris; Jeanne-Marguerite Toussaint, veuve de Pierre Rigault, fabriquant de bas au métier; Nicolas Toussaint, fabricant de bas au métier; Geneviève Charlau, fille majeure; *Claude Grimpret*, ébéniste à Paris, et Jeanne-Suzanne Charlau, sa femme; Jeanne Charlau, fille majeure; *François Charlau*[1], peintre, de l'Académie de Saint-Luc; Jacques-Henry Charlau, loueur de voitures, héritiers chacun pour un huitième de ladite veuve Camart, leur tante. (E, 704.)

62. — Campion (*Louis-François*), dessinateur-architecte.

Le 30 juin 1765. Contrat de mariage (Me Armel) de *Louis-François Campion*[2], dessinateur-architecte à Paris, et Char-

nouveau venu. Descendait-il de ces *Cain* ou *Caïn*, *Thomas* et *Noël*, qui furent gardes de l'orfèvrerie à Paris, le premier en 1615 et le second en 1602, 1609, 1618 et 1625 ? La chose est possible, probable même. Cependant rien ne nous autorise à l'affirmer.

1. *François Charlau*, peintre, de l'Académie de Saint-Luc, est encore un nouveau venu. On ne trouve, en effet, son nom dans aucun recueil, et, si l'on s'en rapporte aux livrets du xviiie siècle, il semble bien qu'il n'ait pris part à aucune exposition. Assurément, tous les peintres qui faisaient partie de l'Académie de Saint-Luc n'étaient pas de ce fait sacrés grands artistes. Mais, il serait intéressant que l'on pût quelque jour dresser la liste des membres de cette florissante corporation. Là, *François Charlau* aurait sa petite place.

2. Quel est ce *Louis-François Campion*, dessinateur architecte ? En vain avons-nous demandé son nom à Lance et à Bauchal. Serait-il de la famille provençale des *Campion*, qui a donné un peintre graveur et

lotte-Julie Fleuriel, fille de ***Étienne-Pierre Fleuriel***, entrepreneur des bâtiments du Roi, et de Marie-Anne Chauvet, son épouse. La future épouse reçoit en dot de ses parents dix-huit cent vingt-cinq livres, formant le principal de 91 livres 5 sols de rente sur les États de Bretagne. (E, 713.)

63. — Camus (*Charles-Étienne-Louis*).

Le 27 août 1757. Contrat de mariage (Me Lescuyer) de maître Jean-Pierre Pagin, conseiller du Roi, receveur alternatif des tailles de l'élection de Vezelay, généralité de Paris, et trésorier général de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le comte de Clermont, fils de Pierre Pagin, bourgeois de la ville de Châlons en Champagne, et de feue Marguerite Maillart; et demoiselle Madeleine-Marguerite Camus, fille de maître *Charles-Étienne-Louis Camus*, de l'Académie Royale des sciences, professeur et secrétaire de l'Académie Royale d'architecture, examinateur des Écoles du corps royal de l'artillerie et du génie, et de dame Marie-Anne-Marguerite Fourier. Par ledit contrat, le sr *Charles-Étienne-Louis Camus* constitue en dot à la future épouse 750 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1087.)

64. — Cardon (*Nicolas-Vincent*), sculpteur.

Le 11 août 1779. Acte (Me Jourdain) aux termes duquel divers héritiers, parmi lesquels *Nicolas-Vincent Cardon*, sculpteur à Paris, abandonnent à Marie-Charlotte Gandolfe 800 livres de rente sur les États de Bretagne, provenant de diverses successions. (E, 849.)

65. — Carlier (*François-Antoine*), architecte.

1. Le 1er septembre 1751. Baptême de Françoise-Cathe-

un abbé, graveur? M. de Ceinmar (lisez Gabriel de Carné) n'en parle point dans son *Étude biographique sur M. Charles-Philippe Campion*, publiée à Marseille en 1878, et M. Octave Teissier, l'ancien et savant archiviste de la ville de Marseille, est également muet sur son compte, dans sa curieuse brochure sur les *Peintres, graveurs et sculpteurs nés en Provence* (Draguignan, 1882). C'est donc probablement un nom nouveau.

rine-Guillaume, née le 31 août, fille de *François-Antoine Carlier*[1], architecte, et de Catherine-Marguerite Boudard, son épouse. — Extrait des Registres de baptêmes de la ville de Parme. — (E, 714.)

2. Le 30 décembre 1760, fut inhumé *François-Antoine Carlier*, architecte du Roy d'Espagne, demeurant ordinairement à Madrid, décédé en cette ville de Bayonne, le jour d'hier. — Extrait des Registres de sépultures de la paroisse Notre-Dame de Bayonne. — (E, 714.)

3. Le 31 octobre 1761. Acte de notoriété (Me Lhéritier), aux termes duquel il est dit que *François-Antoine Carlier*, architecte du Roy d'Espagne, est décédé à Bayonne, le 29 décembre 1760, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il a laissé pour seule et unique héritière Françoise-Catherine-Guillaume Carlier, sa fille mineure, issue de son mariage avec Catherine-Marguerite Boudard, aujourd'hui sa veuve. (E, 714.)

66. — Chabouillé (*Médéric-Joseph*), architecte.

Le 25 avril 1777. Inventaire (Me Bontemps) après le décès arrivé à Paris de Jean-Louis Gauldrée Boilleau, ancien mercier, le 13 avril 1777, à la requête de Nicolas-Michel Gauldrée Boilleau, capitaine d'infanterie; André-François Gauldrée Boilleau, négociant à Paris; Jean-Louis Gauldrée Boilleau, prêtre du diocèse de Paris; Noël-Denis Gauldrée Boilleau, officier d'infanterie; Jean-Baptiste Guyot, conseiller du Roy, quartenier de la ville de Paris, époux de Marie-Anne Gauldrée Boilleau; Jean Testard, négociant à Paris,

1. *François-Antoine Carlier* est très probablement un fils de *François* que citent Lance et Bauchal, et c'est lui, sans doute, qui obtint, en 1726, le grand prix d'architecture (cf. *Archives de l'Art français*, V, 289). Malheureusement, ce recueil ne donne point les prénoms du lauréat, et Bauchal, qui a rappelé le fait, n'a pu sans doute les connaître, puisqu'il enregistre son nom tout simplement. Dans tous les cas, nos trois actes présentent un grand intérêt documentaire. Ajoutons que d'autres actes de ce dossier E, 714 nous apprennent que le mariage de *François-Antoine Carlier* eut lieu en 1750; ils ne disent pas dans quelle ville malheureusement. A de plus heureux chercheurs de compléter ces renseignements!

époux de Catherine-Michelle Gauldrée Boilleau; Anne-Françoise-Andrée Boilleau, veuve de Pierre Carpentier, marchand mercier; Antoine-Marie-Paul Revillon Dupreval, premier commis de l'extraordinaire des guerres, époux de Michelle-Antoinette Gauldrée Boilleau, et *Médéric-Joseph Chabouillé*[1], architecte expert à Paris, époux de Joséphine-Hyacinthe Gauldrée Boilleau, ses enfants. (E, 853.)

67. — Chagnet (*Antoine-Martin*), maître graveur.

Le 15 janvier 1777. Quittance (Me Lemire), par *Antoine-Martin Chagnet*, maître graveur, rue Saint-Éloy, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis à Paris, de trois mille livres, pour remboursement de 150 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 63.)

68. — Challiou (*Étienne-Joseph*), peintre en émail.

Le 11 mars 1761. Acte (Me Desplasses) par lequel *Étienne-Joseph Challiou*[2], peintre en émail, demeurant à Paris, rue et paroisse Saint-André-des-Arts, est reconnu possesseur d'une rente de 70 livres sur les États de Bretagne. (E, 720.)

69. — Charbonnier (*Jean-Jacques*), maître orfèvre.

Le 2 juillet 1752. Acte de notoriété (Me Marchand le jeune) constatant que François Vitray, maître tailleur à Paris, y est décédé le 15 janvier 1751, laissant Jeanne-Angélique Le Borne, sa veuve, commune en biens, et pour héritières Marie-Angélique Vitray, femme de *Jean-Jacques Charbon-*

1. *Chabouillé* est un nouveau venu. Peut-être descendait-il de ce *Chabouillet* qui entreprit, avec *Madain*, en 1665-67, le maître-autel de l'église Saint-Jean à Troyes (cf. Assier, *les Arts et les artistes dans l'ancienne capitale de la Champagne*, II, 90).

2. Les précieux *Scellés d'artistes*, publiés par M. J. Guiffrey, nous ont fait connaître déjà *Étienne-Joseph Challiou* (cf. B, 426 et C, 178). Dans le premier acte auquel il comparaît, le 21 février 1768, il est qualifié « peintre de l'Académie de Saint-Luc. » Dans le second, daté du 6 septembre 1785, il est dit : « peintre en miniature et marchand d'estampes. » Il habitait alors Salle Neuve du Palais. Notre acte, antérieur à ces deux-ci, nous le montre prenant la qualité de « peintre en émail » et demeurant rue et paroisse Saint-André-des-Arts.

nier, maître orfèvre à Paris, y demeurant, quay Pelletier, paroisse Saint-Gervais, et Marie Vitray, femme de *Pierre-Étienne Moitte*[1], graveur à Paris, y demeurant, paroisse Saint-Séverin, rue Saint-Jullien-le-Pauvre. (E, 1293.)

70. — CHARBONNIER (*Jean-Baptiste-François*), orfèvre.

Le 3 octobre 1781. Partage (Mᵉ Choron) des biens dépendant de la succession de dame Marie-Angélique Vitray, épouse séparée de biens de Jean-Jacques Charbonnier, décédée paroisse Notre-Dame d'Auteuil, le 28 juin 1781, entre le sʳ *Jean-Baptiste-François Charbonnier*, orfèvre à Paris, le sʳ *Étienne-Éléonor Charbonnier*, doreur à Paris, et le sʳ Engelbert Vankerberghen, dit Vanker, marchand d'habits à Paris, et Jeanne-Angélique Charbonnier, son épouse.

Il est abandonné à *Jean-Baptiste-François Charbonnier*, ainsi que à la dame Vankerberghen, à chacun, 100 livres de rentes sur les États de Bretagne.

En plus, par le même acte, le sʳ *Pierre-François Gando*[2], fondeur de caractères d'imprimerie, et Paul Bertrand, bourgeois de Paris, ont attesté avoir connu ladite dame Charbonnier, qu'elle est décédée à Auteuil, près Paris, le 28 juin 1781, qu'après son décès, il n'a point été fait d'inventaire et qu'elle laisse pour seuls héritiers les trois dénommés ci-dessus, ses enfants. (E, 724.)

71. — CHAUMONT (*Jean-Jacques*), maître relieur.

Le 2 mars 1773. Inventaire (Mᵉ de la Frenaye) après le décès de Geneviève Lemasson, épouse de *Jean-Jacques Chaumont*[3], maître relieur à Paris, à la requête dudit sʳ *Jean-Jacques Chaumont*, commun en biens et tuteur de Jean-Jacques Chaumont, son fils, mineur. (E, 737.)

1. Voyez plus loin chapitre 281.
2. On trouvera, aux chapitres 151 et 152, toute une série d'actes sur les *Gando*, fondeurs de caractères.
3. Il demeurait rue du Four-Saint-Jacques. Les catalogues de livres du XVIIIᵉ siècle signalent de temps en temps de ses reliures.

72. — Chaussard (*Jean-Baptiste*), architecte.

Le 29 mars 1768. Constitution (Me Chomel) de 160 livres de rente sur les États de Bretagne, au profit de *Jean-Baptiste Chaussard*[1], architecte, demeurant à Paris, rue des Poulies, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois. (B, 54.)

73. — Chéret (*Jean*), orfèvre.

Le 3 juin 1749. Inventaire (Me Robineau) après le décès de Martin Mouturier, maître de pension à Paris, à la requête de Anne Angiboust, sa veuve en dernières noces, et en premières de *Jean Chéret*[2], maître orphevre à Paris, et de leurs enfants Marie-Antoine, Antoine-Marie et Jacques-Louis Mouturier, mineurs. (E, 1070.)

74. — Cheronnet (*Antoine*), maître relieur.

Le 25 février 1750. Contrat de mariage (Me Vatry) de

1. Lance n'a point connu cet architecte. Mais Bauchal le cite d'après Meyer (*Histoire de la ville de Vernon*), qui dit que c'est à lui qu'est dû le mausolée du duc de Belle-Isle, dans l'église Notre-Dame de Vernon, mausolée datant de 1766.

2. Le maître orfèvre *Jean Chéret*, dont le souvenir est évoqué dans l'inventaire dressé après le décès du mari de sa veuve, devait être mort depuis quelques années déjà, le 3 juin 1749, puisque trois enfants étaient déjà nés du second mariage de Anne Angiboust. Quel lien de parenté pouvait l'unir à *Jean-Baptiste Chéret*, l'orfèvre bien connu de la seconde moitié du XVIIIe siècle, qui demeurait quai des Orfèvres, *Au Christ d'Or*, et qui, disent les *Tablettes de la Renommée* de 1786, tenait « un des plus fameux magasins et des mieux assortis en vaisselle plate et tout ce qui concerne le service de la table? » Nous l'ignorons et nous le regrettons, car c'était un véritable artiste que ce *Jean-Baptiste Chéret*, si l'on en juge par la magnifique pièce qui figure sous le no 122 du catalogue de la collection d'argenterie de M. Paul Eudel : Soupière de forme ovale avec double fond sur un plateau orné d'une charmante bordure. Observons encore qu'on trouve, en 1674 et 1709, deux gardes de l'orfèvrerie du nom de *Chéret* (ou *Cherret*) et concluons que ces artistes étaient probablement des membres d'une même famille, des rameaux d'un même arbre.

Il serait curieux de savoir si l'artiste, aussi parisien d'allure qu'il l'est de naissance, le *Chéret* si connu des amateurs d'affiches, appartient à cette ancienne famille d'orfèvres-joailliers.

Antoine Cheronnet, maître relieur, et de Françoise Henriette Hérissant, fille de *Henry Hérissant*[1], maître relieur. (E, 910.)

75. — Chevalier (*Charles*), maître ébéniste.

1. Le 5 février 1771. — Le cinq février mil sept cent soixante-onze a été fait le convoy, service et enterrement dans l'Église de sr *Charles Chevalier*[2], maître ébéniste, époux de Jeanne-Magdelaine Coulon, décédé de la veille rue du Baco, âgé d'environ soixante-dix ans; témoin sr *Gaspard Coulon*, maître ébéniste, beau-père; sr Claude-François Cheviron, négociant, gendre, et sr Pierre Boucherot, marchand tapissier, beau-frère du défunt, qui ont signé. — Registres mortuaires de l'église paroissiale de Saint-Sulpice. — (E, 742.)

2. Le 1er avril 1771. Acte de notoriété (Me Le Doux), aux termes duquel Louis-Lubin Damas, marchand mercier à Paris, et Pierre-François Guinée, marchand tapissier, certifient avoir connu *Charles Chevalier*, maître ébéniste à Paris; qu'il y est décédé le 4 février 1771; qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il laisse Jeanne-Magdeleine Coulon, sa veuve, commune en biens, et pour héritières Catherine-Jeanne Chevalier, épouse de Claude-François Cheviron, marchand mercier, et Marie-Charlotte Chevalier, ses deux filles. (E, 742.)

76. — Chevalier (*Pierre*), peintre et architecte.

Le 29 mai 1760. Acte (Me Perron, notaire à Compiègne), aux termes duquel *Pierre-Nicolas-François Chevalier*, peintre en bâtiments du Roy; *Pierre Chevalier*[3], peintre et

1. Voyez ce nom, chapitre 191.

2. Ce maître ébéniste, dont nous ne retrouvons le nom ni dans les Comptes des Menus-Plaisirs ni dans aucun de ces Almanachs qui donnaient, au xviiie siècle, des listes des principaux artisans et marchands, ne serait-il point venu de Grenoble, où nous trouvons, de 1698 à 1720, un maître ébéniste du nom de *Michel Chevalier* et un maître tourneur portant le nom de *Jean Chevalier?* (cf. Edmond Maignien, *les Artistes grenoblois*, p. 95). C'est peut-être le fils de l'un d'eux.

3. Cet architecte ne se trouve nommé ni par Lance ni par Bauchal,

architecte; Élisabeth-Madelaine Chevalier, épouse de Jean-Clément Mouriceaux, maître vitrier; Marie-Christine Chevalier, épouse de Jean-Marie Dubois, compagnon maçon; *Nicolas Chevalier*, aussi peintre, émancipé par mariage; Jean-Charles Chevalier, commis aux Aydes; Antoinette Chevalier et Jean-Georges Chevalier, ces trois derniers mineurs, les huit enfants et héritiers de *Pierre Chevalier*, peintre des bâtiments du Roy, et de Élizabeth Balin, cèdent et transportent à Antoine Mareschal, maître mercier à Compiègne, 225 livres de rente sur les États de Bretagne, dépendant de la succession de leurs auteurs. (E, 1022.)

77. — Clérin (*Lazare-Antoine*), maître orfèvre.

1. Le 16 juin 1768. Inventaire (Me de la Frenaye) après le décès de Catherine Morel, épouse du sr *Lazare-Antoine Clérin*, marchand orfèvre à Paris, à la requête du sr *Clérin*, tant en son nom, à cause de la communauté de biens qui a existé entre lui et la défunte, que comme tuteur de Henry-Antoine Clérin, âgé de dix-huit ans, de Jean-Baptiste-Edme-Lazare Clérin, âgé de dix-sept ans, de Jean-Lazare Clérin, âgé de quinze ans, et de Edmée-Catherine Clérin, âgée de douze ans, plus à la requête de *Nicolas-Denis Parent*[1], marchand orphèvre à Paris, au nom et comme subrogé-tuteur desdits mineurs. (E, 745.)

2. Par extrait des Registres de sépulture de la paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, il appert que Jean-Baptiste-Edme-Lazare Clérin est décédé le 11 mai 1769 et qu'il a été inhumé le lendemain. (E, 745.)

dans leurs intéressants dictionnaires. Il existe bien un architecte du nom de *Chevalier*, sans prénom indiqué, qui figure à l'*Almanach des artistes* de 1777 et à celui *du Bâtiment* de 1790. Un *Chevalier*, architecte, construisait également, à la fin du xviiie siècle, la maison Courman, rue de Suresnes, et un hôtel pour lui, quai de Chaillot (cf. Bauchal). Serait-ce le nôtre ? La chose étant donnée, la date de notre acte de transport ne nous paraît point invraisemblable. Quoi qu'il en soit, voici toute une famille d'architectes et de peintres, dont l'auteur et l'aîné étaient peintres des bâtiments du Roi.

1. Un acte que nous trouvons dans la série B, liasse 65, nous indique l'adresse de *Nicolas-Denis Parent :* Pont Saint-Michel, paroisse Saint-Barthélemy.

3. Le 20 janvier 1779. Acte de notoriété (Me Aleaume), duquel il résulte que ledit Jean-Baptiste-Edme-Lazare Clérin est décédé à Paris, le 11 mai 1769, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il laissait pour seuls héritiers, chacun pour un tiers, *Henry-Antoine Clérin*, bijoutier à Paris, *Jean-Baptiste-Lazare Clérin*, orphèvre à Paris, rue et paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, et Edmée-Catherine Clérin, fille, ses frères et sœur (cette dernière épouse de *Nicolas-Denis Parent*, maître orphèvre). (E, 745.)

78. — COINY [1] (les), maîtres orfèvres.

1. Le 8 juillet 1760. Sentence rendue au baillage de Versailles, homologative de l'avis des parents, aux termes de laquelle *Mathieu Coiny*, marchand orphèvre à Paris, est nommé tuteur de Jacques-Toussaint et de Marie-Edmée Coiny, ses frère et sœur, enfants de deffunt *Mathieu Coiny*, marchand orphèvre à Versailles, et demoiselle Ravoisié [2], son épouse. (E, 751.)

1. Ces trois orfèvres, que nous font connaître les actes donnés ici en extrait, *Mathieu Coiny* et ses deux fils, *Mathieu* et *Joseph-Urbain*, sont très certainement de la famille de *Jacques-Joseph Coiny*, le graveur bien connu (1761-1809), originaire de Versailles, qui épousa Marie-Amélie Le Gouaz, la fille du graveur *Yves Le Gouaz* et de *Marie-Jeanne Ozanne*, de la famille des dessinateurs et graveurs de marines, que M. le Dr Ch. Auffret vient de mettre si bellement en relief dans son ouvrage : *Une Famille d'artistes brestois au XVIIIe siècle. Les Ozanne* (Rennes, H. Caillère, 1891, in-4°). Mais quel est le lien de parenté qui les unit ? Question difficile à trancher. La notice sur *Jacques-Joseph Coiny*, rédigée par F.-L. Regnault-Delalande et placée en tête du Catalogue de la vente des objets d'art dépendant des successions de *Nicolas-Marie Ozanne* et de *Coiny* (Paris, 1811, p. XI), dit qu'il était fils de *Louis-Urbain Coiny*, orfèvre à Versailles. Ce *Louis-Urbain* serait-il le même que *Joseph-Urbain*, que nous voyons dans notre acte n° 2, le premier des deux prénoms ayant été changé par erreur, soit dans notre acte ou soit plutôt dans la notice de Regnault-Delalande ? La chose est possible; mais rien ne l'établit. Si cette hypothèse venait à se confirmer, toute la filiation du graveur *Jacques-Joseph Coiny* viendrait à s'établir du coup.

2. Cette demoiselle Ravoisié devait être de la famille des maîtres fourbisseurs de ce nom (voyez chapitre 335).

2. Le 10 juillet 1760. Inventaire (Me Rauland, notaire à Versailles) après le décès dudit *Mathieu Coiny*, à la requête dudit sieur *Mathieu Coiny*, tant en son nom que comme tuteur de Jacques-Toussaint et de Marie-Edmée Coiny, ses frère et sœur, comme aussi à celle de *Joseph-Urbain Coiny*, marchand orphèvre à Versailles, ses enfants.

La succession comprenait 50 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 751.)

79. — Collombat (*Jacques-François*), imprimeur du Roi.

Le 21 mars 1764. Constitution (Me Dutartre) de 400 livres de rente sur les États de Bretagne au profit de demoiselle Marie-Agathe Collombat, Jean-Jacques-Étienne Collombat et Jacques-Félix Collombat, mineurs, tous trois enfants de deffunts *Jacques-François Collombat*[1], imprimeur du Roy, des Cabinets et Maisons de Sa Majesté, et de dame Jacqueline-Marguerite Tarlé, son épouse, décédée sa veuve, le tout accepté par Jean Tarlé Desmarets, ancien marbrier du Roy, tuteur des mineurs ses neveux et nièce. (B, 50.)

80. — Cosmant (*Antoine*), maître relieur.

Le 11 février 1746. Contrat de mariage (Me Meny) de *Antoine Cosmant*[2], maître relieur, et de Marie-Louise Hérissant, fille de *Henry Hérissant*[3], maître relieur. (E, 910.)

81. — Courcelle (*Pierre* de), maître brodeur.

Le 25 février 1729. Inventaire (Me Champia) après le décès de Guillaume Robert, marchand tissutier rubanier, à la requête de Nicolle Arnou, sa veuve, commune en biens,

1. *Jacques-François Collombat* était fils d'autre *Jacques-François Collombat*, directeur de « l'imprimerie du Cabinet de Sa Majesté, » placée, comme l'imprimerie du Louvre, sous la haute direction du duc d'Antin. Ce fut en 1727 qu'il obtint la survivance de cette charge (cf. A. Bernard, *Histoire de l'Imprimerie royale du Louvre*, Paris, 1867, 87, et *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1872, 85).

2. *Cosmant* devint relieur du Dauphin (cf. *Almanach Dauphin*, 1777).

3. Voyez ce nom, chapitre 191.

et de Catherine Robert, veuve Claude Ferret, marchand franger; de Nicolas Chauvet, marchand franger, époux de Marie-Madelaine Robert; de Renée Robert, femme séparée quant aux biens de Pierre Robert, aussi marchand franger; de Pierre Cornu, maître tailleur d'habits, et Claude Robert, sa femme; de Jean Robert, marchand franger, et de Jean Glachant, maître taillandier, époux de Madelaine Robert, et *Pierre de Courcelle*[1], maître brodeur, tuteur de Jean Robert, ses sept enfants. (E, 1175.)

82. — Courtin (*François-Maximilien*), graveur.

Le 28 janvier 1785. Acte de notoriété (Me Minguet), aux termes duquel *Claude-François-Aubert Tholomée*, architecte à Paris, et François Maricourt, bourgeois de Paris, certifient avoir connu Maximilien Courtin, bourgeois de Paris, qu'il est décédé le 14 décembre 1784, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il laisse pour seul et unique héritier *François-Maximilien Courtin*, son fils, graveur à Paris. (E, 768.)

83. — Courtin (*Jacques*), peintre.

Le 5 novembre 1733. Contrat de mariage (Me Delafosse) de *Jacques Courtin*[2], peintre ordinaire du Roy en son Académie royale de peinture et sculpture, et de demoiselle Marie-Marguerite Mathieu, majeure.

Il est convenu qu'il n'y aura aucune communauté entre les époux. (E, 768.)

1. Ce maître brodeur devait être parent des maîtres brodeurs *Antoine-Claude* et *Charles de Courcelles*, que nous retrouverons plus loin, chapitre 287, au nom *Monvoisin*, avec toute une série de brodeurs.

2. Nous ne saurions dire quel était l'âge de Marie-Marguerite Mathieu, le 5 novembre 1733; quant à *Jacques Courtin*, ce n'était plus un jeune marié à cette date. Veuf en premières noces de Anne-Marie Boizard, il mourut, âgé de quatre-vingts ans, le 26 août 1759 (Herluison, 90; Piot, 28). Il avait donc cinquante-quatre ans. Sa veuve ne lui survécut pas longtemps, puisqu'elle mourut le 26 avril 1760 (cf. les *Scellés d'artistes*, C, 256). Ajoutons que *Jacques Courtin* avait été reçu académicien le 22 février 1710, c'est-à-dire âgé de trente-un ans, sur le tableau de *Loth et ses filles*, qui se trouve au Musée du Louvre (*Arch. de l'Art français*, II, 364).

84. — Coustou (*Guillaume Ier*), sculpteur.

Le 28 février 1746. Inventaire (Me Dutartre le jeune) après le décès de *Guillaume Coustou*[1], sculpteur ordinaire du Roi, ancien Directeur et Recteur de l'Académie royalle de peinture et sculpture, à la requête de *Guillaume Coustou*[2], sculpteur ordinaire du Roi, adjoint-professeur de son Académie royalle de peinture et sculpture, Charles Coustou, avocat, Jean-Baptiste Ringuet, conseiller en l'élection de Paris, et demoiselle Marie-Anne-Geneviève Coustou, son épouse, commune en biens, demoiselle Julie-Marie-Anne Coustou, mineure émancipée, et de Louis Gervais, au nom de Louis-Guillaume et Agathe-Marie-Anne Gervais, ses enfants mineurs, issus de son mariage avec Geneviève-Claire Coustou, fille dudit *Guillaume Coustou.* (E, 769.)

85. — Coustou (*Guillaume II*), sculpteur.

Le 30 décembre 1766. Inventaire (Me Lambot), après le décès de Me Guillaume-Louis Gervais de Lagny, correcteur ordinaire en la Chambre des comptes, à la requête de Me Antoine-Charles Gervais de Palmens, héritier quant aux propres paternels du défunt, son cousin-germain; de *Guillaume Coustou*[3], sculpteur ordinaire du Roy et de son Académie de peinture et sculpture, *Charles-Pierre Coustou*[4], archi-

1. Tout a été dit sur *Guillaume Coustou*, premier du nom, et le *Dictionnaire* de Jal et les *Archives de l'Art français*, en y ajoutant les *Scellés d'artistes*, peuvent suffire à qui veut avoir quelques détails de famille sur ce sculpteur, qui a laissé un nom célèbre dans l'histoire de l'art en France. L'inventaire, de l'intitulé duquel nous donnons un extrait, nous paraît cependant chose nouvelle. En recourant aux minutes de Me Dutartre le jeune, on pourrait sans doute retrouver dans cet acte des renseignements sur la fortune de *Coustou*, qui font malheureusement défaut dans le dossier des archives que nous avons dépouillé.

2. Voyez le chapitre qui suit.

3. *Guillaume Coustou*, deuxième du nom, quoique d'une notoriété bien inférieure à celle de son père, est aussi connu que lui sous le rapport biographique.

4. *Charles-Pierre Coustou*, que nous retrouverons encore plus loin, chapitre 293, est également connu. Né en 1721, il fut reçu à l'Académie d'architecture en 1762 (cf. *Bulletin archéologique*, t. XIII; les

tecte du Roy et de son Académie d'architecture, de Jean-Baptiste Ringuet, conseiller du Roy en l'élection de Paris, et dame Marie-Anne-Geneviève Coustou, son épouse, et de Julie-Marie-Anne Coustou, fille majeure, à Paris; ces quatre derniers, frères et sœurs, héritiers chacun pour un quart, quant aux propres maternels, meubles et acquêts dudit feu s^r de Lagny[1], leur neveu. (E, 867.)

86. — Crépy (les), graveurs.

1. Le 5 avril 1747. Acte (Me Bellanger), duquel il appert que *Louis Crépy*[2], graveur imager à Paris, et demoiselle

Archives de l'Art français, I, 422, et II, 292, 293 et 295; *Bulletin de l'Art français;* Jal, Lance et Bauchal). Nous croyons toutefois que ce dernier auteur se trompe en le disant fils de *Guillaume Coustou II;* pour nous, c'est au contraire le fils de *Guillaume Coustou Ier*.

1. On trouvera ci-après, au nom *Gervais* (*Charles-François*), chapitre 159, un extrait du testament du sieur de Lagny, qui complétera les indications contenues dans l'inventaire analysé ici.

2. Le graveur *Louis Crépy*, fils de *Jean Crépy*, également graveur, et de Marie-Vincente-Renée Chartier, est bien connu des amateurs de gravures. Connaissait-on le nom de sa femme, et savait-on qu'il était père lui-même de deux graveurs : *Pierre-Louis* et *Jean-Baptiste Crépy*? Nous croyons ces données nouvelles. Ch. Le Blanc, disant que *Louis Crépy* vivait dans la première moitié du xviiie siècle (notre acte n° 2 montre qu'il existait encore pendant la seconde moitié), ne cite que ces deux *Crépy*, *Jean* et *Louis;* M. le baron Portalis, dans les *Graveurs du XVIIIe siècle*, ne parle également que de ces deux derniers et se borne à ajouter que, pendant la Révolution, il existait encore un éditeur d'estampes du nom de *Crespy* (car l'orthographe de ce nom est tantôt *Crépy* et tantôt *Crespy*, la forme primitive). Pour nous, *Pierre-Louis* et *Jean-Baptiste Crépy*, graveurs comme leur père, devaient travailler avec lui aux estampes que l'on catalogue sous son nom exclusivement. Et peut-être serait-il bien difficile d'affirmer que telle ou telle estampe est de *Louis* ou de l'un de ses fils, à moins qu'elle ne soit même le produit de leurs communs travaux.

Quant à l'éditeur d'estampes de la Révolution, qui demeurait rue Saint-Jacques, témoin notamment le lavis bistré intitulé : *les Trois ordres avec leurs attributs sous le niveau*, ce ne pouvait point être *Louis*, mort sans doute depuis longtemps, le mariage de ses parents remontant au 15 janvier 1696 (Herluison, 95), mais c'était bien certainement l'un de ses deux fils, ou peut-être l'un et l'autre, puisqu'ils demeuraient toujours dans cette rue Saint-Jacques, que leurs parents avaient habitée si longtemps.

Marie Charpentier, sa femme, ont substitué à leurs petits-enfans et arrière-petits-enfans les portions qui excéderoient la légitime de leurs enfans dans leurs successions, l'usufruit néanmoins réservé à leurs enfans et petits-enfans. (E, 771.)

2. Le 31 octobre 1759. Inventaire (Me Jarry) après le décès de ladite dame Charpentier, femme du sr *Louis Crépy*, graveur imager, à la requête dudit *Louis Crépy*, commun en biens, et de *Pierre-Louis Crépy* et *Jean-Baptiste Crépy*, tous deux graveurs imagers à Paris, héritiers par moitié de ladite dame, leur mère. (E, 771.)

3. Le 2 janvier 1768. Quittance (Me Le Brun) par *Pierre-Louis Crespy*, graveur imager, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, paroisse Saint-Séverin, au caissier des États de Bretagne de la somme de deux mille quatre cents livres, pour remboursement par le tirage de la loterie du 9 novembre 1757, de 120 livres de rente, lui provenant, avec autres choses, de la succession de *Louis Crépy*, son père, aux termes d'un acte de liquidation et partage reçu par Me Jarry, notaire à Paris, le 2 septembre 1760. (B, 44.)

4. Le 11 janvier 1771. Quittance (Me Trudon) par *Jean-Baptiste Crespy*, graveur ymager à Paris, y demeurant rue Saint-Jacques, paroisse Saint-Séverin, de trois mille livres, pour remboursement d'une rente de 150 livres sur les États de Bretagne lui provenant de la succession du sr *Louis Crespy*, son père. (B, 57.)

D

87. DADER ou D'ADER (*Pierre*), émailleur.

1. Le 17 novembre 1741. Contrat de mariage (Me Pilleheu) de *Pierre d'Ader*[1], émailleur, bourgeois de Paris, et de Jeanne-Magdeleine La Prévotte. (E, 619.)

1. Quand on parle d'émail et d'émailleurs, on ne cite guère en France que Limoges, qui a longtemps conservé, pour ainsi dire, le monopole de cet art délicat. Aussi, est-ce avec plaisir que nous enregistrons le nom d'un émailleur parisien. Cependant, celui-ci n'est point un nouveau venu, puisque M. J. Guiffrey, dans ses *Scellés d'artistes*

2. Le 12 novembre 1759. Inventaire (Me Le Pot d'Auteuil) des biens dépendant de la succession dudit *Pierre Dader*, émailleur. (E, 619.)

88. — Dalhan (*Jean-François*), sculpteur en ivoire.

Le 27 août 1745. Contrat d'union (Me Sauvaige) des créanciers de messire Eustache Charles, marquis de Conflans, cy-devant colonel du régiment d'Auxerrois, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, exempt de l'une des compagnies des gardes du corps de Sa Majesté Catholique.

Parmi les *nombreux* créanciers, on remarque : Marie-Magdeleine Pluyette, veuve de *Jean-François Dalhan*[1], sculpteur en yvoire. (E, 754.)

89. — Daniel (*Jean-Baptiste*), maître fondeur.

Le 23 décembre 1764. Acte de notoriété (Me Vivien), aux termes duquel *Jean-Baptiste Daniel*, maître fondeur à Paris, y demeurant, rue des Arcis, paroisse Saint-Méry, et Jean Véret, marchand à Paris, déclarent avoir connu Marguerite Brunet, fille majeure, qu'elle est décédée à Versailles, le 30 novembre 1764, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire, et qu'elle laisse pour seuls et uniques héritiers Louise-Françoise Brunet, sa sœur, femme du sr *Robert Picault*[2], artiste (*sic*) et pensionnaire du Roy, et Marie-

(C, 252), nous a donné et son adresse : rue Comtesse-d'Artois, et la date de sa mort : 5 novembre 1759. La date de son contrat de mariage et le nom de sa femme, que nous donnons ici, définissent encore davantage sa personnalité. Quand on aura trouvé son acte de baptême, il n'y aura plus grand'chose à apprendre sur son « état-civil. »

1. Le sculpteur ivoirier *Dalhan* paraît être un nouveau venu. M. Maze Sancier ne le cite point, en effet, dans son intéressant ouvrage *le Livre des collectionneurs*, au chapitre important qu'il a consacré aux sculpteurs en ivoire et spécialement aux sculpteurs en ivoire dieppois. Quoi qu'il en soit, *Dalhan* possède, puisqu'il est l'un des nombreux créanciers du marquis de Conflans. Peut-être fut-il un véritable artiste.

2. Nous retrouverons ce *Robert Picault*, avec d'autres membres de sa famille, également artistes, au chapitre 314 de ce travail.

Louise-Reine Broussard, femme de Joseph Mansard, maître coutellier, et Nicole Broussard, fille majeure, ses nièces. (E, 697.)

90. — Danjan (*Pierre-Alexandre*), architecte.

1. Le 26 août 1772. Inventaire (Me Guespereau) après le décès de dame Louise-Jeanne Demongeot, épouse de maître *Pierre-Alexandre Danjan*[1], architecte juré expert, bourgeois de Paris, à la requête dudit sr *Danjan.* (E, 783.)

2. Le 4 janvier 1780. Quittance (Me Guespereau), par *Pierre-Alexandre Danjan,* architecte expert, demeurant à Paris, cloître et paroisse Saint-Benoît, de six mille livres, pour remboursement de 300 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 66.)

91. — Darragon (les), maîtres relieurs.

1. Le 12 juin 1759. Contrat (Me Delaleu) de constitution de 200 livres de rente sur les États de Bretagne au profit de *Michel Darragon*, maître relieur à Paris, y demeurant, rue Chartière, paroisse Saint-Hilaire. (B, 44.)

2. Le 3 mai 1762. Inventaire (Me Lecouturier) après le décès de *Michel Darragon*, maître relieur doreur de livres à Paris, à la requête de Marie-Jeanne Aubert, sa veuve, commune en biens, de *Martin Darragon*, *Louis-Michel Darragon* et *Jean-Baptiste Darragon*, tous les trois majeurs, maîtres relieurs doreurs de livres, enfants du défunt. (E, 785.)

3. Le 16 mai 1762. Partage (même notaire) des biens dépendant de la succession de *Michel Darragon*, maître relieur doreur de livres, aux termes duquel la veuve Darragon abandonne à ses enfants les 200 livres de rente sur les

1. Lance et Bauchal ont connu l'architecte *Danjan.* Parmi ses œuvres, ils citent, d'après Thiéry, *Almanach du Bâtiment*, 1790, la bibliothèque de l'abbaye de Saint-Victor, qu'il aurait construite vers 1783. Notre acte ne nous permet pas de dire quels autres bâtiments il a pu édifier; mais, sans parler du nom de sa femme et de son adresse qu'il indique, il nous révèle son existence comme architecte juré expert dès 1772, c'est-à-dire plus de dix ans avant la date à laquelle il était signalé par les auteurs que nous venons de citer.

États de Bretagne faisant l'objet de constitut de rente du 12 juin 1759. Sur cette somme, 58 livres 8 sols 6 deniers sont spécialement attribués à *Louis-Michel Darragon*, le surplus restant indivis entre les trois frères. (E, 785.)

92. — Davesne (*Pierre*), maître sculpteur.

1. Le 27 avril 1754. Contrat de mariage (Me Marchand) de *Pierre Davesne*[1], maître sculpteur à Paris, et de demoiselle Marie-Louise Morillon. (E, 786.)

2. Le 7 avril 1761. Inventaire (Me Poultier) après le décès de *Pierre Davesne*, maître sculpteur à Paris, décédé sans enfants, à la requête de demoiselle Marie-Louise Morillon, sa veuve. (E, 786.)

93. — Debey (*Louis-François*), architecte.

Le 17 février 1757. Inventaire (Me Delaloëre) après le décès de *Louis-François Debey*[2], architecte juré expert, entrepreneur de bâtimens à Paris, à la requête de Marie-Claude-Jacqueline Souhart, sa veuve, commune en biens, tutrice de Marie-Louise-Catherine[3], Marie-Victoire[4] et Marie-Esther[5], ses trois filles mineures. (E, 789.)

94. — Delacroix (*Jean*), maître fondeur.

Le 30 juin 1749. Acte de notoriété (Me Giraut le jeune), aux termes duquel Nicolas Vivenot, bourgeois de Paris, et

1. Le sculpteur *Pierre Davesne* nous était connu par le scellé de sa veuve, décédée le 27 janvier 1789 (J. Guiffrey, les *Scellés d'artistes*, C, 256). Nos deux actes n'en ont pas moins toute leur valeur.

2. Lance ne cite aucun architecte portant le nom *Debey*. Quant à Bauchal, il fait mention, d'après Leroux de Lincy (*l'Église de Saint-Eustache*), d'un *François Debey*, qui, malgré l'absence d'un prénom, nous paraît bien être le même que le nôtre. Enfin, M. J. Guiffrey (*Scellés d'artistes*, C, 240) nous apprend la date exacte de la mort de *Louis-François Debey* : le 4 février 1757. Ce n'est donc point un nouveau venu. Cependant l'intitulé d'inventaire que nous publions n'est pas inutile, puisqu'il nous apprend la composition de sa famille.

3. Mariée à *Gabriel-Charles Gillet* (voyez ce nom, chapitre 162).

4. Décédée paroisse Saint-Sulpice, le 17 janvier 1759 (E, 789).

5. Mariée à *Claude Pochard*, arquebusier du Roi (voyez ce nom, chapitre 321).

Jean Delacroix, maître fondeur à Paris, attestent avoir connu Marguerite Girardin, veuve de Noël-Jean Coutard, vigneron à Asnières. (E, 770.)

95. — Delacroix (*Joseph*), garde des estampes de la Bibliothèque du Roy.

Le 2 mai 1750. Testament (Me Demay), aux termes duquel *Joseph Delacroix* [1], garde des estampes de la Bibliothèque, lègue tous ses biens meubles et immeubles à demoiselle Anne Delacroix, veuve de Me Jean Boivin, avocat au Parlement, professeur de langue grecque au Collège royal, l'un des quarante de l'Académie française, garde des manuscrits de la Bibliothèque du Roy, et à demoiselle Marie Delacroy, ses sœurs germaines. (E, 789.)

96. — Delahaye (*François*), peintre.

Le 29 juin 1777. Partage (Me Richer) entre *François Delahaye* [2], peintre, et Jean-François Jolibois et la demoiselle Marie-Geneviève Delahaye, son épouse, des biens de la demoiselle Claude-Barbe Le Clerc, leur mère, à son décès veuve de Pierre Delahaye, esperonier à Paris. Parmi ces biens se trouvaient 130 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 790.)

97. — Delamotte (*Guillaume-Denis*), maître orfèvre.

Le 9 mai 1766. Inventaire (Me Mathon) après le décès

1. *Joseph Delacroix* ne fut point un artiste assurément. Cependant, comme il présida pendant plus de treize années (1737-1750) aux destinées de ce qui est aujourd'hui notre magnifique Cabinet des Estampes, le quatrième département de la Bibliothèque nationale, il a peut-être conquis quelques droits à voir son nom revivre au milieu de ceux de tous ces artistes qu'il dut fréquenter et qui vinrent puiser leurs inspirations, étudier les maîtres, dans cet arsenal artistique. Hâtons-nous d'ajouter, hélas ! que *Delacroix* ne fut qu'un obscur administrateur et que sa gestion ne fut marquée par aucune mesure ou amélioration importante (cf. vicomte Henri Delaborde, *le Département des estampes à la Bibliothèque nationale*).

2. Ce *peintre* était-il un artiste, ou n'était-ce, au contraire, qu'un simple décorateur ? Impossible de décider la question. D'ici qu'elle le soit, enregistrons son nom, comme pierre d'attente.

de Andrée Letellier, épouse en secondes noces de Paul Veriot, maître vitrier à Paris, avant veuve de Louis-François Taboureau, aussi maître vitrier, à la requête dudit Veriot, commun en biens, et de *Guillaume-Denis Delamotte*, maître orphevre à Paris, époux de Adrienne-Élisabeth Taboureau et de Claude-Marie Taboureau, majeur, héritiers de ladite dame Veriot, leur mère. (E, 1284.)

98. — Delaporte (*Henry-Rolland-Horace*), peintre.

1. Le 12 novembre 1754. Acte de transport (Me Martel) à *Henry-Rolland-Horace Delaporte*[1], peintre, de l'Académie royalle, de 480 livres de rente annuelle, au principal au denier cinquante de vingt quatre mille livres sur les États de Bretagne. (E, 790.)

2. Le 8 janvier 1779. Acte de notoriété (Me Deherani) aux termes duquel Thomas de la Porte, marchand bourgeois de Paris, et *Henry de la Porte*, peintre, de l'Académie royale, demeurant à Paris, rue Saint-Thomas-du-Louvre, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, certifient avoir connu François Bernard, bourgeois de Paris, y décédé le 12 décembre 1766, à l'hôpital Saint-Jean-Baptiste de la Charité de Paris. (E, 650.)

99. — Delespine ou de Lespine (*Pierre-Jules*), architecte.

Le 1er mars 1757. Inventaire (Me Judde) après le décès de *Pierre-Jules de Lespine*[2], ancien contrôleur des bâtiments

1. Les *Archives de l'Art français* (II, 365) disent que ce peintre fut reçu à l'Académie de peinture en 1763, et Siret (II, 165) adopte cette date. Or nous le voyons, dans un acte de 1754, prendre le titre de « peintre de l'Académie royalle. » Il y a là une contradiction. Enfin, il y a lieu de croire que les *Delaporte, Henry-Rolland-Horace* et *Henry*, qui comparaissent aux deux actes qui forment ce chapitre, ne sont qu'un seul et même artiste.

2. Quel est cet architecte, décédé, à en juger par la date de notre inventaire, dans les derniers jours de février 1757? Ce ne peut être le fils de *Pierre-Nicolas*, portant les mêmes prénoms, né (Lance, 204; Bauchal, 638) le 31 octobre 1756 et mort à Paris, membre de l'Institut, le 16 septembre 1825. Il n'est pas davantage le père de ce dernier,

du Roy, à la requête de dame Geneviève-Jeanne Lovat, sa veuve, commune en biens et tutrice de Geneviève-Marie, de Charles-Pierre et de Anne de Lespine, ses trois enfants mineurs. Il dépendait de la succession 1,000 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 47, et E, 793.)

100. — Delorme (*Pierre*), peintre du duc d'Orléans.

1. Le 31 juillet 1759. — Le mardy trente un juillet mil sept cens cinquante neuf, Claude Delorme, controlleur des postes, âgé de soixante seize ans, décédé hier, rue Grande-Truanderie, a été inhumé au cimetière en présence de Pierre-Auguste Delorme, controlleur provincial des postes, et de *Pierre Delorme* [1], peintre de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le duc d'Orléans, ses fils, lesquels ont signé. — Registre mortuaire de l'église Saint-Eustache à Paris. — (E, 794.)

2. Le 6 septembre 1759. Acte de partage (Me Lenoir le jeune) des biens dépendant de la succession de Claude Delorme, contrôleur des postes à Paris, entre dame Anne-Suzanne de Pijis, sa veuve, et Pierre-Auguste Delorme, controlleur provincial des postes au gouvernement de Normandie; *Pierre Delorme*, peintre de Son Altesse Sérénissime Monseigneur le duc d'Orléans; Claude-Théodore

puisque ses trois enfants sont connus par notre inventaire et qu'il n'avait qu'un seul fils, prénommé Charles-Pierre. C'est donc bel et bien un nouveau *Pierre-Jules de Lespine,* appartenant très probablement à la famille angevine des architectes de ce nom, descendant peut-être en ligne directe de ce *Jean de Lespine* qui « est en Anjou le maître le plus glorieux de l'art de la Renaissance » (C. Port, *les Artistes angevins,* 195). Notre architecte sera, si l'on veut bien, *Pierre-Jules de Lespine I* et le membre de l'Institut deviendra *Pierre-Jules de Lespine II.* C'est, croyons-nous, la seule solution possible et pratique.

1. *Pierre Delorme,* peintre de Louis-Philippe, duc de Chartres, ne paraît pas avoir laissé un grand nom dans l'histoire de l'art. Du moins, nous ne trouvons son nom ni dans Jal, ni dans les *Archives de l'Art français,* ni dans Siret, ni dans le *Nouveau Dictionnaire des peintres* de Guédy (Paris, 1882), etc... Quelque travailleur pourra peut-être un jour compléter les renseignements que nos deux actes contiennent à son sujet.

Delorme, receveur des postes à Lille, en Flandre, ses enfants. Il est attribué audit *Pierre Delorme* 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 794.)

101. — Demelliers ou Desmelliers[1] (les), maîtres doreurs.

1. Le 20 mai 1767. Procuration (Me Jourdain) par laquelle *Philippe-Charlemagne Demellier*, maître doreur, *Pierre Valois*, aussi maître doreur, et Françoise Demellier, sa femme, *Nicolas Demellier*, maître doreur, *Simon-Nicolas Demellier*, aussi maître doreur, et Vincent Bruere, bourgeois de Paris, et Marie-Madeleine Demellier, sa femme, les tous héritiers, chacun pour un cinquième, de *Nicolas Demelier*, leur père, maître doreur, donnent pouvoir à Catherine Sornet, leur mère, de gérer et administrer en leurs noms tous les biens provenant de la succession de leur père. (E, 794.)

2. Le 23 mai 1767. Acte de notoriété (Me Jourdain), aux termes duquel *Jean-Pierre Lebeuf*, maître doreur, et Louis Olivier, maître de pension, certifient avoir connu ledit *Nicolas Demelier*, maître doreur, qu'il est décédé, le 5 mai 1767, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il n'a laissé pour héritiers que ses cinq enfants susnommés. (E, 794.)

102. — Denis (*Louis*), architecte.

Le 14 septembre 1765. Acte (Me Poulletier, notaire à Compiègne), portant pouvoir par *Louis Denis*, entrepreneur des bâtiments du Roy, à Compiègne, y demeurant, rue et porte de Soissons, paroisse Saint-Jacques, à Pierre-Charles Duruisseau, conseiller du Roy, commissaire enquesteur examinateur au Châtelet de Paris, de recevoir le remboursement de 10,600 livres de rente, au principal de deux cent douze mille livres, en plusieurs parties, assignées sur les États de Bretagne. (E, 795.)

1. Pour renseignements complémentaires sur cette famille, voyez aux noms *Lebeuf*, chapitre 220, et *Royer*, chapitre 348.

103. — Denis (les), ingénieurs.

1. Le 3 mai 1762. Acte (Me Baron), aux termes duquel divers personnages se reconnaissent débiteurs envers le sr *Louis-François-Remy Denis*[1], ingénieur du Roy et directeur des fontaines de Versailles, d'une somme totale de vingt six mille livres. (E, 795.)

2. Le 24 décembre 1763. Inventaire (Me Alain) après le décès de Rémy-Pierre Denis, contrôleur de la maison de la Reine, arrivé paroisse Saint-Denis, à Versailles, le 7 décembre précédent, à la requête de Nicole-Charlotte Lemoine, sa veuve, commune en biens, de demoiselle Marie-Claude Denis, fille majeure, à Versailles, *Claude-Louis Denis*[2], ingénieur du Roy, à Versailles, Jacques Bailly, écuyer, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, lieutenant-colonel de cavalerie, époux de Geneviève Denis, de *Louis-François-Remy Denis*, ingénieur du Roy et directeur des fontaines de Versailles, y demeurant, de Marie-Anne Bobiere de Chars, veuve de messire Honoré-Louis Sionin, écuyer, seigneur d'Argenvilliers, conseiller du Roy, président trésorier de France et de la généralité de Montauban, et de Michel-Claude Delafontaine, à Paris, héritiers, chacun pour un cinquième, du sr Rémy-Pierre Denis, leur oncle. (E, 795.)

1. *Louis-François-Remy Denis*, ingénieur hydraulicien, n'est point un nouveau venu. M. J. Guiffrey, à qui les chercheurs sont redevables de tant de précieux documents sur les artistes, a publié (*Nouv. Arch. de l'Art français*, 1878, p. 27) la teneur d'un congé qui lui fut accordé pour voyager en Italie, le 13 juin 1746. M. Guiffrey suppose que cet ingénieur est un fils de *Claude Denis*, que citent Lance et Bauchal, et qui fut l'un des fontainiers les plus occupés du siècle de Louis XIV. La chose est fort probable. Nos actes n'en apportent malheureusement point la preuve; mais, en revanche, ils donnent, sur la composition de la famille de *Louis-François-Remy Denis*, des renseignements nouveaux et intéressants.

2. Le nom de *Claude-Louis Denis* est oublié aujourd'hui; au moins aucun auteur ne nous l'a-t-il conservé. Le prénom *Claude* qu'il porte, comme le fontainier du xviie siècle, serait peut-être un indice de parenté; indice bien léger, devons-nous ajouter cependant, car ce prénom, si peu porté de nos jours, était bien certainement l'un des plus répandus au xviiie siècle.

104. — Denis (*Théodore*), graveur sur métaux.

Le 31 décembre 1780. Quittance (Me Étienne) par *Théodore Denis*, graveur sur métaux à Paris, y demeurant, quarré Sainte-Geneviève, paroisse Saint-Étienne-Dumont, de deux mille cinq cents livres pour remboursement de 125 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 66.)

105. — Derson Duplessis (*Edme*), maître orfèvre.

Le 9 mars 1762. Testament (Me Andrieu) de dame Marie-Catherine Petit, veuve du sr *Edme Derson Duplessis*, maître orphèvre jouaillier, ancien garde des marchands orphèvres. (E, 795.)

106. — Desbœufs (*Henry-Quentin*), architecte.

Le 1er mai 1771. Inventaire (Me Girault) après le décès de Catherine Lefèvre, épouse de *Henry-Quentin Desbœufs*, architecte juré expert, bourgeois de Paris, à la requête dudit *Henry-Quentin Desbœufs* et de Henry Desbœufs, sous-chef de bureau des eaux et forêts, de Christophe-Édouard Liebault de la Neuville, greffier des bâtiments, et d'Angélique-Catherine Desbœufs, son épouse, de Jean-François-René Huë, ancien notaire à Fontainebleau, époux de Marie-Henriette Desbœufs, enfants de la défunte. La succession comprenait une rente de 1,350 livres sur les États de Bretagne. (E, 796.)

107. — Deschamps (*Joseph*), sculpteur.

Le 20 juillet 1773. Inventaire (Me Boursier) après le décès de Jean-François Deschamps, bourgeois de Paris, à la requête de Jeanne Du Buisson, sa veuve, et de ses quatre enfants, au nombre desquels se trouve *Joseph Deschamps*[1], sculpteur, de l'Académie, et pensionnaire de Sa Majesté. (E, 796.)

108. — Descoins (*Nicolas*), ciseleur en orfèvrerie.

1. Le 2 décembre 1769. — « L'an mil sept cent soixante

1. Ce *Joseph Deschamps*, qualifié « pensionnaire de S. M., » était tout simplement un élève de l'Académie de Paris. Peut-être est-il devenu plus tard un habile sculpteur.

neuf, le deux décembre, par nous soussigné, docteur de la maison et société de Navarre, curé de cette paroisse, a été inhumé dans cette église *Nicolas Descoins*, cizeleur en orpheverie, décédé d'hier, âgé d'environ cinquante-six ans, rue Gervais-Laurent de cette paroisse, et ce en présence de *Pierre Descoins*, cizeleur en orpheverie, demeurant rue de l'Arbre-Sec, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, et de *Pierre Blondeau* [1], sculpteur et ancien professeur de l'Académie, demeurant rue Basse-Porte-Saint-Denis, paroisse Saint-Laurent, lesquels ont signé avec nous le présent. » — Extrait des registres mortuaires de la paroisse de Sainte-Croix. — (E, 797.)

2. Le 24 décembre 1769. Acte de notoriété (Me Baroule), aux termes duquel *Pierre Descoins*, cizeleur en orpheverie, demeurant à Paris, rue de l'Arbre-Sec, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, et Pierre-Vincent Quesbec, maître menuisier, demeurant à Paris, rue de la Pelleterie, paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, attestent avoir connu *Nicolas Descoins*, cizeleur en orpheverie à Paris, qu'il y est décédé, le 1er décembre 1769, paroisse Sainte-Croix, en la Cité de Paris, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il laisse pour seuls et uniques héritiers Louis-Nicolas, Jeanne-Angélique-Charlotte et Pierre-Hippolyte Descoins, ses trois enfants mineurs [2]. (E, 797.)

109. — Desfebves (*Marcel-François*) maître orfèvre.

Le 21 mai 1765. Pouvoir (Me Horque de Cerville) par *Marcel-François Desfebves*, marchand orphevre jouaillier à Paris, et demoiselle Marie-Louise Froncy, son épouse, à Simon-Denis Desormeaux, conseiller du Roy, inspecteur sur les vins, de toucher tous arrérages de rentes. (E, 798.)

1. *Pierre Blondeau*, sculpteur, de l'Académie royale de Saint-Luc, est connu. Il comparaît avec de nombreux artistes pour s'opposer à la levée des scellés apposés après le décès de *Michel-Ange Slodtz* (voyez ce nom, chapitre 360), à la succession duquel il réclame 222 livres, « pour models d'animaux qu'il a faits pour lui » (cf. les *Scellés d'artistes*, B, 351).

2. Le nom de la femme de *Nicolas Descoins* n'est pas indiqué.

110. — Desmoulins (*Jean*), expert vérificateur des bâtiments du Roi.

Le 2 may 1764. Inventaire (Me Manet) après le décès de *Jean Desmoulins*[1], greffier des bâtiments et l'un des experts vérificateurs des bâtiments du Roy, à la requête de Marie Carbon, sa veuve, commune en biens et tutrice de ses trois derniers enfants mineurs, et de *Jean-Pierre Desmoulins*, architecte, Marie-Jeanne Desmoulins, mineure, Marie-Angélique Desmoulins, et Jean-Charles Desmoulins, mineur, ses quatre enfants.

De la succession dépendaient 150 livres sur les États de Bretagne. (E, 799.)

111. — Desprez (*Guillaume I*), imprimeur.

1. Le 28 décembre 1719. Testament (Me Marchand le jeune) de demoiselle Catherine Maugeant, veuve du sr *Guillaume Desprez*[2], imprimeur et libraire ordinaire du Roy. (E, 800.)

2. Le 17 mars 1729. Inventaire (Me Marchand) après le décès de ladite dame Desprez, à la requête de Anne-Geneviève Desprez, veuve de Jean Lené, marchand à Paris, et de Me Louis Doyen, conseiller du Roy, notaire au Châtelet de Paris, comme exécuteurs conjointement du testament de ladite dame, lesdites dames Lené et Doyen, habiles à se porter héritières pour un cinquième de la deffunte; et à la requête de *Guillaume Desprez*[3], imprimeur ordinaire du Roy, et des srs Nicolas Desprez et Michel Colombier, époux

1. Ni *Jean Desmoulins* ni *Jean-Pierre Desmoulins*, son fils, ne sont cités par Lance ou par Bauchal. Ces architectes descendraient-ils de *Jehan Desmoulins* ou *De Moulin*, l'architecte de Dreux, cité par ce dernier auteur ?... C'est une question à résoudre.

2. L'imprimeur *Guillaume Desprez*, le premier du nom, est bien connu. Dans son récent *Inventaire des marques d'imprimeurs et de libraires*, 1er fascicule, ville de Paris (février 1883), M. Delalain cite les dates 1673 et 1682 trouvées sur les marques qu'il employait : 1° *Une croix saisie par deux anges;* 2° *Une sphère armillaire.* Il demeurait rue Saint-Jacques, *A l'image Saint-Prosper.*

3. Voyez au chapitre suivant.

de feue demoiselle Antoinette-Louise Desprez, également héritiers pour un cinquième. (E, 800.)

112. — DESPREZ (*Guillaume II*), imprimeur.

1. Le 5 mars 1753. Testament (Me Laideguive) de *Guillaume Desprez*[1], imprimeur et libraire à Paris. (E, 800.)

2. Le 8 novembre 1753. Inventaire (Me Laideguive) après le décès de *Guillaume Desprez*, imprimeur et libraire à Paris, à la requête de *Guillaume-Nicolas Desprez*, libraire-imprimeur du Roy et du clergé de France, son fils; le défunt possédait 60 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 800.)

113. — DESPREZ (les), maîtres fondeurs.

1. 1er mars 1752. Testament olographe, à Paris, de *Jean-Baptiste Desprez*[2], maître fondeur à Paris. (E, 800.)

2. Le 20 août 1754. Inventaire (Me Gillet) après le décès de *Jean-Baptiste Desprez*, maître fondeur à Paris, à la requête de demoiselle Marie-Geneviève Simoneau, sa veuve, commune en biens et tutrice de Jean-François Desprez, son fils mineur, et de *Michel-Philippes Desprez*[3], maître fondeur à Paris, *Jean-Robert Desprez*[4], aussi maître fondeur à

1. Ce *Guillaume Desprez*, ainsi qu'on a pu le voir au précédent chapitre, était fils de *Guillaume I Desprez*. Il avait mêmes enseigne et marques que son père et lui succéda dans la maison de la rue Saint-Jacques. Ses rentes sur les États de Bretagne étaient d'un chiffre bien modeste. Peut-être avait-il d'autres revenus; malheureusement l'extrait d'inventaire que nous avons eu entre les mains n'en souffle mot.

2. *Jean-Baptiste Desprez* n'est point un inconnu. Son nom nous a été conservé par M. J. Guiffrey, dans sa précieuse publication des *Scellés d'artistes* (C, 266). Il mourut le 19 juillet 1754, faubourg Saint-Martin, à l'enseigne du Compas-d'Or.

3. *Michel-Philippe Desprez*, maître fondeur des bâtiments du Roi, exécuta pour Louis XV, en l'année 1755, divers travaux de bronze et de ciselure (cf. Maze-Sencier, *le Livre des collectionneurs*, p. 234). En 1766, il fit les trois cloches servant de timbre à Notre-Dame de Paris (cf. Ferdinand Farnier, *Notice historique sur les cloches*. Robécourt, Vosges, 1882, p. 38).

4. *Jean-Robert Desprez*, fils et frère des précédents, est oublié aujourd'hui. Peut-être se borna-t-il à travailler avec eux.

Paris, Marie-Jeanne Desprez, fille majeure, Jacques Parisis, marchand quincaillier à Paris, époux de Marie-Anne Desprez, ses enfants, héritiers chacun pour un sixième; *François-Jacques Baroche*[1], maître fondeur à Paris, et demoiselle Jacqueline Adam, son épouse, auparavant veuve de Jean-Philippe Desprez, à Paris, et tutrice d'Edmée-Jeanne Desprez, Marie-Jacqueline Desprez et Marie-Jeanne Desprez, ses petits-enfants, héritiers pour l'autre sixième. (E, 800.)

114. — Devilliars (*Louis*), architecte.

1. Le 23 mars 1763. Notoriété (Me Brillon) constatant que c'est à tort que, dans un contrat de remboursement d'une rente de 100 livres sur les États de Bretagne, reçu par Me Fournier, le 21 mars 1763, le nom de *Louis Devilliars*[2], architecte, demeurant à Paris, rue de Seine, fauxbourg Saint-Germain, paroisse Saint-Sulpice, a été écrit avec un D à la fin, alors que la véritable façon d'écrire son nom est avec une S à la fin, ainsi qu'il appert de son extrait baptistaire, tiré des registres de la paroisse Saint-Remi de Troyes, en date du 24 octobre 1709. (B, 49.)

1. Le nom de ce maître fondeur nous a été conservé encore par la publication des *Scellés d'artistes* (C, 264). Il mourut, rue Aumaire, le 1er février 1769.

2. Dans la *Liste des élèves de l'ancienne École académique et de l'École des beaux-arts qui ont remporté les grands prix de peinture, sculpture... depuis 1663 jusqu'en 1857*, publiée par M. A. Duvivier, au tome V des *Archives de l'Art français*, nous remarquons (p. 290) un élève de ce nom, remportant, en 1730, le 3e prix d'architecture. Malheureusement le prénom du lauréat n'est pas indiqué. Étant donné l'âge de *Louis Devilliars* à cette date, nous sommes très porté à croire que c'est lui. Au reste, dans le relevé que nous venons de citer, relevé qui a très certainement été établi avec le plus grand soin, d'après les registres de procès-verbaux de l'ancienne Académie, le nom de cet architecte est écrit avec un D final. Or, notre acte de notoriété montre précisément que *Devilliars* dut rectifier cette orthographe fautive. L'indice est léger, sans doute, et l'on pourrait n'y voir qu'une simple coïncidence, mais, venant pour corroborer l'hypothèse que nous avons basée sur l'âge de notre architecte en 1730, il nous paraît digne de remarque.

2. Le 11 mai 1776. Sentence homologative d'un avis de parents, par laquelle le s[r] Gabriel Le Chartier de Lucival et Angélique Vallot, son épouse, ont été nommés conjointement tuteurs d'Alexandre-Louis, d'Alexandrine-Sophie et Angélique-Françoise-Hilaire Devilliars, enfants mineurs de feu *Louis Devilliars*, architecte de M[me] la duchesse d'Enville, et de ladite dame Angélique Vallot. (E, 801.)

115. — Dicq (*Abraham*), maître sculpteur.

Le 7 octobre 1765. Inventaire (M[e] Blacque) après le décès de Nicolas Dicq, bourgeois de Paris, arrivé le 1[er] octobre 1765, à la requête de *Abraham Dicq*, maître sculpteur, de l'Académie de Saint-Luc, et autres cousins germains du défunt. (E, 802.)

116. — Dinere (*Antoine*), maître fondeur.

Le 26 juin 1754. Inventaire (M[e] Leroux) après le décès de Louise Goüdard, veuve de Martin Morel, officier du chambellan du Roi, à la requête de *Louis-Charles Lequay*, maître peintre, carrefour Saint-Benoist, à Paris, et Marie-Madeleine Lequay, femme de *Antoine Dinere*, maître fondeur à Paris, frère et sœur, héritiers de la défunte, leur tante maternelle. (E, 1083.)

117. — Drais (*Pierre*), orfèvre.

1. Le 15 avril 1757. A été inhumé au cimetière des Saints-Innocents le corps de *Pierre Drais*, marchand orphèvre-jouaillier, décédé la veille à Paris. — Registres de sépulture de la paroisse royalle de Saint-Barthélemy. — (E, 809, dossier Dublé.)

2. Le 20 juin 1769. Acte de notoriété (M[e] Miller), aux termes duquel *Clément Gervaize*, marchand lapidaire-jouaillier, et Pierre Petit, bourgeois de Paris, attestent avoir connu *Pierre Drais*, marchand orphèvre-jouaillier à Paris, et Jeanne Gambier, sa femme; qu'ils sont décédés tous les deux, savoir : le premier, le 14 avril 1757, paroisse Saint-Barthélemy, et la seconde, le 13 mars 1762, dite paroisse; qu'après leurs décès il n'a point été dressé d'inventaire et

qu'ils avaient laissé pour seuls et uniques héritiers *Pierre-François Drais*[1], marchand orphèvre, et *Robert-Arnould-Claude Drais*, orphèvre, leurs enfants majeurs; comme aussi les comparants certifient avoir connu *Robert-Arnould Gambier*[2], marchand orphèvre, lequel est décédé à Paris, le 9 septembre 1762. (E, 809, même dossier.)

118. — Drouard (*Nicolas*), peintre.

Le 27 janvier 1741. Inventaire (Me Thierry) après le décès de Jeanne-Françoise Duval, femme de *Nicolas Drouard*[3], peintre à Paris. (E, 808.)

119. — Dublé (*François-Isaac*), graveur.

1. Le 7 février 1714. Testament (Me Belot) de *François-Isaac Dublé*[4], graveur à Paris. (E, 809.)

1. Dans un second acte de notoriété, qui se trouve dans le même dossier et qui fut reçu par le même notaire, le 22 décembre 1770, nous voyons que *Pierre-François Drais*, ainsi que son frère, *Robert-Arnould-Claude*, demeuraient place Dauphine. Or, un *Drais*, bijoutier du Roi, *place Dauphine*, est cité souvent sur les comptes des Menus-Plaisirs de 1770 à 1782. Les tabatières semblaient être sa spécialité. C'est sans doute un des deux frères. Mais, lequel ?... L'omission du prénom ne nous permet point de le dire. L'*Almanach Dauphin ou Tablettes royales du vrai mérite* (Paris, 1777) cite également un orfèvre nommé *Drais*, « élève du sieur *Ducrolay*, bijoutier du Roi, tenant assortiment de bijoux d'or, émaillés, garnis de diamants. » Celui-là tient boutique quai des Orfèvres. Serait-ce encore l'un des deux frères, qui aurait, plus tard, changé de domicile ?... Enfin, M. Maze-Sencier (*le Livre des collectionneurs*, p. 158), dans un chapitre consacré aux boîtes d'orfèvres, mentionne, en 1774, des boîtes émaillées en bleu, en gris, en aurore, avec des peintures en tableaux ou des bas-reliefs, ciselées en or de couleur, livrées par un orfèvre nommé *Drais;* et il signale, en 1778, une boîte d'or émaillée en gris, à bordures et cadre émaillé à feuilles, vendue 1,500 livres par le même *Drais*. Sans pouvoir décider à quel *Drais* reviennent ces attributions, nous pouvons dire cependant que cette famille tenait un rang important dans l'orfèvrerie-bijouterie. Nos actes auront pour résultat de la faire mieux connaître (voyez chapitre 147).

2. Voyez ce nom au chapitre 147.

3. *Nicolas Drouard* nous est connu par la publication des *Scellés d'artistes* (C, 292). Il mourut en mai 1749, rue de la Haute-Vannerie. Il était alors qualifié maître peintre doreur.

4. Le graveur *François-Isaac Dublé*, qui devait n'être qu'un graveur

2. Le 7 février 1719. Procuration reçue par le Bourguemaistre (*sic*) et les Échevins de la ville de Kœnigsberg (Prusse), à Jacques Tardy, par ***François-Isaac Dublé***, graveur, « natif de Paris, » pour toucher tous arrérages de rentes. (E, 809.)

3. Le 25 février 1727. Procuration (Me Isaac Delpech) par ***François-Isaac Dublé***, graveur, demeurant à Londres, quartier de Black-Friord, à dame Élisabeth Huau, veuve d'***Isaac Dublé***[1], sa mère, demeurant à Paris, pour toucher divers arrérages de rentes. (E, 809.)

4. Le 24 avril 1730. Inventaire (Me Lauvoyon) après le décès de ***François-Isaac Dublé***, graveur à Paris, à la requête de Marie-Magdeleine Cappin, sa veuve, et de ***Claude Dublé***, marchand jouaillier à Paris, ***Jean-Robert Gambier***[2], marchand orphèvre, bourgeois de Paris, époux d'Élisabeth-Françoise Dublé, ***Jacques Levesque***[3], aussy maître orphèvre, bourgeois de Paris, époux de Marie Dublé, ***Antoine Bingant***[4], aussy marchand orphèvre, bourgeois de Paris, époux de Marguerite Dublé, François Buguet, marchand miroitier à Paris, époux de Jeanne Dublé, André Barollet, marchand mercier à Paris, époux de Marie-Agnès Dublé, et ***Noël Tatier***, marchand jouaillier à Paris, époux de Gabrielle Dublé, ses six enfants. (E, 809.)

120. — Dubois (*Jacques-Louis*), contrôleur des bâtiments du Roi.

1. Le 17 juin 1750. Contrat de constitution de rente (Me Maquer) de 300 livres sur les États de Bretagne, en faveur de ***Jacques-Louis Dubois***, contrôleur des bâtiments du Roy, demeurant à Versailles. (B, 39.)

en orfèvrerie, fut, dans tous les cas, un grand nomade. Nos actes nous le montrent tantôt à Paris, tantôt en Prusse ou en Angleterre. Et peut-être la nomenclature de ses diverses résidences est-elle encore incomplète.

1. Joaillier-lapidaire. Voyez au chapitre 32.
2. Voyez chapitre 148.
3. Voyez chapitre 249.
4. Voyez ci-dessus, chapitre 32.

2. Le 26 juillet 1753. Acte (même notaire) aux termes duquel led. s[r] *Jacques-Louis Dubois* reconnaît avoir reçu du caissier des États de Bretagne la somme de six mille livres, remboursement à lui échu au 1[er] janvier 1753 par le tirage du mois de novembre 1752. (B, 40.)

121. — Du Chemin (*Pierre-Claude*), ingénieur.

Le 9 juin 1749. Constitution (M[e] Tumoine, notaire à Rennes) de 250 livres de rente sur les États de Bretagne, en faveur de *Pierre-Claude Du Chemin*[1], ingénieur des ponts et chaussées de Bretagne, demeurant à Rennes, place du Palais, paroisse Saint-Germain. (B, 38.)

122. — Ducy (*Pierre-Guillaume*), maître orfèvre.

Le 14 février 1767. Mariage de *Pierre-Guillaume Ducy*[2], marchand orphèvre, et Marie-Magdelaine La Poulède, veuve de *Noël-André Gambier*[3], maître orphèvre. — Registres des mariages de la paroisse Saint-Barthélemy à Paris. — (E, 809, dossier Dublé.)

123. — Dumesnil (*Louis-Claude*), adjoint au recteur de l'Académie de peinture.

1. Le 22 mai 1761. Testament olographe de *Louis-Claude Dumesnil*[4], adjoint au recteur de l'Académie de peinture, aux termes duquel il institue *Pierre-Louis Dumesnil*, son frère, son légataire universel, à la charge de payer annuelle-

1. *Pierre-Claude Du Chemin* ou *Duchemin*, inconnu de Lance, est cité par Bauchal (p. 198), mais avec le seul prénom *Claude*, d'après l'Inventaire des archives du département de l'Ille-et-Vilaine, où il est indiqué comme revisant, vers 1745, le projet des réparations proposées pour l'évêché de Vannes.

2. Voyez chapitre 147.

3. Voyez au chapitre 149.

4. *Louis-Claude Dumesnil*, que Bellier de la Chavignerie, faute sans doute de connaître ses prénoms, appelle « *Dumesnil* aîné, » a souvent exposé, de 1751 à 1762, aux Salons de l'Académie de Saint-Luc, au recteur de laquelle il était adjoint. Le même auteur ignore la date du décès de notre peintre, et Siret a omis de citer cet artiste dans son *Dictionnaire des peintres*.

ment à sa sœur une rente formée de la moitié du revenu provenant des fonds composant ledit legs universel. (E, 816.)

2. Le 25 juillet 1769. A été inhumé au cimetière le corps de défunt *Louis-Claude Dumesnil*, adjoint au recteur de l'Académie de peinture, décédé le 23 de ce mois, paroisse Saint-Gervais, à Paris. — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Gervais. — (E, 816.)

3. Le 31 juillet 1769. Inventaire (Mᵉ Blacque) après le décès de *Louis-Claude Dumesnil*, adjoint au recteur de l'Académie de peinture, à la requête de Anne-Félicité Forgeot, sa veuve, commune en biens, de *Pierre-Louis Dumesnil*[1], premier professeur à l'Académie de peinture, son frère, et de Marie-Denise Dumesnil, veuve de Michel Fromaget, secrétaire de M. de Paulmy, sa sœur.

Entre autres valeurs, la succession comprenait 100 livres de rente, au capital de deux mille livres, sur les États de Bretagne. (E, 816.)

124. — DURAND (*Louis*), orfèvre.

Le 2 juillet 1768. Inventaire (Mᵉ Guéret) après le décès de Marie Lebœuf, veuve de *Louis Durand*[2], marchand orfèvre à Paris; à la requête de *Jean-Charles Gordière*, maître orfèvre à Paris, et de Marie-Angélique Durand, son épouse, ainsi que de *Jean-Louis Morel*, maître orfèvre à Paris,

1. *Pierre-Louis Dumesnil* est également connu. Né en 1698, écrit Bellier de la Chavignerie, il mourut à Paris, paroisse Saint-Merry, le 23 juin 1781, après avoir été professeur et recteur de l'Académie de Saint-Luc. Il exposa aux Salons de cette Académie en 1751, 1752 et 1753. Siret, qui a connu cet artiste, se trompe en lui attribuant des prénoms commençant par les lettres P. F. Enfin, notre artiste est encore cité par M. J. Guiffrey dans les *Scellés d'artistes* (B, 411); il comparaît comme opposant à la levée des scellés apposés après le décès de *Joseph Labbé*, peintre de l'Académie de Saint-Luc, le 5 novembre 1767.

2. L'orfèvre *Louis Durand* et ses gendres, *Gordière* et *Morel*, sont des nouveaux venus. On chercherait en vain leurs noms, soit sur les listes des gardes de l'orfèvrerie à Paris, soit dans la table des orfèvres dont M. Ris-Paquot a publié les poinçons (*Dictionnaire des poinçons, symboles... des orfèvres*. Paris, 1890).

époux de Marie-Magdeleine Durand, les deux dames Gordière et Durand, filles de la défunte. (E, 819.)

125. — DURET (*Pierre-Jacques*), graveur en taille douce.

Le 9 août 1773. Acte (Me Gavaraud) par lequel *Pierre-Jacques Duret*[1], graveur en taille douce, abandonne, par arrangement de famille, à Claudine Le Comte, dite Thove Comte, épouse séparée de biens de Jean Dubourg, cy-devant receveur des fermes du Roy, à *Henry-Joseph Dehaye*, maître lapidaire, époux de Marie-Antoinette Le Comte, dite Thove Comte, et à divers autres, 150 livres de rente, au principal de trois mille livres, constituées à son profit sur les États de Bretagne, par contrat (Me Gavaraud) du 23 novembre 1759. (E, 819.)

126. — DUVIVIER (*Pierre-Simon-Benjamin*), graveur de médailles.

Le 12 octobre 1782, *Pierre-Simon-Benjamin Duvivier*[2],

1. « Cet élève de *Le Bas* est bien oublié maintenant, » écrit M. le baron Roger Portalis, dans *les Graveurs du XVIIIe siècle* (II, 103). Le savant iconographe a raison ; cependant de nombreuses notices ont été consacrées à ce graveur (cf. Basan, I, 196; Gori, I, 317; Fuessli, I, 212 ; Bryan, I, 372 ; Nagler, IV, 26; Bonnardot, 130, 272; Ch. Le Blanc, II, 170). Tous ces auteurs, se copiant les uns les autres, le disent né en 1729 et lui donnent pour prénoms, soit simplement *Pierre*, soit fautivement *Pierre-Jean;* d'autres mettent seulement l'initiale *P* et un certain nombre, plus avisés, sinon moins bien informés, la double initiale *P. J.* Aucun auteur n'a recherché la date de sa mort. Notre acte montre qu'il s'appelait *Pierre-Jacques* et qu'il vivait encore en 1773. Au reste, l'acte de sépulture de *Jean-Charles Baquoy*, du 25 février 1777 (Herluison, 19 ; E. Piot, 8), auquel comparaît notre graveur, nous avait déjà appris que son prénom était bien *Pierre-Jacques* et qu'il vivait encore en 1777. C'est donc postérieurement à cette date qu'il faudra chercher celle du décès de *Duret*. Enfin, l'acte que nous sommes amené à citer nous apprend encore que notre artiste était « premier graveur de Sa Majesté danoise. » Ajoutons que Bavarel et Malpé et Joubert ne citent point le nom de *Duret* et que Bellier de la Chavignerie, qui, sans parler d'autres omissions, ne s'est point gêné dans son *Dictionnaire* dit *général* pour omettre des graveurs de l'envergure de *Michel Lasne*, s'est cru obligé de justifier à la lettre le jugement de M. le baron R. Portalis : il a simplement laissé de côté ce pauvre *Duret !*

2. Ce graveur de médailles est un des dix-sept enfants (13 garçons

graveur général des monnoyes de France, des médailles du Roy et de son Académie de peinture et sculpture, a été nommé tuteur de Charles-Gabriel Dubarle, pour arriver au partage des biens de Charles-François Dubarle, notaire au Châtelet de Paris, et de Françoise-Sophie Gogois, son épouse. (E, 809.)

E

127. — Elle, dit Ferdinand (*Louis*) le jeune, peintre.

Le 12 aoust 1695. Baptême de Guillaume, né du jour d'hier, fils de *Louis Elle Ferdinand*[1], peintre ordinaire du

et 4 filles) du célèbre sculpteur médailliste *Jean Duvivier*, à qui M. Gougenot a consacré une intéressante notice dans les *Mémoires inédits sur la vie et les ouvrages des membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture* (Paris, 1854, t. II, p. 308-347). Il naquit le 5 novembre 1730 (*Actes d'état-civil d'artistes français tirés des Archives nationales*, publiés par M. J. Guiffrey, octobre 1876, p. 17, n° XXXVI). Cf. encore les *Archives de l'Art français*, IV, 49, 64; les *Nouvelles Archives*, 1878, p. 39; Jal, 729, 1069 et 1176; Dussieux, 237, 250 et 551, et enfin Bellier de la Chavignerie, qui donne la date de sa mort à Paris, le 11 juillet 1819, rectifiant le précédent auteur, qui l'avait fixée à 1820.

1. Voilà certes un acte des plus intéressants concernant un artiste de valeur, et que nous avons été bien surpris de rencontrer sur les registres paroissiaux de la ville de Nantes. C'est un problème non résolu, et dont la solution se fera sans doute attendre longtemps, de savoir où est mort *Louis-Ferdinand Elle* le jeune. Les uns, tels que Papillon de la Ferté, le disent mort à Reims; les autres, — Siret est du nombre, — se demandent si ce ne fut pas à Paris, et enfin Bellier de la Chavignerie partage son avis entre Reims et Rennes. Bien malin, croyons-nous, qui décidera la question. Comme son père, *Louis-Ferdinand Elle* le jeune appartenait à la religion réformée, ainsi que le prouvent les actes de sépulture de sa mère et de son fils Louis (cf. Herluison et Piot), non moins que l'exclusion de l'Académie, qui fut prononcée contre lui et son père, le 10 octobre 1681. Il abjura, c'est vrai, en 1686, puisqu'il put rentrer à l'Académie; mais son abjuration fut-elle bien sincère et mourut-il bien dans le sein de l'Église catholique?... Or, on sait combien peu de registres de baptêmes, mariages et sépultures de la religion réformée sont parvenus jusqu'à nous. C'est ce qui fait sans doute que l'on ne retrouvera jamais l'acte de sépulture de notre artiste.

Quoi qu'il en soit, il paraît établi qu'il mourut en 1717. Or,

Roy en son Académie royalle de peinture et sculpture, et de Jacqueline Desglatinayz, sa femme, demeurants rue de la Casserie. A esté parain *Guillaume Nypoort*, peintre, demeurant rue des Chapeliers, paroisse de Sainte-Croix, et maraine Marie Truin, femme de h. h. Jean Le Moigne, sr du Rocher, maître en faict d'armes, demeurants rue de Saint-Nicolas, soussignés. Louis Elle Ferdinand; G. Nypoort; Lemoigne; Marie Truain; de Beausoleil Rapion, prestre vicaire. — (Registre des actes de baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Nicolas de Nantes pour l'année 1695.)

F

128. — Falconet (*Étienne-Maurice*), sculpteur.

1. Le 28 août 1766. Pouvoir (Me Baron le jeune) par sr *Étienne-Maurice Falconet*[1], sculpteur du Roy et professeur de son Académie de peinture et sculpture, à M. Charles-Jacques Collin, écuyer, trésorier général de la venerie du

en 1695, c'est-à-dire vingt-deux ans auparavant, nous le voyons fixé à Nantes. Pourquoi donc ne serait-il pas resté dans cette ville et pourquoi n'y aurait-il pas terminé sa carrière? Et ne serait-ce pas précisément à cause de la religion à laquelle il appartenait que nous n'avons pu, malgré nos recherches, retrouver son acte de sépulture sur les registres paroissiaux de la ville de Nantes?...

Une autre donnée, absolument inédite, ressort de notre acte : c'est le second mariage de notre peintre. Sa première femme s'appelait Jacqueline David (cf. Herluison, E. Piot, Jal, etc.), et celle qui le rend père, à Nantes, de ce Guillaume, qu'il fait baptiser à l'Église catholique, se nomme Jacqueline Desglatinays. Le prénom est le même, la chose est certaine; mais, nonobstant cette similitude, il ne nous semble pas qu'il y ait d'erreur possible. *Louis-Ferdinand Elle* le jeune, veuf à une époque que nous ne pouvons préciser, avait convolé à de nouvelles noces avant 1695, car le nom *David* ne peut jamais, — surtout dans un acte bien rédigé et bien écrit comme celui que nous publions, — se transmuter en *Desglatinayz*.

1. *Falconet* est bien connu : ce fut un des plus grands sculpteurs de son temps. Pour tous détails biographiques à son sujet, cf. Jal, les *Archives* et les *Nouvelles Archives de l'Art français*, *passim*, et voyez son acte de baptême publié par M. J. J. Guiffrey dans sa brochure : *Actes d'état-civil d'artistes français*, 1876, p. 19, n° XLII.

Roy, de toucher tous les arrérages de rentes qui peuvent lui être dûs. (E, 830.)

2. Le 18 mars 1769. Acte de notoriété (Me Baron le jeune) constatant que c'est à tort et par erreur que, dans un contrat de constitution d'une rente de 60 livres, au capital de douze cents livres, sur les États de Bretagne, en date du 18 février 1760, le sieur *Étienne-Maurice Falconet*, sculpteur du Roy et professeur de son Académie de peinture et sculpture, a été prénommé seulement *Étienne*, ses prénoms étant bien réellement *Étienne-Maurice*, ainsi qu'il conste de son extrait baptistaire, en date du 1er décembre 1716, tiré des registres de la paroisse de Saint-Sauveur. (E, 830.)

3. Le 2 septembre 1775. Pouvoir, reçu par Jean-Antoine Lenssens, chancelier du consulat général de France à Saint-Pétersbourg, par *Étienne-Maurice Falconet*, professeur de l'Académie royale de peinture et sculpture de Paris, et associé libre et honoraire de celle des Beaux-Arts de Saint-Pétersbourg, à *Pierre-Étienne Falconet*[1], peintre, son fils, pour recevoir tous les arrérages de rentes qui peuvent lui être dûs. (E, 830.)

129. — Fauveau (*Eustache-Germain*), peintre.

Le 14 février 1767. Procuration (Me Delauglard) par Claudette Philippes, veuve de *Eustache-Germain Fauveau*[2], peintre de l'Académie de Saint-Luc et lancier de la grande écurie du Roi, tant en son nom que comme tutrice de Edmée-Marie Messiez, sa petite-fille, pour toucher tous arrérages de rente sur les États de Bretagne. (B, 231.)

1. *Pierre-Étienne Falconet* est demeuré, comme le dit fort bien Jal (*Dictionnaire critique*, p. 561, 1re col.), « un peintre aussi inconnu que son père est resté célèbre. »

2. Ce peintre était déjà connu par la publication des *Scellés d'artistes* de M. Guiffrey (B, 231). Là aussi, il ajoute à son titre de peintre de l'Académie de Saint-Luc la qualité de « lancier de la grande écurie du Roi, » qui paraît avoir bien peu de rapports avec l'art. De même, à la fin du xviiie siècle, un éditeur d'estampes du nom de Bligny prenait le titre de « lancier du Roi. » Nous ne saurions dire à quoi correspondaient ces fonctions. Peut-être n'était-ce qu'un simple titre honorifique, comme il y en avait tant à cette époque.

130. — Favez (*Pierre-Antoine*), entrepreneur des bâtiments du Roi.

Le 25 juin 1760. Acte (Me Lenoir), aux termes duquel *Pierre-Antoine Favez*, entrepreneur des bâtiments du Roy, demeurant à Paris, rue de l'Échelle, paroisse Saint-Roch, déclare n'avoir aucun droit dans 600 livres de rente constituées à son profit sur les États de Bretagne, lesquels appartiennent à sr Jean-Nicolas Guillebert, bourgeois de Paris. (E, 900.)

131. — Ferry (*Didier*), sculpteur.

Le 18 juillet 1716. Acte de notoriété (Me de Saint-Georges), aux termes duquel Pierre Moitrel, mathématicien, demeurant à l'Estrapade, près la porte Saint-Jacques, paroisse Saint-Benoist, et André Dubois, officier de feue Madame la Dauphine, demeurant rue de Tournon, paroisse Saint-Sulpice, certifient que Marie-Élizabeth Diot, fille mineure, n'a laissé pour héritiers que *Didier Ferry*, sculpteur, son frère utérin, et Marie-Marguerite Moreau, sa nièce. (E, 802.)

132. — Feuillet (*Henry*), marchand orfèvre joaillier.

Le 17 juin 1755. Inventaire (Me Bessonnes) après le décès de Marie Philippe, veuve de Nicolas Menard, maître rôtisseur, à la requête de divers enfants, parmi lesquels se trouve *Henry Feuillet*[1], marchand orphèvre joaillier à Paris, tuteur de Henry-Claude Feuillet, son fils mineur, issu de son mariage avec Marie Menard. (E, 1038.)

133. — Ficquet (*Étienne*), graveur.

1. Le 8 mai 1783. Acte de notoriété (Me Le Brun) par lequel Jean-Baptiste-François Masquelier, bourgeois de Paris, et Jacques Joyau, maître sellier à Paris, certifient avoir connu demoiselle Anne-Geneviève Ficquet, fille majeure, décédée à Paris, paroisse Saint-Hyppolite, le 20 jan-

1. A signaler, en 1345, à Paris, un garde de l'orfèvrerie nommé *Pierre Feuillet* : c'était peut-être un ancêtre de notre orfèvre bijoutier?...

vier 1783, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'elle laisse pour seuls et uniques héritiers, chacun pour une moitié, maître Pierre Ficquet, prêtre chanoine de la Trinité à Châlons en Champagne, et *Étienne Ficquet*[1], graveur à Paris, ses frères. (E, 834.)

2. Le 17 mai 1783. Certificat (même notaire) d'après lequel une rente de 150 livres, au denier vingt de trois mille livres, sur les États de Bretagne dépendant de la succession de ladite demoiselle Anne-Geneviève Ficquet, appartient audit s[r] *Étienne Ficquet*, graveur, pour lui avoir été attribuée dans le partage. (E, 834.)

134. — Filassier (*Michel*), orfèvre.

Le 9 novembre 1750. Inventaire (M[e] Desmeure le jeune) après le décès de Claude Outardel, veuve de *Michel Filassier*, maître orfèvre à Paris, à la requête de Étienne Demahis, ancien avocat au Parlement de Paris, et de *Jean-Malquis Lequin*, aussy maître orfèvre, petit-fils de la défunte, demeurant rue Grenetat, paroisse Saint-Laurent à Paris. (E, 834, et B, 39.)

135. — Finet (*Jean-François*), architecte.

Le 6 novembre 1765. Procuration (M[e] Moucet) par *Jean-François Finet*, architecte, rue Montmartre, paroisse Saint-Eustache à Paris, et Jacques-Louis Finet, bourgeois de Paris, à Jean Maréchal de Saint-Seine pour toucher tous arrérages de rentes, et spécialement de rentes sur les États de Bretagne. (E, 834.)

136. — Forestier (*Étienne*), maître fondeur.

Le 20 mars 1768. — L'an mil sept cent soixante-huit,

1. Le graveur de ces choses si parfaitement achevées, si amoureusement finies, qui s'appellent le portrait de Bossuet ou celui de La Fontaine, est trop connu de tous ceux qui se sont occupés de l'art du XVIII[e] siècle pour que l'on puisse espérer ajouter quelque document important à sa biographie. MM. Faucheux et le baron Roger Portalis, notamment, n'ont rien laissé à glaner. Si petite cependant que soit la valeur des deux actes que nous donnons ici, nous n'avons pas cru pouvoir les négliger : peut-être serviront-ils un jour...

le dimanche, vingtième jour du mois de mars, *Étienne Forestier*[1], maître fondeur et maître fondeur des bâtiments du Roy, âgé d'environ cinquante-six ans, décédé d'hier, rue de la Verrerie de cette paroisse, a été inhumé dans la cave de la chapelle de la Communion de cette église, en la présence d'*Etienne-Jean Forestier*, maître fondeur, de Louis-Étienne et de *Pierre-Auguste Forestier*[2], ses enfants, demeurant audit lieu. — Registres de sépulture de la paroisse de Saint-Jean-en-Grève. — (E, 837.)

187. — Fouré (*Antoine*), peintre et architecte.

1. Le 5 janvier 1754, Marguerite-Louise Godin, veuve de Louis-Antoine Fouré, maître perruquier, décédée d'hyer, rue de la Clef, âgée de cinquante ans environ, a été inhumée dans le cimetière par nous prêtre soussigné, en présence d'*Antoine Fouré*, peintre et architecte, paroisse Saint-Gervais, et de *Mathieu Fouré*, sculpteur, paroisse Saint-Roch, ses fils soussignés,... — Registres de sépulture de la paroisse de Saint-Médard à Paris. — (E, 841.)

2. Le 27 mars 1755. Acte de mainlevée (Me Fremyn) par sr *Antoine Fouré*, élève de l'Académie royalle de peinture et premier peintre de Son Altesse Monseigneur le comte de Clermont, demeurant à Paris, cour du palais abbatial de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, paroisse Saint-Simphorien, des oppositions faites à sa requeste sur le sr *Mathieu Fouré*[3], son frère, élève de peinture, entre les mains de

1. Le dossier dans lequel se trouve l'acte de sépulture que nous publions ici nous apprend que la femme d'*Étienne Forestier* se nommait Marguerite Oudry. Nous ne saurions dire à quel degré pouvaient être parents cette Marguerite Oudry et le célèbre peintre *Jean-Baptiste Oudry*, si même ils étaient de la même famille. Quoi qu'il en soit, ce rapprochement s'impose.

2. *Pierre-Auguste Forestier* (1755-1838), maître fondeur, comme son père et son frère aîné, « connu avantageusement sous Louis XVI, écrit M. Maze-Sencier (*le Livre des collectionneurs*, p. 335), devint un des plus célèbres bronziers du règne de Napoléon Ier. » Émule de *Thomire*, il travailla souvent d'après les dessins des architectes *Fontaine* et *Percier*.

3. Voyez chapitre suivant.

M. de la Boissière, trésorier receveur des États de Bretagne. (E, 840.)

3. Le 10 septembre 1768. Pouvoir (Me Puissant, notaire à Nancy) par *Antoine Fouré*, architecte et peintre, résidant ordinairement à Paris, chez M. le duc de Gramont, chaussée d'Antin, paroisse Saint-Eustache, en ce moment à Nancy, en son nom et comme tuteur de Louis-Antoine Fouré, son frère, à Catherine Joubert, fille majeure, rue Betisy, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, de toucher tous arrérages de rentes sur les États de Bretagne. (E, 840.)

4. Le 30 octobre 1770. Autorisation donnée au chevallier *Antoine Fouré*, ancien architecte de S. A. S. Mgr le prince de Conty, demeurant en la ville de Strasbourg, de réunir devant le lieutenant civil, au Châtelet de Paris, les parents et amis de Louis-Antoine Fouré, son frère, et son cohéritier pour un tiers de Marguerite-Louise Godin, veuve de Louis-Antoine Fouré, leur mère, de la succession de laquelle dépendait notamment une rente de 550 livres sur les États de Bretagne. (E, 840.)

138. — Fouré (*Mathieu*), peintre à la manufacture de porcelaines de Sèvres.

Le 25 mai 1762. Acte (Me Gouraud) aux termes duquel le sr *Mathieu Fouré*[1], peintre à la manufacture de porcelaines de France établie à Sèvres, y demeurant, emprunte à Christophe Bourcey, enfourneur à ladite manufacture, la somme de neuf cent quarante-cinq livres, et, pour faciliter le remboursement de cette somme, lui transporte les arrérages échus depuis le 1er janvier précédent de 130 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 675.)

139. — François (*Gilles-Remond*), maître fondeur.

Le 21 mars 1771. Acte de notoriété (Me Dondey), par

1. *Mathieu Fouré*, que nous avons vu au chapitre précédent, qualifié tantôt sculpteur, tantôt élève de peinture, trouva enfin l'emploi de son art à la Manufacture de Sèvres. Mais, sans doute, il n'y occupa pas une bien grande place, car les ouvrages consacrés à l'histoire de cet établissement ne font point mention de lui.

lequel Cosme Prieur, lustreur en soye, demeurant à Paris, rue de la Tacherie, paroisse Saint-Merry, et *Gilles-Remond François*, maître fondeur à Paris, rue des Petits-Champs-Saint-Martin, susdite paroisse Saint-Merry, certifient avoir connu Marie Doucet, fille majeure, décédée en cette ville, le 10 février 1759. (E, 806.)

140. — François (*Jean*), orfèvre.

Le 16 août 1760. Acte (Me Desmeure) aux termes duquel *Jean François*, orphevre, et demoiselle Anne-Henriette Loret constituent pour leur mandataire Marie-Anne Loret, pour toucher tous arrérages de rentes sur les États de Bretagne. (E, 842.)

141. — François (*Jean*), entrepreneur de bâtiments.

Le 5 janvier 1784. Acte de notoriété (Me Bevière), aux termes duquel Nicolas-Robert Renoult, ancien boulanger du Roy, rue Neuve, paroisse Saint-Roch, et *Jean François*[1], maître maçon et entrepreneur de bâtiments à Paris, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, paroisse Saint-Jean-en-Grève, attestent avoir connu Louis Grimaux, ancien maître boulanger à Paris. (E, 891.)

142. — François (*Pierre-Bertrand*), ingénieur du Roi.

1. Le 16 novembre 1767. Contrat de mariage (Me Vivien) entre *Pierre-Bertrand François* et Jeanne-Françoise-Adélaïde Carrière. (E, 880.)

2. Le 8 janvier 1771. Inventaire (Me Vivien) après le décès de sr Jean Gorin, doïen des maîtres corroyeurs à Paris, à la requête de *Pierre-Bertrand François*, ancien ingénieur du Roy et ingénieur des ponts-et-chaussées, au nom et comme

1. Lance et Bauchal citent de nombreux *François*, maîtres d'œuvre, architectes ou entrepreneurs de bâtiments. Aucun ne paraît être positivement notre *Jean François*; à moins toutefois que ce ne soit ce *François*, sans prénom indiqué, que Bauchal nous montre, d'après l'abbé Cochet (*Églises de l'arrondissement du Hâvre*), construisant, vers 1776, la nef de l'église du Tilleul, ainsi que le château du même lieu.

maître des droits de demoiselle Jeanne-Françoise-Adélaïde Carrière, son épouse, et divers autres, héritiers du s[r] Jean Gorin. (E, 880.)

G

143. — Galand (*Jean-Marie*), maître luthier.

Le 15 janvier 1755. Quittance (M[e] Gervais) par *Jean-Marie Galand*[1], maître luthier, rue Croix-des-Petits-Champs, paroisse Saint-Eustache, à Paris, au trésorier des États de Bretagne, de la somme de six mille livres, remboursement d'une rente de 300 livres, par suite de la loterie du 9 novembre 1754. (B, 42.)

144. — Galant (*Nicolas*), inspecteur des bâtiments du Roi.

1. Le 21 janvier 1745. Contrat de mariage (M[e] Dulion) de *Nicolas Galant*[2], inspecteur des bâtiments du Roi et aide du goblet de Madame la Dauphine, et Marie-Louise Véron, aux termes duquel les futurs époux stipulent qu'ils seront communs en biens suivant la coutume de Paris. (E, 848.)

2. Le 27 mars 1762. Acte (M[e] Lenoir) aux termes duquel il est dit que 150 livres de rente sur les États de Bretagne, constituées au profit du s[r] Éloy-Joseph Gombaux, appartiennent, tant en arrérages qu'en principal, au s[r] *Nicolas*

1. Ce maître luthier est sans doute celui que cite M. A. Vidal (*la Lutherie et les luthiers*, p. 228), qui était, en 1744, maître juré comptable de sa corporation. Cet auteur ne lui donne, à la vérité, que le seul prénom *Jean*, et écrit son nom *Galland;* mais ce sont des détails insignifiants.

2. Notre architecte n'est resté inconnu ni à Lance ni à Bauchal; cependant, ces deux auteurs ont ignoré son prénom. D'après Lance, c'est en 1756 qu'il fut nommé contrôleur des bâtiments du château de Saint-Germain, et, en 1758, de ceux de l'École militaire. C'est encore lui qui aurait achevé l'hôtel des gardes du corps de Versailles. A toutes ces données que l'on possédait déjà sur cet architecte viendront s'ajouter celles que nous fournissent les Comptes des États de Bretagne, et cette personnalité en sortira mieux définie, plus précise.

Galant, contrôleur des bâtiments du Roy et de l'École militaire. (E, 848.)

145. — Gallois (*Gabriel*), marchand orfèvre.

1. Le 9 janvier 1738. Transport (Me Loyson) par François-Gérôme Pigeon, compagnon orphèvre, et Charlotte Pigeon, fille majeure, à *Gabriel Gallois*[1], marchand orphèvre à Paris, d'une rente de 39 livres 12 sols sur les États de Bretagne. (E, 848.)

2. Le 14 mars 1738. Transport (Me Perret) de 62 livres 30 sols de rente sur les États de Bretagne par *Gabriel Gallois*, marchand orphevre, et demoiselle Élisabeth Pigeon, son épouse, à demoiselle Anne-Élisabeth Chauveau, fille majeure. (E, 738.)

146. — Gamard (*Antoine*), peintre doreur.

Le 28 février 1757. Acte (Me Baron) portant partage des biens dépendant de la succession de *Antoine Gamard*, maître peintre doreur de la ville, entre : demoiselle Jeanne Lefebvre, veuve dudit sr *Gamard*, en son nom, à cause de la communauté qui a existé entre elle et le défunt, son mari, et *Jean Gamard*, maître peintre doreur de la ville, demoiselle Marie-Catherine Lecourt, femme du sr *Antoine-Simon Gamard*[2], maître horloger à Paris, et *Charles Gamard*[3], horloger du Roy, les trois derniers, héritiers chacun pour un tiers dudit sieur *Antoine Gamard*, leur père.

De la succession dépendaient 500 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 849.)

1. Le nom de *Gabriel Gallois* ne figure point sur les listes des gardes de l'orfèvrerie de Paris. On y trouve bien le nom d'un *Jean Gallois*, qui fut juré garde; mais c'était en 1436. Peut-être ces deux orfèvres appartenaient-ils cependant à la même famille...

2. *Antoine-Simon Gamard*, horloger du roi Louis XV, eut une certaine réputation. On retrouve son nom dès l'année 1746. (Cf. Maze-Sencier, *le Livre des collectionneurs*, p. 275.)

3. Le nom de *Charles Gamard* n'a pas été conservé, comme celui de son frère.

147. — Gambier (*Jean*), maître orfèvre.

Le 22 décembre 1770. Acte (Me Miller) portant pouvoir par Marie Dublé, veuve de *Jacques Levesque*, marchand joaillier à Paris, y demeurant, rue d'Enfer, en la Cité, paroisse Saint-Landry, héritière pour 1/6 de feu Jérémie Dublé, son neveu, fils mineur de feu Isaac Dublé et de Magdeleine Cappin, sa femme; — *Toussaint Bingant*[1], marchand orphèvre à Paris, rue de la Licorne, paroisse Sainte-Marie-Madeleine, en la Cité; — *Bonaventure-Antoine Bingant*[2], maître orphèvre, rue Quincampoix, paroisse Saint-Méry; — *Henry-Guillaume Ducanel*[3], maître fourbisseur à Paris, rue de la Huchette, paroisse Saint-Séverin, tant en son nom, que comme tuteur de Thérèse-Louise Ducanel, sa fille mineure, et de Catherine-Marguerite Bingant, lesdits sieurs Bingant, héritiers chacun pour 1/3 de Marguerite Dublé, leur mère, décédée, femme d'*Antoine Bingant*[4] maître orphèvre, et ladite mineure Ducanel également héritière pour 1/3 par représentation de sa mère; — demoiselle Élisabeth-Agnès Vattier, fille majeure à Paris; — Jean Boyer de Saint-Luc, écuyer, ancien marchand bourgeois de Paris, ancien échevin de ladite ville; — *Pierre-François Drais*[5], marchand orphevre à Paris, place Dauphine; — *Robert-Arnould-Claude Drais*[6], orphevre à Paris, place Dauphine, lesdits sieurs Drais seuls héritiers de deffunts sr *Pierre Drais*[7], marchand orphevre, et Jeanne Gambier, sa femme, laquelle femme Drais était héritière pour 1/5 d'Élisabeth-Françoise Dublé, sa mère, décédée, veuve du sr *Jean-Robert Gambier*[8], maître orphevre à Paris; — Élisabeth Desaugé, veuve du sr *Robert-Arnould Gambier*[9], marchand

1. Voyez plus haut, chapitre 32.
2. *Idem.*
3. Le maître fourbisseur *Henry-Guillaume Ducanel* paraît être complètement oublié aujourd'hui.
4. Voyez chapitre 32.
5. Voyez chapitre 117.
6. *Idem.*
7. *Idem.*
8. Voyez le chapitre suivant.
9. Voyez chapitre 150.

orphevre à Paris, rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Paul; — Sulpice-Vincent Belin, maître menuisier à Paris, rue Poissonnière, paroisse Saint-Eustache; — *Pierre-Guillaume Ducy*[1], maître orphevre à Paris, et Marie-Magdeleine La Poulède, sa femme, demeurant à Paris, quai des Orphevres, paroisse Saint-Barthélemy, ladite dame Ducy, avant veuve de *Noël-André Gambier*[2], maître orphevre à Paris; — Marie-Anne Bertrand, veuve de *Charles-François Becquet*[3], peintre à la manufacture de porcelaines de Sèvres; — *François-Louis Bonnemain*[4], maître sculpteur à Paris, rue des Écrivains, paroisse Saint-Jacques-la-Boucherie; — *Charles-Hypolithe Bonnemain*[5], maître sculpteur, demeurant à Paris, grande rue du Faubourg-Saint-Denis, paroisse Saint-Laurent, lesdits Bonnemain héritiers de *Jean-Louis Bonnemain*[6], maître sculpteur, à *Jean Gambier*[7], maître orphevre à Paris, pour toucher tous arrérages de rente sur les États de Bretagne. (E, 809, dossier Dublé.)

148. — Gambier (*Jean-Robert*), maître orfèvre.

Le 18 janvier 1741. Inventaire (Me Bernard) après le décès de *Jean-Robert Gambier*[8], maître orphevre, à la requête d'Élisabeth-Françoise Dublé, sa veuve, et de *Jean Gambier*, aussy marchand orphevre jouallier à Paris; *Pierre Drais*, aussy marchand orphevre, époux de Jeanne Gambier; *Robert-Arnould Gambier*, orphevre, et *Noël-André Gambier*, aussy orphevre. (E, 809, dossier Dublé.)

1. Voyez chapitre 122.
2. Voyez chapitre 149.
3. Voyez chapitre 23.
4. Voyez chapitre 41.
5. *Idem.*
6. *Idem.*
7. L'orfèvre *Jean Gambier*, le mandataire de tous ces artistes du métal, dont l'énumération compose l'acte que nous reproduisons ici, est un nouveau venu. Son nom ne figure point sur les listes des gardes de l'orfèvrerie, et les *Archives de l'Art français* ne le mentionnent point davantage.
8. Pour cet artiste et les autres dénommés dans le présent acte, voyez le chapitre qui précède, ainsi que le chapitre 119.

149. — Gambier (*Noël-André*), maître orfèvre.

Le 19 août 1765. Inventaire (Me Jourdain) après le décès de *Noël-André Gambier*[1], maître orphevre, époux de Marie-Magdeleine La Poulède, à la requête de la demoiselle veuve Gambier, en sa qualité de commune en biens avec son défunt mari, et comme tutrice de Pierre, Antoine-Noël et Jeanne-Félicité Gambier, ses trois enfants mineurs, et en la présence de *Jean Gambier*, maître orphevre, oncle paternel et subrogé-tuteur desdits mineurs. (E, 809, dossier Dublé.)

150. — Gambier (*Robert-Arnould*), maître orfèvre.

1. Le 10 septembre 1762. A été inhumé dans le cimetière de cette paroisse le corps de *Robert-Arnould Gambier*[2], maître orphevre, décédé d'hier. — Registres mortuaires de la paroisse de Saint-Paul à Paris. — (E, 809, dossier Dublé.)

2. Le 22 décembre 1770. Acte de notoriété (Me Miller) constatant que Élisabeth Desaugé, veuve de *Robert-Arnould Gambier*, maître orphevre à Paris, rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Paul, laisse pour héritiers : Françoise-Rosalie Gambier, célibataire, et Jeanne-Élisabeth Gambier, épouse de Sulpice-Vincent Belin, maître menuisier à Paris, ses deux filles. (Même dossier.)

151. — Gando (*Nicolas*), fondeur de caractères d'imprimerie.

1. Le 7 février 1769. — « Cejourd'huy sept février mil sept cent soixante neuf, huit heures du soir, a été inhumé à Paris, au cimetière des Étrangers, le corps de demoiselle Élizabeth Jacquier, citoyenne de Genêve, âgée de soixante-cinq ans, veuve du sr *Nicolas Gando*[3], cytoyen de Genêve et fondeur de carractaire (*sic*) d'imprimerie, décédée d'hier, environ l'heure de midy, dans une chambre au premier étage d'une maison qu'elle occupoit rue et cloître Saint-Jullien-le-Pauvre, professant la religion protestante, en exé-

1. Voyez chapitre 119.
2. *Idem.*
3. Voyez le chapitre suivant.

cution de l'ordonnance de M. le lieutenant général de police rendûe sur les conclusions de M. le procureur du Roy, le tout étant ensuite du procès-verbal de nous, Philippe Duchêne, conseiller du Roy, commissaire au Châtelet de Paris, en datte de ce jour; ladite inhumation faitte en notre présence et en celle de Pierre-François Godin, horloger à Paris, y demeurant enclos de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés, et de *Alexandre de Mouchanin*[1], graveur à Paris, y demeurant rue des Bernardins, paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, qui ont signé avec nous : Godin, de Mouchanin et Duchesne. » — Registre des inhumations faites dans le cimetière des Étrangers établi à Paris. — (E, 849.)

2. Le 1er mars 1769. Notoriété (Me Touvenot), aux termes de laquelle *Augustin Quillau*, libraire et imprimeur à Paris, demeurant rue du Fouare, paroisse Saint-Étienne-du-Mont, et Denis Humblot, libraire à Paris, rue Saint-Jacques, paroisse Saint-Séverin, certifient avoir connu Élisabeth Jacquier, citoyenne de Genêve, veuve du sieur *Nicolas Gando*, aussi citoyen de Genêve et fondeur en caractères d'imprimerie, qu'elle est décédée en cette ville le 6 février dernier, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'elle laisse pour seul héritier *Pierre Gando*, son fils, aussi citoyen de Genêve et fondeur de caractères d'imprimerie. (E, 849.)

152. — Gando (*Pierre*), fondeur en caractères d'imprimerie.

Le 2 janvier 1779. Quittance (Me Nau) par *Pierre Gando*[2], fondeur en caractères d'imprimerie, demeurant à Paris, cloître Saint-Julien-le-Pauvre, paroisse Saint-Séverin, de dix mille livres pour remboursement de 400 livres de rente

1. Le nom de ce graveur n'est cité ni par Basan ni par Ch. Le Blanc ni par le baron Roger Portalis, dans *les Graveurs du XVIIIe siècle.*

2. Nous trouvons le nom d'un « sieur *Gando*, » fondeur de caractères, cité dans un mémoire présenté, en 1783, au Conseil du Roi par *Pierre Didot* le jeune, imprimeur de Monsieur, à qui Louis-Laurent Anisson reprochait d'avoir imité les types de l'imprimerie du Louvre (cf. A. Bernard, *Histoire de l'imprimerie royale du Louvre*, p. 97). C'est bien certainement de notre *Pierre Gando* qu'il s'agit.

sur les États de Bretagne, lui provenant de la succession de *Nicolas Gando*, son père. (B, 65.)

153. — Gardin (les), maîtres fondeurs.

Le 22 janvier 1748. — « L'an mil sept cent quarante huit, le vingt deux janvier, Françoise Le Febvre, fille majeure, âgée d'environ quatre vingt huit ans, décédée le jour précédent, rue du Perche de cette paroisse, a été inhumée au cimetière de cette église, en présence d'*Éloy Gardin*, maître fondeur, demeurant dans la Greve, et *François Gardin*, aussi maître fondeur, demeurant dans la Greve, qui ont signé. » — Extrait des Registres de sépultures de la paroisse Saint-Jean-en-Greve. — (E, 968.)

154. — Garry (*Jean-Philippe*), architecte.

Le 28 mars 1770. Acte de notoriété (Me Rendu), aux termes duquel Jacques Pelletier, « maître orloger, » demeurant enclos et paroisse des Quinze-Vingt, et *Jean-Philippe Garry*, architecte toiseur et vérificateur de bâtiments, demeurant rue du Fauxbourg-du-Roulle, paroisse Saint-Jacques-Saint-Philippes, attestent avoir connu Claude-François Duhamel, bourgeois, demeurant au bourg de Pontrallain, et qu'il est décédé le 16 décembre 1769. (E, 815.)

155. — Gaudet (*Jean-François*), maître fondeur.

1. Le 16 janvier 1771. Testament (Me Girault) par lequel Marie-Catherine Clément, veuve de *Jean-François Gaudet*[1], maître fondeur, institue pour son exécuteur testamentaire le sr *Pierre Malveaux*, maître doreur à Paris, son cousin. (E, 853.)

2. Le 9 mai 1772. Inventaire (Me Mony) après le décès de Marie-Catherine Clément, veuve de *Jean-François Gau-*

1. Ce maître fondeur parisien nous était déjà connu par la précieuse publication des *Scellés d'artistes* (C, 266). Serait-il, par hasard, un descendant des *Gaudet*, orfèvres de Lyon au xve siècle, que nous relevons dans l'intéressant travail de M. Natalis Rondot publié aux *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1888, p. 49-51 ? Peut-être le savant historien d'art pourra-t-il nous donner la réponse à cette question.

det, maître fondeur, arrivé le 20 février 1772, à la requête du s[r] *Malveaux*, exécuteur testamentaire de *Charles-François Gaudet*[1], maître fondeur à Paris, de *Jacques Gaudet*[2], aussy maître fondeur à Paris, et de Marie-Jeanne Gaudet, ces trois derniers héritiers chacun pour 1/3 de la veuve Gaudet, leur mère. Entre autres choses, il dépendait de la succession une rente de 300 livres au principal de six mille livres sur les États de Bretagne. (E, 853.)

156. — Gaudreau (*Jean-Baptiste*), maître relieur.

Le 2 octobre 1765. Inventaire (M[e] Bellanger) après le décès de Marie Moulinet, veuve en premières noces de *Jean-Baptiste Gaudreau*[3], maître relieur, et en secondes de *Jacques Hochereau*[4], aussi maître relieur, à la requête de : *François Gaudreau*, maître relieur à Paris; François Poutier et Marie-Geneviève Gaudreau, sa femme; Marie-Louise Gaudreau, veuve du s[r] *Pierre Bradel*[5], maître relieur à

1. *Charles-François Gaudet* est parfaitement oublié aujourd'hui. Nous voyons, dans le dossier où se trouvent les actes qui composent le présent chapitre, qu'il était époux de Marie-Magdeleine Cormier et demeurait rue au Maire, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs.

2. *Jacques Gaudet* est aussi oublié que son frère. Il avait épousé Françoise-Charlotte La Cour et ne vivait plus le 13 mai 1785, date de l'inventaire de ses biens dressé après son décès par M[e] Gobin. (E, 853.)

3. On cite, au XVIII[e] siècle, un *Gaudreau*, « relieur ordinaire de Madame la Dauphine » (*Almanach dauphin 1777*). Est-ce *Jean-Baptiste* ou *François*, les deux maîtres relieurs nommés dans notre acte? Nous ne saurions le dire. Dans tous les cas, dans la *Liste des maîtres relieurs et doreurs qui doivent payer la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste, érigée en l'église des révérends frères Mathurins* pour l'année 1718, on trouve un *Gaudreau* (*Jean-Baptiste*). C'est peut-être le nôtre. Voyez aussi au chapitre suivant.

4. Sur la liste que nous citons à la note qui précède, on trouve également trois maîtres relieurs portant le nom *Hochereau : Charles*, *Estienne* et *Louis-Jacques*. Il ne paraît pas facile de décider si ce *Louis-Jacques* était le second mari de la dame Marie Moulinet. Mais, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il appartenait à une ancienne famille de maîtres relieurs. Voyez plus loin, chapitre 187.

5. *Pierre Bradel* n'est point un inconnu. Il appartenait à cette dynastie de relieurs qui ont donné leur nom à ce genre de carton-

Paris; Françoise-Esprit Gaudreau, épouse de *François-Pascal Bacot*[1], maître relieur à Paris, de lui séparée quant aux biens par sentence du Châtelet du 27 novembre 1761; *Siméon Bacot* le jeune, maître relieur à Paris, et demoiselle Marie-Anne Gaudreau, sa femme; Missire Claude-François-Guillaume-Gabriel Chopier, prêtre, curé de la paroisse de Flins, au nom et comme procureur de Geneviève-Félicité Chopier, veuve de Benoît Gaudreau, marchand libraire à Mantes, tutrice de ses deux enfants mineurs; tous héritiers pour 1/6 de ladite Marie Moulinet, veuve Hochereau, leur mère.

La succession comprenait, entre autres choses, une rente de 36 livres 13 sols 3 deniers sur les États de Bretagne, laquelle est attribuée, dans le partage, aux mineurs Gaudreau.

Ils avaient tous hérité précédemment de Marie-Louise Gaudreau, leur sœur, décédée sans enfants, épouse de *Jean-Henry Gamet*[2], maître relieur à Paris. (E, 853.)

157. — GAUDREAU (*Pierre*), maître relieur.

Le 13 juin 1771. Testament (Me Paulmier) par lequel Hélène Mercier, veuve de *Pierre Gaudreau*[3], maître relieur

nage si commode que connaissent tous les bibliophiles. Il y eut, au XVIIIe siècle, deux *Pierre Bradel*, le père et le fils.

1. Nous ne trouvons point cité le nom des *Bacot*, maîtres relieurs, dans les almanachs ou listes du XVIIIe siècle.

2. Les *Gamet*, maîtres relieurs, étaient fort nombreux au XVIIIe siècle. Il y avait *François* le père, *François* le fils, *Guillaume*, *Louis-Guillaume* et *Pierre* l'aîné. En y ajoutant le nom de notre *Jean-Henry*, on arrive à connaître six maîtres relieurs portant le nom de *Gamet*. Et ce sera surtout l'intérêt de notre acte de nous avoir révélé toute une série de maîtres relieurs, « reliés » entre eux par des liens de famille et de communs intérêts.

3. Ce maître relieur, dont il faut ajouter le nom à tous ceux qui sont indiqués au chapitre précédent, n'est point un inconnu. Il est nommé dans la *Liste des maîtres relieurs et doreurs...* que nous avons citée à propos de *Jean-Baptiste Gaudreau*. La publication des *Scellés d'artistes* de M. J. Guiffrey l'avait également signalé à notre attention par l'indication du scellé de sa femme, décédée rue du Mont-Saint-Hilaire, le 18 juin 1771, c'est-à-dire cinq jours après avoir testé. (C, 282.)

à Paris, institue pour son exécuteur testamentaire Mre Bellanger, curé de la paroisse Saint-Hilaire. (E, 853.)

158. — GERMAIN (*François-Denis*), entrepreneur des travaux du Roi.

Le 4 février 1785. Procuration (Me Armel, notaire à Versailles) par sr *François-Denis Germain*, entrepreneur des travaux du Roi, à Nicolas-Joseph-Jacques Futal, bourgeois à Versailles, pour toucher tous arrérages de rentes. (E, 866.)

159. — GERVAIS (*Charles-François*), orfèvre.

Le 15 décembre 1766. Testament (Me Lambot) de Me Guillaume-Louis Gervais de Lagny, par lequel il fixe ses propres paternels à la somme de cent mille livres, et, sur cette somme, lègue vingt mille livres au sr *Charles-François Gervais*[1], marchand orfèvre jouaillier à Paris. (E, 867.)

160. — GIBERT (*Joseph*), orfèvre.

1. Le 21 juin 1765. Inventaire (Me Jourdain) après le décès de Pierre Glou, conseiller du Roi, commissaire ordinaire au Châtelet de Paris, à la requête de ses trois nièces héritières, parmi lesquelles se trouve Adélaïde-Germaine Rachon, épouse de *Joseph Gibert*, marchand orfèvre joyallier bijoutier à Paris. (E, 874.)

2. Le 30 mars 1772. Acte (Me Delafrenaye) d'union des créanciers du sr *Joseph Gibert*, marchand orphèvre à Paris, au nombre desquels se trouvent *Charles-François Lefevre*, maître jouaillier à Paris; *Dominique-François Poitreau*, maître orphevre à Paris; *Charles Spire*, marchand orphevre jouaillier à Paris. (E, 868.)

3. Le 30 mars 1772. Acte de mainlevée (Me Delafrenaye) par demoiselle Adélaïde-Germaine Rachon, épouse séparée quant aux biens de *Joseph Gibert*, maître orphevre jouaillier à Paris; *Jean-Bernard Sauvage*, marchand orphevre jouaillier; Edme-Jacques Blondel, maître maçon à Paris; Martin-Pierre Rachon, ancien caissier de l'extraordinaire

1. Voyez chapitre 85.

des guerres et de l'ordre militaire de Saint-Louis; *Robert-Arnould Drais*[1], marchand bijoutier à Paris; *Charles-Pierre Gibert*, maître jouaillier à Paris; *Nicolas Durier*, maître orphevre à Paris, et quatre autres créanciers, audit *Joseph Gibert* de toutes saisies, arrêts et oppositions faites à leurs requestes. (E, 868.)

161. — GIGOT (*Augustin*), architecte.

Le 14 janvier 1766. Mariage de *Augustin Gigot*, architecte, fils de feu Pierre-Simon Gigot, et de Marie Boudignot. — Registre des mariages de la paroisse Saint-Sulpice. — (E, 1132.)

162. — GILLET (*Gabriel-Charles*), sous-ingénieur des ponts-et-chaussées.

Le 12 avril 1774. Mariage à Paris, paroisse Saint-Sauveur, de *Gabriel-Charles Gillet*[2], sous-ingénieur des ponts-et-chaussées, avec Marie-Louise-Catherine Debey, fille de *Louis-François Debey*[3], architecte, et de Marie-Claude-Jacqueline Souhart. (E, 789.)

163. — GILLET (*Nicolas-François*), sculpteur.

Le 24 juillet 1761. — « Le 24 juillet, vieux stile, et le 4 aoust, selon le nouveau, » 1761. Procuration reçue par Jean-Baptiste Decury de Saint-Sauveur, consul général de France en Russie, par *Nicolas-François Gillet*[4], sculpteur ordinaire du Roy, membre de son Académie roialle et professeur de l'Académie impériale des arts de Saint-Pétersbourg, y demeurant dans le Wasili-Ostrow, à dame Geneviève Dorothée de France, son épouse, pour toucher les arrérages de 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 842.)

1. Sur les *Drais*, maîtres orfèvres, voyez ci-dessus au chapitre 117.
2. Les actes formant le dossier où nous avons relevé le présent acte de mariage nous apprennent que Marie-Louise-Catherine Debey était née le 9 janvier 1755 et avait été baptisée le 11; malheureusement on ne dit pas dans quelle paroisse.
3. Voyez ci-dessus, chapitre 93.
4. Le sculpteur *Nicolas-François Gillet*, né en 1709, reçu académicien en 1757, mourut en 1791. (Cf. les *Archives de l'Art français*, *passim*; voir la table.)

164. — Gillier (*Pierre-Richard*), maître orfèvre.

Le 7 novembre 1766. Inventaire (Me Le Roux) après le décès de Pierre-Louis-François Lucas, maître chirurgien à Versailles, à la requête de Jeanne-Élisabeth Lesne, sa veuve, commune en biens, et de *Pierre-Richard Gillier*, maître orphevre à Paris, époux de Louise-Charlotte Lucas et de Jacqueline-Louise Lucas, ses enfants. (E, 1012.)

165. — Girardin (*Jean*), maître peintre.

Le 5 janvier 1774. Quittance (Me Deschesnes) par Marie-Geneviève Girardin, fille majeure, et *Jean Girardin*, maître peintre, demeurant tous les deux rue Aumaire, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, de deux mille livres pour remboursement de 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 60.)

166. — Gobin (*Alexis*), maître doreur.

Le 28 septembre 1720. Partage (Me Langlois) des biens dépendant des successions de *Alexis Gobin*, maître doreur à Paris, et Marie-Anne Boucher, sa femme, entre *Pierre Gobin*, maître doreur à Paris; Antoine Lefèvre, bourgeois de Paris, au nom d'Alexis Gobin, émancipé d'âge; François Gobin; *Louis Lamotte*, maître doreur à Paris, et Anne-Catherine Gobin, sa femme, et Gérard-Edme-Pierre Gallery, maître charron à Paris, et Antoinette Gobin, sa femme, leurs enfants. (E, 876.)

167. — Gobin (*Jean-Léonard*), architecte.

1. Le 15 mars 1786. Inventaire (Me Moucet) après le décès de sr *Jean-Léonard Gobin*[1], architecte à Paris, à la requête

1. Cet architecte, que ne citent ni Lance ni Bauchal ni Jal, serait complètement oublié aujourd'hui, sans la publication des *Scellés d'artistes* de M. J. Guiffrey, qui fait mention du scellé de cet artiste (C, 242). *Jean-Léonard Gobin*, qualifié « architecte des hôpitaux, » mourut le 8 mars 1786, rue Saint-Louis. Les deux actes que nous publions ici nous donnent sur cet artiste des renseignements intéressants. Il en résulte notamment qu'il était célibataire ou, au moins, veuf sans enfants, puisque sa fortune passe à ses frères et sœur.

de François Gobin, bourgeois de Paris; de maître Jacques-Denis Gobin, huissier du Roy en la cour de Parlement; de demoiselle Marie-Françoise Gobin, épouse non commune en biens de s[r] Michel-Charles-Claude Delafontaine, ancien officier de la feue Reine, frères et sœur, héritiers chacun pour 1/3 du s[r] *Jean-Léonard Gobin,* leur frère. (E, 876.)

2. Le 11 novembre 1786. Partage (même notaire) des biens dépendant de la succession de s[r] *Jean-Léonard Gobin,* architecte à Paris, aux termes duquel il est attribué à chacun des trois héritiers 550 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 876.)

168. — Gosselin (*Jean-Philippe*), maître horloger.

Le 18 décembre 1766. Inventaire (M[e] Lescuyer) après le décès de s[r] *Jean-Philippe Gosselin*[1], maître horloger à Paris, qui avait fait son testament devant le même notaire, le 6 octobre 1766, à la requête de ses frères et sœurs. (E, 880.)

169. — Gourdin (*Claude*), maître peintre et doreur.

Le 25 mars 1771. Acte de notoriété (M[e] Brisseau) constatant que *Claude Gourdin,* maître peintre et doreur à Paris, est décédé à Paris, paroisse Saint-Jean en Grève, le 2 mars 1771; qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire, et qu'il laisse pour héritiers chacun pour un tiers: *Louis-Claude Gourdin,* peintre doreur à Paris, époux de Louise Delfosse; demoiselle Michelle-Élisabeth-Charlotte Gourdin, épouse de *Jacques Cordouin,* maître peintre et doreur à Paris, et Élizabeth-Charlotte Gourdin, fille, les trois, enfants majeurs du défunt et de demoiselle Michelle Groux. (E, 883.)

1. M. Maze-Sencier, dans son intéressante publication, *le Livre des collectionneurs* (p. 275), signale parmi les maîtres horlogers les plus en vogue au XVIII[e] siècle un *Jean-Philippe Gosselin,* demeurant rue Saint-Honoré, et garde visiteur *en 1769,* ajoute-t-il. A moins de supposer qu'il y ait eu à cette époque, à Paris, deux horlogers de ces nom et prénoms, ce qui est possible, mais cependant peu probable, il y a lieu de supposer une petite erreur de date, due sans doute au typographe, dans le livre que nous venons de citer, puisque notre acte nous apprend que *Jean-Philippe Gosselin* ne vivait plus en décembre 1766.

170. — Goyer (*Nicolas*), maître tapissier.

Le 16 novembre 1752. Acte de notoriété (Me Martel) concernant la succession de Magdeleine Tierce, décédée à Paris, le 8 août 1752, auquel comparaît *Nicolas Goyer*, maître et marchand tapissier à Paris, y demeurant sous les petits pilliers des Halles, paroisse Saint-Eustache. (E, 1253.)

171. — Gravant (*Louis-François I*), céramiste.

Le 11 mars 1765. Inventaire (Me Leclerc) après le décès de sr *Louis-François Gravant*[1], « inventeur des porcelaines de la manufacture Royalle établie à Sèvres, » arrivé à Sèvres le 4 mars 1765, à la requête de Marie-Henriette Mille, sa veuve, et de *Louis-François*[2], Isidore-Marcel-Armand et Jean-Louis-François Gravant, ses trois enfants mineurs. (E, 888.)

172. — Gravant (*Louis-François II*), céramiste.

Le 7 juillet 1768. Contrat de mariage (Me Fourcaut de Pavant) entre *Louis-François Gravant*[3], « exerçant sous l'autorité du ministre le secret de la composition de la paste des porcelaines royales de France en la manufacture établie à Sèvres, » avec Madeleine-Caroline-Gasparine Adam, fille mineure de *François-Gaspard Adam*, premier sculpteur du Roi de Prusse, et de dame Anne-Charlotte Gervaise, son épouse, aujourd'hui sa veuve, et femme en secondes noces d'Alexandre-Philippe Maillard, cy-devant controlleur des

1. La personnalité de *Gravant*, l'habile ouvrier qui découvrit le secret de la pâte tendre, est peu connue. Cet acte, qui donne approximativement la date de son décès, contribuera à la préciser davantage.

2. Pour *Louis-François Gravant II*, voyez au chapitre suivant.

3. Le nom de *Louis-François Gravant II* paraît être resté inconnu. Nous voyons, par l'acte de son contrat de mariage, qu'il continua, après la mort de son père, à exploiter la découverte de la pâte tendre faite par ce dernier. Enfin, le fils du simple ouvrier du laboratoire de Vincennes, en épousant la fille du sculpteur *François-Gaspard Adam* (voyez ce nom, chapitre 1), et en entrant ainsi dans une famille d'artistes bien connue, paraît être arrivé à une situation supérieure à celle que lui avait laissée son père.

rentes des États de Bretagne. Aux termes du contrat, il y aura communauté de biens entre les futurs époux, suivant la coutume de Paris. Ladite dame Maillard, sous l'autorité de son mary, s'engage à fournir à la demoiselle Adam, sa fille, sur la dot qu'elle lui a constituée la veille du mariage, la somme de douze mille livres, en un contrat de 600 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 888.)

173. — Grenier (*Nicolas-Pierre-François*), maître orfèvre.

1. Le 4 janvier 1773. Quittance (Me Desmeure) par *Nicolas-Pierre-François Grenier*, maître orphevre à Paris, rue des Marinouzets, paroisse de la Madeleine, en la Cité, de quatorze cents livres, pour remboursement de 70 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 59.)

2. Le 31 décembre 1773. Quittance (Me Picquais) par Joseph Morand, bourgeois de Paris, de neuf mille neuf cents livres pour remboursement de 495 livres de rente sur les États de Bretagne, constituées au profit du sr *Nicolas-Pierre-François Grenier*, en son vivant maître orphèvre, dont il est héritier. (B, 58.)

174. — Grilliet (*Pierre*), lapidaire joaillier.

1. Le 18 novembre 1754. Testament de Marie-Élisabeth Bailliot, épouse de *Pierre Grilliet*, marchand lapidaire jouaillier à Paris, déposé chez Me Lescuyer, notaire à Paris. (E, 888.)

2. Le 12 juillet 1760. Inventaire (même notaire) après le décès de ladite dame Grilliet, à la requête de : Nicolas-François Turrault, bourgeois de Paris, exécuteur dudit testament; *Pierre-André Grilliet*, marchand lapidaire à Paris, rue Dauphine, paroisse Saint-André-des-Arts; Jean-Nicolas Grilliet, bourgeois de Paris; *Philippe-François Mignot*[1], maître graveur à Paris, époux de Jeanne-Alphonse Grilliet, ces trois derniers enfants de la défunte, et en la présence de *Bonaventure Dardet*, marchand orphèvre jouaillier, au nom

1. Voyez chapitre 280.

et comme tuteur des enfants nés et à naître dudit s[r] *Pierre-André Grilliet* et de la demoiselle Mignot. Le s[r] *Pierre-André Grilliet* reçoit dans la succession de sa mère 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 888.)

175. — GUENARD DE MOUVILLE (*Antoine*), imprimeur libraire de l'Académie française.

Le 22 mars 1775. Inventaire (M[e] Trudon) après le décès de Jacques-Laurent Gadeau, sommier de la bouche du Roy, décédé à Versailles, paroisse Saint-Louis, le 12 février 1775, à la requête de *Antoine Guenard de Mouville*, imprimeur libraire de l'Académie française, époux d'Angélique-Catherine Brunet; *Jacques-Bernard Brunet*, cy-devant imprimeur libraire de l'Académie française, et Léonard Brunet, bourgeois de Paris, héritiers du défunt, leur grand oncle maternel. (E, 847.)

176. — GUÉRIN (*Hippolyte-Louis*), imprimeur.

Le 23 novembre 1765. Inventaire (M[e] Jarry) après le décès de *Hippolyte-Louis Guérin*, imprimeur libraire à Paris, à la requête de *Louis-François de la Tour*, imprimeur libraire à Paris, époux de Catherine-Françoise Guérin, seule héritière dudit sieur *Guérin*, son père. De la succession dépendait une rente de 600 livres sur les États de Bretagne, au principal de douze mille livres. (E, 895.)

177. — GUÉRIN (*Jean-Étienne*), ingénieur machiniste.

Le 22 avril 1767. Acte (M[e] Gibert), aux termes duquel divers créanciers, au nombre desquels figure *Jean-Claude Odiot*[1], marchand orfèvre à Paris, produisent leurs titres à la succession vacante de *Jean-Étienne Guérin*, « ingénieur machiniste à Paris et contrôleur de la Table mécanique du château de Choisy. » La succession comprenait notamment une rente de 1,000 livres, au principal de vingt mille livres, sur les États de Bretagne. (E, 895.)

1. *Jean-Claude Odiot* était sans doute le père de *Jean-Baptiste-Claude Odiot*, élève de son père, dit Dussieux, né à Paris le 8 juin 1763, mort dans cette ville le 23 mai 1850. La maison Odiot existe encore : c'est une des plus grandes maisons d'orfèvrerie française.

178. — Guerrier (*Jean*), entrepreneur de bâtiments.

1. Le 17 décembre 1771. Inventaire (Me Desmeure) après le décès de Jacques Germain, prêtre, ancien principal du collège de Montaigu, à la requête de demoiselle Marie-Anne Germain, fille majeure, héritière dudit sieur Germain, son oncle, par représentation de feu Claude Germain, son père, de *Jean Guerrier*, maître maçon, entrepreneur de bâtiments à Paris, et de demoiselle Marie-Madelaine Germain, son épouse, représentés par leur gendre, *François Le Noir*[1], maître maçon, entrepreneur de bâtiments à Paris, ladite dame Guerrier héritière du défunt, son frère, et Pierre Germain, professeur d'humanité au collège de Montaigu. De la succession dépendait notamment 150 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 866.)

2. Le 16 janvier 1773. Partage (Me Desmeure) entre les héritiers susnommés des biens dépendant de la succession dudit Jacques Germain, prêtre. (E, 866.)

3. Le 8 avril 1781. A été inhumé au cimetière le corps de Marie-Madelaine Germain, épouse de sr *Jean Guerrier*, entrepreneur de bâtiments à Paris, décédée d'hier, âgée de soixante-dix-sept ans. — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Étienne-du-Mont à Paris. — (E, 866.)

179. — Guerrier (*Jean-Salomon*), entrepreneur de bâtiments.

1. Le 13 septembre 1769. Contrat de mariage (Me Boutard) entre *Jean-Salomon Guerrier*[2], maître maçon, entrepreneur de bâtiments, et demoiselle Louise Le Gaspern. (E, 896.)

2. Le 20 novembre 1773. Inventaire (Me Desmeure) après le décès de *Jean-Salomon Guerrier*, maître maçon, entrepreneur de bâtiments, à la requête de demoiselle Louise Le Gaspern, sa veuve, et de *Jean Guerrier*, maître maçon,

1. Voyez plus loin, chapitre 233.

2. *Jean-Salomon Guerrier*, dont le nom n'est cité ni par Lance ni par Bauchal, est le fils de *Jean Guerrier*, qui précède.

entrepreneur de bâtiments à Paris, tuteur de Jean-Salomon Guerrier, son petit-fils, ce dernier seul héritier du défunt, son père. (E, 896.)

180. — Guiard (*Nicolas*), entrepreneur des bâtiments du Roi.

1. Le 7 octobre 1762. Acte (M[e] Le Bœuf Delebret) par lequel *Nicolas Guiard*, entrepreneur des bâtiments du Roi, cède à Antoine Gautier, valet de chambre de M[me] la duchesse d'Antin, 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 857.)

2. Le 21 janvier 1768. Testament (M[e] Rauland, notaire à Versailles) de *Nicolas Guiard*, entrepreneur des bâtiments du Roi, demeurant à Versailles, rue de Noailles, paroisse Saint-Louis, « en une maison qui lui appartient. » (E, 857.)

3. Le 23 janvier 1768. — « L'an mil sept cent soixante huit, le vingt trois janvier, *Nicolas Guiard*, entrepreneur des bâtiments du Roy, âgé d'environ quarante cinq ans, décédé d'hier, a été inhumé dans le cimetiere par nous soussigné, prêtre de la Congrégation de la Mission, faisant les fonctions curiales, en présence de *Jean-Jacques Thévenin*[1], entrepreneur des bâtiments du Roy, son beau-frère, et de *Pierre Poncet*, aussy entrepreneur des bâtiments du Roy, son beau-frère, lesquels ont signé avec nous. » — Registre de sépulture de l'église de Saint-Louis de Versailles. — (E, 857.)

4. Le 27 janvier 1768. Inventaire (M[e] Fourcault de Pavant) après le décès dudit *Nicolas Guiard*, entrepreneur des bâtiments du Roi, à la requête de Anne Ratault, veuve de s[r] Nicolas Guiard, héritière dudit *Nicolas Guiard*, son fils. De la succession dépendaient 920 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 897.)

1. Aucun *Thévenin* n'est cité dans le Dictionnaire de Lance. Si nous ouvrons le *Nouveau Dictionnaire des architectes* de Ch. Bauchal, nous en trouvons deux : un au XVI[e] siècle et un autre à la fin du XVIII[e]. Ce dernier, quoique son prénom ne soit pas indiqué, pourrait bien être le nôtre. Il est qualifié architecte du Roi. D'après Moutié, *le Château de Rambouillet*, c'est ce *Thévenin* qui construisit, en 1784, la façade méridionale du château de Rambouillet.

181. — Guillery (*Charles*), imprimeur.

Le 20 mai 1723. Inventaire (Me de Saint-Jean) après le décès arrivé à Paris, le 17 mai 1723, de demoiselle Élisabeth Nego, veuve du sr *Charles Guillery*, marchand libraire, imprimeur à Paris, à la requête du sr *Jean-François Knapen*[1], aussi imprimeur libraire à Paris, au nom et comme exécuteur du testament de la défunte, comme aussi à la requête de Marie-Marguerite Nego, sa femme, seule héritière de la dame Guillery, sa tante. (E, 900.)

182. — Guion (*Jean-Baptiste*), architecte.

Le 2 janvier 1755. Quittance (Me Patte) par *Jean-Baptiste Guion*, architecte, bourgeois de Paris, rue Sainte-Avoye, paroisse Saint-Méry, de la somme de quatre mille livres, pour le remboursement échu à la loterie tirée à Rennes, le 9 novembre 1754, d'une rente de 200 livres sur les États de Bretagne, constituée au profit du feu sr Henry Guion, son père. (B, 42.)

183. — Guyon (*Guillaume*), maître fourbisseur.

Le 28 mars 1783. Inventaire (Me Leclerc) après le décès de Marguerite-Scolastique Duval, femme de *Jean-Guillaume Guyon*[2], maître fourbisseur à Paris. Requête dudit sr *Guyon* en son nom et au nom de Étienne-Marie, Bernard-Antoine et Jean-Pierre Guyon, ses trois enfants mineurs, et de *Zacharie-Melchior Rohé*, maître fourbisseur, époux de Jeanne-Marie Guyon. (E, 902.)

184. — Guyon (*Jean-Baptiste*), architecte.

Le 11 septembre 1752. Acte de transport (Me Mathis), par lequel Henry Guyon, directeur des affaires du Roi, abandonne à *Jean-Baptiste Guyon*, son fils, majeur, architecte, héritier pour moitié de Marie-Geneviève Pezié, sa mère, la

1. Voyez ce nom aux chapitres 205 et 206.

2. Nous ne trouvons les noms de *Jean-Guillaume Guyon* et de son gendre, *Zacharie-Melchior Rohé*, ni dans les Comptes des Menus-Plaisirs ni dans les Almanachs de la fin du xviiie siècle.

somme de quatre mille livres, principal de 200 livres de rente sur les États de Bretagne et les arrérages échus depuis le 1er juillet 1748. (E, 902.)

H

185. — Hallé (*Noël*), peintre.

1. Le 2 février 1751. Contrat de mariage (Me Boulard) de sr *Noël Hallé*[1], peintre ordinaire du Roi, chevalier de l'un de ses ordres et cy-devant son commissaire à Rome, avec Françoise-Geneviève Lorry. (E, 903.)

2. Le 13 juillet 1781. Acte de notoriété (Me Fieffé), duquel il résulte que sr *Noël Hallé*, peintre ordinaire du Roi, est décédé à Paris, paroisse Saint-Benoît, le 5 juin 1781, qu'il a été inhumé le lendemain, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'il laisse pour héritiers Jean-Noël Hallé, écuyer, docteur en médecine de la faculté de Paris, et Charlotte-Catherine-Geneviève Hallé, fille majeure, ses deux enfants. (E, 903.)

186. — Harel (*Jean-Pierre*), maître graveur.

Le 19 juin 1766. Inventaire (Me Bro) après le décès de Jean Harel, bourgeois de Paris, arrivé le 15 avril 1766, à la requête de Didière Bordet, sa veuve, commune en biens et tutrice de Pierre Harel, son fils mineur, en présence de

1. L'académicien *Noël Hallé* est bien connu. Jal, les *Archives de l'Art français*, Siret, Bellier de la Chavignerie et autres ont publié à son sujet une série de données biographiques et artistiques fort intéressantes. Enfin Herluison et Piot ont l'un et l'autre reproduit et son acte de baptême et son acte de sépulture. Tout cependant n'a point été dit sur lui. Savait-on, par exemple, la date de son mariage? — La date du contrat, que nous publions ici, nous la donne par approximation. Connaissait-on les prénoms de la femme? Nous ne le croyons pas, puisque ce n'était que par son acte de sépulture, auquel signe Me François Lorry, « beau-frère du deffunct, » que l'on pouvait apprendre que sa femme était une Lorry. Enfin, aucun auteur, que nous sachions, ne nous avait dit qu'il avait deux enfants, et l'existence de sa fille Charlotte-Catherine-Geneviève était, croyons-nous, restée inconnue jusqu'à ce jour.

s[r] *Jean-Pierre Harel*[1], maître graveur, subrogé tuteur dudit mineur. (E, 905.)

187. — Haunanquant ou Haunaquant (*Toussaint*), maître graveur.

Le 25 janvier 1757. Acte (M[e] Brochant) par lequel *Toussaint Haunanquant*[2] (ou *Haunaquant*), maître graveur à Paris, légataire avec divers autres du s[r] Pierre Thierry, avocat au Parlement, consent à la pleine et entière exécution du testament de ce dernier. (E, 1250.)

188. — Haynault (*Nicolas* de), maître orfèvre joaillier.

Le 22 juin 1773. Inventaire (M[e] Jarry) après le décès de *Nicolas de Haynault*, maître orphèvre jouaillier, arrivé à Paris, le 2 juin 1773, après avoir fait son testament devant M[e] Jarry, le 15 octobre 1772, à la requête de *Jean-Pierre de Haynault*, maître orphèvre à Paris, représenté par *Blaise Meunier*[3], aussy maître orphèvre à Paris; de *Étienne-Pierre Coudray*, maître orphèvre jouaillier à Paris, au nom de Louise-Nicole de Haynault, son épouse, et de Étienne Bou-

1. Le nom du graveur *Jean-Pierre Harel* ne figure ni au *Dictionnaire* de Basan, ni au *Manuel* de Ch. Le Blanc, ni enfin aux *Graveurs du XVIII[e] siècle* de MM. le baron Roger Portalis et H. Beraldi. Est-ce un graveur de médailles ou de pierres, gravait-il des cachets ou des armoiries sur de la vaisselle plate? C'est ce qu'il est difficile de décider au vu de l'acte analysé ici. A noter toutefois le nom d'un certain *R. Harel,* qui signe, en 1664, une planche de l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Ouen* (cf. Bonnardot, *Histoire artistique et archéologique de la gravure en France,* p. 260); c'était peut-être un des ascendants de notre maître graveur.

2. Ce que nous avons dit au chapitre précédent, au sujet du maître graveur *Harel*, s'applique parfaitement à cet autre graveur, à cette exception cependant que le xvii[e] siècle ne nous offre aucun exemple d'un artiste nommé *Haunanquant* gravant une planche pour l'*Histoire de l'abbaye de Saint-Ouen.* Le nom est absolument nouveau.

3. On ne connaît point le nom de *Blaise Meunier*, maître orfèvre, comme son beau-père et ses deux beaux-frères. C'était peut-être le père de *Claude-Alexandre Meunier*, maître orfèvre, rue du Petit-Pont à Paris, qui fait insculper son poinçon le 15 juillet 1808. (Cf. Ris-Paquot, *Dictionnaire des poinçons...*, p. 84.)

caut, mercier, époux de Marie de Haynault, ses enfants. (E, 903.)

189. — HÉRISSANT (*Claude-Jean-Baptiste*), imprimeur.

1. Le 12 février 1767. Inventaire (Mes Sauvaige et Dupré) après le décès arrivé à Paris, le 23 janvier 1767, de Charles Barbry, écuyer, valet de garde-robbe du Roy, à la requête de François-Marie Barbry, écuyer, valet de garde-robbe du Roy; de *Claude-Jean-Baptiste Hérissant*, imprimeur libraire à Paris, époux de demoiselle Marie-Charlotte-Marguerite Barbry; de Catherine Barbry, épouse séparée quant aux biens de Paul Roussel, bourgeois de Paris, et de Firmin-Bernard Godard, bourgeois de Paris, héritiers du défunt, leur oncle. (E, 635.)

2. Le 26 juin 1768. Partage (Me Dupré), aux termes duquel il est attribué audit sr *Hérissant* et à sa femme la somme de 708 livres 17 sols 8 deniers, pour arrérages échus de rente sur les États de Bretagne. (E, 635.)

190. — HÉRISSANT (*Charles-Henry*), maître relieur.

Le 20 février 1757. Contrat de mariage (Me Fremier) entre *Charles-Henry Hérissant*, maître relieur doreur de livres à Paris, fils de *Henry Hérissant*[1], aussi maître doreur relieur de livres à Paris, et de Marie-Louise Anguerand, et Élisabeth-Agnès Lemonnier. Les futurs époux seront communs en biens suivant la coutume de Paris. (E, 910.)

1. *Charles-Henry Hérissant* nous était connu par la publication des *Scellés d'artistes* (C, 282), dans laquelle se trouve indiqué le scellé de sa femme Élisabeth-Agnès Lemonnier, décédée le 10 juillet 1788, rue Saint-Jean de Beauvais. A voir le soin de tous les membres de cette famille *Hérissant* à ne contracter des alliances qu'avec des personnes appartenant à la corporation des maîtres relieurs, ne doit-on pas supposer, — puisque l'analyse du contrat de mariage que nous publions ici est malheureusement muette à ce sujet, — que Élisabeth-Agnès Lemonnier était fille d'un des six maîtres relieurs de ce nom, — *Jacques*, *Jean*, *Jean-Louis*, *Laurent*, *Louis* ou *Pierre*, — que nous voyons figurer sur la *Liste des maîtres relieurs de la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste*, en 1718?

191. — Hérissant (*Henry*), maître relieur.

1. Le 1er janvier 1770. Quittance (Me Paulmier) par *Henry Hérissant*[1], maître relieur à Paris, rue Dumont, paroisse Saint-Hilaire, et Marie-Louise Anguerand, sa femme, de deux mille livres, pour remboursement de 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 56.)

2. Le 17 novembre 1775. A été inhumé le corps de *Henry Hérissant*, maître relieur doreur de livres, décédé la veille. — Registres mortuaires de la paroisse du Mont-Saint-Hilaire. — (E, 910.)

3. Le 27 novembre 1775. Inventaire (Me Paulmier) après le décès de *Henry Hérissant*, maître relieur doreur de livres à Paris, à la requête de Marie-Louise Anguerand, sa veuve, de *Charles-Henry Hérissant*[2], maître relieur à Paris, de Marie-Louise Hérissant, veuve de *Antoine Cosmant*[3], maître relieur à Paris, de *Antoine Cheronnet*[4], aussi maître relieur à Paris, et de Françoise-Henriette Hérissant, son épouse; de *Dominique Le Roiny*[5], aussi maître relieur à Paris, époux de Marie-Louise Hérissant, et de demoiselle Jeanne-Louise Hérissant, fille majeure, ses enfants héritiers chacun pour un cinquième. (E, 910.)

192. — Hochereau (*Louis-Jacques*), maître relieur.

1. Le 10 février 1748. Testament (Me Vatry) par lequel *Louis-Jacques Hochereau*[6], maître relieur doreur de livres à

1. Le nom du maître relieur *Henry Hérissant* paraît oublié aujourd'hui; du moins ne le trouvons-nous cité nulle part. Sa femme était très probablement une fille de *Ernest-Louis* ou de *Jacques Anguerand*, deux maîtres relieurs que nous voyons figurer, en 1718, sur la *Liste des maîtres relieurs et doreurs de la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste*, publiée par M. Édouard Fournier.

2. Voir le chapitre précédent.

3. Voyez ce nom.

4. *Idem.*

5. *Idem.*

6. *Louis-Jacques Hochereau*, avec *Charles* et *Estienne Hochereau*, ses frères peut-être, figure, dès l'année 1708, sur la *Liste des maîtres relieurs et doreurs qui doivent payer la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste érigée en l'église des révérends frères Mathurins*, qui a été publiée par Édouard Fournier. Voyez encore ci-dessus, chapitre 156.

Paris, y demeurant rue des Sept-Rois, paroisse Saint-Étienne-du-Mont, institue pour son exécuteur testamentaire Charles-François Hochereau, marchand libraire à Paris. (E, 914.)

2. Le 22 février 1759. Inventaire (Me Le Couturier) après le décès de *Louis-Jacques Hochereau*, maître relieur doreur de livres à Paris, à la requête de Charles-François Hochereau, marchand libraire à Paris, exécuteur testamentaire de Marie Moulinet, veuve du défunt, lequel était auparavant veuf lui-même de demoiselle Marie-Jeanne Quesneau, dont il avait eu les deux enfants ci-après nommés, et ladite demoiselle Moulinet, veuve aussy elle auparavant de *Jean-Louis Gaudreau*[1], aussy maître relieur doreur de livres à Paris, commune en biens; de *Jacques-Louis Hochereau*[2], maître relieur doreur de livres à Paris, et de *Pierre Piot*[3], aussi maître relieur doreur de livres à Paris, époux de Marie-Thérèze Hochereau, enfants du défunt. (E, 914.)

3. Le 17 avril 1760. Acte de liquidation et partage (Me Bellanger) des biens dépendant de la succession de *Louis-Jacques Hochereau*, maître relieur doreur de livres, entre ses héritiers ci-dessus désignés, le sr *Pierre Piot* étant représenté par le sr *Jacques-René Plumet*[4], maître relieur à Paris. (E, 914.)

198. — Hochereau (*Jacques-Louis*), maître relieur.

Le 31 décembre 1785. Avis de parents et amis des enfants du sieur *Jacques-Louis Hochereau*[5], maître doreur relieur

1. Le nom du maître relieur *Jean-Louis Gaudreau* est à ajouter à ceux des relieurs de cette famille que nous avons déjà rencontrés aux chapitres 156 et 157.

2. Voyez au chapitre suivant.

3. *Pierre Piot* est un nouveau venu : nous ne trouvons son nom cité nulle part.

4. Si le relieur *Jacques-René Plumet* est un inconnu, il n'en est pas moins vrai que le nom qu'il porte n'est point nouveau dans les fastes de la reliure française au xviiie siècle, puisque nous trouvons, dans la publication des *Scellés d'artistes* de M. J. Guiffrey (C, 283), un maître relieur nommé *Louis-Valentin Plumet*, qui devient veuf le 4 octobre 1775.

5. *Jacques-Louis Hochereau* était un des fils de *Louis-Jacques Hoche-*

de livres à Paris, lesdits enfants légataires universels, quant à la propriété, de tous les biens de *Jacques-Louis Hochereau*, leur père. Parmi les personnes présentes à l'acte, on remarque : *Thomas Sauvage*, maître horloger à Paris, cousin; *Guillaume-Marie Boutant*, maître relieur à Paris, aussi cousin, et *Louis Sauvage* [1], maître relieur à Paris, oncle. (E, 914.)

194. — Hommet (*Thomas*), maître horloger.

Le 15 septembre 1719. Avis de parents et amis des enfants de feu *Thomas Hommet*, « maistre horloger à Paris, » et de Marie-Anne Merlier, à présent épouse de André Augrave, bourgeois de Paris. (E, 914.)

195. — Houasse (*Michel-Ange*), premier peintre du Roi d'Espagne.

Le 4 mai 1719. Procuration reçue par Fausto Garzia, notaire à Madrid, par *Michel-Ange Houasse* [2], premier peintre du Roy d'Espagne, demeurant à Madrid, à Jean Benoist, à Paris, pour toucher les arrérages de 103 livres de rente sur les États de Bretagne, lui provenant de la succession de *René-Antoine Houasse*, son père. (B, 67.)

196. — Houasse (*René-Antoine*), peintre.

1. Le 5 juillet 1703. — « Au nom de Dieu, ainsi soit-il, à tous soit notoire que cejourd'huy, cinquiesme jour du mois de juillet l'an de grâce de Notre-Seigneur Jésus-Christ mil

reau et maître relieur, comme son père. C'est un nom de plus à ajouter à la famille des *Hochereau*, qui tous vivaient du livre, en reliant ou en vendant.

1. La *Liste des relieurs de la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste*, que nous avons citée plusieurs fois, nous révèle toute une dynastie de *Sauvage* maîtres relieurs : *Étienne, Jean, Jean-Nicolas, Michel, Michel* jeune et *Pierre-Guillaume*. *Louis Sauvage* est à ajouter à ceux-ci.

2. *Michel-Ange Houasse*, fils de *René-Antoine*, qui suit, n'est point un inconnu, bien qu'il soit loin d'avoir la réputation de son père et aussi bien que rien dans son œuvre soit en rapport avec le prénom prétentieux qu'il porte. (Cf. Jal, les *Archives de l'Art français*, etc...)

sept cent trois et induction unziesme, de Rome et du pontificat de Notre Saint Père Clément, unziesme de ce nom, année troisiesme, par-devant moy, Antoine Petrucci, secrétaire et chancelier de la Reuerende Chambre apostolique et notaire publicq soussigné, et présens les tesmoins bas nommés, fut présent maître *René-Antoine Houasse*[1], fils de feu Roch, natif de Paris, directeur de l'Académie Royalle de Sa Majesté très chrestienne à Rome, de moy dit secrétaire très bien connu, lequel, de son plein gré et franche volonté, a constitué et constitue par les présentes son procureur général et spécial Me Antoine Leleu, procureur au Parlement de Paris, auquel ledit sieur constituant donne pouvoir de pour luy et en son nom exiger et recevoir tous arrérages escheus et à eschoir, etc..... » (E, 915.)

2. Le 26 août 1710. Inventaire (Me Buirette) après le décès de *René-Antoine Houasse*, peintre ordinaire de l'Académie de peinture et sculpture de Rome, et ancien recteur de l'Académie de France, à la requête de Marie Le Bé, sa veuve, commune en biens, de *Nicolas Coustou*[2], sculpteur

1. Le peintre *René-Antoine Houasse* est bien connu. Sans parler des notices qui lui ont été consacrées au point de vue artistique, on peut trouver sur lui des détails biographiques assez complets dans Jal, les *Archives de l'Art français*, Herluison, etc., et lire la copie de son billet d'enterrement dans le volume de M. Octave Fidière, *État civil des peintres et sculpteurs de l'Académie royale*, p. 79, n° CLXXII. Les actes dont nous donnons ici l'analyse ne manquent cependant pas d'intérêt. Ainsi, par exemple, énumérant les enfants que notre artiste eut de son mariage avec Marie Le Bé, Jal cite : 1° *Agnès-Suzanne;* 2° *René-Philippe;* 3° *François-Hippolyte;* 4° *Agnès-Françoise;* 5° *Louise;* 6° *François;* et 7° *Michel-Ange.* Notre inventaire, daté de 1710, énumère les enfants vivant encore à cette date ; ce sont : 1° *Agnès-Suzanne;* 2° *Anne;* 3° *Marie;* 4° *Michel-Ange;* et 5° *Suzanne-Françoise.* On voit que plusieurs enfants de *René-Antoine Houasse* sont restés inconnus de Jal et que, d'autre part, plusieurs aussi étaient morts avant leur père. En comparant la liste de Jal et la nôtre, on arrive à trouver qu'il avait eu dix enfants, un de plus que son père n'en avait eu.

2. *Nicolas Coustou*, sculpteur du Roi, était fils de François Coustou, menuisier, et de Claudine Coysevox ; il naquit à Lyon, le 9 janvier 1658, et mourut recteur et chancelier de l'Académie, le 1er mai 1733. (Cf. Herluison, Piot, Jal, etc...)

du Roy, époux de demoiselle Agnès-Suzanne Houasse, de Jean Carré, conseiller du Roy, sindic des rentes de l'Hôtel-de-Ville, époux de demoiselle Anne Houasse, de *Pierre Le Gros*[1], sculpteur, époux de Marie Houasse, de *Michel-Ange Houasse*, peintre de l'Académie royalle, et de Suzanne-Françoise Houasse, fille majeure, ses enfants, héritiers chacun pour un cinquième. (E, 915.)

3. Le 24 octobre 1710. Partage (même notaire), aux termes duquel il est attribué entre autres choses, dans les 145 livres de rente que possédait ledit *René-Antoine Houasse* sur les États de Bretagne, 42 livres à la veuve et 103 livres à *Michel-Ange Houasse*. (E, 915.)

197. — Hubert (*Charles-Nicolas*), fourbisseur.

Le 21 avril 1775. Inventaire (Me Boutard) après le décès de *Charles-Nicolas Hubert*, ancien fourbisseur à Paris, à la requête de Catherine-Thérèze Audant, sa troisième femme. (E, 915.)

I

198. — Illharrart de la Chambre (Les), maîtres orfèvres.

Le 4 décembre 1764. Acte de notoriété (Me Duval), duquel il résulte que François-Nicolas Illharart de la Chambre, chef de fourière de la maison du Roi, est décédé à Paris, le 24 octobre 1764, paroisse Saint-Louis, laissant pour héritiers ses enfants, parmi lesquels on remarque : *François Illharart de la Chambre*, maitre orphevre, majeur, et *Claude-Nicolas Illharart de la Chambre*, aussi maître orphèvre et majeur. (E, 920.)

1. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, Jal n'a point connu Anne, la deuxième des filles de *René-Antoine Houasse*, qui comparaît à son inventaire. Aussi n'a-t-il pu parler de son mariage avec *Pierre Le Gros*, sculpteur bien connu, membre de l'Académie. (Cf. les *Archives de l'Art français* et les *Scellés d'artistes*.) Au surplus, cette alliance nous paraît un renseignement nouveau qui, à notre connaissance, n'a été donné par aucun auteur.

J

199. — Jacob de Bussy (*Nicolas*), maître orfèvre.

Le 6 mars 1786. Inventaire (Me Odiot, notaire à Saint-Germain-en-Laye) après le décès de *Nicolas Jacob de Bussy*, ancien orfèvre à Paris, bourgeois de Saint-Germain-en-Laye, à la requête de Anne Fildier, sa veuve, et de Marie Jacob de Bussy, sa fille unique. (E, 921.)

200. — Jacquin (*Charles*), maître doreur.

Le 31 décembre 1734. Quittance (Me Silvestre) par demoiselle Marie-Louise Duval, veuve de sr *Charles Jacquin*[1], maître doreur à Paris, de dix mille livres pour remboursement d'une rente de 500 livres sur les États de Bretagne. (B, 50.)

201. — Janet (*Jean-Honoré*), maître imprimeur en taille-douce.

Le 18 août 1780. Quittance (Me Gueret) par *Jean-Honoré Janet*[2], maître imprimeur en taille-douce, et Clotilde Gauffrier, son épouse, de mille livres, pour remboursement de 50 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 66.)

1. M. Natalis Rondot, qui a publié une importante série d'actes de baptême, de mariage et de sépulture relatifs aux *Sculpteurs de Lyon* (*Nouvelles Archives de l'Art français*, 1887, p. 289), nous dirait sans doute si notre *Charles Jacquin* n'est pas un parent de tous les *Jacquin*, sculpteurs, dont il a relevé les noms dans les registres de la paroisse Saint-Nizier. Peut-être même a-t-il rencontré dans ces registres l'acte de baptême de notre maître doreur.

2. Ce *Janet*, « maître imprimeur en taille-douce, » doit être probablement l'éditeur d'estampes, successeur de *Joubert*, demeurant rue Saint-Jean, vis-à-vis les Mathurins, n° 36, qui éditera plus tard la gravure représentant l'*Ordre du cortège pour la translation des mânes de Voltaire*, 1791 (cf. Renouvier, *Histoire de l'art pendant la Révolution*, p. 418), et autres pièces de circonstance, notamment les douze planches pour *la Civologie (!) portative, ou le Manuel des citoyens*. (Cf. Georges Duplessis, *Inventaire* de la Collection d'estampes relatives à l'histoire de France de M. Michel Hennin, n° 10900. — Voyez aussi les nos 11, 114 et 12747 du même inventaire.)

202. — Josse (Les), éventaillistes.

1. Le 16 juin 1769. Inventaire (Me Sauvaige) après le décès arrivé à Paris, le 15 mai 1769, de Élisabeth-Michelle Berard, veuve de *Pierre Josse,* marchand éventailliste, à la requête de *Pierre-Charles Josse*, marchand éventailliste à Paris, *Raimond Josse*, fabricant d'éventails en la ville de Marseille, *François Josse*, marchand éventailliste à Paris, Charles Chocquet, huissier à verge au Châtelet de Paris, époux de Catherine-Charlotte Josse, *Marie-François Josse*, marchand éventailliste à Paris, et *Charles-Alexandre Josse*[1], marchand orfèvre jouaillier à Paris, ses enfants. (E, 929.)

2. Le 31 août 1769. Partage (même notaire), aux termes duquel il est attribué audit sieur *Pierre-Charles Josse* 170 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 929.)

203. — Joubert (Louis), architecte.

1. Le 27 septembre 1734. Inventaire (Me Loyson) après le décès de Marguerite Devaulx, épouse de Pierre Dièvre, marchand bourgeois de Paris, à la requête de l'époux survivant et de ses quatre enfants, au nombre desquels se trouve Marie-Anne Dièvre, épouse de *Louis Joubert*[2], architecte juré expert, entrepreneur de bâtimens à Paris. (E, 802.)

2. Le 15 février 1735. Inventaire (Me Loyson) après le décès de Pierre Dièvre, veuf de Marguerite Devaulx, à la requête de ses enfants, au nombre desquels se trouve Marie-Anne Dièvre, épouse de *Louis Joubert,* architecte à Paris. (E, 802.)

204. — Journet (*Joseph*), sculpteur du Roi de Danemark.

Le 14 juin 1761. Procuration (Me Christian Schmidt,

1. Maître orfèvre dont nous ne trouvons nulle part le nom. Il faut croire que ce n'est pas seulement « sous le règne » de Molière que les orfèvres s'appelaient *Josse*.

2. *Louis Joubert,* né en 1676, mourut, le 17 juillet 1756, écuyer et secrétaire du Roi. (Cf. E. Piot, Herluison, Lance et Bauchal.) Nos deux actes font connaître le nom de sa femme.

notaire à Copenhague), aux termes de laquelle *Joseph Journet*[1], sculpteur du Roi de Danemark, donne pouvoir à Louis-Éloy Fremin, à Paris, pour toucher tous arrérages de rente sur les États de Bretagne. (B, 76.)

K

205. — Knapen (*André*), imprimeur.

Le 28 novembre 1749. Acte de notoriété (Me Raine), par lequel sieur *Bernard Brunet*, imprimeur-libraire à Paris, et sieur Nicolas Hallez, huissier commissaire-priseur au Chastelet, au sujet des erreurs qui se sont glissées dans différents actes, tant sur la manière d'écrire le nom de famille de demoiselle Marguerite Vananderat, dite Anvers, à son décès veuve de sieur *André Knapen*, imprimeur-libraire à Paris, et fille du sieur Wouters Vananderat, dit Anvers, maître tailleur d'habits, et de Élizabeth Coquelin, sa femme, que sur les noms de baptesme de demoiselle Catherine-Éléonore-Élizabeth Knapen, fille desdits sieur *André Knapen* et demoiselle Marguerite Vananderat, et petite-fille de deffunt *Jean-François Knapen*, aussi imprimeur-libraire à Paris, et demoiselle Marie-Marguerite Nego, décédée, sa veuve, ont certifié et attesté que la véritable manière d'écrire le nom de famille de ladite demoiselle veuve Knapen est Vananderat, que les diverses et nombreuses erreurs faites à cet égard proviennent de ce que ce nom est étranger, et que les véritables noms de baptesme de ladite demoiselle Knapen, fille, sont Catherine-Éléonore-Élisabeth; le tout ainsi qu'il est justifié par les extraits baptistaires desdites demoiselles Knapen, mère et fille, celui de la demoiselle veuve Knapen, en date du 28 octobre 1701, tiré des registres de baptêmes de l'église de Saint-Germain-l'Auxerrois, et celui de ladite demoiselle Knapen, fille, en date du 19 août 1727, tiré des registres de l'église Saint-Séverin, à Paris. (E, 900.)

1. *Joseph Journet* est un de ces nombreux artistes qui portèrent à l'étranger le nom de la France, ainsi que le goût et l'esprit français. Nous serions injustes en les oubliant aujourd'hui.

206. — Knapen (*Jean-François*), imprimeur-libraire.

Le 11 mai 1724. Acte de délivrance de legs (Me de Saint-Jean), par lequel Marie-Marguerite Nego, épouse de *Jean-François Knapen*, imprimeur-libraire à Paris, demeurant rue de la Huchette, paroisse Saint-Séverin, légataire universelle de demoiselle Élisabeth Nego, sa tante, à son décès veuve de *Charles Guillery*, marchand imprimeur-libraire à Paris, à Élisabeth Thevenard, de tous les legs lui provenant de ladite succession. (E, 900.)

L

207. — Labbé (Les), maîtres orfèvres.

1. Le 28 septembre 1764. Testament (Me L'Héritier) de *Pierre Labbé*, ancien marchand orphevre à Paris. (E, 934.)

2. Le 16 novembre 1764. Inventaire (Me Lescuyer) après le décès de *Pierre Labbé*, ancien marchand orphevre à Paris, à la requête de divers légataires, parmi lesquels on remarque demoiselle Claude Sorel, veuve de *Jean Labbé*, aussi marchand orphevre à Paris, rue du Haut-Moulin, paroisse de la Madelaine. (E, 934.)

208. — Labroue (*Pierre-Barthélemy*), sculpteur.

1. Le 6 avril 1772. Contrat de mariage (Me Semilliard) de *Pierre-Barthélemy Labroue*, sculpteur à Paris, et de Marie-Monique Verberckt, fille de *Jacques Verberckt*[1], sculpteur. Les époux seront communs en biens suivant la coutume de Paris. (E, 1283.)

2. Le 4 mai 1772. Mariage de *Pierre-Barthélemy Labroue*, sculpteur, et de Marie-Monique Verberckt. — Registres de la paroisse de la Madelaine de la Villevêque. — (E, 1283.)

209. — La Compart (Les), maîtres orfèvres.

Le 6 juin 1769. Inventaire (Me Lenoir) après le décès de demoiselle Marie-Hélène La Compart, à la requête de :

1. Voyez ce nom.

Christophe-César La Compart, maître orphevre à Paris, *Étienne-Christophe La Compart*, aussi maître orphèvre à Paris, *Étienne Dobilly*, entrepreneur de bâtiments, au nom et comme maître des droits de Anne-Geneviève La Compart, son épouse, Jean-Baptiste-Maurice Malbeste, marchand mercier, époux de Marie-Jacqueline La Compart, *Pierre Levié*, marchand orphevre à Paris, époux de Marie-Charlotte La Compart, frères et sœurs de ladite demoiselle La Compart. Il dépendait de la succession une rente de 850 livres sur les États de Bretagne. (E, 935.)

210. — Lainé (*Jean*), entrepreneur de bâtiments.

Le 10 octobre 1764. Contrat de mariage (Me Demarandel) de *Jean Lainé* [1], entrepreneur de bâtiments à Versailles, et de Louise-Alexandre Bercher. (E, 938.)

211. — Laligant (*Toussaint*), maître graveur.

Le 30 avril 1712. Constitution de rente (Me Dionis) de 230 livres de rente sur les États de Bretagne, en faveur de Catherine Rousillon, veuve de *Toussaint Laligant*, maître graveur à Paris, y demeurant, rue Haute-Vanerie, paroisse Saint-Gervais. (B, 16.)

212. — Lallier (*Jean-François*), ingénieur du Roi.

Le 9 mai 1760. Procuration (Me Deshayes), par laquelle *Jean-François Lallier* [2], ingénieur du Roy, donne pouvoir à Gabriel Noailles, bourgeois de Paris, de recevoir tous arrérages de rente sur les États de Bretagne. (E, 939.)

1. *Jean Lainé* serait-il, par hasard, un fils de ce *Lainé*, architecte et entrepreneur, qui construisit le quai d'Orsay? (Cf. G. Brice, *Descriptions de la ville de Paris*, et Bauchal.) En attendant la réponse à cette question, voici le contrat de mariage de *Jean Lainé*, entrepreneur de bâtiments : premier jalon pour une biographie future.

2. *Jean-François Lallier*, dont Lance n'a pas inséré le nom dans son *Dictionnaire des architectes*, naquit à Saint-Denis, le 3 juillet 1725. Il devint ingénieur en chef du Lyonnais et membre de l'Académie de Lyon. (Cf. Bréghot du Lut, *Biographies lyonnaises*, et Bauchal.)

213. — Lambin (*Antoine*), maître fondeur.

Le 8 mars 1740. Testament (Me de Saint-Georges) de Catherine Quillet, femme de *Antoine Lambin*, maître fondeur à Paris, rue de la Vannerie, paroisse Saint-Jean, par lequel elle partage sa fortune entre ses enfants : Marie-Madelaine Lambin, dite Sainte-Suzanne; Catherine Lambin, dite Saint-André, religieuses professes dans le couvent de la Congrégation de Notre-Dame, ordre de Saint-Augustin, à Corbeil; Catherine-Françoise Lambin, femme de Henri Fouquet, maître pâtissier à Paris; *Pierre Lambin*, maître fondeur, pour le moment à Lyon et non marié; Louise Lambin, aussi non mariée. (E, 942.)

214. — Landa (*Philippe-Joseph*), architecte.

Le 29 janvier 1773. Acte (Me Rauland, notaire à Versailles) par lequel demoiselle Marie-Nicolle-Françoise Fricourt, veuve du sieur *Philippes-Joseph Landa*, architecte, et demoiselle Jeanne-Marthe Fricourt, fille majeure, demeurant toutes deux à Versailles, cul-de-sac des gendarmes, avenue de Paris, paroisse Saint-Louis, seules héritières, chacune pour moitié, de demoiselle Barbe Flichy, leur mère, décédée, veuve en premières noces de Jacques Fricourt, maître charon à Paris, et, en secondes, du sieur *Antoine Miqueraud*, inspecteur des bâtimens du Roy et régisseur de l'École militaire, acceptent les conditions du testament olographe de cette dernière, en date, à Versailles, du 21 juin 1766. (E, 846.)

215. — Lasnier (*Claude*), peintre.

1. Le 29 octobre 1751. Inventaire (Me Gillet) après le décès de *Claude Lasnier* [1], peintre et ancien directeur de

1. *Claude Lasnier*, peintre et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, paraît être un nouveau venu. Aucun des livrets du XVIIIe siècle, y compris ceux de l'Académie de Saint-Luc, ne cite son nom. D'autre part, il n'est fait mention de cet artiste ni par Jal, ni par Siret, ni par Bellier de la Chavignerie, ni enfin dans la collection des *Archives de l'Art français*. La publication des *Scellés d'artistes* nous révèle, à la vérité, les noms de trois artistes du nom de *Lasnier*, mais aucun d'eux n'est notre *Claude Lasnier*. Voyez ci-dessus, chapitre 5, nos 1 et 5.

l'Académie de Saint-Luc, arrivé le 14 octobre 1751, à la requête de : *Raymond Lasnier* [1], peintre et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, Gilles de Vaudichon, marchand bourgeois de Paris, et demoiselle Geneviève Lasnier, sa femme, *Nicolas-Félix Adan* [2], sculpteur et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, au nom et comme tuteur de Jeanne-Marguerite, Edme-Suzanne, Jacques-Félix, Suzanne-Cécile, Honorée-Agnès, Nicolas-François-Auguste et Marie-Thérèze Adan, enfants mineurs de luy et de Marguerite Lasnier, décédée, enfants du défunt et ses héritiers chacun pour un tiers, et en présence du sieur *Pierre Royer* [3], peintre et administrateur de ladite Académie, tuteur des enfants nés et à naître de ladite demoiselle Lasnier, femme dudit sieur de Vaudichon, à cause des substitutions faites en leur faveur par ledit sieur *Claude Lasnier* et demoiselle Margueritte-Suzanne Durand, sa femme, suivant leurs testamens, reçus par Me Gillet, le même jour, 21 janvier 1737. (E, 950.)

2. Le 8 mars 1752. Partage (Me Gillet) des biens provenant des successions de *Claude Lasnier*, peintre, ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, et de demoiselle Margueritte-Suzanne Durand, sa femme. Il est échu audit sieur *Raymond Lasnier* 34 livres, 13 sols, 4 deniers de rente sur les États de Bretagne, plus 34 livres, 13 sols, 4 deniers pour arrérages de ladite rente; audit sieur et demoiselle de Vaudichon, 34 livres, 13 sols, 4 deniers de rente sur lesdits États de Bretagne, plus même somme d'arrérages; audit sieur *Adan :* 1° 18 livres, 13 sols, 4 deniers de rente sur les États de Bretagne, avec les arrérages échus montant à ladite somme; 2° 24 livres de rente, à prendre sur une créance de 48 livres de rente, constituée par acte de Me Bouron, le 15 juillet 1720, plus les intérêts échus, montant à 24 livres. (E, 950.)

1. Voy. chapitre 217.
2. Voyez ci-dessus, chapitre 5.
3. Voyez chapitre 5, n° 6.

216. — Lasnier (*Pierre-Alexis*), fabriquant d'instruments de mathématiques.

Le 19 juillet 1776. Inventaire (Me Horque de Cerville) après le décès de *Pierre-Alexis Lasnier* [1], « marchand fabriquateur d'instrumens de mathématiques. » (E, 950.)

217. — Lasnier (*Raymond*), peintre, de l'Académie de Saint-Luc.

Le 14 février 1785. Inventaire (Me Petit) après le décès de *Raymond Lasnier* [2], peintre, de l'Académie de Saint-Luc, à la requête de Marie-Thérèse Royer, sa veuve, exécutrice du testament de son mari, reçu par ledit Me Petit, le 17 juillet 1782, et commune en biens; de *Dominique-Raymond Lasnier*, peintre à Paris; Gaspard-Joseph Jacob [3], maître batteur d'or à Paris, époux de Marie-Thérèze Lasnier; *Nicolas-Pierre Bricard* [4], marchand orphèvre à Paris, époux de dame Angélique-Adélaïde Lasnier; Jean-Baptiste Lejeune [5], marchand boutonnier à Paris, époux de Agnès-Julie Las-

1. Cet artiste (?) est un nouveau venu. Aucun dictionnaire ne nous avait conservé son nom. Nous l'avions cependant rencontré déjà, au chapitre 6, n° 4, et nous le retrouverons encore au chapitre 231, où nous apprendrons que, à la date du 17 octobre 1750, il habitait quai de l'Horloge, paroisse Saint-Barthélemy. Dans cet acte, il prendra la qualité de « ingénieur du Roy pour les instruments de mathématiques. » Enfin, dès 1767, il avait changé de domicile, car, à cette date, ainsi que en 1771, il habitait rue Vieille-Harangerie, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois. (B, 57.)

2. Les notes dont nous avons fait suivre le nom de *Claude Lasnier*, au chapitre 215, s'appliquent également à son fils *Raymond*, de même qu'elles conviendraient parfaitement à son petit-fils *Dominique-Raymond*, que nous trouvons cité dans l'intitulé d'inventaire qui forme le présent chapitre. Dans tous les cas, voilà une filiation complète et qui n'est pas sans intérêt. Le 9 septembre 1772, *Raymond Lasnier* demeurait rue Neuve-Saint-Martin, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs (voyez chapitre 375).

3. Le contrat de mariage des époux Jacob fut rédigé par Me Venard, notaire à Paris, le 6 février 1772. (E, 950.)

4. Voyez ce nom, chapitre 51.

5. Le contrat de mariage des époux Lejeune fut rédigé par M. Lecouflet, le 2 février 1775, à la même date que celui des époux Bricard. (E, 950.)

nier, et demoiselle Félicité-Victoire Lasnier, fille majeure, enfants dudit *Raymond Lasnier*, et ses héritiers chacun pour un cinquième. (E, 950.)

218. — Le Bastier (Les), maîtres orfèvres.

Le 16 novembre 1712. Partage (Me Dupuis le jeune) des biens dépendant de la succession de *Jean Le Bastier*, marchand orphèvre à Paris, entre Jean Le Bastier, controlleur général et ordinaire de la maison de Mme la duchesse de Berry, *Barthélemy Le Bastier* [1], marchand orphevre, bourgeois de Paris, Pierre Estancelin, marchand bourgeois de Paris, époux de Marie-Magdeleine Le Bastier, ses trois enfants. Il est échu à *Barthélemy Le Bastier*, sus-nommé, 625 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 954.)

219. — Le Bec (*Jean-Baptiste-Louis*), maître brodeur.

1. Le 12 janvier 1771, a été inhumé le corps de *Jean-Baptiste-Louis Le Bec*, maître brodeur, décédé hier. — Registres des sépultures de la paroisse Saint-Laurent à Paris. — (E, 954.)

2. Le 25 mai 1771. Acte de notoriété (Me Lagrénée), aux termes duquel Charles Angard, maître mercier, et *Joseph Le Sage*, maître brodeur, attestent avoir connu *Jean-Baptiste-Louis Le Bec*, maître brodeur à Paris, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il a laissé pour seuls héritiers : Marie-Claude Le Bec, épouse de *Louis-Joseph Le Sage*, maître brodeur à Paris, Anne-Martine Le Bec, épouse de *Henry-Noël Robillon*, aussy maître brodeur à Paris, et *Louis-François Le Bec*, peintre, mineur, ses trois enfants. (E, 954.)

1. Nous trouvons, en 1700, un garde de l'orfèvrerie nommé *Barthélemy-Bernard Le Bastier*. Est-ce notre *Barthélemy*? C'est bien possible. Un autre garde de l'orfèvrerie, en 1708 et en 1709, s'appelait *François Le Bastier*. Le nom des deux orfèvres qui font l'objet de ce chapitre n'est donc point inconnu dans les fastes de l'orfèvrerie parisienne.

220. — Lebeuf (*Jean-Pierre*), maître doreur.

1. Le 12 janvier 1768. Inventaire (Me Venard) après le décès de demoiselle Françoise Desmelliers, veuve du sieur *Jean-Pierre Lebeuf*, maître doreur à Paris, à la requête du sieur *Jean-Pierre Lebeuf*, maître doreur à Paris, tant en son nom que comme tuteur de Charles-François Beuzeville, Jean-Denis Beuzeville, Jean-Baptiste-Jacques Beuzeville, Marie-Michelle Beuzeville, Catherine-Geneviève Beuzeville et Marie-Marguerite Beuzeville, enfans mineurs de feu *Jacques Beuzeville*, maître doreur à Paris, et de Barbe-Geneviève Lebeuf, de *Pierre-Louis Lebeuf*, maître doreur à Paris, de *Michel-Hector Ricard*, aussi maître doreur à Paris, et de Marie-Jeanne Lebeuf, sa femme, de *Nicolas Didelot,* aussi maître doreur sur métaux, et de *Jean-François Dubois,* maître doreur à Paris, au nom et comme tuteur de Marie-Antoinette Dubois, sa fille mineure, et de Marie-Charlotte Lebeuf, enfans et petits-enfans de la défunte. Il dépendait de la succession 75 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 954.)

2. Le 30 juillet 1768. Acte de notoriété (Me Venard), par lequel *Jean-Jacques Dubois* et *François-Antoine Dubois*, tous les deux maîtres doreurs à Paris, certifient avoir connu demoiselle Françoise Desmelliers, fille de *Charles Desmelliers* [1], maître doreur à Paris, et de demoiselle Françoise Legrand. (E, 954.)

221. — Le Brun (*Louis-Michel*), peintre ordinaire du Roi.

Le 11 mai 1768. Transport (Me Dossant) par lequel *Louis-Michel Le Brun* [2], écuyer, peintre ordinaire du Roy,

1. Sur les *Demellier* ou *Desmelliers*, maîtres doreurs, voyez le chapitre 101.

2. Le peintre du Roi, *Louis-Michel Le Brun*, dont nous ne trouvons le nom ni dans les *Archives de l'Art français*, ni dans le *Dictionnaire des peintres* de Siret, ni enfin dans le *Dictionnaire général des artistes de l'École française* de Bellier de la Chavignerie, est cité cependant par Jal. Cet auteur, qui le dit avec raison l'un des quatre enfants de *Michel Le Brun* (voyez le chapitre qui suit), ajoute qu'il

et Louise-Henriette Blondel, son épouse, cèdent et transportent à Mᵉ Pierre Le Cœur, procureur au Châtelet de Paris, 144 livres, 10 sols de rente sur les États de Bretagne. (E, 965.)

222. — Le Brun (*Michel*), peintre.

1. Le 6 juin 1763. Inventaire (Mᵉ Dupont) après le décès de dame Marie-Catherine Van Loo, veuve de sieur *Michel Brun*, dit *Le Brun* [1], peintre ordinaire du Roy, à la requête de *Louis-Michel Brun*, dit *Le Brun* [2], peintre ordinaire du Roy, de Marie-Anne Brun, dite Le Brun, fille majeure, et de *Charles-Amédée-Philippe Van Loo* [3], peintre ordinaire

vivait encore en *mars* 1768. Notre acte nous montre qu'il vivait encore au mois de *mai* de cette année, et rien n'indique qu'à cette date il ait été sur le point de quitter la vie. Mais ce que Jal ignore, c'est qu'il était marié et que sa femme s'appelait Louise-Henriette Blondel.

1. *Michel Le Brun* n'appartenait point à la famille du peintre de Louis XIV; il était probablement de la même famille que cette Marguerite Brun, qui, le 17 mars 1706, épousa, à Toulon, le peintre *Jean-Baptiste Van Loo.* Ce n'est pas un nouveau venu cependant. Il était peintre de miniatures et probablement homme d'un certain talent, comme le dit fort bien Jal, puisqu'il épousa une des filles de la maison *Van Loo.*

2. Voyez le chapitre qui précède.

3. *Charles-Amédée-Philippe Van Loo,* troisième fils de *Jean-Baptiste,* élève de son père, peintre du roi de Prusse en 1751, fut reçu académicien le 30 décembre 1747. Les auteurs ne s'accordent point sur le lieu et la date de sa naissance : Villot (*Notice des tableaux du Louvre*) le fait naître à Turin, vers 1716; Siret, dans la même ville, en 1715 ou 1718; Jal, qui dit avoir l'acte sous les yeux, à Rivoli, le 29 août 1719; Bellier de la Chavignerie, à Turin, en 1718, et enfin M. Charles Ginoux, dans sa *Liste chronologique des peintres du nom de Van Loo* (*Nouv. Arch. de l'Art français*, 1890, 258), se range à l'avis de Villot. Aucun d'eux ne peut se flatter d'avoir *absolument* raison. Peut-être cependant une erreur typographique est-elle seule cause de l'inexactitude de Jal... *Charles-Amédée-Philippe Van Loo* naquit, en effet, à Rivoli, petite ville à 12 kilomètres de Turin, non pas le 29 août, mais bien le 25 août 1719, ainsi que le prouve l'acte suivant, extrait des registres de la paroisse de Santa Maria della Stella, à Rivoli, dont M. le comte Alessandro Bandi di Vesme, vice-directeur de la Pinacothèque royale de Turin, qui a réuni d'importants documents sur le séjour des *Van Loo* en Piémont, a bien voulu nous envoyer une

du Roy, et demoiselle Marie-Marguerite Brun, dite Le Brun, son épouse, frères et sœurs, héritiers de la défunte, leur mère. (E, 960 et 1279.)

2. Le 11 juillet 1763. Partage (Me Dupont) entre les précédents de la succession de ladite dame Marie-Catherine Van Loo, veuve de sieur *Michel Brun*, dit *Le Brun*, peintre ordinaire du Roy, aux termes duquel il est attribué à la demoiselle Le Brun 100 livres de rente sur les États de Bretagne, au principal de deux mille livres. (E, 960 et 1279.)

223. — Leclerc (*Vincent*), maître orfèvre.

Le 5 janvier 1774. Quittance (Me L'Héritier) par *Vincent Leclerc*, ancien maître orfèvre à Paris, rue de Perpignan, paroisse Sainte-Marie-Madeleine en la Cité, de quatre mille livres pour remboursement de 200 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 60.)

224. — Lefevre (*Pierre*), marchand orfèvre.

Le 30 juillet 1781. Acte de notoriété (Me Dupré), constatant que *Pierre Lefevre*[1], maître orphèvre à Paris, époux de Françoise-Julie Lemaire, est décédé paroisse de Milly, en Gastinois, le 25 novembre 1779, qu'il n'a point été fait d'inventaire après son décès et qu'il laisse pour seuls héritiers quatre enfants mineurs. (E, 970.)

copie. « *Anno millesimo septingentesimo decimo nono*... Vanlo Carolus Amedeus Filippus *filius* DD. Joannis Baptistae *et Margaritae jugalium Vanlo, natus die 25 augusti et 3 septembris baptizatus; Patrini fuere Carolus Emanuel duc Sabandiae, eiusque procuratorio nomine Illus Comes Birac de Borge, et D. Principissa Carignani seu ejus procuratio nomine Illma Domina Barona Barbara Ciarlota San Muri Contestaren.* »

1. Les gardes de l'orfèvrerie à Paris portant le nom *Lefèvre* ne manquent point. De 1337 à 1710, on n'en compte pas moins de douze. Aussi est-il permis de supposer que notre *Pierre Lefèvre*, dont nous ne trouvons nulle part le nom, appartenait à l'une de ces familles d'orfèvres parisiens qui fournirent ces nombreux gardes de leur corporation.

225. — Lefort (*Louis*), maître brodeur.

Le 2 janvier 1770. Quittance (Me Dorfaut) par Marie-Anne Lefort, veuve de *Ferréol Bonnemain*[1], brodeur à Paris, rue et paroisse Saint-Sauveur, *Louis Lefort*, maître brodeur à Paris, et *Jean-Jacques Lefort*, brodeur à Paris, frères, demeurant ensemble rue de Beauregard, paroisse Notre-Dame de Bonnes-Nouvelles, et *Pierre-Nicolas Brossard*, compagnon cartier, et demoiselle Michelle Lefort, sa femme, demeurant à Paris, rue Neuve-de-Cléry, paroisse Notre-Dame de Bonnes-Nouvelles, de la somme de six mille livres, pour le remboursement de 100 livres de rente, leur provenant de la succession de deffunt *Mathieu Lefort*, ancien maître brodeur à Paris, leur père. (B, 56.)

226. — Lefort (*Mathieu*), maître brodeur.

1. Le 11 décembre 1767. Testament (Me Dorfaut), aux termes duquel *Mathieu Lefort*, ancien maître brodeur à Paris, institue pour son exécuteur testamentaire M. l'abbé Bassuel, prêtre habitué de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. (E, 971.)

2. Le 13 janvier 1768. Inventaire (Me Dorfaut) après le décès du sr *Mathieu Lefort*, ancien brodeur à Paris, veuf de Marie-Jeanne Armand, à la requête dudit abbé Bassuel, son exécuteur testamentaire, de Marie-Anne Lefort, veuve de *Ferréol Bonnemain*, brodeur à Paris, héritière pour 1/3 dudit *Mathieu Lefort*, son frère, de *Louis Lefort*, maître brodeur, et de *Jean-Jacques Lefort*, aussi brodeur, frères, demeurant à Paris, enfants de deffunts *Jean-Nicolas Lefort*, aussi maître brodeur à Paris (le nom de la femme non indiqué), héritiers conjointement pour 1/3 du défunt, leur oncle, et enfin de *Pierre-Nicolas Brossard*, compagnon cartier, et demoiselle Michelle Lefort, sa femme, ladite femme Brossard par représentation de feu *Eustache-Benjamin Lefort*, son père, aussi maître brodeur, héritier pour 1/3. (E, 971.)

1. *Ferréol Bonnemain* appartenait sans doute à cette famille de sculpteurs dont il a été question au chapitre 41 de cette publication.

3. Le 13 mars 1768. Partage (Me Dorfaut), aux termes duquel il est abandonné à ladite veuve Bonnemain 100 livres de rente, au capital de deux mille livres sur les États de Bretagne, et égale somme aux deux autres copartageants. (E, 971.)

227. — Lefoullon (*Guillaume-Élie*), architecte.

Le 20 juillet 1781. Acte (Me Gibert), aux termes duquel *Guillaume-Élie Lefoullon,* architecte juré-expert, entrepreneur de bâtiments et marguillier comptable de la paroisse de Sainte-Marie-Magdeleine de la Ville-l'Évêque, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, susdite paroisse, et *Jacques Lucotte*, ancien entrepreneur de bâtiments du Roy et marguillier en charge de ladite paroisse, demeurant à Paris, rue Royale, place Louis XV, susdite paroisse, agissant en leur qualité de marguilliers, reçoivent du président de Montreuil, de la comtesse de Toulongeon et du marquis de Vilette, la grosse d'un contrat de 800 livres de rente, au principal de vingt mille livres, assignée sur les États de Bretagne, provenant de la succession de dame Catherine-Louise Cordier Delaunay, décédée veuve de haut et puissant seigneur Louis-Henry de Las, marquis d'Azy, qui avait institué ladite paroisse sa légataire jusqu'à concurrence de ladite somme, par son testament olographe du 15 novembre 1770. (E, 950.)

228. — Lefranc (*Nicolas*), maître doreur sur cuir.

Le 30 mai 1716. Constitution (Me Buirette) de 75 livres de rente sur les États de Bretagne, en faveur de *Nicolas Lefranc*, maître doreur sur cuir, demeurant à Paris, rue d'Argenteuil, paroisse Saint-Roch. (B, 18.)

229. — Legrand (*Charles*), maître doreur.

Le 31 décembre 1759. Déclaration (Me Martel) de laquelle il résulte que sur les 300 livres de rente sur les États de Bretagne, constituées au profit du sr Edme Henry, caissier de la maison de la Reine, il en appartient la moitié à *Charles Legrand*, maître doreur à Paris. (E, 975.)

230. — Legrand (*Jean-Jacques*), architecte.

1. Le 13 mars 1767. Acte de notoriété (Me Horque de Cerville), constatant que demoiselle Élizabeth Le Brasseur, veuve de Jean Legrand, maître mercier à Paris, est décédée à Paris, paroisse Saint-André-des-Arcs, le 27 novembre 1766, laissant pour ses seuls héritiers : *Jean-Jacques Legrand*, architecte à Paris, Étienne Legrand, mercier à Paris, Jeanne-Marguerite Legrand, fille majeure, ses enfants, issus de son mariage avec ledit feu sr Legrand. (E, 975.)

2. Le 24 mars 1767. Acte de partage (même notaire), aux termes duquel il est attribué audit sr *Jean-Jacques Legrand* 140 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 975.)

231. — Legrand (*Jone*), ingénieur pour les instruments de mathématique.

Le 17 octobre 1750. Notoriété (Me Robineau), aux termes de laquelle *Pierre-Alexis Lasnier*[1], ingénieur du Roy pour les instruments de mathématique, demeurant à Paris, quay de l'Horloge-du-Palais, paroisse Saint-Barthélemy, et Étienne Colas, bourgeois de Paris, certifient avoir connu Marie-Jeanne Valantin, décédée veuve de François Legrand, marchand à Paris, le 29 mars 1750, et qu'elle a laissé pour ses seuls et uniques héritiers, chacun pour moitié : *Jone Legrand*, ingénieur pour les instruments de mathématique, et Anne-Françoise Legrand, fille mineure. (E, 975.)

232. — Lempereur (*Jean-Denis*), joaillier.

Le 23 mars 1774. Inventaire (Me Durand) après le décès de Louise Cochin, femme de *Jean-Denis Lempereur*, « marchand joyallier » à Paris et ancien échevin de lad. ville. (E, 989.)

233. — Lenoir (*François*), architecte.

Le 9 juillet 1761. Contrat de mariage (Me Bellanger) de *François Lenoir*[2], entrepreneur de bâtiments, et de demoi-

1. Voyez ci-dessus, chapitre 216.

2. Ce *François Lenoir* serait-il le « maître maçon et architecte » qui fit, en 1735, la nef et le transept de l'église de Poilly? (Cf. Le

selle Véronique Guerrier. Les époux ont reçu la bénédiction nuptialle, paroisse Saint-Étienne-du-Mont à Paris, le 21 juillet 1761. (E, 866, dossier Germain.)

234. — Le Nostre (*André*), contrôleur général des bâtiments, jardins, arts et manufactures de France.

1. Le 20 février 1700. Testament (Me Landes) par lequel *André Le Nostre*[1], chevalier du Roy de Saint-Michel, conseiller du Roy, controlleur général ancien des bastimens de Sa Majesté, jardins, arts et manufactures de France, institue pour ses légataires universels François Desgots, lieutenant des vaisseaux du Roi et capitaine d'une compagnie franche de la marine, son petit-neveu, pour une moitié, et André, Symphorien et demoiselle Marie Fréret, veuve du sr Leprince, ses neveux et nièces, conjointement pour l'autre moitié. (E, 991.)

2. Le 24 septembre 1700. Inventaire (Me Clément) après le décès de *André Le Nostre*, chevalier de l'ordre du Roy de Saint-Michel, controlleur général ancien des bastimens de Sa Majesté, jardins, arts et manufactures de France, à la requête de dame Françoise Langlois, sa veuve, demeurant à Paris, palais des Thuilleries, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, tant à cause de la communauté de biens qui a existé entre elle et son défunt mari, qu'à cause de la donation mutuelle qu'ils se sont faite par acte reçu par Mes Pain et Levasseur, notaires à Paris, le 12 juillet 1656. De la succession dépend notamment une rente de 484 livres 17 sols sur les États de Bretagne. (E, 991.)

235. — Le Pas Dubuisson (*Jacques*), architecte.

Le 25 septembre 1766. Inventaire (Me Mathon) après le

Héricher, *l'Avranchin* et Bauchal.) Nous l'avions déjà rencontré chapitre 178, au nom *Guerrier*, et nous avions vu qu'il était le gendre d'un architecte.

1. Le célèbre dessinateur des jardins et des parcs de Louis XIV, l'élève de *Vouet*, l'ami de *Lebrun* et de *Mansart*, est trop connu pour qu'il soit nécessaire de renvoyer le lecteur à tous les ouvrages qui citent son nom.

décès de dame Anne-Geneviève Fauvel, veuve de *Jacques Le Pas Dubuisson*[1], architecte juré-expert, entrepreneur de bâtiments à Paris, à la requête de Marguerite Fauvel, veuve de Jean-René Couvery, écuyer, sieur de la Touche et de la Champserie, écuyer de feue Mme la Dauphine et de Mme la duchesse de Bourbon, sa mère. (E, 992.)

236. — Le Paultre (*Pierre I*), sculpteur.

Le 15 janvier 1751. Acte (Me Le Roux), aux termes duquel Marie-Hélène Pain, veuve de *Pierre Le Paultre*[2], sculpteur ordinaire du Roy et recteur perpétuel de l'Académie de Saint-Luc, demeurant rue Tiquetonne, paroisse Saint-Eustache, et *Claude Francin*[3], sculpteur ordinaire et pensionnaire du Roy, demeurant à Paris, au Louvre, « à costé de monsieur le duc de Nevers, » époux de Angélique Le Paultre, fille des précédents, cèdent et transportent à Jean Masson, bourgeois de Paris, 450 livres de rente sur les États de Bretagne dépendant de la succession dudit sr *Le Paultre*. (E, 1032.)

1. *Jacques Le Pas Dubuisson* est sans doute ce *Le Pas Dubuisson*, doyen des architectes et juré expert, qui subit une détention après laquelle le scellé fut mis sur ses effets, le 28 août 1747 (cf. *Scellés d'artistes*, III, 291). L'absence de prénom dans la publication que nous venons de citer autoriserait cependant quelques doutes à ce sujet.

2. *Pierre Le Paultre*, fils de *Jean* et non pas d'*Antoine Le Paultre*, l'architecte renommé, comme l'a écrit à tort l'exact Mariette, naquit le 6 septembre 1660 et mourut le 22 janvier 1744. (Cf. Mariette, *Abecedario;* les *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1890, p. 7; Jal; Lecoy de la Marche, *l'Académie française à Rome, passim;* Bellier de la Chavignerie, qui reproduit *naturellement* l'erreur de Mariette, et enfin l'excellente publication des *Scellés d'artistes* (B, 66), dans laquelle, à l'occasion du procès-verbal des scellés apposés après le décès de *Pierre Le Paultre*, M. J. Guiffrey complète et rectifie tout ce que l'on savait sur cet artiste au point de vue biographique.) Jal ne cite point les enfants de cet artiste. D'après l'acte publié par M. J. Guiffrey, *Pierre Le Paultre* ne laissait qu'une fille, ce que cet auteur observe très justement. Notre acte confirme pleinement cette remarque.

3. *Claude-Clair Francin*, fils de *François-Alexis Francin*, sculpteur du roi, né à Strasbourg le 5 mars 1702, mort à Paris le 18 mars 1773, professeur de l'Académie royale. Il s'était marié, dit M. J. Guiffrey (*Scellés d'artistes*, B, 67), le 19 janvier 1740. (Cf. les *Archives de l'Art français*, I, 391, 416; II, 370, et V, 290.)



237. — Lequin (*Jean-Malquis*), maître orfèvre.

Le 21 février 1771. Quittance (Me Desmeure) de divers arrérages de rentes sur les États de Bretagne par *Jean-Malquis Lequin*, marchand orfèvre joaillier à Paris, y demeurant rue de Poitou au Marais, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, et *Noël-François Lequin*, aussy marchand orfèvre à Paris, y demeurant pont Notre-Dame, paroisse Sainte-Marie-Madeleine, tuteur des enfants nés et à naître dudit sr *Jean-Malquis Lequin*, à lui substitués en la succession de demoiselle Claude Outardelle, son ayeule maternelle, au jour de son décès veuve du sr *Michel Filassier*, aussy marchand orphèvre à Paris, suivant son testament (sans date indiquée). (B, 57.)

238. — Leriche (*Louis*), maître fondeur.

1. Le 5 juin 1779. Testament (Me Cartault) de sr *Louis Leriche*[1], maître fondeur à Paris. (E, 996.)

2. Le 21 juin 1779. A été inhumé dans le cimetière le corps de *Louis Leriche,* vivant maître fondeur, décédé le jour d'hier. — Registre mortuaire de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Belleville. — (E, 996.)

239. — Le Roiny (*Dominique*), maître relieur.

Le 20 décembre 1768. Contrat de mariage (Me Bro) de *Dominique Le Roiny*[2], relieur, et de Jeanne-Louise, fille de *Henry Hérissant*, maître relieur. (E, 910.)

240. — Le Roy (*Jean-Joseph*), architecte.

1. Le 11 avril 1772. Contrat de mariage (Me Semilliard) de *Jean-Joseph Le Roy*[3], architecte, et de Henriette-Cathe-

1. Le nom de *Louis Leriche* nous était déjà connu par la publication des *Scellés d'artistes* (C, 268), dans laquelle est relaté le procès-verbal des scellés apposés, le 29 mai 1753, rue Saint-Antoine, après le décès de Madeleine Desmoulins, femme de notre maître fondeur.

2. Voyez au nom de *Henry Hérissant,* chapitre 191, où *Le Roiny* est qualifié maître relieur.

3. Cet architecte est resté inconnu à Lance et à Bauchal; cependant, nous trouvons son nom dans les *Scellés d'artistes*. (C, 96.)

rine Verberckt, fille de *Jacques Verberckt*[1], sculpteur. Les époux seront communs en biens, suivant la coutume de Paris. (E, 1283.)

2. Le 7 mai 1772. Mariage de *Jean-Joseph Le Roy*, architecte, et de Henriette-Catherine Verberckt. — Registres de la paroisse de la Madelaine de la Villevêque. — (E, 1283.)

241. — Lescomère (*Poncet* de), arquebusier privilégié du Roi.

Le 13 janvier 1769. Quittance (Me Poultier) par *Poncet de Lescomère*, arquebusier privilégié du Roy, et demoiselle Jeanne-Geneviève Le Breton, son épouse, rue Pagevin, paroisse Saint-Eustache, de trois mille livres, pour remboursement de 150 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 55.)

242. — Lespée (*Jacques-François* de), architecte.

Le 20 septembre 1764. Inventaire (Me Jarry) après le décès de Charles-Alexis Bridault, auquel le sr *Jacques-François de Lespée*[2], architecte du Roi, comparaît comme curateur de Charles-Nicolas de la Roche, écuyer, interdit par sentence. (E, 694.)

1. Voyez ce nom, chapitre 377.

2. Quel est ce *Jacques-François de Lespée* ou *de Lepée?* Serait-ce cet architecte expert des bâtiments du roi, qui fut admis à l'Académie en 1728 et qui construisit notamment, en 1737, le chœur de l'église de Bon-Secours? (Cf. Bauchal, 362.) Malheureusement, l'auteur que nous venons de citer fixe la date de la mort de cet architecte à l'année 1762, et notre acte nous montre notre *Jacques-François de Lespée* vivant et bien vivant à la fin de l'année 1764... Dans une telle conjoncture, il ne saurait y avoir que deux solutions : ou Bauchal s'est trompé en faisant mourir cet architecte en 1762, ou bien il ne peut y avoir identité entre son artiste et le nôtre. Si l'on adoptait cette dernière solution, il semble qu'il faudrait admettre aussi que notre architecte est tout simplement le fils de celui qui construisit le chœur de l'église de Bon-Secours, lequel, — on l'ignorait jusqu'à ce jour, — se serait appelé *Jacques-François*, comme son père. (Cf. l'*Almanach du bâtiment*, 1790; Bauchal; les *Archives de l'Art français*, I, 421 et 422, et les *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1873.)

243. — Lestrade (*Gabriel*), architecte.

Le 18 octobre 1766. Inventaire (Me Semilliard) après le décès de Charles Lestrade, bourgeois de Paris, à la requête du sr Hilaire Lestrade, concierge de l'hôtel de la Rochefoucauld, du sr *Gabriel Lestrade*[1], architecte et inspecteur des bâtiments de la ville de Paris, agissant en son nom et comme procureur du sr Michel Lestrade, son frère, concierge du château de la Rocheguyon, et de François Lestrade, maître d'hôtel de madame de Montmartel, héritiers du défunt, leur frère aîné. (E, 1001.)

244. — Lesueur (*Pierre-Claude*), maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du Roi.

1. Le 8 février 1759. Contrat de mariage (Me Duval) de *Pierre-Claude Lesueur*[2], maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du Roi, à Paris, veuf en premières noces de Catherine Ganneron, et en deuxièmes de Antoinette Maquet. (E, 1001.)

2. Le 3 mai 1762. Inventaire (Me Duval) après le décès de dame Antoinette Maquet, épouse de *Pierre-Claude Lesueur*, maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du Roi, à la requête dudit sr *Lesueur* et de Antoinette-Geneviève Lesueur, sa fille mineure de lui et de la dame Maquet. (E, 1001.)

3. Le 4 avril 1764. Enterrement de Antoinette-Geneviève Lesueur, fille de *Pierre-Claude Lesueur*, entrepreneur des bâtiments du Roi, et de défunte Antoinette Maquet. (E, 1001.)

4. Le 31 août 1767. Transport (Me Bernard) par *Pierre-*

1. Que ce *Gabriel Lestrade* soit le même que cet architecte *de Lestrade* (sans prénom indiqué), qui fut reçu membre de l'Académie d'architecture en 1768 et mourut en 1770, la chose ne paraît guère douteuse. Cependant, on ne peut l'affirmer d'une façon absolue. (Cf. les *Archives de l'Art français*, I, 423; Blondel et Patte, *Cours d'architecture;* Lance; Bauchal...)

2. Sans parler du grand peintre *Eustache Le Sueur*, une des gloires de notre École française, la simple inspection de la table des *Archives de l'Art français* prouve que le nom de *Le Sueur* a été porté par de nombreux artistes. Cependant nous n'avons trouvé nulle part notre maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du roi.

Claude Lesueur, maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du Roi, à Paris, y demeurant rue du Haut-Moulin, paroisse Sainte-Marie-Madeleine en la Cité, à Toussaint-Jean-Baptiste Perreau, chirurgien à Paris, de 450 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1108.)

5. Le 8 janvier 1770. Inventaire (Me Bernard) après le décès de *Pierre-Claude Lesueur*, maître peintre doreur, entrepreneur des bâtiments du Roi à Paris, à la requête de demoiselles Marie-Jeanne Lesueur et Catherine-Victoire Lesueur, ses deux filles issues de son mariage avec feue dame Catherine Ganneron, sa première femme. (E, 1001.)

245. — Letillier (*Jean-Baptiste-Joseph*), peintre en émail.

Le 30 octobre 1759. Acte (Me Gervais) par lequel le sr Thomas-Étienne Ducrolay[1], maître bijoutier, demeurant à Paris, place Dauphine, paroisse Saint-Barthélemy, déclare n'avoir aucun droit sur 189 livres de rente perpétuelle, au principal de trois mille sept cent quatre vingts livres constituées à son profit par Jean-Marie Darjuzon, caissier des États de Bretagne, mais que ces 189 livres de rente appartiennent, tant en principal qu'arrérages, à sr *Jean-Baptiste-Joseph Letillier*[2], peintre en émail, des deniers duquel a été fourni le principal de ladite rente. (E, 1002.)

246. — Levacher (*René*), maître coffretier.

1. Le 16 octobre 1784. Reconstitution (Me Fourcault de Pavant) de 50 livres de rente sur les États de Bretagne, au

1. Voyez p. 68, note 1.

2. Ce peintre en émail est bien connu ; il demeurait place du quai Conti, près du collège des Quatre-Nations. Il est nommé comme expert pour faire l'estimation des portraits, études, outils et couleurs dépendant de la succession de *Raphaël Bachy*, peintre en miniature, le 11 avril 1767 (*Scellés d'artistes*, B, 399). Les Comptes des Menus-Plaisirs le citent, en 1775, pour cinq portraits de la reine Marie-Antoinette, et l'*Almanach historique* de 1777 nous donne son adresse. Notre acte nous le montre établi peintre en émail, à une date assez antérieure à ces trois dates, et rentier, — bien modeste, il est vrai, — mais rentier des États de Bretagne.

capital de mille livres, au profit de Marie-Anne Giboux, veuve de *René Levacher*, en son vivant maître coffretier. (B, 69.)

2. Le 16 octobre 1784. Déclaration (Mᵉ Fourcault de Pavant) par Marie-Anne Giboux, veuve de *René Levacher*, maître coffretier à Paris, rue Greneta, paroisse Saint-Gilles, portant qu'elle n'a rien à prétendre dans un contrat de reconstitution de 50 livres de rente sur les États de Bretagne, passé à son profit ledit jour. (B, 69.)

247. — Levasseur (*Jean-Charles*), graveur en taille-douce.

1. Le 6 mai 1765. Contrat de mariage (Mᵉ Le Brun) de *Jean-Charles Levasseur*[1], graveur en taille-douce, et demoiselle Angélique Michel de L'Isle, fille mineure de messire François Michel, sieur de L'Isle, avocat au Parlement, et de demoiselle Jeanne Guillemot. Les époux seront communs en biens, suivant la coutume de Paris, et lesdits sieur et dame de L'Isle constituent en dot à leur fille, entre autres choses, 400 livres de rente, au principal de huit mille livres sur les États de Bretagne. (E, 1003.)

2. Le 8 may 1765. Ont été mariés *Jean-Charles Levasseur*, graveur en taille-douce, et Angélique Michel de L'Isle. — Registre des mariages de l'église archipresbitéralle de Saint-Séverin à Paris. — (E, 1003.)

1. Graveur bien connu, né à Abbeville le 21 octobre 1734, mort à Paris le 29 novembre 1816. Nos actes donnent la date exacte de son mariage, 1765 et non 1769, comme on l'avait dit jusqu'à ce jour. (Cf. Ém. Delignières, *Catalogue raisonné de l'œuvre gravé de Jean-Charles Levasseur, précédé d'une notice sur sa vie et ses ouvrages*. Abbeville, 1865, in-8°, portr.; Basan, II, 227; Huber et Rost, VIII, 246; Paignon-Dijonval; Vallardi, 118; Nagler, XIX, 472; Heller, 389; Ch. Le Blanc, II, 547; les *Archives de l'Art français*, I, 393, et II, 162, 377; G. Duplessis, *la Gravure en France*, 369, et *Histoire de la Gravure*, 500; baron Roger Portalis et Beraldi, *les Graveurs du XVIIIᵉ siècle*, II, 687; Bellier de la Chavignerie, I, 1037; G. Bourcard, *les Estampes du XVIIIᵉ siècle*...) Bryan, Bonnardot, Joubert, Bavarel et Malpé et Jal ne citent point le nom de ce graveur, qui ne fut cependant pas sans mérite.

248. — Leveilly (*Claude*), peintre des bâtiments du Roi.

Le 31 mai 1759. Contrat (Me Le Juy le jeune) de constitution d'une rente de 200 livres, au capital de quatre mille livres, au profit de *Antoine-Claude Leveilly*, peintre à Paris, et Marie-Étiennette Leveilly, enfants mineurs de feu *Claude Leveilly*[1], peintre des bâtiments du Roi, et de Madeleine Rivet, sa veuve. (B, 57.)

249. — Levesque (*Jacques*), maître orfèvre.

Le 17 septembre 1733. Inventaire (Me Chevalier) après le décès de *Jacques Levesque*[2], marchand jouaillier orphevre, bourgeois de Paris, à la requête de Marie Dublé, sa veuve, commune en biens, et divers collatéraux, héritiers présomptifs. (E, 809.)

250. — Le Viel (*Jean*), peintre sur verre.

Le 1er septembre 1767. Inventaire (Me Alain, notaire à Versailles) après le décès de Bernard Gérard, vitrier des bâtiments du Roy, à la requête de Jeanne-Catherine Migeot, sa veuve, commune en biens et tutrice de ses enfants mineurs, et en présence de *Jean Le Viel*[3], maître vitrier à Paris et

1. *Claude Leveilly*, ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, n'est point un nouveau venu. Son acte de mariage, en date du 16 avril 1731, a été publié dans les *Archives de l'Art français*, III, 181. Notre acte nous apprend que deux enfants, vivant encore en 1759, naquirent de cette union. Nous ne savons si *Antoine-Claude Leveilly*, l'un de ces deux enfants, fut un grand artiste. Il est qualifié « peintre, » mais son nom paraît oublié aujourd'hui.

2. On ne compte pas moins de neuf orfèvres du nom de *Levesque* ou *Levêque*, qui furent gardes de l'orfèvrerie à Paris, de 1337 à 1710. Le nom de notre *Jacques Levesque* ne figure point dans cette liste. Nous ne trouvons du reste nulle part son nom cité. (Voyez ci-dessus, chapitre 119.)

3. *Jean Le Viel* appartient certainement à la famille des verriers bien connus : *Guillaume Le Viel* (1676-1731), à qui l'on doit une partie des vitraux de la chapelle de Versailles, et *Pierre Le Viel* (1708-1772), l'auteur du *Traité historique et pratique de la peinture sur verre. Jean Le Viel* était peut-être frère de *Pierre;* son titre de peintre sur verre ordinaire du roi viendrait bien à l'appui de notre hypothèse.



peintre sur verre ordinaire du Roy, à Paris, comme subrogé-tuteur desdits mineurs. (E, 865.)

251. — Loir (*Alexis*), orfèvre.

Le 23 juillet 1775. Acte de notoriété (Me Guespereau) constatant que *Alexis Loir*[1], ancien grand garde du corps de l'orfèvrerie et bourgeois de Paris, est décédé à Paris, paroisse Saint-Eustache, le 4 juillet 1775, qu'il a été inhumé le lendemain, qu'après son décès, il n'a point été dressé d'inventaire et qu'il laisse pour seuls héritiers Louis-Alexis Loir, avocat au Parlement, et Marie-Jeanne Loir, veuve de Pierre-Mathurin Pitel, officier du Roi, ses enfants. (E, 1007.)

252. — Loir (*Denis*), architecte.

1. Le 28 novembre 1755. Acte de notoriété (Me Mathis), auquel comparaît *Denis Loir*[2], architecte expert, demeurant à Paris, rue de la Verrerie, paroisse Saint-Méry. (E, 1196, dossier Rousset.)

2. Le 10 mai 1762. Inventaire (Me Hachette) après le décès de messire Jean-Claude Cucu de Rouville, avocat au Parlement, à la requête de Jean Cucu de Rouville, contrôleur des rentes de l'hôtel de ville de Paris, habile à se porter seul héritier quant aux meubles et acquêts du deffunt, son frère aisné, plus à la requête de François-René Cucu de Rouville, avocat au Parlement, de Éléonore-Jeanne Cucu de Rouville, de Anne-Louise Cucu de Rouville et de Catherine-Perrette-Émilie-Octavie Cucu de Rouville, toutes trois filles majeures, ces quatre derniers héritiers chacun pour un cinquième du

1. Cet orfèvre est très probablement le fils d'*Alexis Loir*, orfèvre du Roi, de l'Académie de peinture, décédé le 15 avril 1713, et de Marguerite-Catherine Toussaint (cf. *Scellés d'artistes*, A, 242). Notre artiste serait donc *Alexis Loir*, IIe du nom. A la vente Paul Eudel, avril 1884, no 66 du catalogue, figurait une paire de flambeaux à bases à contours, tiges à huit pans, décorés de sequins et de fines cannelures, faits en 1749 par un orfèvre portant le nom *Alexis Loir*. C'est sans doute celui qui fait l'objet de ce chapitre.

2. Cet architecte est resté ignoré de Lance et de Bauchal. C'était sans doute un parent de *Jean-Baptiste Loir*, qui travaillait à Fontainebleau vers 1700. Peut-être même était-ce son fils.

deffunt, leur frère aisné, et enfin à la requeste de *Denis Loir*, architecte juré expert, au nom et comme tuteur de Denis-Jean Loir et d'Adélaïde-Françoise Loir, ses enfants, issus de son mariage avec deffunte demoiselle Catherine-Élisabeth-Françoise Cucu de Rouville, lesdits mineurs héritiers ensemble de l'autre cinquième de la succession du deffunt. (E, 773.)

253. — Loir (*Guillaume*), orfèvre.

1. Le 8 décembre 1770. — L'an mil sept cent soixante dix, le huit décembre, a été inhumé dans le cimetière de la paroisse, par nous, curé de Boissette, soussigné, le corps de M. *Guillaume Loir*[1], ancien grand garde de la communauté des orphevres de Paris, décédé d'hier, âgé de soixante dix ans et quelques mois; en présence de M. Alexandre-Joseph Loir, son fils, M. Guillaume-Luc Hesme, avocat au Parlement, son beau-frère, Pierre Le Blocteur, écuyer, conseiller du Roy, ancien échevin de la ville de Paris, et de André Lelarge, Michel Vignot, Jean Dijon, qui ont signé avec nous : Loir; — Hesme; — Lelarge; — Vignot; — Dijon; — Le Blocteur; — Le Monnier, curé. — Registres des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse de Saint-Louis de Boissette, diocèse de Sens, élection de Melun. — (E, 1007.)

2. Le 10 avril 1771. Acte de notoriété (Me Bouron), duquel il résulte que *Guillaume Loir*, ancien grand garde de la communauté des orfèvres de Paris, et Marie-Marthe Hesme, son épouse, sont décédés tous les deux, en leur maison de Boissette, près Melun, savoir : ledit sr Loir le 7 décembre 1770, et sa veuve le 3 décembre 1769, qu'après leur décès il n'a pas été fait d'inventaire et qu'ils ont laissé pour seuls et uniques héritiers Alexandre-Joseph Loir, secrétaire de M. l'Intendant de Paris, et Madeleine Loir, majeure, frère et sœur. (E, 1007.)

1. *Guillaume Loir,* dont nous ne trouvons le nom cité nulle part, doit appartenir probablement à la famille des orfèvres parisiens, dont *Alexis* qui précède est un des représentants.

254. — Loo (*Carle* Van), peintre.

1. Le 20 mai 1743. Baptême de Jules-César-Denis[1], fils de *Carle Van Loo*, peintre, et de Christine-Antoinette Somis, son épouse, né de ce jour. — Registre de baptême de la paroisse Saint-Sulpice à Paris. — (E, 1279.)

2. Le 24 juillet 1765. Inventaire (Me Dutartre) après le décès de *Carle Van Loo*[2], écuyer, premier peintre du Roy,

1. *César Van Loo*, peintre paysagiste, est bien connu : M. J. Guiffrey avait déjà publié son baptistaire (*Actes d'état-civil d'artistes français*, p. 42, n° CV). Il mourut le 2 juillet 1821 (cf. E. Piot, 125, et Herluison, 262). Voyez aussi : Villot, *Notices des tableaux du Louvre;* Bellier de la Chavignerie, et la *Liste chronologique des peintres du nom de Van Loo,* publiée par M. Charles Ginoux, dans les *Nouvelles Archives de l'Art français,* 1890, p. 258.

2. Le peintre et graveur *Carle Van Loo,* dont les prénoms étaient en réalité *Charles-André,* a joui d'une assez grande réputation. Fils de *Louis-Abraham Van Loo* et de Marie Fosse, il naquit à Nice, le 15 février 1705, et mourut à Paris, le 15 juillet 1765. (Cf. Basan, II, 225; Fuessli, 1993; de Baudicour, II, 103; Nagler, XIX, 364; Bryan, 831; Andresen, II, 639; Ch. Le Blanc, IV, 93; Villot, *Notice des tableaux du Louvre;* Ch. Reiset, *Notice des dessins du Louvre,* II, 197; Herluison, 263; Piot, 124; Jal; Siret, etc...)

Tous les auteurs qui ont donné sur cet artiste des détails de famille ont su que sa femme s'appelait Christine Somis; mais aucun d'eux n'a donné le lieu et la date de son mariage. Or, notre inventaire nous apprenant que son contrat de mariage avait été rédigé à Turin, le 17 janvier 1733, nous en avons conclu que le mariage avait dû avoir lieu dans cette ville. Pour donner un exemple du parti que les chercheurs pourront tirer de nombre d'indications similaires contenues dans les actes qui font l'objet de la présente publication, nous avons demandé à M. le syndic de la ville de Turin de vouloir bien nous envoyer une copie *in extenso* de l'acte de mariage de notre artiste, et c'est ainsi que nous pouvons reproduire ici l'extrait suivant des registres de la paroisse Saint-Eusèbe de Turin, dont nous sommes redevables à l'obligeance de M. le comte A. Bandi di Vesme, à qui nous devons déjà l'acte de baptême de *Charles-Amédée-Philippe Van Loo,* que nous avons publié au chapitre 222 : « *Signor Carlo Vanlo* (sic) *figlio del f. Sig*or Carlo (sic) *della citta di Nizza et Anna Cristina Somis figlia del Sig*or *Lorenzo Franco di questa citta e parrocchia hanno contratto matrimonio per parola di pente in faccia di S. M. C. li 28 genaro 1733, omesse le denoncie con dispensa in data delli 21 genaro 1733. Testi sono stati Sig*or *Franco Ladetto et Sig*or *Carlo Fantardino di Milano.* »

Nous avons souligné à dessein, dans cet acte, le prénom *Carlo*, qui

chevallier de son ordre, directeur et recteur de l'Académie de peinture et sculpture et directeur de l'École royalle des élèves protégés par le Roy, à la requête de dame Christine-Antoinette Somis, veuve dudit s[r] *Van Loo*, tant à cause de ses droits, résultant de son contrat de mariage reçu par M[e] Durando, notaire à Turin, le 17 janvier 1733, que comme tutrice de Charles Van Loo, écuier, et de *Jules-César-Denis Van Loo*, écuier, tous deux enfants mineurs de son mari et d'elle, comme aussi en présence de *Louis-Michel Van Loo*, écuier, chevallier de l'ordre du Roy, premier peintre du Roy d'Espagne, ancien recteur de l'Académie royalle de peinture et sculpture, subrogé-tuteur desdits mineurs, plus à la requête de Jean-François Van Loo, écuier, majeur, et à celle de s[r] Benoist Bron[1], intéressé dans les portes, tuteur de demoiselles Christine-Geneviève et Marie-Charlotte Bron, ses filles mineures, issues de son mariage avec feue Rozalie Van Loo, héritiers, chacun pour un quart, du défunt, leur père. (E, 1279.)

3. Le 24 décembre 1766. Acte de partage (M[e] Dutartre) entre les héritiers du s[r] *Carle Van Loo*, nommés à l'inventaire qui précède, aux termes duquel il est attribué, entre autres choses, à Charles Van Loo 300 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1279.)

255. — Loo (*Louis-Michel* Van), premier peintre du Roi.

Le 25 mai 1769. — « Le jeudy vingt cinq may mil sept cent soixante neuf, Charles Van Loo, écuyer, âgé d'environ

est donné comme étant celui du père de notre artiste, alors qu'il s'appelait, au contraire, *Louis-Abraham*. Ainsi que nous l'observait M. le comte Bandi di Vesme, qui a vérifié à notre intention le registre original, des erreurs de cette importance seraient bien de nature à déconcerter les plus intrépides chercheurs. Comment, en effet, songer à établir une filiation avec de semblables inexactitudes?...

1. C'est bien Bron, ainsi du reste qu'Herluison l'a imprimé dans l'acte de décès de *Carle Van Loo*, et contrairement à l'orthographe adoptée dans la publication du même acte par Eugène Piot, qui imprime Brou.

vingt sept ans, garçon, décédé d'hier, à trois heures du matin, aux galleries du Louvre, a été inhumé en cette église, en présence de Benoist Bron, inspecteur général du départ des Postes, son beau-frère, et de *Louis-Michel Van Loo*[1], écuyer, chevalier de l'ordre du Roy, premier peintre du Roy d'Espagne, directeur des élèves protégés par le Roy, son cousin. » — Registres mortuaires de l'église royale et paroissiale de Saint-Germain-l'Auxerrois. — (E, 1279.)

256. — Loret (*Gaspard*), maître orfèvre.

1. Le 25 mai 1750. — « Le vingt cinquième jour de may mil sept cent cinquante, *Gaspard Loret*, de la paroisse Saint-Barthélemy, âgé de soixante treize ans, décédé le vingt trois, a été inhumé au cimetière de cette paroisse, en présence de *Antoine-Gaspard Loret*, son fils, et de Jean-Antoine Fregé, son cousin, qui ont signé. » — Registres des enterrements de l'hôpital des Incurables de Paris. — (E, 1009.)

2. Le 26 juillet 1750. Notoriété (Me Desmeure le jeune) aux termes de laquelle *Marien Le Moine*, marchand orphevre à Paris, y demeurant, place du Pont-Saint-Michel, paroisse Saint-Séverin, et Jean-Antoine Fregé, maître menuisier à Paris, attestent avoir connu *Gaspard Loret*, orphevre à Paris, mary de Anne Cain, qu'il est décédé en la maison et hopital des Incurables, le 23 may 1750, qu'après son décès il n'a pas été dressé d'inventaire et qu'il n'a laissé pour héritiers que Marie-Anne Loret, fille majeure, Françoise-Henriette Loret, aussi fille majeure, Anne-Henriette Loret, fille mineure, et *Antoine-Gaspard Loret*, mineur, ses quatre enfants. (E, 1009.)

3. Le 11 janvier 1757. — « Le onze janvier mil sept cent

1. Le peintre *Louis-Michel Van Loo,* fils aîné de *Jean-Baptiste,* né à Toulon, le 2 mars 1707, mort à Paris, le 20 mars 1771, est parfaitement connu. L'acte que nous publions ici n'est point inédit. Négligé par Herluison, il a été recueilli par M. E. Piot dans son livre *État-civil de quelques artistes français.* Mais cet auteur a mal lu encore le nom du beau-frère de *Charles Van Loo,* qui se nommait *Bron* et non pas *Brou,* comme nous l'avons déjà fait observer au chapitre qui précède.

cinquante sept a été inhumé au cimetière des Saints-Innocents Anne Cain, âgée d'environ soixante neuf ans, veuve de *Gaspard Loret*, décédée d'hier, cour Lamoignon, de cette paroisse. Ont assisté au convoy *Antoine-Gaspard Loret*, maître orfèvre, demeurant susdite cour et paroisse, son fils, mᵉ Antoine Rousselle, prêtre, curé de Vaugirard, amy, lesquels ont signé. » (E, 1009.)

257. — Lot (*Thomas*), facteur d'instruments de musique.

Le 23 juin 1779. Acte de notoriété (Mᵉ Fournier), aux termes duquel sʳ *Thomas Lot*[1], facteur d'instruments de musique, et Nicolas Ernoux, marchand mercier, certifient avoir connu Marie-Angélique Berger. (E, 651.)

258. — Louvet (*Jean*), maître luthier.

Le 26 janvier 1768. Certificat de propriété (Mᵉ Baron), duquel il résulte que *Jean Louvet*[2], maître luthier à Paris, a droit à 150 livres de rente, au principal de trois mille livres, sur les États de Bretagne. (E, 1011.)

1. *Lot* n'est point un inconnu. Juré en charge de la corporation des « luthiers feseurs d'instruments de la ville de Paris » en 1748, et, plus tard, en 1770, maître juré comptable de la même corporation, nous savons que sa spécialité, ainsi que celle de *Gilles Lot*, son cousin, était les instruments à vent : flûtes, hautbois, clarinettes... Notre acte ne nous apprend pas beaucoup de choses sur lui. Il établit toutefois qu'il vivait encore à la date du 23 juin 1779. Ce n'est guères qu'un jalon ; mais, jusqu'à ce qu'un chercheur plus heureux ait trouvé son acte mortuaire, cette petite indication conserve sa valeur. (Cf. Vidal, *la Lutherie et les luthiers*, p. 248.)

2. *Jean Louvet* est cité par Vidal (p. 249), qui nous apprend qu'il fut maître juré comptable de la corporation des « maîtres luthiers feseurs d'instruments de la ville de Paris » pour l'année 1759. Une vielle faite par lui en 1750 et conservée au musée du Conservatoire de Paris nous montre qu'à cette date il habitait rue de la Croix-des-Petits-Champs, près la porte Saint-Honoré. Passé l'année 1759, l'auteur de *la Lutherie et les luthiers* semble avoir perdu la trace de ce maître luthier. Notre acte montre qu'il existait encore en 1768.

259. — Lucas (Les), entrepreneurs et contrôleurs des bâtiments du Roi.

Le 7 novembre 1769. Inventaire (Me Bro) après les décès de *Jean-Baptiste-Jacques Lucas*, entrepreneur des ouvrages de plomberie des bâtiments du Roy, et de Marie-Anne Moreau, son épouse. Requête de *Antoine Lucas*, controlleur des bâtiments du Roy; *Jean-Philbert Lucas*, entrepreneur des bâtiments du Roy; Nicolas Lucas, officier du Roy, et Laurent-Guillaume Gondouin, tuteur des enfants issus de son mariage avec feue Geneviève Lucas, héritiers desdits sr *Jean-Baptiste-Jacques Lucas* et dame Marie-Anne Moreau, leurs père et mère. (E, 1012.)

260. — Lully (*Jean-Baptiste*), surintendant de la Musique du Roi.

Le 19 avril 1722. Transport (Me Ballot) à Edme Berthelin, maître et marchand chandelier à Paris, de diverses rentes sur les États de Bretagne, par Louis de Francine, escuyer, majeur de vingt cinq ans, demeurant à Paris, à l'Académie royale de musique, rue Saint-Nicaise, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, héritier pour un tiers dans un cinquième des biens dépendant de la succession de dame Madelaine Lambert, son ayeule, à son déceds veuve de *Jean-Baptiste Lully*[1], escuyer, conseiller du Roy, maison, couronne de France, de ses finances, surintendant de la Musique de Sa Majesté, par représentation de deffunte dame Catherine-Madelaine de Lully, sa mère, au jour de son deceds, épouse de messire Jean-Nicolas de Francine[2], conseiller et maître d'hôtel du Roy. (B, 46.)

1. Il s'agit de *Jean-Baptiste Lully*, premier du nom, qui, le 24 juillet 1662, épousa, paroisse Sainte-Eustache, Magdeleine Lambert, fille de *Michel Lambert*, maître de la musique du Roi, et de Gabrielle Dupuy. (Cf. Jal.)

2. Jal écrit *de Francini;* les actes que nous avons vus, — actes de seconde main, il est vrai, — portent *de Francine.*

M

261. — Maguionais (Les), sculpteurs.

1. Le 8 octobre 1766. Inventaire (Me Venard) après le décès de *Antoine Maguionais*, sculpteur des bâtiments du Roi, à la requête de Charlotte-Angélique Guyard, sa veuve, commune en biens, ainsi que de *François Maguionnais*, sculpteur à Paris, et Angélique Maguionais, fille majeure, ses deux enfants, issus de son mariage avec ladite dame Guyard. (E, 1017.)

2. Le 16 décembre 1766. Liquidation et partage (Me Venard) de la succession de *Antoine Maguionnais*, sculpteur des bâtiments du Roi, aux termes duquel acte il est attribué à *François Maguionnais*, sculpteur à Paris, son fils, quatre titres de rente sur les États de Bretagne de 112 livres 10 sols, de 87 livres 10 sols, de 125 livres et de 25 livres. (E, 1017.)

262. — Manceau (*Maurice*), architecte.

Le 4 mars 1762. Inventaire (Me Bioche) après le décès de *Maurice Manceau*, inspecteur des bâtiments de l'Hostel-Dieu de Paris, arrivé en cette ville le 20 février 1762, à la requête de Marie-Jeanne-Cécile Rethoré, sa veuve, commune et tutrice de Marie-Hélène-Geneviève Manceau, fille mineure, seule héritière du défunt, son père. (E, 1019.)

263. — Marchais (*Antoine*), maître graveur.

1. Le 16 juillet 1778. Acte de notoriété (Me Charet), duquel il appert que *Louis-Nicolas Cauchy*[1], sculpteur à Paris, et Jean-Baptiste-Antoine Jardin, maître gainier, certifient avoir connu Pierre Marchais, jardinier à Cachant, paroisse d'Arcueil, qu'il est décédé audit lieu, le 3 may 1770, laissant pour seuls héritiers *Pierre Marchais*, marchand

1. *Louis-Nicolas Cauchy*, — un nouveau venu, — n'était peut-être qu'un simple ornemaniste. Était-ce un parent du peintre *Pierre Cauchy* dont l'acte de décès a été publié par Herluison (Saint-Sulpice, 3 mars 1687)? La chose est possible, mais ce n'est qu'une hypothèse.

jouaillier, *Antoine Marchais*[1], maître graveur, et Marie-Madeleine Marchais, femme de *Antoine-Joseph Meurand*[2], ingénieur pour les instruments de mathématiques, ses trois enfants. (E, 1021.)

2. Le 12 janvier 1780. Quittance (Me Charet) par *Pierre Marchais*, marchand jouaillier à Paris, place Dauphine, paroisse Saint-Barthélemy, *Antoine Marchais*, maître graveur, demeurant au même lieu, et Marie-Madeleine Marchais, épouse de *Antoine-Joseph Meurand*, ingénieur pour les instruments de mathématiques, demeurant quai de l'Horloge du Palais, paroisse Saint-Barthélemy, de la somme de six mille livres, pour remboursement de 300 livres de rente sur les États de Bretagne, constituées au profit du sr Louis Marchais, leur père. (B, 66.)

264. — Marechaux (*Charles*), dessinateur des bâtiments du Roi.

Le 27 juin 1758. Procuration notariée de Rome par *Charles Marechaux*[3], dessinateur des bâtiments du Roy, demeurant à Rome, rue du Course, paroisse de Sainte-Marie in via lata, fils de deffunt François Marechaux, de Fontainebleau, et de Marie-Anne Lion, demeurante audit Fontainebleau, à sa mère, pour toucher toutes rentes dépendant de la succession de son père. (E, 1022.)

265. — Mariette (*Charles*), éditeur d'estampes.

Le 30 avril 1681. — « Le dernier jour d'avril mil six cent

1. *Antoine Marchais* devait être un graveur sur métal, employant son art aux travaux d'orfèvrerie. Ni Basan, ni Ch. Le Blanc, ni Bonnardot, ni enfin aucun des auteurs qui se sont occupés des graveurs en taille-douce ou à l'eau-forte ne citent son nom.

2. Le nom de cet ingénieur pour les instruments de mathématiques est tout aussi inconnu que peuvent l'être ceux de *Pierre-Alexis Lasnier* et de *Jone Legrand*, que nous avons déjà rencontrés dans le cours de cette publication.

3. L'architecte *Charles Marechaux* n'est point un inconnu. Né à Fontainebleau, élève de *Gabriel*, il partagea avec *Victor Louis*, en 1755, le grand prix d'architecture. (Cf. les *Archives de l'Art français*, V, 297; Lance, 115; Bauchal, 404; Bellier de la Chavignerie, *Suppl.*, p. 257.)

quatre vingt et ûn a esté inhumé, dans le cimetiere de Saint-Nicolas de Nantes, le corps de defunt *Charles Mariette*[1], aagé d'environ trente et cinq ans, natif de la paroisse de Saint-Benoist, ville de Paris, viuant marchand de taille-douce, decedé d'hyer proche Bouuet, chez Catherine Bellauoyne, son hostesse, laquelle a assisté au conuoy auec les s^rs^ *Nicolas Guerin*[2], enlumineur et marchand de taille-douce, et *Claude Nego*, imprimeur de la parroisse de Saint-Étienne-du-Mont de la ville de Paris, ses amys, lesquels ont signé : *Nego*, — *Guerin*, — Catherine Bellauoyne, — Rousseau, recteur. » — Registre des baptêmes, mariages et sépultures de la paroisse Saint-Nicolas de Nantes, pour l'année 1681.

266. — Mariette (*Jean*), maître libraire.

Le 9 mai 1738. Constitution (Me Bellangé l'aîné) au profit de *Jean Mariette*[3], maître libraire à Paris, rue Saint-Jacques,

1. *Charles Mariette* était fils de *Pierre Ier Mariette*, « maître graveur imager en taille-douce, » et de Catherine du Bray, sa seconde femme; il était né à Paris, paroisse Saint-Benoît, ainsi que le dit son acte mortuaire, et avait été baptisé le 11 novembre 1644. Voyez son acte de baptême publié par Herluison, p. 273 (omis par E. Piot), et voyez aussi Jal, peu étendu cependant sur la famille *Mariette*. Le hasard seul fit sans doute mourir *Charles Mariette* à Nantes. La présence simultanée dans cette ville de cet éditeur d'estampes avec celle de *Nicolas Guérin*, enlumineur et « marchand de taille-douce, » et de *Claude Nego*, imprimeur, permettrait de supposer qu'ils étaient venus en Bretagne pour traiter de quelque publication illustrée en projet. Quoi qu'il en soit, notre acte, fort intéressant, apporte une date nouvelle pour la généalogie de la famille des *Mariette*.

2. Nous trouvons à Paris bien des artistes du nom de *Guérin;* aucun d'eux ne peut être notre enlumineur. Au surplus, l'acte que nous publions ne permet pas de décider si *Nicolas Guérin* était Parisien. Très probablement l'indication de la paroisse Saint-Étienne-du-Mont ne concerne que l'imprimeur *Claude Nego*.

3. *Jean Mariette*, de la famille des *Mariette*, comme *Charles* qui précède, était fils de *Pierre*, « marchand en taille-douce, » et de Magdeleine de Collemont. Il naquit à Paris, paroisse Saint-Benoît, et fut baptisé le 22 juillet 1660. (Cf. Herluison, 277, et E. Piot, 80.) Notre acte nous le montre arrivé à un âge fort avancé.

paroisse Saint-Benoît, de 168 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 33.)

267. — Marteau (*François-Joseph*), marchand orfèvre et graveur de médailles.

1. Le 4 mai 1784. Inventaire (Me Béline) après le décès de Genevieve Girard, veuve de *François-Joseph Marteau*[1], marchand orphevre à Paris et graveur de médailles du Roi, à la requête de Jean Marteau, avocat au Parlement, Charles Marteau, également avocat au Parlement, *Jacques-Gérôme Gudin*, maître horloger à Paris, époux de Genevieve-Victoire Marteau, Antoinette Marteau, fille majeure, et Françoise Marteau, aussi fille majeure, héritiers, chacun pour 1/5, de la défunte, leur mère. (E, 1028.)

2. Le 9 juin 1784. Acte contenant partage (même notaire) des biens dépendant de la succession de Geneviève Girard, veuve de *François-Joseph Marteau*, marchand orphevre à Paris et graveur de médailles du Roi, aux termes duquel il est attribué notamment à Jean Marteau, son fils aîné, avocat au Parlement de Paris, 175 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1028.)

268. — Martin (*Jean-Baptiste*), peintre.

Le 20 mars 1762. Inventaire (Me Giraut le jeune) après le décès de Pierre Gayard, avocat au Parlement et greffier à vie au Châtelet de Paris, à la requête de Marie Le Vacher, sa veuve, commune en biens, de Claude-Raphaël Masson, procureur au Parlement, époux de Anne-Claude Gayard, et enfin à celle de sr *Jean-Baptiste Martin*[2], peintre des camps

1. L'excellente publication les *Scellés d'artistes* (B, 215) nous avait déjà appris le nom de *François-Joseph Marteau*, orfèvre du Roi, demeurant, le 27 octobre 1755, rue des Orties, aux Galeries du Louvre.

2. Cet artiste est bien connu sous le nom de « *Martin des batailles*. » Né en 1659, il mourut à Paris, paroisse Saint-Hippolyte, le 8 octobre 1715. (Cf. Herluison et Piot, qui ont publié son acte de sépulture; Jal, Bellier de la Chavignerie, Siret, Lecoy de la Marche, *l'Académie de France à Rome*, etc.)

et armées du Roy, au nom et comme tuteur des enfans nés et à naître de ladite dame Masson, légataire universelle substituée du deffunt maître Pierre Gayard, leur ayeul maternel. (E, 852.)

269. — MARTIN (*Michel*), fondeur du Roi.

Le 4 janvier 1763. Sentence rendue au bailliage de Versailles, homologative d'un avis de parents du 29 décembre 1762, autorisant Jacques-Michel Martin, fils mineur de *Michel Martin*, fondeur du Roy, et de dame Margueritte-Catherine Germaine, à jouir de ses meubles et du revenu de ses immeubles, de même que s'il était majeur, et le s[r] Antoine Bourgeois, son oncle, menuisier des bâtiments du Roy, est nommé son curateur aux causes et tuteur à ses actions immobilières. (E, 1029.)

270. — MARTIN (*Pierre-Henry*), architecte juré expert.

Le 21 mai 1767. Quittance (M[e] Dupré) par *Pierre-Henry Martin*[1], architecte juré expert, bourgeois, demeurant à Paris, rue Saint-Nicaise, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, tant en son nom qu'en celui de Marie-Élizabeth, Claude-Henry et Louis-Pierre Martin, ses trois enfants mineurs, et de défunte dame Marie-Françoise Vassé, de deux mille livres, pour remboursement d'une rente de 100 livres sur les États de Bretagne. (B, 53.)

271. — MATHIEU (*Claude*), architecte des bâtiments du Roi.

1. Le 6 avril 1732. Testament (M[e] Delaleu) de *Claude Mathieu*[2], architecte des bâtiments du Roy, veuf en secondes noces de Marie-Anne de Sellencourt. (E, 1033.)

1. Cet architecte, inconnu à Lance, est cité par Bauchal. Notre acte nous montre qu'il vivait encore en 1767. (Cf. Herluison, qui a publié l'acte de décès de Marie-Françoise Vassé, sa femme.)

2. *Claude Mathieu* serait-il l'architecte admis à l'Académie en 1717? (Cf. les *Archives de l'Art français*, I, 421; Archives de Lyon, série BB, et Bauchal, 412.) Malheureusement, le prénom n'étant point indiqué dans les ouvrages que nous venons de citer, il est difficile de décider s'il y a identité entre ces deux personnages.

2. Le 26 avril 1732. Inventaire (Me Delaleu) des biens dépendant de la succession de *Claude Mathieu*, architecte des bâtiments du Roy, à la requête de *François Mathieu*, architecte du Roy, et de Marie-Marguerite Mathieu, fille majeure, ses deux enfants, issus de son mariage avec Marie-Anne de Sellencourt, sa seconde femme. (E, 1033.)

3. Le 26 avril 1732. Acte de partage (même notaire), aux termes duquel il est attribué à Marie-Marguerite Mathieu 62 livres 10 sols de rente sur les États de Bretagne, dépendant de la succession de *Claude Mathieu*, architecte des bâtiments du Roy, son père. (E, 1033.)

272. — MAUNY (*Jean*), éventailliste.

Le 14 septembre 1770. Inventaire (Me Jairsaint) après le décès de Marie-Nicolle Le Riche, veuve du sr *Jean Mauny*, éventailliste à Paris, à la requête de Estienne Desrues, marchand de bas à Paris, époux de Marie-Louise Mauny, fille et unique héritière de la défunte. (E, 1035.)

273. — MAURISSET (*Jean-Claude*), maître graveur.

Le 10 novembre 1760. Transport (Me Demay) par *Jean-Claude Maurisset*, maître graveur à Paris, et demoiselle Marie-Françoise Pezon, son épouse, de 60 livres de rente sur les États de Bretagne à Jean-Michel-Simon Patron, domestique. (E, 1096.)

274. — MERCIEZ (*Clair-Christophe*), peintre.

1. Le 7 avril 1757. Inventaire (Me Fortier) après le décès de *Clair-Christophe Merciez*[1], peintre de l'Académie de

1. *Clair-Christophe Merciez*, peintre, membre de l'Académie de Saint-Luc et lancier de la grande écurie du Roi, n'est point un nouveau venu. M. J. Guiffrey a publié dans les précieux *Scellés d'artistes* (B, 230) le procès-verbal des scellés qui furent apposés à son domicile après son décès, arrivé le 28 mars 1757. L'inventaire que nous publions ne nous apprend pas beaucoup de choses nouvelles à son sujet, mais il en va tout autrement de l'acte de notoriété qui suit, non pas à cause de l'orthographe du nom *Merciez*, rectifiée d'une façon assez inattendue, mais à cause du baptistaire de notre article qu'il contient.

Saint-Luc et lancier de la grande écurie du Roy, à la requête de dame Catherine de La Croix, veuve dudit s[r] *Merciez* et commune en biens; de *René Gilbert*, tapissier à Paris, tuteur de Marie-Catherine Merciez, fille dudit deffunt *Merciez* et de feue Anne-Charlotte Hardy, sa première femme; et de dame Claudette Philippes, veuve du s[r] *Eustache-Germain Fauveau*[1], peintre de l'Académie de Saint-Luc, ayeule maternelle et tutrice de Edmée-Marie Merciez, mineure, fille du défunt et de feue Marie Fauveau, sa seconde femme; lesdites Marie-Catherine et Edmée-Marie Merciez, sœurs consanguines, seules héritières du défunt. Il dépend de la succession, entre autres choses, 50 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1040.)

2. Le 17 mars 1761. Acte de notoriété (M[e] Bronod) duquel il résulte que c'est par erreur si ledit s[r] *Merciez*, dans un contrat de 50 livres de rente sur les États de Bretagne, du 3 mars 1760, au profit de sa veuve et de ses héritiers, a été dénommé *Mercier*, alors que *Merciez* est son véritable nom, ainsi que le prouve l'extrait baptistaire des registres des baptêmes de l'église paroissiale de Saint-Pierre-le-Jeune de Strasbourg, qui suit :

« Le six août mil sept cent sept a été baptisé un garçon, à qui on a imposé le nom de *Clair-Christophe*, né le quatre du même mois, du mariage légitime de Nicolas Merciez et de Catherine Peletier, demeurans à Strasbourg; l'enfant a été tenu sur les fonts par noble Christophe de Klinglin et demoiselle Marie-Claire de Billieray. Signé : Christophe Klinglin, — Marie-Claire de Billieray, — Nicolas Merciez, avec Ertman, vicaire. » (E, 1040.)

275. — MÉRELLE (*Pierre-Paul*), peintre.

1. Le 10 juin 1749. Inventaire (M[e] Gillet) après le décès de Marguerite de Pigis, épouse de *Pierre-Paul Mérelle*[2],

1. Les mêmes *Scellés d'artistes* que nous venons de citer nous avaient, à la même place, fait connaître déjà le nom d'*Eustache-Germain Fauveau*, qui, ainsi que son gendre, cumulait, avec la situation de peintre, les fonctions de lancier de la grande écurie du Roi.

2. Le nom de *Mérelle* le père, qui s'appelait *Pierre-Paul*, et non pas

peintre, premier professeur de l'Académie de Saint-Luc, à la requête dudit *Pierre-Paul Mérelle*, commun en biens, et de *Pierre Mérelle*[1], aussi peintre à Paris, et Claude-Théodore Mérelle, de Joigny, avocat au Parlement, secrétaire de M. le procureur du Roy au Châtelet de Paris, et de MM. les avocats au même siège, enfants de la défunte et ses seuls héritiers. (E, 1041.)

2. Le 14 juin 1750. Partage (Me Magner) entre les deux héritiers sus-nommés, aux termes duquel il est attribué à Claude-Théodore Mérelle 125 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1041.)

276. — Meunier (*Philippe-François*), architecte.

Le 1er août 1760. Transport (Me Delanglard), par le sr Gilles Sandrié, charpentier des bâtiments du Roi, au sr *Philippe-François Meunier*, architecte, demeurant rue des Moulins, de 150 livres, au principal de trois mille livres constituées sur les États de la province de Bretagne. (E, 1043.)

277. — Meusnier (*Laurent-Gilles*), marchand orfèvre.

1. Le 14 avril 1760. Acte de notoriété (Me Martel) constatant que c'est à tort et par erreur si, dans trois contracts passés devant ledit notaire le 31 décembre 1759, portant constitution par les États de Bretagne au profit du sr *Laurent-Gilles Meusnier*, maître orfèvre, savoir par le premier de 300 livres de rente perpétuelle, par le second de 200 livres de rente perpétuelle, et par le troisième de 148 livres,

seulement *Paul*, comme on l'a écrit, n'est point inconnu dans l'histoire des arts. Né à Paris en 1713, il est mort dans cette ville, paroisse Saint-Eustache, le 7 octobre 1782. C'était un portraitiste : il a souvent exposé aux Expositions de Saint-Luc et aux Salons du Louvre, ainsi qu'en témoigne la collection des Livrets. (Cf. Bellier de la Chavignerie, Siret, etc...)

1. *Mérelle* le fils a suivi la même voie que son père, mais avec moins de fécondité, exposant moins souvent que lui par conséquent. On ignore les dates de sa naissance et de sa mort. La publication des *Scellés d'artistes* nous apprend (C, 261) qu'il avait épousé demoiselle Jeanne-Antoinette Pierrès de la Cour, laquelle, étant veuve de lui, mourait elle-même, rue de Cléry, 17, le 27 mars 1785.

le nom dudit s[r] *Meusnier* a été écrit *Meunier*, au lieu de *Meusnier*, qui est la véritable manière de l'écrire, suivant qu'il est constaté par son extrait baptistaire, tiré des registres de la paroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, à Paris, le 13 novembre 1713, dont la teneur suit :

« L'an mil sept cent treize, le lundi treizième jour de novembre, a été baptisé *Laurent-Gilles*, fils de *Jean-Baptiste Meusnier*, marchand orfèvre, rue de la Joallerie, et d'Anne-Françoise Anceau, sa femme, né du jour précédent. Parain, Laurent Meusnier, maître patissier traitteur, rue Saint-Denis, paroisse de Saint-Leu; marraine, Marie-Marguerite Anceau, fille de *Gilles Anceau*, marchand orfèvre, quay des Orfèvres, paroisse Saint-Barthélemy. Signé : Meusnier, Marie-Marguerite Anceau, Meusnier, Galet, vicaire. » (E, 1043.)

2. Le 6 août 1771. Sentence rendue au Châtelet de Paris, par laquelle demoiselle Thérèze-Louise Lefèvre, veuve dud. s[r] *Laurent-Gilles Meusnier*, est destituée de la tutelle qu'elle a eue de demoiselle Louise-Nicolle Meusnier, sa fille. (E, 1043.)

278. — Meyrouin (*Fiacre*), peintre en tapisserie.

Le 13 juin 1785. Acte de notoriété (M[e] Charon), aux termes duquel il est dit que dame Marie-Élizabeth de Niesport[1], veuve en premières noces de Antoine-François Jovarlet, maître tablettier à Paris, est décédée à Paris, le 16 avril 1785, épouse en secondes noces de *Fiacre Meyrouin*[2], peintre en tapisserie, paroisse Saint-Paul, à Paris. (E, 1077.)

279. — Michelet (*François-Mathieu*), architecte du Roy.

Le 3 juillet 1765. Cession (M[e] Dupont) par *François-*

1. Voyez ce nom.

2. Le nom de ce peintre en tapisseries ne figure point sur les listes des peintres employés aux manufactures des Gobelins ou de la Savonnerie. C'est un nom nouveau, que l'on voudrait pouvoir placer à côté de ceux des *Amédée Van Loo*, des deux *Lagrénée*, des *Lépicié*, des *Doyen*, des *Jeaurat* et des *Jacques*.

Mathieu Michelet, architecte du Roy, à Jules-François Michelet, bourgeois de Paris, son fils, de 62 livres de rente annuelle sur les États de Bretagne, provenant de la succession de Marie-Madeleine Michelet, sa fille, issue de son mariage avec feue Marie-Jeanne de Laguerre. (E, 1047.)

280. — MIGNOT (*Philippe-François*), maître graveur.

Le 15 novembre 1749. Contrat de mariage (Me Delagrange) de *Philippe-François Mignot*[1], maître graveur à Paris, et demoiselle Jeanne-Alphonce Grillet. Les futurs époux seront communs en biens suivant la coutume de Paris. (E, 1049.)

281. — MOITTE (Les), graveurs.

1. Le 6 octobre 1780. Inventaire (Me Choron) après le décès arrivé à Paris, le 4 septembre 1780, du sr *Pierre-Étienne Moitte*[2], graveur du Roi, à la requête de demoiselle Marie Vitray, veuve dudit sr *Moitte*, à cause de la communauté qui a existé entre elle et son mari, à laquelle elle s'est réservé le droit de renoncer, et de *François-Auguste Moitte*[3],

1. Allié par sa femme (voyez ci-dessus, chapitre 174) à toute une famille d'orfèvres et de joailliers, *Philippe-François Mignot* devait sans doute travailler avec eux, et son art ne devait pas sortir des limites de l'orfèvrerie.

2. Né à Paris, le 1er janvier 1722, le graveur *Pierre-Étienne Moitte*, quoique n'étant pas un des maîtres de l'école du XVIIIe siècle, est bien connu des amateurs. (Cf. Basan, II, 42; Gori, II, 303; Fuessli, 438; Huber et Rost, VIII, 182; Paignon-Dijonval; Bryan, II, 79; Nagler, IX, 353; Heller, 460; Ch. Le Blanc, III, 34; Bonnardot; les *Archives de l'Art français*, I, 393, et II, 162, 380; G. Duplessis, *Histoire de la gravure en France*, 331, 369; baron Roger Portalis et Béraldi, *les Graveurs du XVIIIe siècle*, III, 109; Bellier de la Chavignerie, II, 103, etc...) Voir aussi les notes humoristiques que Diderot a consacrées à cet artiste dans ses *Salons*, son acte de décès publié par Herluison et E. Piot, l'acte de notoriété publié dans le présent travail, chapitre 69, et enfin, pour les prix obtenus par ses estampes dans les ventes publiques, jeter un coup d'œil dans *les Estampes du XVIIIe siècle* de G. Bourcard, intéressant ouvrage dont on annonce une nouvelle édition.

3. Les six enfants de *Pierre-Étienne Moitte* furent tous artistes. (Cf. Ch. Le Blanc, Bellier de la Chavignerie, baron Portalis, etc...)

graveur, de *Jean-Guillaume Moitte*, graveur, de *Alexandre Moitte*, professeur des écoles gratuites de peinture, de *Jean-Baptiste-Philibert Moitte*, architecte, de *Angélique-Rose Moitte*, fille majeure, et de *Élisabeth-Mélanie Moitte*, aussi fille majeure, héritiers chacun pour un sixième dud. s^r *Moitte*, leur père. (E, 1051.)

2. Le 25 janvier 1781. Acte (Me Choron) par lequel la dame Marie Vitray, veuve du s^r *Pierre-Étienne Moitte*, graveur du Roi, renonce à la communauté qui a existé entre elle et son défunt mari. (E, 1051.)

3. Le 7 février 1781. Acte (Me Choron) portant liquidation et partage des biens dépendant de la succession dudit s^r *Pierre-Étienne Moitte*, aux termes duquel les arrérages d'une rente de 200 livres, au principal de quatre mille livres, sur les États de Bretagne, appartenant en propre à la veuve dudit s^r *Moitte*, lui sont attribués. (E, 1051.)

282. — MOLLET (*Armand-Claude*), architecte.

Le 29 décembre 1701. Sentence du Chastelet de Paris, rendue en conséquence de l'avis de parents et amis de demoiselle Marie-Andrée Chauchon Brevault de Reddemont, fille de Nicolas Chauchon Brevault, escuier, s^r de Reddemont, gouverneur des pages de la grande escurye du Roy, et de demoiselle Andrée-Marie Langlois, son épouse, ses père et mère, et de *André*[1] *Mollet*, fils de *Armand-Claude Mollet*[2], conseiller du Roy, architecte et contrôleur général des bastimens, jardins, arts et manufactures de Sa Maiesté, et de Andrée-Françoise Bombe, son épouse, ses père et mère, par laquelle sentence a été éleu tuteur auxdits mineurs, sçavoir : led. s^r de Reddemont, père, à ladite Marie-Andrée Chauchon Brevault de Reddemont, sa fille, et ledit s^r *Mollet*, père,

1. *André Mollet* fut architecte comme son père. Il fut reçu à l'Académie d'architecture en 1718 et mourut en 1742. (Cf. *Archives de l'Art français*, I, 421 ; Lance, II, 145, et Bauchal, 431.)

2. *Armand-Claude Mollet* est bien connu : il mourut le 23 janvier 1742. (Cf. *Archives de l'Art français*, I, 420, et III, 216-218 ; G. Brice, *Description de la Ville de Paris; Nouvelles Archives de l'Art français*, 1884 ; Lance, Bauchal et Jal, 772.)

audit *André Mollet*, son fils, à l'effet de par eux accepter la donation entre vifs qui serait faite au profit desdits mineurs par dame Françoise Langlois, à présent veuve de *André Le Nostre*[1], vivant conseiller du Roy, controlleur général des bâtiments et jardins de Sa Maiesté, tant de ladite demoiselle de Reddemont et dudit *André Mollet*, mineur, son petit-neveu, de la moitié qui appartenait à ladite dame Langlois, à cause de sa communauté de biens avec ledit feu sieur *Le Nostre*, d'une rente de 484 livres 17 sols sur les États de Bretagne. (E, 991.)

283. — Mollet (*Armand-Louis*), contrôleur des bâtiments du Roi.

Le 31 décembre 1778. Quittance (Me Dutertre) par *Armand-Louis Mollet*[2], contrôleur des bâtiments du Roi, demeurant à Paris, place Royale, paroisse Saint-Paul, de dix mille livres, pour remboursement de 400 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 65.)

284. — Mondon (*François-Thomas*), dessinateur du Roi.

1. Le 23 octobre 1753. Quittance (Me Desmeure) par *François-Thomas Mondon*, dessinateur du Roy, rue Guénégaud, paroisse Saint-André-des-Arts; Marie-Anne Mondon, veuve de *Jean-Joseph Cletiez* ou *Cletier*, maître horloger à Paris, cour des Barnabites, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis; *Pasquier-Remy Mondon*, orphevre à Paris, place Dauphine, paroisse Saint-Barthélemy; Denise Mondon, fille majeure à Paris; *Louis-André Aubert*[3], maître maçon,

1. Voy. ci-dessus, chapitre 234.

2. *Armand-Louis Mollet*, que ne citent ni Lance ni Bauchal, est peut-être un fils de *Louis-François Mollet*, architecte, qui entra à l'Académie en 1734 et mourut en 1747. Dans tous les cas, c'est très probablement lui qui figure, sans indication de prénom, à l'*Almanach historique des artistes* de l'année 1777.

3. Ni Lance ni Bauchal ne parlent de ce *Louis-André Aubert*. Le dernier de ces auteurs cite cependant, d'après Brice et d'après Thiery, un architecte nommé *Aubert* (sans prénom indiqué), qui construisait,

entrepreneur de bâtiments à Paris, et Marie-Hélène Collot, fille majeure, tous héritiers, chacun pour un sixième, du s[r] Pasquier Mondon, bourgeois de Paris, père des cinq premiers et ayeul maternel de la dernière, à M. Delaboissière, trésorier général des États de Bretagne, de la somme de 30 livres, pour arrérages d'une rente de 150 livres sur les États de Bretagne. (E, 1052.)

2. Le 7 mai 1784. Inventaire (M[e] Clairet) après le décès de demoiselle Denise Mondon, fille majeure, à la requête de *Denis-Nicolas Clétiez*, ou *Cletier*, graveur à Paris, rue de la Licorne, paroisse de la Madeleine, en la Cité, exécuteur du testament de la decujus, et de demoiselle Marie-Anne Mondon, veuve de *Jean-Joseph Clétiez* ou *Clétier*, maître horloger à Paris, demeurant cour des Barnabites, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis, représentée par *François-Nicolas Vassoult*[1], maître fondeur à Paris; *Pasquier-Remy Mondon*, orphevre à Paris, rue du Harlay, paroisse Saint-Barthélemy; Marie-Nicolle Mondon, veuve de *Louis-André Aubert*, entrepreneur de bâtiments à Paris, et Marie-Hélène Collot, fille majeure, les trois premiers héritiers chacun pour un quart de la défunte, leur sœur, et la dernière également héritière pour un quart de lad. demoiselle Mondon, sa tante, par représentation de Marie-Hélène Mondon, sa mère, décédée femme de Emmanuel Collot, maître mercier à Paris. (E, 1052.)

285. — MONMERQUÉ (*Charles-Martin*), sculpteur.

Le 29 octobre 1772. Inventaire (M[e] Delafrenaye) après le décès de dame Marie Rondet, veuve de M[e] Jean-Silvin Fre-

vers 1780, l'hôtel d'Imécourt, rue Bondreau. Y a-t-il identité entre ces deux personnages? L'absence de prénom pour l'un d'eux ne permet pas de le décider.

1. Un fondeur, du nom de *Vassou*, était réputé, sous Louis XVI, pour ses belles montures de vases. Le célèbre amateur de curiosités Blondel de Gagny, trésorier général de la Caisse des amortissements, faisait le plus grand cas de son talent, et le catalogue de la vente de son cabinet, imprimé en 1776, mentionne plusieurs pièces précieuses montées par *Vassou*. Il est permis de supposer que ce *Vassou* et notre *François-Nicolas Vassoult* ne font qu'un seul et même personnage.

min, chevalier, conseiller du Roi en ses conseils, maître ordinaire en sa Chambre des comptes de Paris, à la requête de Guillaume-Claude Delaleu, écuyer, conseiller, secrétaire du Roi, maison, couronne de France et de ses finances, et notaire à Paris, exécuteur du testament de ladite dame; de dame Charlotte Delafrenaye, veuve de Gabriel Herbault; de Jean-Baptiste Ranson, marchand tapissier à Paris, et de dame Marie-Anne Rondet, son épouse; de dame Magdeleine-Barbe Gastellier, veuve de *Jean-Baptiste Millet*, marchand orfèvre à Paris, et de demoiselle Marie-Jeanne Rondet, veuve de s^r^ *Charles-Martin Monmerqué*[1], sculpteur des bâtimens du Roi, aux Gobelins, héritiers de ladite dame Fremin, leur tante. (E, 845.)

286. — MONNEAU (*François*), orfèvre.

Le 2 août 1724. Acte de notoriété (Me Brussel), aux termes duquel Jean Pracourt, bourgeois de Paris, et *Jacques Caussin*, maître fondeur à Paris, y demeurant, rue de la Pelleterie, parroisse Saint-Jacques-de-la-Boucherie, déclarent avoir connu Marie-Madeleine Boulanger, veuve de *François Monneau*[2], orfèvre à Carpentras, et qu'elle est décédée, laissant deux enfants : Antoine-Hyacinthe et Marie-Ursule-Françoise Monneau. (E, 674.)

287. — MONVOISIN[3] (Les), maîtres brodeurs.

1. Le 20 décembre 1770. Inventaire (Me Dondey), après

1. *Charles-Martin Monmerqué* nous était connu par la publication du scellé de son frère *Mathieu*, entrepreneur des tapisseries du Roi aux Gobelins, en date du 2 juillet 1749 (*Scellés d'artistes*, B, 117). Dès cette époque, il était sculpteur des bâtiments du Roi et demeurait aux Gobelins.

2. Nous avions déjà rencontré, au chapitre 46, le nom de cet orfèvre, absolument inconnu.

3. De tous ces maîtres brodeurs du nom de *Monvoisin*, qui ne sont pas moins de sept, il n'y a guères que *Jean-Baptiste* (ou mieux *Jean*) et *Michel* qui soient connus. Le premier est cité parmi les brodeurs de la maison du duc d'Orléans, dans les *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1872, p. 92, et le second, qui était maître brodeur de la Reine et qui mourut le 14 janvier 1741, rue Saint-Denis, à l'enseigne

le décès de *Jean-Baptiste Monvoisin,* officier brodeur de Mgr le duc d'Orléans, à la requête de *Philippe Monvoisin*, maître brodeur à Paris, Anne Monvoisin, veuve de André Desportes, maître tourneur à Paris, led. s[r] Monvoisin et lad. dame veuve Desportes, frère et sœur du défunt, ses héritiers chacun pour un sixiesme; de *Michel-François Monvoisin*, aussi maître brodeur à Paris, Catherine Monvoisin, fille majeure, led. s[r] Michel-François Monvoisin et lad. demoiselle Catherine Monvoisin, héritiers conjointement pour un sixiesme du défunt, leur oncle paternel, par représentation de feu *René-François Monvoisin*, leur père, aussi maître brodeur à Paris; de Anne Bunelle, veuve de *Charles de Courcelle*[1], aussi maître brodeur à Paris; *Jacques-Benjamin Tivet*, aussi maître brodeur à Paris, époux de Marie-Louise Bunelle, lad. dame veuve de Courcelle, et lad. femme Tivet, sœurs, aussi héritières du défunt, leur oncle maternel, par représentation de feue Marie-Anne Monvoisin, leur mère, à son décès veuve de *Gabriel Bunelle*, aussi maître brodeur à Paris; de Geneviève-Madelaine Monvoisin, veuve du s[r] *Nicolas Aleau*[2], aussi maître brodeur à Paris et du garde-meubles du Roy, lad. veuve Aleau, héritière pour un sixiesme du défunt, son oncle, par représentation de feu *Jean-François Monvoisin*, son père, aussi maître brodeur à Paris, de Anne-Madelaine Monvoisin, femme séparée de biens de *Antoine-Barthélemy Boucher*, aussi maître brodeur à Paris; *Léger Tremeau*, brodeur du Roy à Paris, époux de Geneviève-Angélique Monvoisin, *Michel Aubert*, maître jouaillier à Paris, époux de Élizabeth-Madelaine Monvoisin, lesd. dames Boucher, Tremeau et Aubert, sœurs, héritières, pour le dernier sixiesme, du

du Père-Noir (*sic*), est nommé par M. J. Guiffrey, dans ses intéressants *Scellés d'artistes* (C, 248).

1. *Charles de Courcelle*, ainsi que *Antoine-Claude de Courcelle*, qui figure à l'acte n° 2 de ce chapitre, sont des nouveaux venus. Toutefois, il convient de rapprocher leurs noms de celui du maître brodeur *Pierre de Courcelle*, que nous avions déjà rencontré au chapitre 81 du présent travail.

2. Voyez ci-dessus, chapitre 6.

défunt, leur oncle paternel, par représentation de *Michel Monvoisin*, leur père, aussi brodeur. (E, 1058.)

2. Le 22 août 1771. Acte de notoriété (Me Prignot de Beauregard), aux termes duquel *Claude-Louis Guesdon*[1], maître brodeur à Paris, rue Saint-Denis, paroisse Saint-Laurent, et *Antoine-Claude de Courcelle*, maître brodeur, mêmes rue et paroisse, certifient avoir connu le sr *Jean Monvoisin*, officier brodeur de Mgr le duc d'Orléans, fils de *François Monvoisin*, maître brodeur à Paris, et de Anne Hallé, demeurant rue Saint-Denis, paroisse Saint-Laurent, et que c'est par erreur si, dans l'inventaire fait après son décès par Me Dondey, le 20 décembre 1770, ainsi que dans son extrait mortuaire et autres pièces, il a été nommé *Jean-Baptiste Monvoisin* ou autrement, au lieu de *Jean Monvoisin*, qui sont ses seuls noms, ainsy qu'il conste par son extrait baptistaire ci-après, tiré du registre des baptêmes de la paroisse Saint-Sauveur à Paris :

« Le dimanche huit octobre mil six cent quatre vingt dix sept a été baptisé *Jean*, né le sept du mois, fils de *François Monvoisin*, maître brodeur, et Anne Hallé, sa femme, rue Saint-Denis. Le parein Jean Dargelot, maître tailleur; la mareine Marie-Jeanne Dumont, femme de *Nicolas Rivet*, maître brodeur, de cette paroisse. » (E, 1058.)

288. — Moreau (*Pierre-Louis*), architecte.

Le 8 février 1766. Acte (Me Lambot) par lequel *Pierre-Louis Moreau*[2], architecte du Roy, son conseiller maître

1. *Claude-Louis Guesdon* n'est pas connu; mais la publication des *Scellés d'artistes* (C, 248) nous apprend le nom d'un *Claude-François Guesdon*, brodeur des Menus-Plaisirs, mort le 17 janvier 1785, qui devait probablement être de sa famille, et qui peut-être même était son frère.

2. Cet architecte, qui porta aussi le nom de *Moreau-Desproux*, n'est point un nouveau venu. Il naquit en 1727, fut admis à l'Académie d'architecture en 1762 et mourut en 1793 sur l'échafaud révolutionnaire. (Cf. les *Archives de l'Art français*, I, 422, et II, 298; Roquefort, *Dictionnaire historique et descriptif des monuments de la Ville de Paris;* Lance, p. 158; Bellier de la Chavignerie, supplém., et Bauchal, 437.)

général, controlleur et inspecteur des bâtiments de la ville, l'un des créanciers du s[r] Jean Lamothe, maréchal pourvoyeur des écuries de Sa Majesté, reçoit pouvoir des autres créanciers pour poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant leur être dues par ledit débiteur. (E, 943.)

289. — MOREL (Les), fondeurs.

1. Le 22 juin 1754. Contrat de mariage (M[e] Lescuyer) de *Pierre-Charles Morel*, fondeur de cloches au bourg de Trye-Château, près Gisors, dans le Vexin français, veuf sans enfants, et Louise-Julie Granget, fille de Jean-Maurice Granget, premier porte-verge de la paroisse Saint-Jean-en-Grève à Paris, et de Marie Simon. (E, 1063.)

2. Le 13 juillet 1770. Inventaire (M[e] Jean, notaire à Chaumont en Vexin-le-François) après le décès de *Pierre-Charles Morel*, maître fondeur à Trye-Château, à la requête de Louise-Julie Granget, sa veuve, commune en biens et tutrice de Marie-Julie, Jeanne-Marguerite, Charles-Louis-Augustin, Félix-Jean et Louis-François Morel, ses enfants mineurs, issus de son mariage avec le défunt s[r] *Pierre-Charles Morel*, et en présence de *François Morel*, maître fondeur, demeurant audit Trye, curateur de ses neveux et nièces. (E, 1063.)

290. — MOURETTE (*Pierre*), architecte.

Le 8 mars 1766. — « L'an mil sept cent soixante six, le huit du mois de mars, Jean-Baptiste Mourette, ancien maître rôtisseur, époux de Madeleine Bonnaire, âgé d'environ cinquante-neuf ans, décédé d'hier, rue des Postes, a été inhumé dans le cimetiere par nous, vicaire soussigné, en présence de *Pierre Mourette*[1], architecte, son frère, rue du Petit-

1. Né à Moussy-le-Vieux, en 1705, *Pierre Mouret*, ou *Mourette*, donna notamment le plan de l'Hôtel-Dieu de Madrid et exécuta, dans les diverses provinces en France, plusieurs travaux importants. En 1723, il avait remporté un second prix d'architecture et un troisième en 1727. (Cf. Cerf, *la Cathédrale de Reims;* Dussieux; les *Archives de l'Art français*, V, 288-9; Lance et Bauchal.) Voyez ci-dessus, au chapitre 39, n° 1, un architecte nommé *Pierre-Michel Mourette*. Serait-ce le même?... C'est assez probable.

Bourbon, paroisse Saint-Sulpice, de François-Dominique Lesné, maître en chirurgie, mêmes rue et paroisse, de François Bonnaire, officier des Invalides, son beau-frère, à la Bastille, paroisse Saint-Paul. » (Suivent les signatures.) — Registres de sépulture de la paroisse Saint-Médard. — (E, 1070.)

291. — Mousquin Dolé (*Jean-Jacques*), brodeur.

Le 11 mai 1762. Acte de notoriété (Me Mareschal) aux termes duquel *Jean-Jacques Mousquin Dolé*, brodeur du Roy, demeurant à Paris, rue de Condé, paroisse Saint-Sulpice, et Jean-Baptiste Coiffotte attestent avoir connu Claude Lambert, susnommé Roland, officier de la Reine. (E, 941.)

292. — Mozard (*Jean-Louis*), vérificateur de la marque d'or.

Le 12 décembre 1786. Inventaire (Me Étienne) des biens dépendant de la succession de Marie-Thérèze Adam, épouse de *Jean-Louis Mozard*, vérificateur de la marque d'or, et de la communauté qui avait existé entre les époux, aux termes de leur contrat de mariage, passé devant Me Venard, notaire à Paris, le 30 octobre 1766; à la requête dudit *Jean-Louis Mozard*, commun en biens et tuteur de Louis-Victor, Denis-Constant, Louis-Augustin, Jean-Honoré et Pierre-Joseph Mozard, ses cinq enfants, et aussi à la requête de *Nicolas-Charles Poullain*[1], sculpteur marbrier à Paris, comme subrogé tuteur desdits mineurs. (E, 1070.)

N

293. — Natoire (*Charles-Joseph*), peintre.

Le 8 juin 1757. Procuration passée devant Perreau, chan-

1. Le nom de ce sculpteur marbrier n'est cité ni par Jal, ni par Bellier de la Chavignerie, ni dans les *Archives de l'Art français*. Il doit, dans tous les cas, être rapproché de celui de *Charles-Laurent Poullain*, également sculpteur marbrier et vivant aussi à la fin du XVIIIe siècle, que nous avons rencontré au chapitre 5, n° 6. Il est à supposer que ces deux artistes appartenaient à la même famille.

celier du Consulat de France à Rome, par *Charles-Joseph Natoire*[1], peintre et directeur général de l'Académie royale de peinture de France, en ladite ville de Rome, à *Charles-Pierre Coustou*[2], avocat au Parlement, architecte et inspecteur ordinaire des bâtiments du Roi, pour toucher tous arrérages de rentes sur les États de Bretagne. (B, 76.)

294. — Nattier (*Jean-Marc*), peintre du Roi.

1. Le 14 août 1762. Testament olographe de *Jean-Marc Nattier*[3], peintre du Roy, ancien professeur en son Académie de peinture et sculpture, déposé à Mᵉ Trutat, notaire à Paris, par acte du 14 avril 1767, par lequel il institue ses légataires, chacune pour un tiers, ses trois filles, Mᵐᵉ Tocqué, Mᵐᵉ Brochier et Madelaine-Sophie Nattier. (E, 1072.)

2. Le 27 mai 1767. Partage (Mᵉ Trutat) des biens dépendant de la succession de défunt sʳ *Jean-Marc Nattier*, peintre du Roy, ancien professeur en son Académie de peinture et sculpture, entre Marie-Catherine Nattier, épouse de *Louis Tocqué*[4], écuyer, peintre du Roi en son Académie de peinture et sculpture, Charlotte-Claudine Nattier, épouse de François-Philippes Brochier, écuyer, chevalier de l'ordre

1. On ne saurait guère avoir la prétention de publier quelque document inédit sur *Charles-Joseph Natoire*, l'émule de *Boucher*, que les fonctions de directeur général de l'Académie de France à Rome ont mis tout à fait en évidence. Tous les dictionnaires biographiques contiennent une notice à son sujet. (Cf. plus particulièrement les *Archives de l'Art français*, Jal, Lecoy de la Marche, et enfin le long article que M. J. Guiffrey a consacré à *la Famille Natoire* dans les *Actes d'état-civil d'artistes français*.) Notre acte nous apprend seulement qu'en 1757, il était rentier des États de Bretagne.

2. Voyez ci-dessus, chapitre 85.

3. Le peintre *Jean-Marc Nattier* est bien connu dans l'histoire de l'art au xviiiᵉ siècle. Nous croyons cependant nouveaux les deux actes que nous publions ici. Mais ce que nous estimons particulièrement intéressant d'en retenir, c'est la date qu'ils assignent à la mort de notre artiste. Palissot avait écrit que *Jean-Marc Nattier*, devenu hydropique en 1762, était mort le 7 novembre 1766. Jal, reprenant Palissot, affirme, d'après l'acte qu'il a sous les yeux (*sic*), qu'il mourut le 8. Nos actes donnent raison à Palissot.

4. Le portraitiste Tocqué est avantageusement connu.

du Roy, avocat au Parlement, et Madeleine-Sophie Nattier, épouse de *Charles-Michel-Ange Challe*[1], peintre et professeur de l'Académie royale de peinture et sculpture, dessinateur de la Chambre et du Cabinet du Roy. Il est abandonné auxdits sieur et demoiselle Tocqué 145 livres de rente sur les États de Bretagne.

Sont intervenus au partage Éloy-Charles Fieffé et Pierre-Gabriel-Ambroise Lormeau, bourgeois de Paris, lesquels ont certifié que ledit s[r] *Jean-Marc Nattier* est décédé le 7 novembre 1766, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'il a laissé pour seules héritières ses trois filles susnommées. Et, pour justifier dudit décès, ils ont représenté l'acte mortuaire dudit sieur, duquel il résulte qu'il est décédé le 7 novembre 1766 et qu'il a été inhumé le lendemain, paroisse de Saint-Eustache. (E, 1072.)

295. — Neumaison (*Pierre* de), peintre, directeur des ouvrages de la Chine aux Gobelins.

1. Le 20 octobre 1733. Contrat de mariage (M[e] Foucaut) entre messire *Pierre de Neumaison*[2], chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Latran, comte palatin, porte-épée de Parement de la Couronne de Sa Majesté très chrétienne et directeur des ouvrages de la Chine pour le Roy aux Gobelins, veuf de dame Suzanne Desjardins, et dame Marie-Jeanne Lefèvre, veuve et héritière de s[r] Sébastien Tessier, directeur des Postes. (E, 1075.)

2. Le 13 juin 1752. Inventaire (M[e] Felize) après le décès de messire *Pierre de Neumaison*, chevalier de l'ordre de Saint-Jean-de-Latran, directeur de la manufacture des ouvrages de la Chine pour le Roy à l'hôtel roial des Gobelins, à la requête de Marie-Jeanne Lefebvre, sa veuve, commune en biens, de dame Anne-Ursule de Neumaison, épouse de

1. *Charles-Michel-Ange Challe,* qui remporta un premier prix en 1741, se fit un nom comme peintre d'histoire et fut en même temps un architecte et un géomètre distingué.

2. Le scellé de cet artiste, qui avait aussi le titre de peintre du Roi, a été publié par M. J. Guiffrey dans ses *Scellés d'artistes* (B, 140-142).

Charles-André Tremblin[1], peintre du Roi, et de dame Marie-Suzanne de Neumaison, épouse de messire Emmanuel-François de Bourdicant de Saint-Priez, chevalier, baron d'Auriac, enfants du défunt. (E, 1075.)

296. — Niesport (*Girard de*), imprimeur en taille-douce.

Le 4 décembre 1784. Inventaire (Me Choron) après le décès du sr *Girard de Niesport*[2], maître imprimeur en taille-douce, à la requête de Marie-Catherine Colmache, sa veuve, commune en biens; de François-Étienne de Niesport, bourgeois de Paris; *Étienne-Thomas de Niesport*, compagnon imprimeur en taille-douce; Jean Marchais, charon à Paris, époux de Marie-Edme de Niesport; *Fiacre Meyrouin*, compagnon peintre en tapisserie, époux de Marie-Élizabeth de Niesport, et Charles-François Bercy, tailleur d'habits, époux de Louise de Niesport, ses enfants. La succession comprenait 84 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1077.)

O

297. — Outrequin (*Pierre*), directeur général des projets et embellissements de Paris.

Le 17 avril 1769. Inventaire (Me Devoulges) après le décès de *Pierre Outrequin*[3], écuyer, directeur général des

1. *André Tramblin*, ancien professeur de l'Académie de Saint-Luc, n'est point un nouveau venu. De même que celui de *Pierre de Neumaison*, son beau-père, son scellé a été publié. (B, 17.)

2. L'intéressante publication les *Scellés d'artistes* (C, 200) cite le scellé de la veuve *Niesport*, imprimeur en taille-douce, de la fin de janvier 1743. Il s'agit sans doute de la mère de *Girard de Niesport*.

3. Ce prédécesseur du baron Haussmann et de M. Alphand devait être architecte et ingénieur. Cependant ni Lance ni Bauchal n'ont introduit son nom dans leurs dictionnaires. Aucun ouvrage sur Paris n'en fait d'ailleurs mention. Cette note était rédigée, lorsque nous parvint le no d'avril 1892 de la *Revue de l'Art français*, dans lequel M. J. Guiffrey a publié, sous la date du 29 janvier 1761, le *Brevet* qui nomme *Pierre Outrequin* au poste de *Directeur général des projets et*

projets et embellissements de Paris, à la requête de Marie-Louise-Victoire Le Guay, sa veuve, commune en biens, de Jean Outrequin et de Jean-Baptiste Outrequin, mineurs, ses deux enfants et héritiers. (E, 1086.)

298. — Ouvrier Delisle (*Jean-Claude*), de l'Académie royale d'écriture.

Le 31 décembre 1774. Quittance (Me Boutard) par *Jean-Claude Ouvrier Delisle*, de l'Académie royale d'écriture, grand messager de l'Université de Paris, époux de Victoire Maritet, avec quatre autres enfants héritiers de Pierre Maritet, maître chirurgien, de quatre mille livres, pour remboursement de deux cent livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 60.)

P

299. — Paillet (*Jean-Simon-Louis*), maître imprimeur en taille-douce.

Le 19 novembre 1764. Acte de notoriété (Me Desplassert) relatif à l'orthographe du nom d'un sr Pierre-Raphaël Gouin, rentier des États de Bretagne, auquel comparaissent *Jean-Simon-Louis Paillet*, maître imprimeur en taille-douce, demeurant à Paris, rue de la Pelleterie, paroisse Saint-Jacques-la-Boucherie, et Pierre Robert, imprimeur en toilles peintes, demeurant à Paris, susdite rue de la Pelleterie, paroisse Saint-Jacques-la-Boucherie. (E, 878.)

300. — Pain (*Joseph*), maître sculpteur.

1. Le 18 mars 1766. Acte de notoriété (Me Dumoulin) duquel il résulte que Marie-Anne Lequin, veuve de Jacques-François Martin, bourgeois de Paris, est décédée à Paris le 25 février 1766, et qu'elle n'a laissé pour héritière que Madelaine Lequin, sa sœur, veuve de *Joseph Pain*, maître sculpteur à Paris. (E, 1029.)

plans pour la décoration et commodité de la Ville de Paris. Notre acte, dans lequel il est qualifié d'*écuyer*, nous montre qu'il ne resta pas longtemps en possession de cette charge, puisque, le 17 avril 1769, on dressait l'inventaire des biens qu'il laissait après son décès.

2. Le 7 février 1767. Acte (Me Fourcault de Pavant) par lequel divers cèdent à demoiselle Madeleine Lequin, veuve de *Joseph Pain*, maître sculpteur à Paris, la propriété de 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1087.)

301. — PARIS (*Jacques-François* DE), modeleur à la manufacture de porcelaines de Sèvres.

1. Le 12 avril 1764. Acte du bailli de Versailles, par lequel le sr *Jacques-François de Paris*[1], modeleur à la manufacture de porcelaines de Sèvres, est nommé tuteur de Marie-Rosalie et de Marie-Angélique, ses deux filles mineures, issues de son mariage avec Marie-Denise-Charlotte Fontaine. (E, 1090.)

2. Le 20 mai 1764. Acte (Me Vienot, notaire à Vincennes) par lequel *Jacques-François de Paris*, modeleur en la manufacture royalle de porcelaines de Sèvres, transporte à Joachim-Pierre Duteil, vitrier à Vincennes, et Marie-Geneviève Lacauve, sa femme, veuve en premières noces de *Pierre Fontaine*[2], menuisier du Roy au château de Vincennes, pour Jeanne-Henriette Fontaine, sa fille mineure, 175 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 836.)

3. Le 31 décembre 1784. Quittance (Me Picquais) par *Jacques-François de Paris*, modeleur à la manufacture de porcelaines de Sèvres, Marie-Rosalie de Paris, fille majeure, demeurant tous deux à Sèvres, et Marie-Angélique de Paris, majeure, femme de *Alexandre-Marie Redon*[3], doreur sur métaux, rue aux Fèves, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis à Paris, de huit mille cinq cent livres, pour remboursement de 425 livres de rente sur les États de Bretagne, sur 600 livres de pareille rente appartenant audit sr *Jacques-François de Paris*, par contrat passé devant Me Dutartre, le 5 février

1. Le nom d'un simple modeleur à la Manufacture royale de Sèvres n'évoque pas sans doute l'idée d'un artiste bien considérable. Il peut cependant venir à point à ceux qui s'occupent de l'histoire de ce célèbre établissement.

2. Il mourut à Vincennes, paroisse Notre-Dame, le 28 juin 1760. (E, 836.)

3. Voyez chapitre 337.

1762, et aux demoiselles Marie-Rosalie de Paris et Marie-Angélique de Paris, épouse d'*Alexandre-Marie Redon*, comme héritières de Marie-Denise-Charlotte Fontaine, femme de *Jacques-François de Paris*, leur mère. (B, 69.)

302. — Parisot (*Jacques-Philippe*), sculpteur.

1. Le 12 juin 1765. Pouvoir (Me Mouette) par *Jacques-Philippe Parisot*[1], sculpteur, demeurant à Paris, cul-de-sac du Cocq, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, à Jean Gerard, bourgeois de Paris, de recevoir les arrérages de 500 livres de rente sur les aydes et gabelles. (E, 1091.)

2. Le 10 février 1781. Testament olographe, fait à Épinal, par *Jacques-Philippe Parisot*, maître sculpteur. (E, 1091.)

303. — Passinge (Les), maîtres peintres et doreurs.

Le 20 mars 1778. Quittance (Me Arnoult) par Françoise Redouté, fille majeure, rue des Barres, paroisse Saint-Gervais, à Paris; Marie-Madeleine Redouté, veuve de *Claude-Simon Baillet*, maître peintre, rue de la Mort-Méric, paroisse Saint-Jean-en-Grève; Marie-Élizabeth Redouté, fille majeure, demeurant en la maison des dames hospitalières de Saint-Mandé, près Vincennes; *Augustin-André Passinge*, maître peintre et doreur à Paris, y demeurant rue Saint-Antoine, paroisse Saint-Gervais; *Jean-Baptiste-Denis Passinge*, peintre et doreur à Paris, y demeurant rue Neuve-Saint-Laurent, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs; *Nicolas Chevrier*, peintre à Paris, et Jeanne-Élizabeth Passinge, demeurant à Paris, rue Guillemine, paroisse Saint-Sulpice, et *André-François Passinge*, maître peintre, rue Neuve-Saint-Laurent, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, tuteur de

1. Cet artiste, qui comparaît au procès-verbal des scellés apposés après le décès du sculpteur *Edme Bouchardon* (*Scellés d'artistes*, B, 311), est dit « attaché depuis nombre d'années audit deffunt. » M. J. Guiffrey, dans une note, constate qu'il est resté complètement inconnu. Nos actes définissent plus entièrement sa personnalité. Ajoutons que le dossier qui nous la fournit nous apprend encore qu'il mourut à Épinal, le 15 mars 1785.

Jacques Le Duc, marchand papetier, et demoiselle Marie-Françoise Passinge, son épouse, de Louis-Fleury Sibert, mineur, fils de *Antoine-Fleury Sibert*, marchand éventailliste, et de deffunte Françoise Passinge, son épouse, de Charles-Marie, André-François, Jacques-Marie, Jean-Gabriel, Augustin-Antoine et demoiselle Denize-Élizabeth Passinge, ses enfants mineurs, et de deffunte demoiselle Denize-Élizabeth Redouté, de six mille cinq cents livres, pour remboursement de 325 livres de rente sur les États de Bretagne, leur appartenant indivisément. (B, 64.)

304. — Payen (*Jacques-Antoine*), architecte expert juré.

Le 27 mai 1773. Quittance (Me Poultier) par *Jacques-Antoine Payen*[1], architecte expert juré à Paris, et autres, de divers remboursements de rente sur les États de Bretagne. (B, 58.)

305. — Pelot (*Pierre*), maître graveur.

Le 9 juin 1752. Inventaire (Me Delau) après le décès de messire François-Marie Nichault, avocat au Parlement, à la requête de Marie-Geneviève Doutreleau, sa veuve, commune en biens et tutrice de ses quatre enfants mineurs, en présence de *Pierre Pelot*[2], maître graveur à Paris, subrogé-tuteur desdits mineurs. (E, 1076.)

306. — Perducat (*Michel-Martin*), orfèvre.

1. Le 30 juillet 1765. Acte (Me Gibert) par lequel *Michel-Martin Perducat*, marchand orphevre à Paris, y demeurant quay Pelletier, paroisse Saint-Gervais, a reconnu n'avoir rien à prétendre dans une rente sur les États de Bretagne,

1. Architecte inconnu à Lance. Bauchal le cite à la date 1770-71, d'après les Archives de Seine-et-Marne.

2. Le nom de ce maître graveur ne figure ni au *Dictionnaire* de Basan, ni au *Manuel* de Ch. Le Blanc, ni enfin dans les récentes publications sur les graveurs en taille-douce ou à l'eau-forte au xviiie siècle. Il se bornait sans doute à graver des médailles ou des armoiries sur la vaisselle plate. Peut-être aussi n'était-ce qu'un graveur sur pierre...

montant à 84 livres, laquelle appartient à Pierre Saint-Aubin, bourgeois de Paris. (E, 1204.)

2. Le 1er février 1783. A été inhumé le corps de *Michel-Martin Perducat*, ancien maître orfèvre, décédé d'hier. — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Gervais. — (E, 1105.)

3. Le 11 février 1783. Acte de notoriété (Me Boursier), duquel il appert que *Michel-Martin Perducat*, marchand orfèvre à Paris, y est décédé le 31 janvier 1783, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'il laisse pour seules héritières ses deux nièces, Marie-Madelaine et Marie-Jeanne-Barbe Perducat. De la succession dépendent 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1105.)

307. — Perrard (Les), architectes et entrepreneurs des bâtiments du Roi.

Le 12 février 1762. Inventaire (Me de Rouvroy, notaire à Saint-Germain-en-Laye) après le décès de *Pierre Perrard*[1], maître couvreur à Paris et entrepreneur des bâtiments du Roy au département de Saint-Germain-en-Laye, y décédé, hôtel de Montausier, rue du Vieil-Abreuvoir, le 27 janvier 1762, à la requête de *Nicolas-Antoine Perrard*, architecte juré expert à Paris, y demeurant rue des Moulins-Ballet, paroisse Saint-Roch, exécuteur du testament olographe du deffunt son frère, en date du 25 décembre 1761; de Jean-Baptiste Perrard, docteur en théologie de la faculté de Paris, également frère du défunt, et de divers neveux, au nombre desquels se trouve *Pierre de Beaujeu*[2], entrepreneur des

1. Lance et Bauchal, dans leurs intéressants *Dictionnaires des architectes*, citent bien le nom d'un *Perrard-Montreuil*, élève de *Louis Moreau* et de *Boulée*, qui fut architecte du comte d'Artois. Il paraît difficile d'identifier cet artiste soit à *Pierre Perrard*, soit à *Nicolas-Antoine Perrard*, dont notre inventaire nous fournit les noms. Tout ce que l'on peut dire, c'est que tous ces *Perrard* devaient appartenir à une seule et même famille d'architectes parisiens.

2. Les maîtres d'œuvre du nom de *Beaujeu* ne manquent point du XIVe au XVIe siècle. Il y en eut dans toutes les provinces (cf. Lance, Bauchal, Maignien, *les Artistes grenoblois*, etc...); mais on ne trouve

bâtiments du Roi au département de Saint-Germain-en-Laye. (E, 1108.)

308. — Perrint (*Léonard*), entrepreneur de bâtiments du Roi.

Le 29 octobre 1762. Procuration (Me Bontemps) par *Léonard Perrint*, entrepreneur des bâtiments du Roi à Compiègne, à Lecrepe, marchand traiteur à Paris, pour obtenir le remboursement de 200 livres de rente, au capital de quatre mille livres, sur les États de Bretagne. (B, 76.)

309. — Perrot (*Bernard*), sieur de Beauvoir, gentilhomme verrier émailleur.

Le 28 juin 1702. Constitution (Me Cuillerier) de 111 livres de rente sur les États de Bretagne, au profit de *Bernard Perrot*[1], escuyer, sieur de Beauvoir, maistre de la manufacture et verrerie d'Orléans, y demeurant habituellement et alors logé à Paris, rue Saint-Denis. (B, 4.)

310. — Peters (*Jean-Antoine* de), peintre.

Le 7 septembre 1780. Inventaire (Me Bontemps) après le décès de Marie Coquart Chery, veuve de messire Jean Gouel

point cité dans ces ouvrages le nom de notre *Pierre de Beaujeu*, entrepreneur des bâtiments du Roi en 1762.

1. M. H. Herluison a consacré à ce gentilhomme verrier deux articles dans ses *Artistes orléanais* (p. 44 et 106). C'est à *Bernard Perrot* que l'on serait, paraît-il, redevable de la découverte de la manière de couler les glaces de grandes dimensions. Voyez aussi dans les *Nouvelles Archives de l'Art français* (1880-81, p. 364-371) la « Confirmation de l'establissement de la verrerie d'Orléans en faveur « de *Bernard Perrot*, » en date du 28 février 1672, et le « Privilège « pour couler les cristaux en tables creuses et y représenter des « figures en faveur du sr *Perrot*, maître de la verrerie d'Orléans, » en date du 25 septembre 1688. Cet industriel avait étendu sa curiosité à bien d'autres objets très différents. En effet, dans l'article des *Nouvelles Archives*, M. Guiffrey cite des lettres patentes imprimées de 1666, permettant au « sr *Perrot*, gentilhomme *italien*, verrier de pro« fession, de faire la manufacture, vente et débit d'un feu de terre « en boules qui brûle sans fumée ni mauvaise odeur, fort utile au « public. » 12 pages in-4°.

de Villebrune, avocat en Parlement, à la requête de *Jean-Antoine de Peters*[1], écuyer, peintre de Sa Majesté le Roi de Danemark, et demoiselle Élizabeth-Marie Gouel de Villebrune, son épouse, et Marie-Anne Gouel de Villebrune, fille majeure, enfants de la défunte. (E, 881.)

311. — Petit (*Nicolas*), maître menuisier ébéniste.

Le 13 janvier 1780. Quittance (Me Hamel) par *Nicolas Petit*, maître menuisier ébéniste, rue du Faubourg-Saint-Antoine, paroisse Sainte-Marguerite, de trois mille livres, pour remboursement de 150 livres de rente sur les États de Bretagne, appartenant à Pierre et Claude-Ursule Jacob, enfants mineurs, dont il est le tuteur. (B, 66.)

312. — Peuvrier (*Charles*), maître orfèvre.

1. Le 21 mars 1743. Constitution (Me Meunier) de 700 livres de rente sur les États de Bretagne, au profit de Antoinette de Roxas, veuve de messire Claude Hernandez, chevalier, pour l'usufruit, et de demoiselle Françoise-Angélique Thiard, épouse de *Charles Peuvrier*, maître orfèvre, rue des Bernardins, paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, et de Claude-Charles Thiard, maître bijoutier, rue des Arcis, paroisse Saint-Méry, conjointement pour la propriété. (B, 42.)

2. Le 17 juin 1743. Transport (Me Meunier) par messire Claude de Thiard, chevalier de Bissy, grand-croix de l'ordre de Malthe, commandeur de Toul, capitaine d'une des galères de Sa Majesté, demeurant à Paris, rue de Vaugirard, paroisse Saint-Sulpice, à Françoise-Angélique de Thiard, femme de sr *Charles de Peuvrier* (*sic*), marchand orphevre à Paris, de 500 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1114.)

1. Cet artiste n'est point un nouveau venu. Cependant, Bellier de la Chavignerie, qui lui consacre un assez long article (II, 247), paraît avoir ignoré qu'il ait été peintre du roi de Danemark. Dussieux l'ignorait sans doute aussi, puisqu'il ne cite point son nom dans ses *Artistes à l'étranger*.

313. — Peytouraud (*Michel*), entrepreneur de bâtiments.

Le 1er janvier 1787. Quittance (Me Lefebvre) par *Michel Peytouraud*, entrepreneur de bâtiments, rue Cassette, paroisse Saint-Sulpice à Paris, de sept mille huit cent soixante quatre livres un sol trois deniers, pour remboursement de 393 livres 4 sols de rente à prendre sur 750 livres de rente à son nom sur les États de Bretagne. (E, 71.)

314. — Picault (*Louis-François*), ingénieur.

Le 21 juillet 1775. Acte (Me Bernard) contenant partage des rentes perpétuelles dépendant de la succession de Marie Picault, à son décès veuve de Jean-François Bermen, écuyer, sieur des Barils, entre M. *Louis-François Picault*[1], ingénieur pour le Roy des ponts et chaussées et ports maritimes en chef, en Navarre, Béarn et généralité d'Auch; *Robert Picault*[2], artiste et pensionnaire du Roy; Marie-Françoise Picault, épouse du sieur *Gaspard Dupuis*, peintre, les trois, seuls héritiers de la défunte, leur sœur. Il est attribué audit *Louis-François Picault* 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 652.)

315. — Pierre (*Jean-Baptiste-Marie*), peintre.

Le 28 octobre 1772. Sentence rendue au Châtelet de Paris, homologative de l'avis de parents et amis de demoiselle Jeanne-Sophie Pierre, mineure, par laquelle *Jean-Baptiste-Marie Pierre*[3], écuyer, chevalier de l'ordre du Roy, peintre ordinaire de Sa Majesté, premier peintre de Monseigneur le duc d'Orléans, a été nommé tuteur de lad. demoiselle Pierre, à l'effet de régir et gouverner ses personne et biens. (Arch. dép. de la Loire-Inférieure. Emprunts, 84.)

1. Lance n'enregistre point le nom de *Louis-François Picault*; Bauchal le cite d'après l'*Histoire d'Auch* de Lafforge, mais ignore ses prénoms. D'après ces auteurs, notre ingénieur serait resté en fonctions de 1761 à 1789.

2. *Robert Picault* devait être un peintre; mais son nom ne figure dans aucun recueil consacré aux artistes. Pour le nom de sa femme, voyez plus haut, chapitre 89, au nom *Daniel*.

3. *Jean-Baptiste-Marie Pierre* fut grand prix de Rome en 1734.

316. — Pierrepont (*Jean-Baptiste* de), de l'Académie royale de musique.

Le 12 mai 1762. Inventaire (Me Demay) après le décès de *Jean-Baptiste de Pierrepont*, cy-devant de l'Académie royalle de musique, à la requête de Marie-Claude Santigny, sa veuve, commune en biens, de Louise de Pierrepont, fille majeure, et de demoiselle Marie-Gabrielle Caplaire, sa première femme. (E, 1120.)

317. — Pierron (*Gérard-Claude*), imprimeur.

Le 31 décembre 1771. Quittance (Me Mathon) par *Gérard-Claude Pierron*, cy-devant imprimeur à Paris et actuellement mesureur de grains, et dame Marie-Hélène Miané, son épouse, de deux mille livres, pour remboursement de 100 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 57.)

318. — Pineau (*Nicolas*), sculpteur des bâtiments du Roi.

Le 17 février 1756. Acte de justice par lequel Marine-Esther Pineau, femme séparée de Marie-Jacques Maulnory, l'un des vingt-quatre violons de la chambre de musique du Roi, est autorisée à la poursuite de ses droits et actions et à l'effet de renoncer à la succession de feu *Nicolas Pineau*[1], son père, sculpteur des bâtiments du Roi, décédé à Paris, le 24 avril 1754. (E, 1123.)

319. — Piot (*Charles-Pierre*), maître relieur.

1. Le 20 mai 1760. Acte de notoriété (Me Bellanger), aux termes duquel *Charles-Nicolas de Montmartre*, dit *Le Roy*[2], relieur à Paris, et *Jacques Racinaux*, compagnon

1. Le sculpteur *Nicolas Pineau*, ou *Pinault* (car ces deux formes s'emploient couramment l'une pour l'autre), est un nouveau venu. Cependant notre artiste ne serait-il point ce *Nicolas Pinault* qui signe, le 9 juillet 1694, à l'acte de sépulture du sculpteur *Jean-Baptiste Pinault*, son père? (Cf. Herluison, 352-3, et E. Piot, 101.) Ce n'est qu'une conjecture, mais peut-être suffirait-il de quelques recherches habilement conduites pour la changer en certitude.

2. Les relieurs *Charles-Nicolas de Montmartre*, dit *Le Roy*,

relieur, certifient connaître le s[r] *Charles-Pierre Piot*, maître relieur, et que c'est par erreur si, dans l'inventaire et le partage faits après le décès du s[r] *Louis-Jacques Hochereau*[1], son beau-père, il a été désigné sous le seul prénom de *Pierre*, au lieu de *Charles-Pierre*, qui sont ses véritables noms de baptême, ainsi qu'il appert de son acte de baptême dont extrait est ci-après :

« L'an mil sept cent vingt quatre, le mardy, huitième jour du mois d'aoust, fut baptisé *Charles-Pierre*, fils de *Charles-Henry Piot*, relieur, et Antoinette Huée, sa femme, née le samedy précédent, rue des Amandiers; le parain, *Pierre-Louis Laferté*[2], relieur; la maraine, Marie-Anne Didot, femme de Jean-Lucas Noyon, maître libraire, lesquels ont signé à l'original. » — Registres de baptêmes de la paroisse Saint-Étienne-du-Mont. — (E, 914.)

2. Le 26 février 1766. Acte de notoriété (M[e] Miller), aux termes duquel *François Laferté*[3], maître relieur doreur de livres à Paris, rue des Carmes, paroisse Saint-Hilaire, et *Charles-Louis Jazet*, compagnon relieur, attestent avoir connu Marie-Thérèze Hochereau, décédée à l'Hôtel-Dieu, femme de *Charles-Pierre Piot*, maître relieur, le 2 décembre de l'année précédente, qu'après son décès il n'a pas été dressé

Charles-Pierre Piot, *Charles-Henry Piot*, ainsi que les compagnons relieurs *Jacques Racinaux* et *Charles-Louis Jazet*, si tant est que ces deux derniers soient parvenus à la maîtrise, n'ont pas beaucoup marqué sans doute dans l'art cher aux bibliophiles. Leurs noms sont oubliés aujourd'hui.

1. Voyez chapitre 192.

2. Nous trouvons un *Pierre-Louis Laferté* parmi les maîtres relieurs et doreurs de la confrérie de Saint-Jean-l'Évangéliste en 1718. C'est sans doute le père de notre relieur. Quant au *Pierre-Louis Laferté*, dont nous relevons le nom parmi les relieurs de la maison du Roi de 1766 à 1779 (cf. *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1872, 87), ce ne peut être que le nôtre. Et c'est sans doute lui encore qui fut, en 1758, l'un des quatre jurés de sa corporation; mais l'absence de prénom ne nous permet pas de décider.

3. Dans son curieux *Livre des collectionneurs*, M. Maze-Sencier signale (p. 360) un relieur du nom de *Laferté* (sans prénom indiqué), « chargé de l'entretien de la bibliothèque du duc de la Vallière. » Est-ce *Pierre-Louis* ou *François*? On ne sait que répondre.

d'inventaire et qu'elle a laissé pour seul héritier *Jacques-Louis Hochereau* [1], maître relieur, son frère. (E, 853.)

320. — Pluyette (*Hubert*), architecte du Roi, contrôleur des bâtiments du Roi.

Le 8 février 1769. Inventaire (Me Angot) après le décès de M. *Hubert Pluyette* [2], architecte du Roy, contrôleur de Sa Majesté à Versailles, à la requête de Marie-Anne Pluyette, femme de Pierre Chesnon de Champmorin, conseiller du Roi, receveur des tailles de l'élection de Mortagne, seule héritière du sr *Pluyette*, son père. De la succession dépendait entre autres choses une rente de 299 livres 10 sols sur les États de Bretagne. (E, 1131.)

321. — Pochard (*Claude*), arquebusier du Roi.

Le 14 octobre 1777. Mariage à Paris, paroisse Saint-Sauveur, de *Claude Pochard*, arquebusier du Roy, à Paris,

1. Voyez chapitre 192.

2. *Hubert Pluyette* est connu. Leroy cite son nom dans son ouvrage sur les *Rues de Versailles;* Lance et Bauchal lui ont consacré des articles suffisamment étendus, et M. le comte de Grouchy, à qui les travailleurs sont redevables de si précieuses découvertes dans les minutes des anciens notaires de Paris, vient de publier son acte de mariage (*Revue de l'Art français*, 1891, 94). Voilà que nous donnons aujourd'hui un extrait de l'inventaire dressé après son décès. Cet acte, étant du 8 février 1769, donne approximativement la date de la mort de *Pluyette :* il dut mourir dans le commencement de cette année 1769. Cette date avait été donnée déjà par M. L. Dussieux dans son travail sur l'*Académie de peinture et de sculpture*, publié aux *Archives de l'Art français* (1851-52, t. I, p. 422). Comment se fait-il donc que Lance et Bauchal, qui ont publié leurs dictionnaires vingt ans et plus après le tome Ier des *Archives de l'Art français* (Lance, 1872; Bauchal, 1887), attribuent encore à cet architecte le grand réservoir de la butte de Picardie, qui date de 1785? Et, le plus piquant, c'est que Bauchal, faisant vivre *Pluyette* en 1785, renvoie *bravement* au susdit volume des *Archives*, dans lequel on annonce qu'il ne vivait plus en 1769! Si le grand réservoir de la butte de Picardie est l'œuvre d'un *Pluyette*, il faut donc de toute nécessité admettre qu'il y eut, à la fin du xviiie siècle, un autre architecte portant ce nom. Pas d'autre solution possible.

avec Marie-Esther Debey[1], fille de *Louis-François Debey*[2], architecte. (E, 769.)

322. — POILLEVERT (*Jean-Louis*), architecte.

Le 4 octobre 1765. Inventaire (Me Clos) après le décès de *Jean-Louis Poillevert*[3], architecte, cy-devant inspecteur des bâtiments du Roy et controlleur des bâtiments de S. A. S. monseigneur le prince de Condé, fils de *Louis Poillevert*, peintre et doreur du Roi, décès arrivé le 25 septembre 1765, à la requête de dame Catherine Verberckt, veuve dudit sr *Poillevert*, commune en biens, et comme tutrice de Marie-Louise, Louis-Jules, Nicolas, Louis-Claude-Marie et Jean-Baptiste-Silvestre Poillevert, ses cinq enfants mineurs, et en présence de *Jacques Verberckt*[4], sculpteur du Roy, subrogé-tuteur des cinq enfants mineurs ci-dessus nommés. (E, 1132.)

323. — POILLY (*Nicolas-Jean-Baptiste* de), graveur.

1. Le 1er septembre 1747. Acte de notoriété (Me Regnault) par lequel *Jacques Vincent*, imprimeur libraire à Paris, Jean-François Dansus, prêtre, et Étienne-Edme Boudot, procureur au Châtelet de Paris, attestent que Nicolas de Poilly[5], officier juré mouleur sur bois à Paris, est décédé le 12 août 1747, paroisse Saint-Étienne-du-Mont, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il a laissé

1. Elle était née à Paris le 13 janvier 1757. (E, 769.)

2. Voyez chapitre 93.

3. *Jean-Louis Poillevert* ou *Poilvert*, qui fut architecte des bâtiments du Roi, est connu (cf. les *Scellés d'artistes*, C, 14). Y aurait-il, par hasard, identité entre ce *Poilvert* et un certain architecte nommé *Pollevert*, qui, en 1736, remporta le grand prix d'architecture sur le projet d'une maison de campagne?... La chose est bien possible (cf. Lance, Bauchal et Bellier de la Chavignerie, *Suppl.*). Voyez le chapitre 377.

4. Voyez spécialement sur cet artiste le chapitre 377.

5. Nicolas de Poilly, deuxième du nom, fils de *Nicolas Ier*, naquit le 28 juin 1675 et mourut le 12 août 1747, paroisse Saint-Benoît, écrit Jal, p. 980, 2e colonne, et paroisse Saint-Étienne-du-Mont, suivant notre acte de notoriété. Au reste, sa profession n'avait aucun rapport avec l'art, un officier mouleur sur bois n'étant, en somme, qu'un toiseur de bois à brûler et même un simple marchand de bois.

pour seuls et uniques héritiers *Nicolas-Jean-Baptiste de Poilly*[1], graveur à Paris, et Louis de Poilly, bourgeois de Paris, ses deux neveux, chacun pour moitié. (E, 1132.)

2. Le 21 juin 1748. Partage (Me Vivien) des biens de ladite succession, aux termes duquel il est attribué audit *Nicolas-Jean-Baptiste de Poilly* 150 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1132.)

3. Le 13 mars 1766. Quittance (Me Miller) par *Nicolas-Jean-Baptiste de Poilly*, graveur, demeurant à Paris, rue Saint-Jacques, paroisse Saint-Séverin, de trois mille livres, pour remboursement d'une rente de 150 livres sur les États de Bretagne. (B, 52.)

324. — Policar (*Claude*), maître graveur.

Le 4 janvier 1787. Quittance (Me Dupré) par *Claude Policar*[2], maître graveur à Paris, rue Saint-Honoré, paroisse Saint-Roch, de deux mille quatre cents livres, pour remboursement de 120 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 71.)

325. — Pollet (Les), orfèvres.

Le 15 mai 1767. Transport (Me Bellanger) par *Jacques-Paul Pollet*, marchand orphevre à Paris, aux Incurables, rue de Sève, faubourg Saint-Germain, paroisse Saint-Sulpice, demoiselle Marie-Charlotte Pollet et Marie-Anne Pollet, filles majeures, à Anthoinette Prudhomme, également fille majeure, de 50 livres de rente sur les États de Bretagne, provenant auxdits sieur et demoiselles Pollet, frère

1. *Nicolas-Jean-Baptiste de Poilly*, dessinateur et graveur au burin, fils de *Jean*, graveur du Roi, membre de l'Académie de peinture et sculpture, naquit à Paris en 1712. On ignore la date de sa mort, mais notre acte n° 3 établit qu'il vivait encore en 1766. (Cf. Basan, II, 390; Fuessli, II, 1125; Huber et Rost, VII, 216; Bryan, 586; Nagler, XI, 452; Andresen, II, 313; Ch. Le Blanc, III, 225, etc...)

2. Le nom de *Claude Policar* ne figure dans aucun des ouvrages consacrés aux graveurs au burin ou à l'eau-forte. S'est-il même jamais avisé de graver une estampe, une vignette ou un portrait? Ce n'est point certain. Et peut-être n'était-ce qu'un graveur industriel, comme on dirait aujourd'hui.

et sœurs, de la succession du s[r] *Jacques Pollet*, marchand orphevre, leur père.

Parmi les titres remis à la cessionnaire se trouve l'original de l'extrait mortuaire dudit s[r] *Jacques Pollet*, en date du 5 octobre 1765, tiré des registres de la paroisse de Saint-Germain-le-Vieux, à Paris. (E, 1146.)

326. — Pothenot (Les), architectes.

Le 23 mai 1765. Inventaire (M[e] Baron) après le décès de *Gabriel Pothenot*, architecte juré expert à Paris, à la requête de Marie-Madeleine Robillard, sa veuve, commune en biens, de *Nicolas Pothenot*, architecte à Paris, de *Jean-Joseph Richard*, entrepreneur de bâtiments à Paris, et demoiselle Marie-Madeleine Pothenot, son épouse, et de Henry-Jean Lature Moselle, lieutenant de robe courte, et Marie-Gabrielle Pothenot, son épouse, ses enfants. (E, 1138.)

327. — Pougin (*Adrien-Jean*), peintre de l'Académie de Saint-Luc.

Le 12 mai 1767. Inventaire (M[e] Peigné, notaire à Orléans) après le décès de *Adrien-Jean Pougin*[1], fils de Jean-Baptiste Pougin, bourgeois de Paris, et de Marie-Anne Lepage, ledit *Adrien-Jean Pougin*, peintre de l'Académie de Saint-Luc, à la requête de demoiselle Marie-Françoise Pougin, femme de Jean Douaud, sa sœur.

De la succession dépendait, entre autres choses, 400 livres de rente, au principal de huit cents livres, sur les États de Bretagne. (E, 1140.)

328. — Prevot (*Charles*), peintre du Roy.

Le 29 juin 1751. Procuration (M[e] Ducro, notaire à Versailles) par Jean-Jacques Lesparat, diacre du diocèse de Paris, Jeanne-Françoise Lesparat, fille majeure, et s[r] *Charles Prevot*, peintre du Roy, au nom et comme curateur aux causes

1. Cet artiste était-il, par hasard, de la famille du peintre *Claude Pougin de Saint-Aubin*? On ne peut que poser la question. Mais le minutier du notaire Peigné à Orléans pourrait peut-être lui donner une solution.

et actions de Jean-François Lesparat, mineur émancipé d'âge, à Jean-Louis Lesparat, pour recueillir la succession de Pierre-Paul Meignan, ancien officier de marine. (E, 1017.)

329. — PREVOT (*Louis-Claude*), maître orfèvre.

Le 13 mars 1768. Acte de notoriété (Me Dupré), aux termes duquel *Louis-Claude Prevot*, maître orfèvre à Paris, rue Pirouette, paroisse Saint-Eustache, et *François Renard*, aussi maître orfèvre, mêmes rue et paroisse, certifient avoir connu Barbe Guy, religieuse de l'abbaye royale de Sainte-Perine de Chaillot. (E, 901.)

330. — PRIN (*Albert-Alexis*), maître peintre et professeur de l'Académie de Saint-Luc.

Le 5 janvier 1770. Quittance (Me Jourdain) par demoiselle Marie-Marguerite Prud'homme, veuve de sr *Albert-Alexis Prin*, maître peintre et professeur de l'Académie de Saint-Luc, demeurant cimetière Saint-Jean, paroisse Saint-Gervais, de la somme de six mille livres, pour remboursement de 300 livres de rente sur les États de Bretagne, constituée au profit du sr *Jean-François Prud'homme*, maître peintre et doreur à Paris, suivant contrat passé devant Me Jourdain, le 30 juin 1759. (B, 56.)

331. — PRUNEAU (*Jean-Baptiste-Alexandre*), architecte.

Le 27 mai 1786. Inventaire (Me Margautin) après le décès de Pierre-Louis Pruneau, vérificateur au Bureau des voitures de la cour, décédé le 22 mai 1786, à la requête de Marie-Anne Desnouelles, sa veuve, commune en biens, et de *Jean-Baptiste-Alexandre Pruneau*, architecte et entrepreneur de bâtiments, en présence de Me Lesueur, l'un des substituts du procureur du Roy, en l'absence de Pierre-Louis Pruneau, majeur, absent depuis longues années, lesdits *Jean-Baptiste-Alexandre* et Pierre-Louis Pruneau, seuls héritiers du défunt, leur père. (E, 1146.)

Q

332. — Quillebé (*Charles-François*), maître graveur.

Le 18 février 1760. Acte de notoriété (Me Vanin), duquel il résulte que *Charles-François Quillebé*, maître graveur, est décédé à Paris, le 30 janvier 1763, paroisse Sainte-Marguerite, laissant sa veuve, Françoise Fondeur, commune en biens, et pour seules héritières ses quatre filles, Marguerite-Esther, Radegonde-Marie, Marie-Charlotte et Marie-Geneviève. (E, 1151.)

R

333. — Rabot (*Louis*), maître graveur.

Le 13 décembre 1761. Testament (Me Moüette) de Marguerite-Laurence Herbelot, veuve de *Louis Rabot*, maître graveur à Paris. (E, 1152.)

334. — Ranc (*Jean*), peintre du Roi d'Espagne.

Le 13 janvier 1753. Quittance (Me Raince) au trésorier général des États de Bretagne, par Hyacinthe-Joseph, Antoine-Jean-Baptiste-Claude et Antonia Ranc, en présence de dame Élizabeth-Marguerite Rigaud, veuve de sr *Jean Ranc*[1], peintre du Roy d'Espagne, leur mère, demeurant à Paris, rue Gist-le-Cœur, paroisse Saint-André-des-Arcs, de la somme de huit mille livres, pour le remboursement de 400 livres de rente, constituée sur lesdits États au profit de ladite dame veuve Ranc, légataire universelle de l'usufruit des biens de deffunt *Hyacinthe Rigaud*[2], son oncle, citoyen noble de la ville de Perpignan, peintre ordinaire du Roy, recteur et ancien directeur de l'Académie de peinture et sculp-

1. Le peintre de portrait *Jean Ranc* est suffisamment connu : il est inutile d'entrer dans de longs détails à son sujet. (Cf. Dargenville, *Abrégé de la Vie des peintres;* Mariette, *Abecedario; Archives de l'Art français;* Jal; Bellier de la Chavignerie; Siret, Dussieux, etc...)

2. Il serait puéril de renvoyer le lecteur aux auteurs qui ont traité de la vie et des ouvrages du célèbre peintre *Hyacinthe Rigaud*, une des gloires de notre école française. Notre acte nous apprend qu'il avait quelques rentes sur les États de Bretagne.

ture, chevalier de l'ordre royal de Saint-Michel, et au profit desdits s[rs] et demoiselle Ranc. Il est déclaré que ladite somme de huit mille livres provient de la succession dudit s[r] *Hyacinthe Rigaud*. (B, 40.)

335. — RAVOISIÉ[1] (Les), fourbisseurs ordinaires du Roi.

Le 17 février 1762. Inventaire (M[e] Desmeure) après le décès de Catherine Hémon, veuve du s[r] *Louis Ravoisié*, fourbisseur ordinaire du Roy et marchand fourbisseur à Paris, à la requête de m[re] Anne-Louis Merlier, prêtre licentié en théologie de la Faculté de Paris, de la maison et société royale de Navarre, et vicaire de l'église paroissialle de Saint-Pierre-des-Arcis, comme exécuteur du testament de la défunte, testament olographe déposé à M[e] Peron, notaire à Paris, en date du 13 février 1762; de *Guillaume-Louis Ravoisié*, aussy fourbisseur ordinaire du Roy et marchand fourbisseur à Paris; de *Edme-Jean Pechinat*, marchand fourbisseur à Paris, époux de Catherine Ravoisié; de Anne Ravoisié, fille majeure; de Marie-Geneviève Ravoisié, également fille majeure, et de *Nicolas-François Gounod*[2], fourbisseur du Roy, époux de Élizabeth-Ambroise Ravoisié.

De la succession il dépendait 50 livres de rente sur les États de Bretagne, attribuées aux demoiselles Anne et Marie-Geneviève Ravoisié. (E, 1159.)

1. « *Ravoisié*, fourbisseur du Roy, a longtemps travaillé pour Louis XV et pour Louis XVI. Son nom revient souvent dans les Comptes des Menus-plaisirs, de 1753 à 1785, » écrit M. Maze-Sencier, dans son *Livre des collectionneurs*, p. 704. La fréquence de ce nom sur les Comptes des Menus-plaisirs pendant une aussi longue période s'explique aisément par l'acte que nous publions ici : il y eut, en effet, deux *Ravoisié*, le père et le fils, fourbisseurs du Roi l'un et l'autre, et tous les deux également habiles en leur art.

2. Ce fourbisseur du Roi nous est connu par un « Brevet de survivance d'un logement aux galeries du Louvre en faveur de *Nicolas-François Gounod*, fils cadet d'*Antoine Gounod*, fourbisseur ordinaire du Roi en place de son père. » Ledit brevet, daté du 10 juillet 1751, a été publié par M. J.-J. Guiffrey aux *Nouvelles Archives de l'Art français* (1873, 92). Il est intéressant de voir ce fourbisseur du Roi, fils d'un maître fourbisseur lui-même, allié aux *Ravoisié*, fourbisseurs également de père en fils.

336. — Raymaud (*Jacques*), marchand fourbisseur.

Le 8 juin 1761. Acte de notoriété (Me Magnyer), aux termes duquel Louis-Hugues L'Hoste, bourgeois de Paris, et *Jean-Baptiste-Pierre Fouasse*, marchand fourbisseur à Paris, y demeurant pont Saint-Michel, paroisse Saint-Barthélemy, attestent avoir connu Marie-Anne Lamy, veuve de *Jacques Raymaud*, maître fourbisseur à Paris, qu'elle n'a laissé pour héritiers que Marie-Anne Raymaud, veuve de *Pierre Tivet*, maître fourbisseur à Paris, et demoiselle Catherine Raymaud, épouse de *Jacques Tellier*, marchand lapidaire à Paris, ses deux filles.

Il dépendait de la succession 500 livres de rente sur les États de Bretagne, partagées par égales parts entre les deux héritières. (E, 1159.)

337. — Redon (*Alexandre-Marie*), maître doreur sur métaux.

Le 2 septembre 1776. — L'an mil sept cent soixante et seize, le deux septembre, après la publication de trois bans faite sans opposition dans cette paroisse et dans celle de Saint-Pierre-des-Arcis, à Paris, après les fiançailles célébrées le jour d'hier, *Alexandre-Marie Redon*, fils majeur de Martin-Benigne et de Marie-Anne Jacob, maître doreur sur métaux, demeurant rue aux Fèves, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis, et Marie-Angélique de Paris, fille mineure de *Jacques-François de Paris*[1], sculpteur et chef d'attelier de la manufacture roialle de porcellaine, et de défuncte Marie-Denyse-Charlotte Fontaine, ses père et mère, de fait et de droit de cette paroisse, ont été mariés et ont reçu de nous la bénédiction nuptiale, après que nous avons pris leur consentement mutuel en présence, du côté de l'époux, de Pierre-Estienne Jacob, voyer général de l'abbaye de Saint-Denis, et de Pierre Redon, meunier à Gonesse, et, du côté de l'épouse, de messire Melchior-François Parent, conseiller du Roy en ses conseils, président en la cour des Monnoies et intendant de la manufacture de porcelaine du Roi, de cette paroisse,

1. Voyez ci-dessus, chapitre 301.

et de *Charles-Louis Poiret*, entrepreneur des bâtimens du Roi, demeurant au château de Vincennes, lesquels ont signé avec le père de la contractante, présent et consentant. Signé : Redon, de Paris, Jacob, Parent, *Poiret*, Robert, curé. — Registres de Saint-Romain de Sèvres, diocèse de Paris. — (E, 1090.)

338. — Regnier (Les), stucateurs.

1. Le 11 septembre 1769. Inventaire (Me Lachaise) après le décès de Marie-Jeanne Blanchot, femme d'Étienne Regnier, maître grenier à Paris, à la requête dudit sr Étienne Regnier, commun en biens avec la défunte et tuteur de Marie-Anne Regnier, fille mineure issue de leur mariage, de *François-Étienne Regnier*, stucateur, *Jean-Louis Regnier*, stucateur marbrier, *Antoine-Michel Regnier*, maître graveur à Paris, Claude Regnier, maître tablettier à Paris, et en présence de François Blanchot, maître tourneur à Paris, subrogé-tuteur de ladite Marie-Anne Regnier, mineure, sa nièce. (E, 1161.)

2. Le 18 janvier 1773. Acte d'arrangement (Me Dubreüih) entre *François-Étienne Regnier*, stucateur, représenté par *Louis Chevalier*, stucateur du Roy, *Jean-Louis Regnier*, stucateur marbrier, *Antoine-Michel Regnier*, maître graveur à Paris, représenté par *Pierre Gonthier Descroix*, maître graveur à Paris, Claude Regnier, maître tablettier à Paris, Étienne Chennevière, marchand grainier à Paris, époux de Marie-Anne Regnier, héritiers, comme il est dit dans l'acte qui précède, de leur mère, ainsi que de leur père, décédé depuis, et ayant tous renoncé aux successions de leurs auteurs, par actes des 3 décembre 1769 et 22 juin 1772, d'une part, et *Jean Savart*, cy-devant maître maçon et entrepreneur de bâtiments à Paris, Jean-François Ottin, marchand mercier à Paris, Marguerite Hyard, fille majeure, Marguerite-Louise Geny, veuve de Pierre François, marchand brasseur, Jean Beguin, bourgeois de Paris, *Nicolas-Jean-Martin Vatinelle,* marchand orphèvre à Paris, Pierre Dantu, maître grainier, et Marie-Jeanne Perrault, veuve Pierre Mespecq, marchand grainier à Paris, d'autre part; tous créanciers de la succession dud. Étienne Regnier, ainsi

que Edme Jaillard, marchand tailleur d'habits, créancier du s[r] *François-Étienne Regnier*, et *Marie Thiron de Nanteuil*, maître joaillier à Paris, créancier des s[rs] *François-Étienne* et *Antoine-Michel Regnier*, lesquels dits créanciers donnent ensuite aux héritiers Regnier mainlevée de leurs oppositions. (E, 1161.)

339. — Remy (*Germain-Barthélemy*), maître graveur.

1. Le 30 novembre 1752. Contrat de mariage (M[e] Le Comte) de *Germain-Barthélemy Remy*, maître graveur, et de demoiselle Anne Chollet. (E, 743, au nom Chollet.)

2. Le 7 janvier 1753. — « Le sept janvier mil sept cent cinquante trois, a été fait le convoy et enterrement de Michel Chollet, marchand gantier parfumeur, mort hier en sa demeure, rue Sainte-Marguerite, âgé de soixante quatorze ans; y ont assisté *Germain-Barthélemy Remy*, maître graveur, gendre du deffunt, et Jacques Collart, maître cordonnier, neveu du deffunt, qui ont signé à l'acte. » — Extrait des registres des convoys de l'église paroissiale de Saint-Sulpice à Paris. — (E, 743, au nom Chollet.)

340. — Restout (*Jean II*), peintre.

1. Le 4 décembre 1736. Contrat de mariage (M[e] Delafosse) entre M. *Jean Restout*[1], peintre ordinaire du Roy en son Académie royalle de peinture et sculpture, fils de *Jean*

1. *Jean II Restout* est trop connu pour qu'il soit besoin de renvoyer le lecteur aux sources à consulter à son sujet. Son contrat de mariage, que nous publions ici, a cependant lieu de nous étonner par sa date. Il paraît prouvé, puisque Herluison et E. Piot ont publié l'acte de ce mariage, extrait des registres de la paroisse Saint-Sulpice, que notre artiste se maria le 14 novembre 1729. Aussi ne s'explique-t-on point la date assignée à son contrat de mariage, date que nous avons soigneusement vérifiée et qui se trouve écrite *en toutes lettres* dans les pièces du dossier que nous avons consulté. Est-ce une erreur du copiste? C'est tout ce que l'on peut supposer. Quant à son acte de sépulture, que nous publions in extenso sous notre numéro 2, c'est un acte absolument inédit. Jal l'a vu très certainement, car la date qu'il donne est conforme à la nôtre, mais il n'a point publié le texte même de l'acte.

Restout[1], peintre, et de Marie-Madelaine Jouvenet, et Marie-Anne Hallé, fille du sieur *Claude Hallé*, aussy peintre ordinaire du Roy, et de demoiselle Marie Boutet, son épouse. Lesdits époux seront communs en biens. (E, 1163.)

2. Le 2 janvier 1768. — « Le samedy deux janvier mil sept cent soixante huit, *Jean Restout*, peintre ordinaire du Roy, ancien directeur chancellier de l'Académie royalle de peinture et sculpture, des Académies des belles-lettres de Caen et de Rouen, âgé de soixante seize ans, époux de Marie-Anne Hallé, décédé d'hier, à deux heures de relevée, aux Galleries du Louvre, a été inhumé en cette église, en présence de *Jean-Bernard Restout*, peintre du Roy, son fils, et de *Noël Hallé*, peintre du Roy, son beau-frère. » — Registres mortuaires de l'église royalle et paroissiale de Saint-Germain-l'Auxerrois de Paris. — (E, 1163.)

3. Le 30 mars 1768. Acte de notoriété (Mᵉ Doillol), aux termes duquel messire Pierre-Guillaume Benard, avocat au Parlement, demeurant à Paris, cul-de-sac Saint-Thomas-du-Louvre, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, et maître *Nicolas Desportes*, peintre ordinaire du Roy, demeurant à Paris, aux Galleries du Louvre, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, ont déclaré que *Jean Restout*, peintre ordinaire du Roy, ancien directeur chancelier de l'Académie royalle de peinture et sculpture, était décédé à Paris, le 1ᵉʳ janvier 1768, qu'après son décès il n'a été fait aucun inventaire et que, de son mariage avec Marie-Anne Hallé, il n'a laissé qu'un seul enfant, *Jean-Bernard Restout*, peintre du Roy. (E, 1163.)

341. — Ricard (*Michel-Hector*), maître doreur.

Le 10 janvier 1776. Quittance (Mᵉ Picquais) par *Michel-Hector Ricard*, maître doreur à Paris, de douze cents livres, pour remboursement de 60 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 62.)

1. *Jean Restout*, premier du nom, père de *Jean Restout*, qui fait l'objet de la note qui précède, est également connu. Il en est de même des peintres *Claude Hallé* et *Jean-Bernard Restout*, dont les noms figurent dans la suite de ces actes.

342. — Riel (Les), maîtres fondeurs.

Le 27 juillet 1779. Inventaire (Me Durand l'aîné) après le décès du sieur *Claude-Nicolas-François Riel*, maître fondeur à Paris, à la requête de demoiselle Marie Thomaizot, veuve en premières noces, sans enfants, de *François Delaplace*, fondeur à Paris, et, en secondes noces, dudit *Claude-Nicolas-François Riel;* plus à la requête de *François Riel*, marchand orfèvre à Paris, *Étienne-Jacques Riel*, maître fondeur à Paris, *Joseph Wirt*, maître graveur à Paris, époux de Marie-Élisabeth Riel, Philippe Deparpe, marchand de vins, époux de Jeanne-Marie Riel, demoiselle Marie-Françoise Delorme, veuve de *Jean-Michel Riel*, maître fondeur à Paris, tutrice de Jacques, Auguste-Simon, Antoine-Alexandre, Jean-Louis et Amable-Rosalie Riel, ses enfants mineurs, héritiers dudit sieur *Riel*, leur père. La succession comprenait une rente de 200 livres sur les États de Bretagne, partagée par égales parts entre les cinq héritiers. (E, 1168.)

343. — Rochard (*Augustin-François*), imprimeur du Roi.

Le 28 janvier 1782. Acte de notoriété (Me Giard), duquel il appert que dame Marguerite Guérin, veuve de Louis Clottus, huissier audiencier au Châtelet de Paris, est décédée à Paris, au monastère de Saint-Avoye, le 11 novembre 1781, ainsi que le justifie son extrait mortuaire tiré des registres de la paroisse Saint-Rémy, qu'après son décès il n'a pas été fait d'inventaire et qu'elle a laissé pour ses héritiers, chacun pour moitié, *Augustin-François Rochard*, ancien imprimeur du Roy, et dame Catherine-Françoise Guérin, épouse de Louis-François Delatour, écuyer, conseiller secrétaire du Roi, maison, couronne de France et de ses finances, ses neveu et nièce. (E, 895.)

344. — Roettiers (*François*), graveur.

1. Le 28 juin 1712. Contrat de mariage (Me Billeheu)

entre sieur *François Roëttiers*[1], graveur du Roy, et demoiselle Jeanne Hacquet, veuve de François Heurté, receveur des Épices de la deuxième chambre des Enquêtes, aux termes duquel le survivant des deux futurs époux aura le droit de prélever sur la succession jusqu'à concurrence de la somme de deux mille livres, en argent comptant ou en meubles, suivant la prisée de l'inventaire, et la future épouse fait donation à son futur époux de l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles qu'elle possédera au jour de son décès. (E, 1182.)

2. Le 19 avril 1734. Inventaire après le décès de ladite Jeanne Hacquet, arrivé à saint Satournin de la ville de Tours, ainsi que le constate l'acte d'inhumation en date du 2 février 1734; ledit inventaire dressé par Joseph Aubry, écuyer, seigneur du Plessis, conseiller du Roy, lieutenant général de Touraine, à la requête de Marie-Anne Commuau, veuve de François Hacquet, receveur au grenier à sel de Beaufort, tutrice de ses enfants, habiles à succéder à ladite défunte femme Roëttiers, plus du procureur du Roy du siège de ladite ville de Tours, pour la conservation des droits dudit s^r^ *Roëttiers* absent. (E, 1182.)

3. Le 11 juin 1742. Par acte extrait du livre des morts

1. Dans le *Compte-rendu de la Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements à l'École des Beaux-Arts, 12e session*, 1888 (Plon, in-8°, p. 446-570), M. Victor Advielle a consacré une longue notice aux graveurs en médailles qui ont illustré le nom de *Roëttiers*. On trouvera dans ce mémoire beaucoup de renseignements nouveaux sur divers membres de cette célèbre dynastie d'artistes, et notamment sur *François*, qui passa la plus grande partie de sa vie à Vienne. Les détails fournis par nos documents confirment le résultat des recherches de M. Advielle, qui se trouvent en contradiction formelle avec les assertions de la plupart des biographes antérieurs. Cependant, l'erreur sera bien difficile à dissiper dans le cas présent, car elle est répétée partout. (Cf. Basan, II, 129; Huber et Rost, VIII, 17; Nagler, XIII, 306; Portalis et Béraldi, III, 751; Le Blanc, III, 349, etc., etc.)

Dans la collection où M. Advielle avait publié sa précieuse notice, M. Tancrède Abraham a donné, en 1890 (p. 563-568), quelques nouvelles pièces sur la famille *Roëttiers;* mais il s'occupe exclusivement de *Joseph-Charles Roëttiers*, dont il publie le testament et l'inventaire après décès.

de l'hospital royal des nations, dit Espagnol, scitué dans le fauxbourg de la ville de Vienne, appellé de Rozeau, pour l'année mil sept cent quarante-deux, délivré par maître Alexandre Taffales, prestre, sacristain majeur dudit hospital, le 24 octobre 1747, dont l'original, en langue latine, duement légalisé par Corneille Mac Neny, secrétaire official major du Conseil supresme de la Reine d'Hongrie, le 25 dudit mois d'octobre, avec sa traduction en langue françoise au dos d'iceluy, faite à Paris par Me Jean Andrieu, avocat au Parlement, conseiller du Roy, notaire au Châtelet de Paris, le 9 septembre présent mois (*id est* 1748), est demeuré annexé à la minutte dudit acte de notoriété sur extrait. Appert ledit sieur *François Roëttiers*, natif Flamant, estre décédé dans ledit hospital et avoit esté inhumé dans le cimetière d'iceluy le 11 juin de ladite année 1742. (E, 1182.)

4. Le 10 septembre 1748. Acte de notoriété (Me Quentin), aux termes duquel Me Jean-Balthazard Colmet, procureur au Parlement de Paris, et sr Pierre-Bernard Bruhier, bourgeois de Paris, attestent que Jeanne Hacquet, femme Roëttiers, est décédée le 2 février 1734, qu'elle n'a laissé pour seuls et uniques héritiers que Charles Hacquet, bourgeois de Beaufort en Anjou, et Françoise-Gabrielle Hacquet, fille majeure, frère et sœur, ses neveu et nièce; comme aussi que ledit *François Roëttiers* est décédé le 10 juin 1742, en la ville de Vienne, suivant son extrait mortuaire légalisé par le sr Mac Nemy, secrétaire de Sa Majesté l'impératrice et reine d'Hongrie et du Conseil suprême des Pays-Bas, le 27 octobre dernier, attendu que lors il n'y avait aucun ambassadeur, consul ny résident pour Sa Majesté très chrestienne en ladite ville de Vienne, à cause de la guerre, qu'il n'a été fait aucun inventaire après son décès et qu'il ne s'est présenté aucun héritier habile à luy succéder et recueillir sa succession, au moyen de quoy il a été créé un curateur à la succession. (E, 1182.)

5. Le 11 mars 1751. Acte (Me Boursier) concernant la succession de ladite femme Jeanne Hacquet, dans lequel *François Roëttiers*, son mari, est dit « graveur et premier dessinateur du Roy d'Angleterre et adjoint professeur de

l'Académie de Saint-Luc. » Il dépendait de ladite succession 430 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1183.)

345. — Rondé (*Claude-Dominique*), orfèvre joaillier.

Le 24 novembre 1760. Acte de transport (Me Legrand), par lequel Jacques-Antoine Aillaud, avocat au Parlement à Paris, cède à *Claude-Dominique Rondé*[1], marchand jouaillier à Paris, y demeurant aux galleries du Louvre, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, 83 livres 15 sous 6 deniers de rente sur les États de Bretagne. (E, 1184.)

346. — Rousseau (*Ange-Augustin*), architecte.

Le 5 décembre 1701. Baptême de *Ange-Augustin*, fils de *Jérôme Rousseau*[2], maître maçon, et d'Élisabeth David, sa femme. — Registres de baptêmes de la paroisse Saint-Eustache à Paris. — (E, 655.)

347. — Rousset (*Pierre-Noël*), architecte.

1. Le 8 août 1740. Inventaire (Me Camuset) après le décès de Jean Rousset, cornette des gardes de l'hôtel de ville, époux de Élisabeth de Royer, à la requête de la veuve et de *Pierre-Noël Rousset*[3], architecte, en son nom et en celui de ses frères mineurs. (E, 1196.)

1. Orfèvre joaillier bien connu, souvent cité dans les Comptes des Menus-Plaisirs et dans les Registres des Présents du roi. Bracelets, tabatières, boîtes à portraits, épées d'or, tels sont les joyaux principaux fournis par *Rondé*. La plus magnifique épée que l'on puisse citer parmi celles offertes par le roi fut l'œuvre de notre joaillier. Enrichie de 208 diamants brillants, elle ne coûta pas moins de 75,536 livres et fut envoyée au comte de Lusace, fils du roi de Pologne, Électeur de Saxe (cf. *Présents du roi*, 1699-1752, n° 461). Les *Nouvelles Archives de l'Art français* (1873, 139) contiennent aussi, à la date du 1er décembre 1753, une déclaration d'apprenti de *Claude-Dominique Rondé*.

2. Les deux architectes dont le présent acte de baptême nous révèle les noms paraissent des nouveaux venus. *Ange-Augustin* se maria avec Anne-Claude Bettancourt, fille du joaillier *Pierre-François Bettancourt*. Voyez ce nom, chapitre 30.

3. Architecte connu (cf. Thiery; Piganiol; Lance; Blondel et Patte; Bauchal et les *Scellés d'artistes*, B, 202). Lance et Bauchal prétendent qu'il mourut en 1763. Il n'y a qu'un obstacle à cela, c'est que l'acte

2. Le 22 juillet 1774. Acte de notoriété (Me Blacque), duquel il résulte que demoiselle Marie-Geneviève Rousset, fille majeure, est décédée à Paris, le 14 juin 1774, qu'après son décès il n'a point été dressé d'inventaire et qu'elle laisse pour ses seuls héritiers, chacun pour un sixième, demoiselle Charlotte-Élisabeth Rousset, veuve de sr Louis-Lambert Hersant, marchand bourgeois de Paris; sr *Pierre-Noël Rousset*, architecte du Roy et de son Académie royale d'architecture; sr Jean-Baptiste-Jullien Rousset, cy-devant officier de la connestablie et maréchaussée de France et des camps et armées du Roy, actuellement écuyer, conseiller du Roy, capitaine de cavallerie; demoiselle Madelaine-Catherine Rousset, veuve de Claude Richer, marchand de vins à Paris; demoiselle Jeanne-Élisabeth-Charlotte Rousset, épouse de maître Cyprien Auvray, premier secrétaire de l'intendance de Poitiers, et demoiselles Jeanne-Charlotte et Marie Rousset, mineures, par représentation de feu Claude-Nicolas Rousset, maître chandelier à Paris. (E, 1196.)

348. — Royer (Les), peintres de l'Académie de Saint-Luc.

Le 26 décembre 1736. Contrat de mariage (Me Gillet) de *Pierre Royer*[1], maître peintre et conseiller de l'Académie de Saint-Luc, fils de *Louis Royer*[2], peintre et ancien directeur de ladite Académie, et de demoiselle Marie Le Roux, avec Marie-Charlotte Le Cesne, fille de *Henry Le Cesne*, maître doreur sur métaux, et demoiselle Marie-Charlotte Demelier. (E, 963.)

de notoriété que nous publions sous notre no 2 nous le montre encore vivant à la date du 22 juillet 1774.

1. *Pierre Royer*, qui fut directeur de l'Académie de Saint-Luc, nous est connu par la publication les *Scellés d'artistes* (B, 142, et C, 157). Nous ignorons la date de sa mort; mais, ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne vivait plus le 27 janvier 1769, date à laquelle fut dressé par Me Baron l'inventaire des biens délaissés par son beau-père, décédé à Paris le 14 janvier de ladite année.

2. *Louis Royer*, maître peintre rue du Sépulcre, mourut le 14 octobre 1737. (Cf. *Scellés d'artistes*, C, 288.)

S

349. — SABAT (Les), orfèvres joailliers.

Le 9 décembre 1762. Acte de notoriété (Me Jelizet), aux termes duquel *Jean-Pierre Sabat* et *Antoine Bloquet*, tous deux maîtres orphèvres joailliers à Paris, y demeurant place Dauphine, paroisse Saint-Barthélemy, certifient avoir connu Marie-Modeste Sabat, fille de *Jacques-Éléonore Sabat*, marchand orphèvre joaillier à Paris, et de Marie-Charlotte Le Sot, dite Deslandes, et qu'elle est décédée, paroisse Saint-Nicolas-du-Chardonnet, le 25 octobre 1762. (E, 1175.)

350. — SACHY (*Louis* DE), maître menuisier, entrepreneur des bâtiments du Roi.

Le 12 avril 1764. Inventaire (Me Armet) après le décès de *Louis de Sachy*, menuisier, entrepreneur des bâtiments du Roy, à la requête de Louis Dieu, demeurant à Villers-Lebreton, en Picardie, époux de Marguerite de Sachy. (E, 1201.)

351. — SAINT-GERMAIN (*Jean-Joseph* DE), maître fondeur.

1. Le 10 février 1749. Contrat de mariage (Me Desmeure le jeune), entre sr *Jean-Joseph de Saint-Germain*[1], maître fondeur à Paris, et demoiselle Anne Legrand, veuve de sr *Jean-Paul Lemathieu*, maître ébéniste à Paris, aux termes duquel il n'y aura aucune communauté de biens entre les futurs époux. (E, 1204.)

2. Le vendredy 14 février 1749. Mariage entre *Jean-Joseph de Saint-Germain*, maître fondeur, veuf d'Edme Poltier, inhumée dans l'église de la paroisse Sainte-Marguerite, le 10 novembre 1747, et Anne Legrand, veuve de *Jean-Paul Mathieu* (*sic*), maître ébéniste, inhumé dans l'église

1. On connaît un fondeur et acheveur du nom de *Saint-Germain*, qui florissait à Paris sous le règne de Louis XV. Il a signé plusieurs pièces d'un style assez pur (cf. l'*Almanach des marchands*,... 1772); ce doit être sans doute notre *Jean-Joseph*.

de cette paroisse, le 25 avril 1745; en présence de *Joseph de Saint-Germain*, ébéniste, père dudit époux, paroisse Sainte-Marguerite, de Jean Poltier, son allié, même paroisse de Sainte-Marguerite, tourneur en fayance et autres... — Registres des baptêmes, mariages et sépultures de l'église paroissiale et conventuelle de Saint-Jean-de-Latran à Paris. — (E, 1204.)

352. — Saly (*Jacques-François-Joseph*), sculpteur.

1. Le 23 août 1753. Procuration (Me Gervais) pour gérer et administrer ses biens, donnée par sr *Jacques-François-Joseph Saly*[1], sculpteur ordinaire du Roy et de son Académie royale de sculpture et peinture, demeurant à Paris, rue et chaussée d'Antin, paroisse Sainte-Marie-Madelaine-de-la-Ville-Lévêque, sur le point de partir pour le Danemark, à sr *Jacques Verberckt*, sculpteur ordinaire du Roy, demeurant à Paris. (E, 1209.)

2. Le 12 mars 1761. Procuration (Me Christian Schmidt, notaire à Copenhague), donnée au même *Jacques Verberckt* par *Jacques-François-Joseph Saly*, « directeur de l'Académie royalle de peinture, sculpture et architecture, sculpteur ordinaire de Sa Majesté très chrétienne, membre de l'Académie royalle de peinture et sculpture de Paris et de celles de Florence et de Boulogne (*sic*), » pour gérer et administrer ses biens. (E, 1209.)

3. Le 20 janvier 1772. Procuration (Me Christian Schmidt, notaire à Copenhague) à Claude Chenu, bourgeois de Paris, par *Jacques-François-Joseph Saly*, « écuyer, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, sculpteur de Sa Majesté très chrétienne et membre de l'Académie royale de peinture, sculpture et architecture de Copenhague, associé libre honoraire de l'Académie impériale des Beaux-Arts de Pétersbourg et

1. Sculpteur bien connu (cf. Dussieux; les *Nouvelles Archivés de l'Art français*, 1878, 29 et 82-100, 1879, 87; les *Scellés d'artistes*, C, 298; Bellier de la Chavignerie; Lecoy de la Marche; Herluison; E. Piot, etc., etc.). Son congé pour se rendre à Copenhague lui fut accordé le 15 août 1753. Notre acte no 1 nous montre que le 23 il n'était pas encore parti.

membre de celles des Arcadiens, de Florence, de Bologne et de Marseille, » également pour gérer et administrer ses biens. (E, 1209.)

353. — Sarran (*Louis*), maître doreur.

Le 14 janvier 1779. Quittance (Me Mony) par *Louis Sarran,* ancien maître doreur à Paris, quai de la Mégisserie, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, de la somme de quinze mille livres, pour remboursement de 750 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 65.)

354. — Sauvage (*Jean-Bernard*), maître orfèvre.

Le 31 décembre 1777. Quittance (Me Fourcault de Pavant) par *Jean-Bernard Sauvage*, maître orphèvre, et Madelaine-Geneviève Cellot, son épouse, demeurant quai des Orphèvres, paroisse Saint-Barthélemy, et quatre autres, de deux mille cinq cents livres, pour remboursement de 125 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 63.)

355. — Scellier (Les), maîtres fondeurs et maîtres doreurs.

Le 12 novembre 1778. Inventaire (Me Thierion) après le décès, arrivé à Paris, le 1er novembre 1778, de *Pierre-Jacques Scellier*, maître fondeur, à la requête de *Pierre-François Scellier*, maître doreur à Paris, de Jean-François Pougnet, maître mercier à Paris, époux de Marguerite-Élizabeth Scellier, de François-Jean et Jeanne-Laurence Scellier, mineurs, tous les quatre héritiers du défunt, leur père. (E, 1219.)

356. — Sezille (*Michel-Thomas*), orfèvre.

Le 23 août 1766. Par lettres expédiées en la chancellerie du Palais à Paris, il a été permis à Pierre-Thomas Sezille, fils de deffunt *Michel-Thomas Sezille*, marchand orfèvre à Paris, et de Françoise Farcy, de jouir de ses meubles et du revenu de ses immeubles comme s'il étoit majeur. (E, 1232.)

357. — Simon (*René-Auguste*), juré expert, entrepreneur de bâtiments.

Le 30 juin 1760. Acte (Me Desavigny) par lequel Henry-Louis Le Kain, demeurant rue de Seine, paroisse Saint-Sulpice; Jean-Baptiste Brizard, demeurant rue de la Clef, faubourg Saint-Marcel, paroisse Saint-Médard, et François Cressent Bernaut, demeurant rue de Seine, paroisse Saint-Sulpice, tous trois comédiens françois ordinaires du Roy, au nom de leurs camarades, lesquels ont déclaré que, dans les 302 livres 2 sols de rente sur les États de Bretagne, il en appartient 42 au sr *René-Auguste Simon*[1], juré expert, entrepreneur de bâtiments, demeurant à Paris, rue des Quatre-Vents, paroisse Saint-Sulpice. (E, 1233.)

358. — Slodtz (*Dominique-François*), dessinateur des Menus-Plaisirs.

Le 18 décembre 1764. Inventaire (Me Dupré) après le décès, arrivé le 11 décembre 1764, de *Dominique-François Slodtz*[2], dessinateur des Menus-Plaisirs du Roy, à la requête de divers, ses neveux et nièces. (E, 1284.)

359. — Slodtz (*Jean-Baptiste*), peintre.

Le 26 septembre 1759. Inventaire (Me Gervais) après le décès, arrivé à Paris, de *Jean-Baptiste Slodtz*[3], peintre de S. A. S. monseigneur le duc d'Orléans, à la requête de demoiselle Marie-Barbe Carlier, sa veuve, commune en biens et tutrice de Marie-Angélique, Julie et Madelaine-Michelle Slodtz, enfans mineurs dudit défunt sieur son

1. Les *Simon*, maîtres d'œuvre, maîtres maçons, architectes ou entrepreneurs de bâtiments, ne manquent point du XIIIe au XVIIIe siècle (cf. Lance et Bauchal). Aucun de ceux que l'on cite n'est cependant notre *René-Auguste*.

2. Cet artiste, né le 20 mai 1711, fut peintre du roi et des Menus-Plaisirs, membre de l'Académie de Saint-Luc, et mourut à Paris le 11 décembre 1764 (cf. Jal; les *Scellés d'artistes*, B, 341 et 357). Voyez aussi le chapitre suivant.

3. Cf. les *Archives de l'Art français*, VI, 94; Jal; les *Scellés d'artistes*, B, 340, 341, 347, 359, et C, 295, etc.

mary et d'elle, et en la présence de s^r *Dominique-François Slodtz*[1], peintre des Menus-Plaisirs du Roy, subrogé-tuteur des trois mineurs. Il dépendait de la succession 262 livres 10 sols de rente sur les États de Bretagne. (E, 1234, et B, 45.)

360. — Slodtz (*René-Michel*), dit *Michel-Ange*, dessinateur du Cabinet du Roi.

1. Le 25 septembre 1764. Testament olographe de *René-Michel Slodtz*[2], dessinateur du Cabinet du Roy, par lequel il laisse entre autres choses, à son frère *Dominique-François Slodtz*[3] et à Louis Vanfalens et Marie-Louise Vanfalens, ses neveu et nièce, enfans de *Charles Vanfalens*[4], peintre du Roy, et de Marie-Françoise Slodtz, sa sœur, sa maison du Petit-Lyon, faubourg Saint-Germain, et ses rentes à 3 °/₀ sur les Postes de l'Édit de may 1751. (E, 1234.)

2. Le 13 novembre 1764. Inventaire (Me Dupré) après le décès, arrivé à Paris, le 26 octobre 1764, de s^r *René-Michel* (*Michel-Ange*) *Slodtz*, dessinateur du Cabinet du Roy et l'un des membres de son Académie royalle de peinture et sculpture, à la requête de divers, ses neveux et nièces. (E, 1234.)

361. — Soulaine (*Paul*), maître orfèvre.

Le 28 mai 1757. Constitution (Me Bessonnet) de 1,200 livres de rente sujette à la retenue des deux vingtièmes et des deux sols pour livre du dizième sur les États de Bretagne, au profit de *Paul Soulaine*[5], maître orfèvre à Paris, y demeurant rue Saint-Éloy, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis. (B, 43.)

1. Voyez le chapitre qui précède.
2. Sur ce membre de la famille des Slodtz, cf. les *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1879, 361; les *Mémoires* de Cochin, publiés pour la *Société de l'Art français* par M. Charles Henry; les *Scellés d'artistes*, II, 340, etc...
3. Voyez chapitre 358.
4. Sur cet artiste, dont le nom était en réalité *Van Valens*, cf. Jal et la publication les *Scellés d'artistes*, B, 340, 341, 347, 348, 357 et 359.
5. Cet orfèvre a signé quelques belles pièces. Une paire de beaux flambeaux triangulaires, avec soleil au haut du panache et autres ornements bien ciselés, signés de ses nom et prénom et datés de 1726, figu-

362. — Stiémard (*François-Albert*), peintre, garde des tableaux du Cabinet du Roi.

1. Le 5 août 1756. Procuration (M[e] Desmeure l'aîné) par Julie-Françoise Tortillière, veuve de *François-Albert Stiémart*[1], peintre ordinaire du Roy, demeurant habituellement à Versailles, à Marc-Louis et Pierre Veillet, frères, pour toucher tous arrérages de rentes sur les États de Bretagne. (B, 77.)

2. Le 1[er] juillet 1768. Inventaire (M[e] Lejay) après le décès de Madeleine Guillebert, femme de m[e] Élie-René Viaud des Rousiers, conseiller du Roy honoraire en sa Cour des monnoyes de Paris, à la requête de nombreux frères et sœurs et neveux et nièces, au nombre desquels se trouve Julie-Françoise Tortillière, veuve de *François-Albert Stiémart*, peintre ordinaire du Roy, garde des tableaux de son Cabinet. (E, 1287.)

363. — Strangné (*Martin-Jacques*), maître sculpteur.

1. Le 22 mars 1767. Partage (M[e] Venard) des biens dépendant de la succession de demoiselle Madeleine-Nicole Guilliou, décédée veuve de *Martin-Jacques Strangné*[2], maître sculpteur à Paris, entre *Jean Guilliou*, maître fondeur à Paris, *Nicolas-Antoine Dufaux*, sculpteur à Paris, *François Dufaux*, maître sculpteur à Paris, *Louis-Antoine Dufaux*, sculpteur à Paris, *Jacques-Antoine Moreau*, maître

raient, en 1878, à la vente d'argenterie ancienne appartenant à M. le baron Pichon (n° 56 du Catalogue).

1. Sur ce peintre, cf. les *Archives de l'Art français*, I, 380, II, 387; les *Nouvelles Archives de l'Art français*, 1873, 89; les *Scellés d'artistes*, A, 347, et Bellier de la Chavignerie, II, 526.

2. Nous trouvons dans l'excellente publication les *Scellés d'artistes* (C, 263) l'indication du scellé d'une Madeleine Guillou, veuve de Jean-Remi Cailloux, et en deuxièmes noces de *Martin-Jacques Stanguié*, sculpteur. C'est évidemment de notre artiste qu'il s'agit, et il y a identité entre *Martin-Jacques Stanguié* et *Martin-Jacques Strangné*. Mais, où est la bonne orthographe de ce nom? on ne saurait le dire, croyons-nous. Quant aux nombreux artistes maîtres fondeurs, sculpteurs ou peintres qui figurent dans les deux actes qui composent le présent chapitre, ils paraissent totalement oubliés aujourd'hui.

sculpteur à Paris, et Marie-Madeleine Dufaux, sa femme, *Jean-Baptiste-Claude Carton*, peintre en voitures, *Martin-Claude Carton*, orphèvre à Paris, et Pierre-Claude Carton, soldat dans le régiment de Champagne; ledit *Jean Guilliou* de son chef héritier pour un tiers de ladite dame veuve Strangné, sa sœur, lesdits *Nicolas-Antoine Dufaux*, *François Dufaux*, *Louis-Antoine Dufaux* et Marie-Madeleine Dufaux, femme Moreau, tous quatre héritiers par représentation de Marie Guilliou, leur mère, décédée femme d'*Antoine Dufaux*, maître sculpteur à Paris, héritiers conjointement pour un autre tiers, et lesdits *Jean-Baptiste-Claude Carton, Martin-Claude Carton* et Pierre-Claude Carton, tous les trois par représentation de Marie-Anne Guilliou, leur mère, veuve de *Claude Carton*, orphèvre à Paris, et héritiers également pour un tiers de la défunte, leur tante maternelle.

Il a été abandonné entre autres choses, audit s^r^ *Jean Guilliou*, 150 livres de rente perpétuelle, au principal de trois mille livres sur les États de Bretagne, constituée au profit de *Martin-Jacques Strangné*, le 15 avril 1760. (E, 901.)

2. Le 16 septembre 1767. Transport (Me Lhéritier) par ledit *Jean Guilliou*, maître fondeur à Paris, rue des Vertus, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, à *Martin-Jacques Guilliou*, son fils, aussi maître fondeur à Paris, même rue et paroisse, des 150 livres de rente ci-dessus. (E, 901.)

T

364. — Tardieu (*Pierre-Joseph*), planeur de cuivre.

Le 30 septembre 1778. Notoriété (Me Richer) aux termes de laquelle *Pierre-Joseph Tardieu*[1], planeur en cuivre, et Claude-Daniel Ducourt, horloger, certifient avoir connu Christophe de Monseignat, maître horloger à Paris, y décédé le 27 août 1778. (E, 1054.)

1. *Pierre-Joseph Tardieu* appartient à la famille bien connue des graveurs de ce nom, et il est le père de *Pierre-Alexandre*, qui fut un artiste de talent. (Cf. les *Archives de l'Art français*, IV, 50; Jal...)

365. — Taskin (*Pascal-Joseph*), maître facteur de clavecins.

Le 29 novembre 1766. Mariage de *Pascal-Joseph Taskin*[1], maître facteur de clavecins, avec Marie-Geneviève Gobin, veuve de *François-Étienne Blanchet*, facteur de clavecins du Roy. — Registres des mariages de la paroisse Saint-Rémy. — (E, 665.)

366. — Terrier (*Martin-Marie*), architecte.

Le 9 janvier 1770. Quittance (M. Dupré) par demoiselle Jeanne-Marguerite Mauguin, veuve du s[r] Claude Lambert, secrétaire du procureur du Roy, et M. *Martin-Marie Terrier*, architecte à Paris, et demoiselle Marie Baudet, sa femme, demeurant à Paris, rue des Anglois, paroisse Saint-Étienne-Dumont, de six mille livres, pour remboursement d'une rente de 300 livres sur les États de Bretagne, appartenant pour l'usufruit à ladite dame Lambert et pour la propriété à la dame Terrier. (B, 56.)

367. — Thibout (*Charles*), maître fondeur.

Le 15 mai 1775. Acte de partage (M[e] Mouy) des biens dépendant de la succession de Marie-Anne Marmier, veuve de Mathieu Porté, auquel comparaissent *Charles Thibout*[2], maître fondeur, et Nicolas Terreau, greffier de la Cour des

1. Maître juré comptable de la Corporation des maîtres luthiers feseurs d'instruments de la ville de Paris, pour l'année 1775, *Taskin* fut un facteur renommé, très recherché de la famille royale, fournisseur en titre de Mesdames Adelaïde, Sophie, Clotilde et Élisabeth. Élève de *François-Étienne Blanchet*, II[e] du nom, comme nous l'avons vu au chapitre 34, on savait qu'il avait succédé à son maître dans la fabrication et le commerce des clavecins; notre acte nous le montre épousant aussi sa veuve; la succession fut complète (cf. A. Maze-Sencier, *le Livre des collectionneurs*, p. 380-383, et Aug. Vidal, *la Lutherie et les luthiers*, p. 281). A en juger par le nom, ajoutons que notre luthier devait être d'origine italienne.

2. L'*Almanach historique*... de 1776 cite un *Thiéboust*, ciseleur du duc de Penthièvre. Y aurait-il identité entre ce ciseleur et notre maître fondeur? La chose ne nous paraît point impossible.

aydes, pour certifier que ladite veuve est décédée à Paris, le 28 avril 1775, et qu'elle laissait pour seuls héritiers ses deux enfants. (E, 1138.)

368. — Thierry (*Denis*), imprimeur.

Le 12 janvier 1734. Inventaire (Me Sellier) après le décès de Élizabeth Ragain, veuve de *Denis Thierry*, imprimeur libraire à Paris, ancien syndic de la communauté et ancien juge consul des marchands de Paris, à la requête de Denis Thierry, conseiller du Roy en sa Cour des aides, son fils. (E, 1250.)

369. — Tilliard (*Jean-Baptiste*), graveur en taille-douce.

1. Le 29 mai 1767. Contrat de mariage (Me Girault) entre *Jean-Baptiste Tilliard*[1], graveur en taille-douce, majeur, et Marie-Angélique Bregeon. (E, 651.)

2. Le 15 juin 1767. Mariage de *Jean-Baptiste Tilliard*, graveur en taille-douce à Paris, et de demoiselle Marie-Angélique Bregeon. (E, 651.)

3. Le 11 avril 1770. Inventaire (Me Courant) des biens délaissés par Hélène-Angélique Bregeon, décédée à Saint-Germain-en-Laye, le 2 avril 1770, à la requête de *Jean-Baptiste Tilliard*, graveur en taille-douce, demeurant à Paris, quai des Grands-Augustins, parroisse Saint-André-des-Arts, époux de Marie-Angélique Bregeon, nièce de la défunte. (E, 651.)

370. — Totin (*Jean-Baptiste-Alexandre*), ingénieur.

Le 21 août 1767. Procuration (Me Dupré) par Marie-Geneviève Bejot, femme de *Jean-Baptiste-Alexandre Totin*,

1. Cet artiste, élève de *Fessard*, fut, dit M. le baron Roger Portalis dans *les Graveurs du XVIIIe siècle*, l'un des graveurs éditeurs les plus occupés de la fin du xviiie siècle. Les actes que nous publions ici sont complètement inédits. (Cf. Basan, II, 506; Huber et Rost, VIII, 278; Fuessli, 1889; Nagler, XVIII, 485; Andresen, II, 606; Ch. Le Blanc, IV, 40; baron Portalis et H. Béraldi, III, 596, etc.)

ingénieur à Paris, rue de Sèvre, fauxbourg Saint-Germain, paroisse Saint-Sulpice, pour toucher les arrérages de 233 livres de rente sur les États de Bretagne. (B, 36.)

371. — Tragent (*François*), dit Longpré, maître émailleur fayancier.

Le 19 février 1731. Marie-Jeanne Houdry, veuve de *François Tragent*, dit *Longpré*, maître émailleur fayancier, est décédée à Paris, âgée d'environ 60 ans, le 19 février 1731, et inhumée le lendemain. — Registre de sépulture de la paroisse Sainte-Marguerite, faubourg Saint-Antoine, à Paris. — (E, 915.)

372. — Trouard (*Louis-François*), architecte.

Le 15 octobre 1763. Inventaire (Mᵉ Demay) après le décès arrivé à Paris, le 10 octobre 1763, de Louis Trouard, marbrier du Roy, à la requête de Marie-Élizabeth Le Prince, sa veuve, commune en biens et exécutrice de son testament olographe fait à Paris le 30 août 1763, et à la requête de *Louis-François Trouard*[1], architecte et pensionnaire du Roy, plus à celle de *Pierre-Alexandre Dubois*[2], ingénieur du Roy pour les Ponts et Chaussées et Ports maritimes de la province de Normandie, au nom et comme tuteur naturel de Louis-Alexandre Dubois, âgé de huit ans et demi, de Élizabeth-Julie Dubois, âgée de cinq ans, ses enfants mineurs de luy et de Marie-Élizabeth Trouard, son épouse, décédée le 16 août 1763. (E, 1265.)

1. Né à Paris en 1729, cet architecte remporta le grand prix d'architecture en 1753 et fut admis à l'Académie d'architecture, en 1769. (Cf. de Buzonnière, *Histoire architecturale de la ville d'Orléans;* Vergnaud Romagnesi, *Nouveau guide dans la ville d'Orléans;* Hurtault et Magny, *Dictionnaire historique de la ville de Paris;* Patron, *Recherches sur l'Orléanais;* Lottin, *Recherches sur Orléans;* Leroy, *Rues de Versailles; Archives de l'Art français*, I, 423, V, 296; Bellier de la Chavignerie, II, 595; Lance, II, 299, et Bauchal, 553.) Notre acte nous apprend le nom et la profession de son père, renseignements qu'aucun auteur ne nous avait encore donnés.

2. Cet ingénieur est sans doute le même que ce *Dubois* (sans prénom indiqué), ingénieur des ponts et chaussées de la généralité du Hâvre, que cite Bauchal d'après Frisard, *Notice sur le vieux Hâvre.*

373. — Troubat (*Louis*), maître orfèvre joaillier.

1. Le 12 avril 1765. Acte de notoriété (Mᵉ Le Pot d'Auteuil) duquel il appert que Marie-Madeleine Garrault a épousé *Louis Troubat*, maître orfèvre jouaillier, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, le 24 juillet 1747; qu'elle est décédée, paroisse Saint-Barthélemy, le 16 février 1759 et qu'elle a laissé pour seuls enfants Jean-Louis et Charles-Marcel Troubat. (E, 1266.)

2. Le 11 juin 1772. Inventaire (Mᵉ Poultier) après le décès de Françoise-Catherine Garrault, fille majeure, à la requête de Jean-Louis Troubat, marchand batteur d'or, et de Charles-Marcel Troubat, marchand bourgeois de Paris, frères germains, enfants de *Louis Troubat*, joaillier à Paris, et de feue Marie-Magdeleine Garrault, héritiers de la défunte, leur tante maternelle. (E, 851.)

V

374. — Vaillant (les), maîtres luthiers.

1. Le 2 février 1758. Contrat de mariage (Mᵉ Trutat) de *François Vaillant*[1], maître luthier à Paris, et de Jeanne-

1. Le nom de *François Vaillant* est avantageusement connu parmi les faiseurs d'instruments de musique de Paris, pendant la première moitié du xviiiᵉ siècle. M. Aug. Vidal, dans *la Lutherie et les luthiers* (p. 284), nous apprend qu'il fut un *très bon luthier*, et que, dès l'année 1738, il était établi rue de la Juiverie à Paris.

Les deux actes que nous reproduisons ici nous apprennent beaucoup d'autres choses intéressantes. Ils nous apprennent d'abord que notre artiste était établi dans la rue de la Juiverie au moins dès l'année 1734; qu'il avait épousé Catherine Duflos, sœur de l'auteur des belles estampes de la *Galerie du président Lambert*, l'habile graveur *Claude* (ou *Claude-Augustin*) *Duflos*, né à Paris le 10 mai 1700, mort dans cette ville le 27 février 1786 (cf. Jal, p. 515; Herluison, p. 123; Portalis, *les Graveurs du XVIIIᵉ siècle*, II, 54; J.-J. Guiffrey, les *Scellés*, C, 182), et qu'enfin il ne vivait plus à la date du 31 décembre 1760.

Ces actes nous révèlent encore l'existence d'un *François Vaillant II*, fils du précédent, maître luthier comme son père, né à Paris, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis, le 7 octobre 1734, et marié, par contrat du 2 février 1758, à Jeanne-Thérèse Guerlin. Ce *François Vaillant*, IIᵉ du nom, a-t-il marqué dans la lutherie? nous l'ignorons, mais il est

Thérèze Guerlin, aux termes duquel les futurs époux seront communs en biens. (E, 1275.)

2. Le 31 décembre 1760. Acte de notoriété (Mᵉ Fremyn), aux termes duquel *Claude Duflos*, maître graveur à Paris, et François Frevez, musicien en cette même ville, certifient connaître *François Vaillant*, maître luthier à Paris, fils de deffunts *François Vaillant*, du même état, et de Catherine Duflos, sa femme; que c'est par erreur et inadvertance que dans l'acte de baptême dudit *Vaillant* fils, en date du 7 octobre 1734, paroisse Saint-Pierre-des-Arcis, le nom de *Vaillant* père a été écrit *Vaillot*. (E, 1275.)

375. — Vaudichon (*Pierre-Gilles*), maître peintre.

1. Le 27 octobre 1771. — « Le dimanche vingt-septième jour d'octobre mil sept cent soixante unze, Gilles de Vaudichon (*sic*), marchand et bourgeois de Paris, époux de Geneviève Lasnier, décédé de ce jourd'huy, rue du Cimetière, âgé de quatre vingt un ans, a été inhumé au cimetière par M. le curé soussigné avec l'assistance de vingt cinq prestres, en présence de *Raymond Lasnier*, peintre, ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, son beau-frère, *Charles-Laurent Poullain*[1], sculpteur marbrier, son neveu à cause de son épouze, et de *Jean-Louis Giraud*, maître jouallier, ami, qui ont signé. » — Registres mortuaires de la paroisse Saint-Nicolas-des-Champs. — (E, 1281.)

2. Le 9 septembre 1772. Acte de notoriété (Mᵉ Venard), aux termes duquel *François-Laurent Chevalier*, peintre, demeurant à Paris, rue Beaubourg, paroisse Saint-Nicolas-

présumable qu'il suivit les traditions de son père. M. Maze-Sencier, qui, dans son *Livre des collectionneurs* (p. 375), a consacré un chapitre aux faiseurs d'instruments de musique, ne cite ni le père ni le fils.

Enfin, nos actes nous permettent d'apporter une rectification non point, à la vérité, à l'excellente publication de M. J.-J. Guiffrey sur les *Scellés et inventaires d'artistes*, car la chose ne doit pas être aisée, mais au procès-verbal même des scellés apposés après le décès du graveur *Duflos*, cité plus haut. Le *François Vaillot*, fils de Catherine Duflos, qui comparaît parmi les neveux et nièces héritiers du graveur, n'est autre en effet que notre *François Vaillant II*.

1. Voyez chapitre 5, nᵒˢ 5 et 6.

des-Champs, et *Raymond Lasnier*[1], peintre et ancien directeur de l'Académie de Saint-Luc, demeurant rue Neuve-Saint-Martin, paroisse Saint-Nicolas-des-Champs, certifient avoir connu Gilles Vaudichon, marchand bourgeois de Paris, qu'il est décédé le 27 octobre 1771, ainsi qu'il résulte de son extrait mortuaire, dont la teneur suit, qu'après son décès il n'a point été fait d'inventaire et qu'il a laissé pour seuls et uniques héritiers Gilles-François Vaudichon, Armand-Louis Vaudichon et Jeanne-Louise Vaudichon, ses petits-enfants, enfants mineurs de feu *Pierre-Gilles Vaudichon*, maître peintre, et d'Anne-Barbe Bauce, sa femme, depuis sa veuve, et actuellement femme en secondes noces de *Jean-Louis Giraud,* jouallier, demeurant à Paris, quai de l'Horloge-du-Palais, paroisse Saint-Barthélemy. (E, 1281.)

376. — VERANI DE VARENNE (*André*), joaillier.

1. Le 28 novembre 1737. Mariage (Me Delau) de sr *André Verani de Varenne*, joaillier, avec demoiselle Marie Barois. (E, 1283.)

2. Le 20 janvier 1740. Inventaire (Me Delau) après le décès de demoiselle Marie Barrois, veuve de sr *André Verani de Varenne*, marchand joaillier, bourgeois de Paris, à la requête de six enfants d'un premier mariage de ladite veuve. (E, 1283.)

377. — VERBERCKT (*Jacques*), sculpteur.

1. Le 18 décembre 1771. Inventaire (Me Semilliard) après le décès de *Jacques Verberckt*[2], sculpteur ordinaire des bâtiments du Roy, décédé à Paris, le 9 décembre 1771, à la requête de Jules Verberckt, avocat au Parlement, Cathe-

1. Voyez chapitre 217.

2. Le sculpteur en bois *Jacques Verberckt* fut assez célèbre en son temps. Agréé à l'Académie, il n'eût tenu qu'à lui de faire partie de la noble compagnie. (Cf. Jal; Guiffrey, les *Scellés d'artistes*, C, 13-18, etc.)

Nous croyons nouveaux les renseignements contenus dans les actes qui forment le présent chapitre et absolument inédit l'acte de baptême de *Jacques Verberckt*.

rine Verberckt, veuve de *Jean-Louis Poillevert*[1], architecte, ancien inspecteur des bâtiments du Roy et contrôleur de ceux de monseigneur le prince de Condé; demoiselle Germaine-Madeleine Verberckt[2], fille majeure; Marie-Monique Verberckt[3], fille majeure; Henriette-Catherine Verberckt[4], fille majeure; Marie-Thérèze-Sophie Verberckt, encore mineure, étant née le 7 octobre 1747; lesdits Jules Verberckt et demoiselle Poillevert, frère et sœur germains, enfants du défunt s[r] *Jacques Verberckt* et de Marie Delatre, sa première femme, décédée le 3 janvier 1733, héritiers chacun pour un sixième de leur père; lesdites Germaine-Madeleine, Marie-Monique, Henriette-Catherine et Marie-Thérèze-Sophie, sœurs germaines, enfants dudit s[r] *Jacques Verberckt* et de dame Marie-Madeleine-Sophie Le Goupil, leur mère, héritières chacune pour un sixième. (E, 1283.)

2. Le 17 juillet 1772. Partage (M[e] Semilliard) des biens dépendant de la succession du s[r] *Jacques Verberckt*, entre ses héritiers nommés à l'inventaire. Une rente de 1,154 livres sur les États de Bretagne est partagée, *par parts inégales*, entre lesdits héritiers. (E, 1281.)

3. Le 10 août 1772. Acte de notoriété (M[e] Semilliard), aux termes duquel s[r] *André-Jacques Le Goupil*, sculpteur de l'Académie de Saint-Luc, et Pierre Tremolien, ancien secrétaire du Conseil supérieur de Pondichéry, certifient que c'est par erreur si, dans différents actes, le s[r] *Jacques Verberckt*, sculpteur ordinaire des bâtiments du Roy, a été nommé *Verbereckt* ou autrement, au lieu de *Verberckt*, qui est son véritable nom de famille, ainsy qu'il est justifié par son acte baptistaire, dont la teneur suit : « *Anno Domini millesimo septingentesimo quarto mensis februarii die vige-*

1. Voyez chapitre 322.

2. Germaine-Madeleine Verberckt (nommée dans certains actes *Geneviève-Madelaine*) épousa le 2 mars 1772, paroisse de la Madelaine-de-la-Villevêque, Jean Serverin, charpentier à Paris, et son contrat de mariage, stipulant une communauté de biens entre les époux, fut rédigé par M[e] Semilliard le 28 février 1772. (E, 1283.)

3. Voyez ce nom, chapitre 208.

4. Voyez ce nom, chapitre 240.

simâ quartâ baptisatus est Jacobus, *filius legitimus Joannis Baptista Verberckt et Claræ Catharinæ Vander Voort, quem susceperunt Jacobus Mayer et Sara Jacobs, ita constat a registro nostro baptismali, quod attestor Antverpiæ hac 23 marti 1725. J. Van Excel Canon. et plebanis ecclesiæ Cathed. B. M. Virginis.* » Collationné sur la copie à l'original, légalisé par MM. les Consuls et Sénateur de la ville d'Anvers, annexé à la minute des mariages célébrés en la paroisse Saint-Nicolas-des-Champs à Paris. (E, 1283.)

378. — VERNET (*Joseph*), peintre.

Le 7 juillet 1761. Procuration (Me Peilhon, notaire à Bayonne) par *Joseph Vernet*[1], peintre du Roy, demeurant « actuellement » à Bayonne, rue de la Poissonnerie, paroisse Notre-Dame, à M. Peilhon, secrétaire du Roy à Paris, pour toucher tous arrérages de rentes sur les États de Bretagne. (E, 1284.)

379. — VÉRON (*César*), entrepreneur des conduites de fer et des fontaines des maisons royales.

Le 25 février 1765. Inventaire (Me Dulion) fait à Versailles après le décès de Louise de Talmeny, veuve de *César Véron*, entrepreneur des conduites de fer et des fontaines des maisons royalles à Versailles, à la requête de Albert Girault, directeur des Postes de la Cour, époux de Marie-Guy Véron; *Nicolas Galant*[2], contrôleur des bâtiments du Roy, époux de Marie-Louise Véron, et Pierre-Hector Becquerel, époux de Claude-Françoise Véron, les dames Gi-

1. *Claude-Joseph* (dit *Joseph*) *Vernet*, le père de *Carle*, naquit à Avignon le 14 août 1712 et mourut le 23 décembre 1789, après avoir été reçu à l'Académie le 23 août 1753 (cf. Jal, 1256). On sait qu'il habita tour à tour Bordeaux, Toulon, Antibes et Cette, mais nous ne croyons pas que la résidence qu'il fit à Bayonne, ainsi que nous le révèle notre acte, ait été jamais signalée. Les *Archives de l'Art français* ont publié de nombreux documents sur cet artiste.

2. Notre architecte est peut-être le même que ce *Galant*, cité par Lance et par Bauchal, qui fut nommé, en 1756, contrôleur des Bâtiments de Saint-Germain et, en 1758, de ceux de l'École militaire.

rault, Galant et Becquerel héritières de la défunte, leur mère.

De la succession dépendait, entre autres choses, 1,000 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 1285.)

380. — Véron (*Robert*), architecte.

Le 11 avril 1768. Achat (Mes Cor et Sommel, notaires à Saint-Malo) par le sr *Robert Véron*, architecte et entrepreneur des ouvrages du Roy, demeurant en sa maison du Val, paroisse Saint-Severin, de 820 livres de rente sur les États de Bretagne, à lui cédées par me Aaron-Pierre Magon, seigneur du Bois, demeurant à sa terre de Montmarin, paroisse de Pleurtuit, évêché de Saint-Malo. (E, 1235.)

381. — Vignon (*Michel*), entrepreneur des bâtiments du Roi.

1. Le 8 juillet 1760. Avis de parents de demoiselle Marie-Louise-Félicité Girardin, épouse mineure de sr *Michel Vignon*[1], entrepreneur des bâtiments du Roy, seule et unique héritière du sr *Louis-Félix Girardin*[2], son père, entrepreneur des bâtiments du Roy. (E, 873.)

2. Le 27 juillet 1760. Transport (Me Gouraud) par Jean-François Chouen, directeur et caissier de la manufacture de porcelaines de France, demeurant à Paris, rue des Mauvaises-Parolles, paroisse Saint-Germain-l'Auxerrois, à *Michel-Félix Vignon*, entrepreneur des Ponts et Chaussées et charpentier des bâtiments du Roy à Versailles, de 150 livres de rente sur les États de Bretagne. (E, 873.)

1. Ce *Michel Vignon*, qui est très probablement le même que *Michel-Félix Vignon* que nous rencontrons à l'acte qui suit, est un nouveau venu.

2. *Louis-Félix Girardin* serait-il l'architecte du receveur général des finances, Nicolas Baujon, que citent G. Brice, *Description de la ville de Paris;* Legrand et Landon, *Descriptions de Paris et de ses édifices;* Thiery, *Guide des amateurs et des étrangers à Paris;* Lance et Bauchal? A cela, répondrons-nous, rien d'impossible.

382. — Villain (*Charles-Nicolas*), maître doreur.

Le 30 juillet 1774. Quittance (Me Trutat) par *Charles-Nicolas Villain*, maître doreur, rue des Deux-Portes-Saint-Sauveur, à Paris, de la somme de douze cent cinquante livres, remboursement de 62 livres 10 sols de rente sur les États de Bretagne, faisant le reste de 250 livres de rente, constituées au profit d'Angélique Le Clerc, veuve de Jean Chesneau, bourgeois de Paris. Par suite du décès de ladite veuve Chesneau, arrivé le 2 août 1760, ladite rente de 250 livres a appartenu à Marie Le Clerc, veuve d'*Étienne Genard*, maître doreur, et à Charlotte Le Clerc, veuve en premières noces de Nicolas Villain, et en deuxièmes de Charles Le Roy, directeur des Économats de France, héritières pour moitié de la veuve Chesneau, leur sœur. Et le sr *Charles-Nicolas Villain*, ci-dessus nommé, est devenu conjointement propriétaire avec demoiselle Marie-Anne-Charlotte Villain, baronne de Saint-Bohaire, sa sœur, des 125 livres de rente qui avaient appartenu à ladite Charlotte Le Clerc, leur mère. (B, 58.)

383. — Vincent (*Odille*), maître orfèvre.

Le 8 août 1762. Contrat de mariage (Me Dupré) entre *Odille Vincent*, marchand orphèvre joyallier bijoutier à Paris, et Françoise Denizasse. (E, 1292.)

384. — Voiriot (*Guillaume*), peintre de l'Académie royale.

Le 14 mars 1775. Inventaire (Me Demantort) après le décès de Françoise-Catherine Voiriot, épouse de Nicolas-Alexandre Denoireterre, ancien lieutenant de cavalerie, à la requête dudit sr Denoireterre, commun en biens et comme tuteur de ses deux enfants mineurs; à celle de Noël-Ythier Porcher Desrollands, avocat au Parlement, conseiller du Roy, directeur particulier de la monnaie d'Orléans, époux de Marguerite-Prospère-Françoise Denoireterre, fille de la défunte, et en présence de *Guillaume Voiriot*[1], peintre de

1. Peintre de portraits, fils de *Jean Voiriot,* sculpteur du Roi, et de

l'Académie royale, subrogé-tuteur des mineurs précités. (E, 1078.)

W

385. — WILLEMART (*Jean*), maître orfèvre.

Le 7 avril 1780. Notoriété (Me Rouen), aux termes de laquelle *François-Joseph Hey*, orphèvre à Paris, et Ambroise Toussaint, bourgeois de Paris, certifient connaître parfaitement *Jean Willemart*, marchand orphèvre à Paris, et que c'est par erreur si, dans différents actes, son nom a été écrit *Wilmart* au lieu de *Willemart*, ainsi qu'il résulte de son baptistaire inscrit aux registres de la paroisse de Vandy, diocèse de Reims, à la datte du 24 may 1732. (E, 1260, dossier Toussaint.)

Françoise Quatrelivres, né le 20 novembre 1713, reçu à l'Académie de peinture le 28 juillet 1759 et mort à Paris le 7 frimaire an VIII (8 décembre 1799). (Cf. les *Archives de l'Art français*, I, 390, II, 391; Jal, 1280; Bellier de la Chavignerie, 700, etc...)

TABLE

ANALYTIQUE ET RAISONNÉE.

SIGNES ET ABRÉVIATIONS.

A. signifie architecte; — arq., arquebusier; — br., brodeur; — — cér., céramiste; — cis., ciseleur; — cof., coffretier; — dess., dessinateur; — dor., doreur; — éb., ébéniste; — ém., émailleur; — entr., entrepreneur en bâtiments; — év., éventailliste; — fond., fondeur; — fond. car., fondeur de caractères d'imprimerie; — fourb., fourbisseur; — g., graveur; — gr. en méd., graveur en médailles; — horl., horloger; — imp., imprimeur; — ing., ingénieur; — jo., joaillier; — lap., lapidaire; — lut., luthier; — m. d'œuv., maître d'œuvre; — mod., modeleur; — orf., orfèvre; — p., peintre; — p. ém., peintre en émail; — p. verr., peintre verrier; — pot., potier d'étain; — rel., relieur; — sc., sculpteur; — stuc., stucateur; — tap., tapissier; — tour., tourneur; — verr., verrier.

Un astérisque (*) précède les noms de lieux.

Les noms entre deux parenthèses sont ceux des notaires au rapport desquels ont été faits les actes analysés dans la présente publication.

1. En dehors de ces quelques renseignements spéciaux sur Paris, nous avons été dispensés de relever le nom de cette ville à chaque fois qu'il se présentait, par ce fait qu'il eût fallu citer *toutes* les pages de ce volume.

2. Nous n'avons relevé les paroisses que pour renvoyer le lecteur à un acte extrait de leurs registres, croyant inutile de le faire lorsque le nom d'une paroisse n'apparaissait que pour donner l'adresse d'un personnage cité.

ERRATA.

Page 26, 4e avant-dernière ligne, *au lieu de :* V, *lisez :* III.
— 29, 4e ligne de la note 2, *au lieu de :* Bavarel, *lisez :* Baverel.
— 32, ligne 9 de la note 2, *au lieu de :* Paignon-Dijouval, *lisez :* Paignon-Dijonval.
— 37, ligne 1, *lisez :* Horque de Cerville.
— 43, 2e ligne, *au lieu de :* Anne-Françoise-Andrée Boilleau, *lisez :* Anne-Françoise-Andrée Gauldrée-Boilleau.
— 72, 6e avant-dernière ligne de la note 1, *au lieu de :* Bavarel, *lisez :* Baverel.
— 75, n^{o} **129**, *lisez :* (Me Delanglard).
— 129, 3e avant-dernière ligne de la note, même correction que page 72.
— 134, *au lieu de :* **255**. — Loo (*Louis-Michel* VAN), premier peintre du Roi, *lisez :* **255**. — Loo (*Louis-Michel* VAN), premier peintre du Roi d'Espagne.

PUBLICATIONS

DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE L'ART FRANÇAIS.

Nouvelles Archives de l'Art français, recueil de documents inédits.

1re SÉRIE.

I. Année 1872 (1re année); prix du volume pour les non-souscripteurs. 25 fr.
II. Année 1873 (2e année). 20 fr.
III. Année 1874-75 (3e année). 20 fr.
IV. Année 1876 (4e année). 15 fr.
V. Année 1877 (5e année). 15 fr.
VI. Année 1878 (6e année). 15 fr.

2e SÉRIE.

I. Année 1879-80 (7e année), t. VII. 15 fr.
II. Année 1880-81 (8e année), t. VIII. 15 fr.
III. Année 1882 (9e année), t. IX. 15 fr.
IV. Année 1883 (10e année), t. X. 15 fr.
V. Année 1884 (11e année), t. XI. 15 fr.
VI. Année 1885 (12e année), t. XII. 15 fr.

3e SÉRIE.

I-II. Années 1884-85 (*Revue de l'Art français ancien et moderne*), t. XIII. 16 fr.
III. Année 1886 (*Revue...*), t. XIV. 16 fr.
IV. Année 1887 (*Revue...*), t. XV. 16 fr.
V. Année 1888 (*Revue...*), t. XVI. 16 fr.
VI. Année 1889 (*Revue...*), t. XVII. 16 fr.
VII. Année 1890 (*Revue...*), t. XVIII. 16 fr.
VIII. Année 1891 (*Revue...*), t. XIX. 16 fr.

Mémoires pour servir à l'histoire des Maisons royales et Bastimens de France, par André Félibien, publiés pour la première fois d'après le manuscrit de la Bibliothèque nationale. 1 volume in-8°, 1873. 8 fr.

Procès-verbaux de l'Académie royale de peinture et de sculpture (1648-1793), publiés, avec l'autorisation de M. le Ministre de l'Instruction publique, d'après les registres originaux conservés à l'École des Beaux-Arts.

1er volume, 1648 à 1672 (1875). 10 fr.
2e volume, 1673 à 1688 (1878). 10 fr.
3e volume, 1689 à 1704 (1880). 10 fr.

4e volume, 1705 à 1725 (1881). 10 fr.
5e volume, 1726 à 1744 (1882). 10 fr.
6e volume, 1745 à 1755 (1885). 10 fr.
7e volume, 1756 à 1768 (1886). 10 fr.
8e volume, 1769 à 1779 (1888). 10 fr.
9e volume, 1780 à 1788 (1889). 10 fr.
10e volume, 1789 à 1793 (1892). 10 fr.

Les Comptes des Bâtiments du Roi (1528-1571), suivis de documents inédits sur les châteaux royaux et les beaux-arts au XVIe siècle, recueillis et mis en ordre par le marquis Léon de Laborde, publiés par la Société de l'histoire de l'art français. 2 v. in-8°. 1877-1879. 25 fr.

État-civil d'artistes français. Billets d'enterrement ou de décès, depuis 1823 jusqu'à nos jours, réunis et publiés par M. Hubert Lavigne. 1 vol. in-8°. 1881. 6 fr.

Mémoires inédits de Charles-Nicolas Cochin sur le Comte de Caylus, Bouchardon, les Slodtz, publiés d'après le manuscrit autographe par M. Charles Henry. 1 vol. in-8°. 1880. 8 fr.

La Stromatourgie ou de l'excellence de la manufacture des tapis, dits de Turquie, nouvellement establie en France sous la conduite de noble homme Pierre Dupont, publiée par MM. A. Darcel et J. Guiffrey. 1 vol. in-8°. 1882. 6 fr.

État-civil des Peintres et Sculpteurs de l'Académie royale. Billets d'enterrement de 1648 à 1713, publiés par M. Octave Fidière, d'après le recueil conservé à l'École des Beaux-Arts. 1 vol. in-8°. 1883. 6 fr.

Correspondance des Directeurs de l'Académie de France à Rome avec les Surintendants des Bâtiments du Roi de 1666 à 1793, publiée d'après les pièces originales par A. de Montaiglon. Les trois premiers volumes (1666-1711), 1888-9. Trois volumes gr. in-8°. 30 fr.

Artistes français des XVIIe et XVIIIe siècles, extraits des Comptes des États de Bretagne, collationnés et annotés par le marquis de Granges de Surgères. Paris, Charavay, 1893, 1 vol. in-8°. 8 fr.

COLLECTION

DE TRAVAUX SUR L'ART FRANÇAIS

PUBLIÉS PAR LEURS AUTEURS SOUS LE PATRONAGE DE LA SOCIÉTÉ.

1. ACTES d'État-civil d'artistes français, peintres, graveurs, sculpteurs, architectes, extraits des registres de l'Hôtel-de-Ville de Paris, détruits dans l'incendie du 24 mai 1871, par H. HERLUISON. 1873, 1 vol. in-8°, tiré à petit nombre. 20 fr.
Le même ouvrage, papier de Hollande. 30 fr.

2. LETTRES de noblesse et décorations accordées aux artistes en France pendant le XVII° et le XVIII° siècle, par J. J. GUIFFREY. 1873, 1 vol. in-8°. (*Tirage à part à 50 exemplaires.*) *Epuisé*

3. NOTES et documents inédits sur les expositions du XVIII° siècle, recueillis et mis en ordre par J. J. GUIFFREY. 1873, 1 vol. in-12, tiré à petit nombre. 10 fr.

4. NOTICE sur Jacques Guay, graveur sur pierres fines du roi Louis XV, documents inédits émanant de Guay et notes sur les gravures en taille-douce et en pierres fines de la marquise de Pompadour, par J.-F. LETURCQ. 1873, 1 vol. in-8° avec 12 planches, reproduisant la plupart des œuvres de Guay, tiré à 300 exemplaires. 12 fr. 50

5. ÉLOGE de Lancret par Balot de Sovot, accompagné du catalogue de ses tableaux et de ses estampes, de notes et de pièces inédites, le tout réuni et publié par J. J. GUIFFREY. 1874, in-8°.
Tiré à 200 exemplaires sur papier de Hollande. 9 fr.

6. NOEL LE MIRE et son œuvre, suivi du catalogue raisonné de l'œuvre de son frère Louis Le Mire et de plusieurs tables, avec un portrait à l'eau-forte et des bois inédits, par Jules HÉDOU. 1875, 1 vol. in-8° tiré à 300 exempl. sur papier de Hollande. 25 fr.
Le même ouvrage, papier Whatman, avec double épreuve du portrait et des bois (50 exemplaires). 35 fr.

7. LIVRET de l'Exposition du Colisée (1776), suivi de l'exposition ouverte à l'Elisée en 1797 et précédé d'une histoire du Colisée d'après les Mémoires du temps, avec une table des artistes qui prirent part à ces deux expositions. Complément des livrets de l'Académie royale et de l'Académie de Saint-Luc. 1875, in-12.
215 exemplaires sur papier vergé 3 fr.
10 sur papier de Hollande. 6 fr.
5 sur papier de Chine. 10 fr.

8. SÉBASTIEN LE CLERC et son œuvre (1637-1714) par M. Édouard MEAUME. Ouvrage couronné par l'Académie de Metz. 1877, grand in-8° de 338 pages, sur papier vergé de Hollande, tiré à 205 exemplaires. 18 fr.

9. LA FAMILLE DES JUSTE en Italie et en France, par Anatole DE MONTAIGLON. 1876-7, in-4° de 76 pages, sur papier de Hollande, avec 14 figures dans le texte (tirage à part de la *Gazette des Beaux-Arts* à 50 exemplaires, dont 30 seulement ont été mis en vente). *Epuisé*

10. Notice sur Jacques Neilson, entrepreneur et directeur des teintures de la manufacture royale des tapisseries des Gobelins au XVIII[e] siècle, par Albert Curmer. 1878, in-8° (tiré à 125 exemplaires). 4 fr.

11. Jean le Prince et son œuvre (1734-1781), par Jules Hédou, ouvrage comprenant une notice biographique, le catalogue de l'œuvre de l'artiste, le secret de son procédé de gravure au lavis et de nombreux documents inédits, avec portrait à l'eau-forte par A. Gilbert. 1879. 1 vol. in-8°, tiré à 300 exemp. sur papier de Hollande. 20 fr.

Le même ouvrage, papier Whatman, avec double épreuve du portrait, tiré à 50 exemplaires. 30 fr.

12. Les Orfèvres de Paris en 1700. Procès-verbaux de visites et déclarations faites en exécution de l'édit du mois de mars 1700, publiés et annotés par M. J. J. Guiffrey. 1879, in-8°. (Tirage à part à 100 ex. du *Bulletin de l'Union centrale*.) 3 fr.

13. Les Artistes Angevins, peintres, sculpteurs, maîtres d'œuvre, architectes, graveurs, musiciens, d'après les Archives Angevines, par Célestin Port. 1881. In-8° de 333 p., tiré à 100 exemplaires. 15 fr.

Et à 20 exemplaires sur papier de Hollande. 25 fr.

14. Les Sculpteurs de Lyon du XIV[e] au XVIII[e] siècle, par M. Natalis Rondot. (Tirage à part sur papier de Hollande de la *Revue Lyonnaise*, à 200 exemplaires dont 100 mis en vente.) Lyon et Paris, 1884, gr. in-8°. 7 fr.

15. La Médaille d'Anne de Bretagne et ses auteurs, Louis Lepère, Nicolas de Florence et Jean Lepère (1494), avec une estampe de Sébastien Le Clerc, par M. Natalis Rondot. 1885, gr. in-8°. Tiré à 100 exemplaires sur papier de Hollande, dont 50 mis en vente. 3 fr.

16. Les Femmes artistes à l'Académie royale de peinture et de sculpture, par Octave Fidière. Paris, Charavay, 1885, in-8°, 2 portraits. 5 fr.

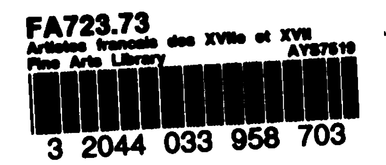
17. Correspondance inédite de Maurice Quentin De La Tour, suivie de documents nouveaux, par MM. J. Guiffrey et M. Tourneux, avec 2 planches hors texte et 4 gravures dans le texte, 1885, gr. in-8°. Tiré à 60 exemplaires. 10 fr.

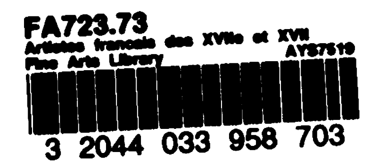
18. Mémoires inédits sur la vie et les ouvrages des membres de l'Académie royale de peinture et de sculpture, publiés par MM. Dussieux, Soulié, de Chennevières, Mantz et de Montaiglon, 2 vol. in-8° publiés pour la première fois en 1854; 2[e] édition augmentée d'une table nouvelle des sujets de tableaux et des noms de lieux par M. A. de Montaiglon.

(*Ces deux volumes, propriété de la Société, seront livrés aux membres sociétaires au prix de 5 fr.*)

Nota. — Aux termes de l'art. XVII des statuts, les membres de la Société de l'Histoire de l'Art français jouissent d'une remise de vingt pour cent sur le prix des ouvrages publiés dans cette collection, en adressant directement leurs demandes au libraire de la Société.

Imprimerie Daupeley-Gouverneur, à Nogent-le-Rotrou.


FA723.73
Artistes francais des XVIIe et XVII
AY57519
Fine Arts Library
3 2044 033 958 703


FA723.73
3 2044 033 958 703

FA 723.73

Granges de Surgères, Anatole, marqui

Artistes français des XVII et XVIII siècles

DATE	ISSUED TO
FEB 16 '85	P. Wl[illegible]
	300 6269 20
01 21	7
	JUDITH FROMM[illegible]

FA 723.73